Le Monde

www.lemonde.fr

58e ANNÉE – Nº 17810 – 1,20 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE — MARDI 30 AVRIL 2002 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

SUPPLÉMENT

Le Monde ÉCONOMIE

Les travailleurs de l'extrême droite

EMPLOI

ATTENTAT DE DJERBA

Deux responsables de la sécurité limogés p. 19

GRANDE-BRETAGNE

Délinquance : Blair veut supprimer les allocations des parents p. 20

ALAIN JOCARD/AFP

RAVE-PARTY

Des milliers de raveurs anti-Le Pen p. 21

FOOTBALL

Lyon et Lens, samedi, en finale du championnat p. 27

CINÉMA

Un portrait de Brian De Palma p. 34

France 2
Horizons 13
International 18
Société 21
Entreprises 23
Marchés 25
Aujourd'hui 27
Météorologie-Jeux ... 30
Carnet 31
Abonnements 31
Culture 32
Radio-Télévision 35

La révolte civique de la jeunesse

La montée de l'extrême droite provoque une prise de conscience politique dans les jeunes générations

SOMMAIRE

Mobilisation anti-Le Pen. Les manifestations continuent, renforcées par la rentrée scolaire et universitaire dans les académies de Paris, Créteil, Versailles et Bordeaux. Un défilé était organisé lundi 29 avril dans la capitale. Samedi, les manifestations avaient rassemblé plus de 200 000 personnes dans toute la France, dont plusieurs dizaines de milliers à Paris, en prélude aux rassemblements du 1er Mai. Forums civiques à Nantes. p. 2, 3 et 4

A l'extrême droite. Jean-Marie Le Pen met en garde les jeunes du FN contre les *« provocations »* du 1er Mai. Bruno Gollnisch : *« Je suis sûr que nous rassemblerons en dehors de notre camp. »* p. 4 et 5

A droite. Un entretien avec Alain Juppé. François Bayrou résiste au parti unique. Les chasseurs appellent à voter Chirac. Le président et les agriculteurs. Le Medef condamne le programme du FN. p. 6 et 7

A gauche. François Hollande confirmé comme chef de la campagne socialiste pour les législatives. La LCR appelle à voter contre Le Pen. Reportage à Cintegabelle, orpheline de Lionel Jospin. p. 8

Vu de l'étranger. Les correspondants des journaux étrangers critiquent les médias français. Bruxelles s'inquiète des conséquences du programme du FN. Entretien avec le ministre des affaires étrangères britannique. p. 10 et 11

Régions. Forte tradition catholique et tissu industriel diversifié expliquent pourquoi la Bretagne et les Pays de Loire résistent à l'extrême droite. p. 12

Horizons, chroniques. Enquête dans l'Yonne sur les électeurs nombreux mais *« peu causants »* du FN. Points de vue : Laurent Fabius, Robert Redeker, Alain Bentolila, Thomas Philippon... Analyse et notre éditorial : « Chirac et la gauche ». Les chroniques. p. 13 à 16, 34 et 36

▶ La mobilisation dans les lycées et les universités pour le vote contre l'extrême droite

▶ La préparation des défilés du 1er Mai

▶ Un entretien avec Alain Juppé : « Les manifestations ne mènent à rien »

▶ Points de vue : Laurent Fabius appelle au « sursaut »

Arafat bientôt libre de ses mouvements

LE GOUVERNEMENT israélien a accepté, dimanche 28 avril, à la demande du président George W. Bush, de lever le dispositif militaire autour du président Yasser Arafat, assiégé depuis le 29 mars dans son quartier général de Ramallah en Cisjordanie, et de retirer ses forces de la ville. Yasser Arafat sera libre de ses mouvements. En échange, l'Autorité palestinienne a accepté de livrer cinq membres du FPLP impliqués dans l'assassinat du ministre israélien du tourisme qui seront gardés par des Américains ou des Britanniques dans les territoires autonomes palestiniens, et un sixième accusé de trafic d'armes. George W. Bush s'est félicité de cet accord, estimant qu'il se révélerait *« une étape importante sur la voie de la paix au Proche-Orient »*.

PALESTINIAN AUTHORITY/AP

Dans la nuit de dimanche à lundi, l'armée israélienne a engagé une opération de grande envergure dans la ville autonome d'Hébron.

Lire page 18

CULTURE

Les artistes et les intellectuels qui appellent à voter Chirac

MOUSSE/MAXPPP

SIX MILLE personnes, parmi lesquelles Jack Lang, Catherine Tasca et Jacques Toubon, ont participé, dimanche à Paris, à un rassemblement d'artistes et d'intellectuels appelant à voter Jacques Chirac le 5 mai. Dans la région Languedoc-Roussillon, le Collectif du 20 mars, qui s'était constitué après les élections régionales de mars 1998 pour combattre l'alliance de la droite avec l'extrême droite, a repris du service. *Lire page 32*

Au marché de Ménilmontant : « C'est plus le moment de finasser »

MÉNILMUCHE fait la gueule, sous la pluie, dimanche 28 avril. Mi-parcours, avant de choisir, ou pas, entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Au marché, qui commence à l'angle de la rue de Ménilmontant et de la rue des Pyrénées, un monsieur triste refuse de répondre aux questions avant d'avoir vu une carte de presse : *« Aujourd'hui, vous comprenez, on ne sait plus à qui on s'adresse. »* Il s'excuse : *« Je suis complètement blessé. On a donné toute notre jeunesse pour voir l'avènement du socialisme. Et voilà où nous en sommes. »*

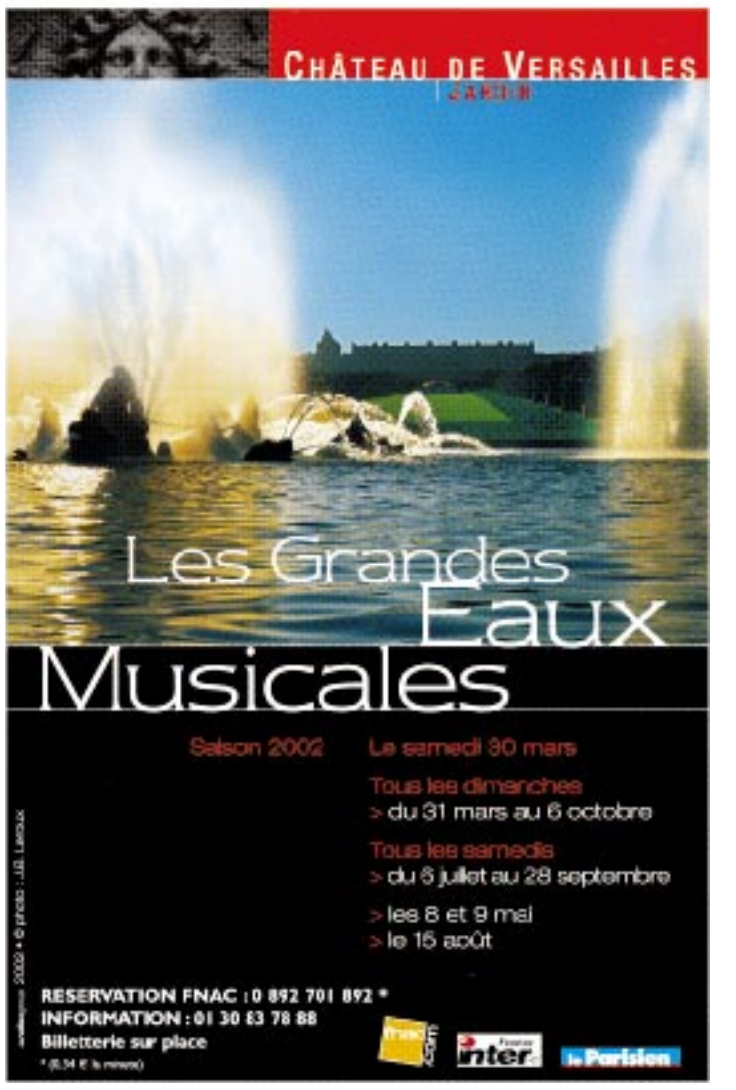
Alice Le Roy, candidate Verte dans le 11e arrondissement aux législatives de juin, dans le fief du chevénementiste Georges Sarre, est venue avec des tracts plein les bras. *« Le 5 mai, NON au fascisme, contre Le Pen votez Chirac »*, dit l'un. Un sexagénaire en casquette toussote sans s'arrêter. Marie-Noëlle a un bouquet de fleurs dans chaque main et un panier, mais saisit quand même la feuille. *« Oui, je voterai Chirac »*, dit cette électrice de 57 ans, qui a choisi Besancenot au premier tour. Un petit silence. *« Merde ! »*, lâche-t-elle, les larmes aux yeux. Alice, dont c'est, à 33 ans, la première campagne comme candidate, a *« les boules »*.

« C'est plus le moment de finasser. Il faut avoir une réaction civique même s'il en coûte personnellement », dit-elle. Elle renverra le bulletin Le Pen à l'Elysée le 6 mai, pour *« dire à Chirac : "t'as eu notre voix, mais voilà ce que tu as récolté" »*. Une mamie, 82 ans, fidèle électrice chiraquienne, passe en souriant. *« Vous inquiétez pas, moi je voterai bien le 5 mai. »* Les tracts partent comme des petits pains. Et pas seulement ceux de la candidate, dont le suppléant, Stéphane von Gastrow, un inspecteur des impôts non voyant, est posté au coin de la rue. La LCR, Attac, le Parti des travailleurs, le PCF, la CNT, Ras l'front, tout le monde tracte et discute.

« La grande leçon, c'est qu'il faut écouter. Quand on n'écoute pas, les gens se révoltent d'une façon ou d'une autre », assure Alice, qui se sent un peu rassérénée, après le choc du 21 avril, de voir tout le monde se parler. Y compris *« pour la première fois »* entre militants de tous bords. Un jeune qui tracte pour le collectif No Pasaran, explique : *« Quand on a vu, à Barcelone, Chirac et Jospin être d'accord sur tout, ça a accrédité la thèse du "tous pareils". »* Il ajoute : *« Si on appelle à voter Chirac, on va avoir 40 % pour le FN aux législatives. »* Un militant de la LCR assure qu'*« une fois qu'on a dit pourquoi, ça passe très bien qu'on n'appelle pas explicitement à voter Chirac »*.

Voire. Sylvie, présidente du comité de quartier Pelleport - Saint-Fargeau, fulmine, ses courses sous le bras. *« La LCR, là, je leur ai dit qu'ils n'avaient pas de couilles au cul. J'ai une mère qui va voter Le Pen, alors que mon père est mort en camp de concentration. »* Désespérée, elle a fini la conversation téléphonique avec sa mère en lui disant : *« Tu es bête. Bête, il n'y a pas d'autre mot. »* Sylvie a commencé à travailler à 16 ans. Son père, chez Citroën, allait chercher des travailleurs immigrés au Maroc. *« Et maintenant ma mère veut les renvoyer chez eux. »* Alors, *« évidemment »*, même si elle a toujours voté à gauche, elle votera Chirac, le 5 mai.

Béatrice Gurrey



BASKET

Valenciennes, les reines d'Europe

PHILIPPE HUGUEN/AFP

UN AN après le succès de Bourges, les joueuses de Valenciennes se sont hissées au sommet du basket européen, contre les Polonaises de Gdynia 78-72. *Lire page 28*

POINT DE VUE

Insurger l'intelligence

par Jean-Pierre Rioux

LA DÉMOCRATIE, c'est l'intelligence mise au service du compromis entre l'Un et l'Autre, en nous-mêmes comme avec tous ceux auxquels nous lie encore le désir d'être ensemble. La démocratie, c'est aller voter, non pour ses idées mais pour ce qu'on juge être le bien commun.

A nous de dire, dès aujourd'hui, sous quel aspect une nouvelle forme démocratique pourra rassembler encore une société à deux vitesses où les petits malins bien armés pour la guerre culturelle piétinent les plus frustes, qui grognent leurs onomatopées agressives et extrémistes. Dans les décombres de l'après-21 avril, il faut de toute urgence déblayer les ruines de l'esprit et reconstruire du vrai. C'est-à-dire parier sur l'intelligence, en éduquant mieux. Il s'agit, hélas ! d'apprendre enfin à lire la France d'aujourd'hui comme un immense champ de manœuvres culturelles où les représentations médiatiques sont devenues reines et dénient la réalité ; où une culture de masse largement vendue, satinée comme une peau d'éternel bébé, fabrique l'immanence du présent, décervelle en laissant croire que vivre debout c'est réagir à l'événement ou à la « une » accablante, sourire à toutes les guignolades divertissantes.

Pub sans rivages, tape-à-l'œil, faux-semblant, marchands de bonheur à peu de frais, mots élastiques, images devenues clichés à répétition, pavane insolente des histrions dorés sur tranche, deals de l'âme à tous les étages, violence et hystérie pour pacotille, délires virtuels et étalon-fric : tout nous pousse à n'être que des hédonistes consommateurs ou des poseurs de cacas nerveux, prisonniers d'une immédiateté sans passé ni avenir, sans règles, sans héritages, sans utopies.

Lire la suite page 14

JEAN-PIERRE RIOUX est historien, inspecteur général de l'éducation nationale.

M 00147 - 430 - F: 1,20 €

Afrique CFA 1000 F CFA, Algérie 35 DA, Allemagne 1,50 €, Antilles-Guyane 1,50 €, Autriche 1,50 €, Belgique 1,20 €, Canada 2,50 $, Danemark 15 KRD, Espagne 1,50 €, Finlande 2,00 €, Grande-Bretagne 1 £, Grèce 1,50 €, Irlande 1,50 €, Italie 1,50 €,Luxembourg 1,20 €, Maroc 10 DH, Norvège 16 KRN, Pays-Bas 1,50 €, Portugal cont. 1,50 €, Réunion 1,50 €, Suède 16 KRS, Suisse 2,40 FS, Tunisie 1,5 DT, USA (NY) 2 $, USA (others) 2,50 $.

PRÉSIDENTIELLE

LA MOBILISATION

La mobilisation anti-Le Pen ne faiblit pas. Lundi 29 avril, de nombreuses assemblées générales devaient se tenir dans les lycées parisiens à l'occasion de la **RENTRÉE SCOLAIRE** du troisième trimestre. Les manifestations prévues dans toute la France, le 1er mai à l'appel d'une **SOIXANTAINE D'ASSOCIATIONS**, de syndicat et de partis politiques, devraient marquer le summum de cette mobilisation. 3 500 **POLICIERS ET GENDARMES** seront mobilisés pour cette occasion qui verra aussi le Front national défiler. Ce week-end, des dizaines de milliers manifestants, essentiellement des militants de gauche, ont défilé à Paris et en Province. Jean-Marie Le Pen a déclaré : *« J'attends le* **VERDICT DES URNES**, *je ne fais pas de politique dans la rue. »* Pour Alain Juppé (RPR), ces manifestations sont *« à côté de la plaque »*.

Contre Le Pen, les Français descendent dans la rue

Des dizaine de milliers de manifestants ont défilé, samedi 27 et dimanche 28 avril, dans toute la France. Le 1er mai, ils devraient être encore plus nombreux pour dire « non » au candidat de l'extrême droite. Ce dernier dénonce les « forces de l'établissement » qui se mobilisent contre lui

PLUS DE 210 000 personnes sont descendues dans la rue, samedi 27 avril, pour dire *« Non »* au Front national, à l'appel de SOS-Racisme, de la Ligue des droits de l'Homme et du MRAP : 45 000 selon la police, 100 000 selon les organisateurs, à Paris ; 25 000 à Grenoble, 20 000 à Marseille, 15 000 à Rennes, 13 000 à Bordeaux, plus de 10 000 à Montpellier, 4 000 à Clermont-Ferrand, et 2 200 à Nice, où le FN est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle (26,78 des suffrages exprimés). Une mobilisation de toute la gauche.

A Paris, outre les partis – PS, PCF, Verts, anarchistes, LO, LCR – les syndicats (CGT, CFDT, SUD, FSU et syndicats d'étudiants) et des organisations comme Act-Up, Ras l'Front, Attac, des militants de la Convention pour la VIe République ont battu le pavé, rejoints par les sans-papiers. Quelques ministres ont défilé, comme Yves Cochet (Verts) et Jean-Luc Mélenchon, membre de la Gauche socialiste, tandis que le maire de Paris, Bertrand Delanoë (PS) a promis qu'il serait de toutes les manifestations. *« C'est Le Pen qu'il faut virer, c'est pas les sans-papiers ! »*, scandaient, entre autres, les manifestants. En fin d'après-midi, la porte-parole de Lutte ouvrière, Arlette Laguiller, qui a appelé ses militants à *« voter blanc ou nul »*, a quitté le cortège sous les sifflets. Lundi 29 avril, les étudiants et lycéens devaient organiser des manifestations dans tout le pays, pour mener des *« initiatives spontanées et non-violentes »*.

Le mot d'ordre est *« sauvons la République »*. De retour de vacances, les lycéens et les étudiants d'Ile-de-France devaient se retrouver à 15 heures, place de la République, à Paris pour défiler jusqu'à la place de la Nation. La préfecture de police a prévu de *« faire preuve de grande fermeté »* en cas de violences. En vue de la manifestation géante du 1er mai, où les partisans du FN et ses opposants se partageront la rue, quelque 3500 policiers et gendarmes seront mobilisés, à Paris. Exceptionnellement, le centre opérationnel du ministère de l'intérieur – qui lui permet d'obtenir des informations en temps réel – sera activé, comme ce fut le cas lors de la Coupe du monde de football en 1998 et, plus récemment, lors du lancement de l'euro.

▶ **Le Front national se concentre sur les médias.** Jean-Marie Le Pen n'a prévu quasiment aucune rencontre directe avec ses électeurs, exception faite d'un meeting le 2 mai, à Marseille. Mais il multiplie les apparitions médiatiques. Lundi, il a ainsi dénoncé une nouvelle fois *« forces de l'établissement »* qui se mobilisent contre lui et a affirmé qu'il avait *« le peuple »* avec lui pour affronter Jacques Chirac le 5 mai. *« J'attends le verdict des urnes. Je ne fais pas la politique dans la rue »*, a-t-il déclaré sur Europe 1. Dimanche, c'est Bruno Gollnisch, son directeur de campagne, qui expliquait au « Grand Jury RTL/*Le Monde* » qu'il compte sur les électeurs de Christine Boutin, Jean Saint-Josse, Alain Madelin et Arlette Laguiller pour assurer la victoire du Front national, le 5 mai. Au passage, il a dénoncé *« le déferlement véritablement hystérique de gens qui critiquent les positions du FN et de M. Le Pen »*. *« Chacun sait bien que celui qui n'y va pas de son petit crachat sur la candidature de Jean-Marie Le Pen, n'a aucune chance de faire carrière dans le système »*, a-t-il estimé. Invité sur France 3, quelques heures plus tard, M. Gollnisch a expliqué que *« la nationalité française s'hérite ou se mérite »*.

▶ **Mais la droite refuse de débattre avec lui.** Alors que Jacques Chirac a choisi de recommencer ses *« rencontres-dialogues »* thématiques – après l'agriculture et la ruralité, dimanche en Dordogne, il évoquera les difficultés des petites entreprises, mardi à Toulouse – Nicolas Sarkozy, qui a accepté une émission sur France Europe Express en même temps que Bruno Gollnisch, ne débattra pas avec lui. Fustigeant les *« outrances qui ne furent pas que verbales »* de M. Le Pen, M. Sarkozy estime que ce dernier n'avait *« jamais cherché le débat »*, mais plutôt *« la provocation qui abaisse tout le monde, qui fait descendre le niveau du débat politique en dessous du niveau de la mer pour créer l'extrémisme »*. François Fillon a vivement dénoncé, dimanche sur RTL, *« la campagne odieuse menée pendant des mois et des mois par les socialistes contre le président Jacques Chirac »*. Selon le député RPR de la Sarthe, *« la dégradation organisée de l'image du président de la République a beaucoup joué dans ces résultats »*. Quant à Alain Juppé, il cherche comment combattre les idées du FN sans *« donner l'impression à ses électeurs qu'ils sont des salauds »*. Car l'ancien premier ministre s'inquiète de la difficulté qu'il pourrait y avoir, à droite, pour dégager une majorité de gouvernement à l'issue des législatives. Le chiraquien Jean-Pierre Raffarin a encore appelé, lundi 29 avril sur France 2, les électeurs *« à se motiver autour des valeurs de la République »* et a mis en garde contre l'abstention qui *« est un vote Le Pen »*.

▶ **La gauche cherche à faire taire ses divisions.** Toute la gauche n'est pas d'accord avec le vote Chirac, pour combattre le Front national. Arlette Laguiller, candidate de LO au premier tour de la présidentielle, se distingue ainsi dans le concert anti-FN en appelant à *« voter blanc ou nul »* lors du second tour, dimanche. *« J'appelle les travailleurs à ne pas voter Le Pen, notamment ceux qui l'ont fait au premier tour à ne pas le refaire »*, a-t-elle indiqué en ajoutant : *« Je n'appelle pas à voter Chirac parce que je ne crois pas qu'il soit un rempart contre les idées de Le Pen. »* Le comité central de la LCR, dont le candidat, Olivier Besancenot avait recueilli 4,5 % des voix à la présidentielle, s'est réuni dimanche et a décidé de rappeler *« la nécessité de barrer la route à l'extrême droite dans la rue comme dans les urnes »*. Quand au PS, c'est désormais François Hollande qui succède à Lionel Jospin. C'est lui qui mènera les socialistes dans la bataille des législatives. C'est aussi lui qui devra faire face au traumatisme d'un parti choqué par sa défaite et par le retrait de son leader, Lionel Jospin. Mais si les critiques sont encore feutrées au sein du parti, plusieurs intellectuels et proches des socialistes ne se privent pas, dès à présent, de contester la campagne et le positionnement politique choisi par M. Jospin. Ce dernier, très discret, a laissé le parti et son ancienne circonscription de Cintegabelle, orphelins.

Raphaëlle Bacqué et Clarisse Fabre

A Victor-Hugo : « Si on est 20 et qu'on fait ce bruit, alors je vous dis pas à 400 »

ILS SONT une vingtaine du lycée Victor-Hugo, à Paris, réunis ce lundi vers 7 heures dans un café au cœur du 4e arrondissement. Les vacances scolaires les avaient empêchés de se joindre jusque-là aux mouvements contre Le Pen. Aujourd'hui, jour de reprise des cours, c'est le moment de montrer que les lycéens parisiens s'opposent à l'extrême droite. Le plan d'action a été décidé la veille.

Eugénie Ravon, élève de terminale littéraire dans l'établissement et par ailleurs présidente de la FIDL, répète les dernière consignes.*« L'idée c'est qu'on se retrouve tous à 10 heures dans la cour de récré»*. Les lycéens sont chargés de faire le tour des classes à partir de 9 heures. Les délégués devront faire de même. *« On a fait des affiches appelant à faire une assemblée générale*, signale une lycéenne. *Tout le monde va nous suivre »*. Un représentant du lycée Sophie-Germain est venu coordonner le mouvement. *« On démarre les premiers et on va chercher ceux de Charlemagne. Puis on vient vous voir »*.

Les lycées Tugot et Simone-Weil devraient suivre. Un lycéen propose de débrayer après la cantine. Un autre signale que le matin, beaucoup de contrôles sont prévus. *« Il nous faut du temps pour s'organiser*, explique Eugénie Ravon. *A 10 heures c'est mieux.»* Les lycéens rejoindront ensuite la place de la République en passant par la Bastille s'ils ont suffisamment de temps. Un jeune s'inquiète d'éventuels débordements :*« Chaque fois qu'il y a une manif lycéenne, il y a des problèmes . »*

« QUELQU'UN A RAMENÉ UN DJEMBÉ ? »

La présidente de la FIDL veut mettre en place un service d'ordre. *« Il faut que tout le monde s'en occupe. C'est simple : il faut vérifier que ça ne parte pas trop sur les côtés et que ça n'aille pas trop vite. »* La militante a une recette encore plus efficace. *« S'il y a des problèmes, tout le monde s'asseoit. Comme ça,ceux qui foutent le bordel sont vite repérés »*. L'idée est venue d'un lycée de l'Essonne où, dit-elle *« sur 500 élèves il y a trente lascars »*. Les lycéens veulent à tout prix éviter que des casseurs brisent le mouvement. Le défilé se doit d'être une fête.

« On a préparé plein de slogans », explique Eugénie Ravon en distribuant une feuille imprimée par la FIDL où des chansons connues ont été détournées. *« Victor-Hugo et Sophie Germain seront les seuls qui auront des slogans qui déchirent »*, s'amuse une lycéenne. Quelques minutes avant le début des cours, le groupe règle les derniers problèmes matériels. Des piles de tracts appelant à manifester sont distribués à tous les présents. Un lycéen interroge: *« Quelqu'un a ramené un djembé ? »* Eugénie Ravon s'inquiète *« faut pas qu'on soit à ouelpé* [à poil] *sur les djembé »*. Un lycéen prévoyant a apporté le sien.

Les banderoles seront préparées au cours de l'Assemblée générale. *« Il ne faut pas qu'elles soit prêtes avant. Il ne faut pas que les lycéens croient que tout est préparé à l'avance.»* Vers huit heures, le groupe quitte le café pour aller distribuer les tracts devant le lycée. Ceux qui ont cours entrent en classe pour une ou deux heures, les autres patientent devant l'établissement. C'est l'occasion de répéter les chansons. *« I will survive, Tombe' la chemise, la Marseillaise »* sont reprises par un chœur encore maladroit. *« Si on est 20 et qu'on fait ce bruit , alors je vous dis pas à 400 »* s'émerveille une lycéenne.

Luc Bronner

74 % à 81 % des Français voteraient pour Jacques Chirac

74 % à 81 % des Français voteraient pour Jacques Chirac au second tour de la présidentielle dimanche 5 mai, et 19 % à 26 % choisiraient Jean-Marie Le Pen, selon un sondage Ipsos publié dans le *Figaro* paru lundi 29 avril. Parmi ceux qui disent qu'ils voteront pour Jacques Chirac, 83 % affirment que leur choix ne changera pas, 2 % déclarent pouvoir encore changer d'avis, 11 % pensent qu'ils peuvent voter blanc ou nul, 3 % disent qu'ils peuvent s'abstenir et 1 % ne se prononce pas.

85 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen affirment, eux, que leur choix ne changera pas. 8 % peuvent encore changer d'avis, 7 % peuvent aller finalement voter blanc ou nul, aucun n'envisage de s'abstenir.

Ce sondage a été réalisé les 26 et 27 avril par téléphone auprès d'un échantillon de 927 personnes.

ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL

Le Programme doctoral ESSEC, 25 ans de collaboration avec l'Université pour former des professeurs et chercheurs de niveau international.

- Une occasion de bénéficier de séminaires de haute qualité et d'un encadrement par des professeurs de renommée internationale.
- Possibilité de participer activement à des conférences et congrès en France et à l'étranger.
- Recrutement : après l'obtention d'un DEA en sciences de gestion ou économie ; mais aussi à l'entrée d'un des 4 DEA partenaires de l'ESSEC ou d'un autre DEA en Sciences de gestion ou économie (*diplôme requis : 2ème cycle ou grande école d'ingénieur ou de gestion*).
- **Possibilité de bourses de recherche significatives.**

Date limite de candidature : 17 juin 2002.

Contact :
Loli Breton - Tél. : 01 34 43 30 85 - breton@essec.fr
www.essec.fr/doctoral

ESSEC BUSINESS SCHOOL.
ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVES.
ASSOCIATION LOI 1901.
ACCREDITES AACSB INTERNATIONAL - THE ASSOCIATION TO ADVANCE COLLEGIATE SCHOOLS OF BUSINESS.
AFFILIES A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VERSAILLES VAL D'OISE - YVELINES

3 500 policiers pour éviter les débordements le 1er Mai

Les cortèges à Paris du Front national et des organisations de gauche ne devraient pas se croiser

ENVIRON 3 500 policiers et gendarmes seront mobilisés, mercredi 1er mai à Paris. Pour assurer la sécurité des multiples rassemblements prévus, la préfecture de police disposera de vingt compagnies républicaines de sécurité (CRS) et d'autant d'escadrons de gendarmes mobiles, auxquels s'ajouteront des policiers des renseignements généraux et de la police urbaine de proximité. Les brigades anticriminalités (BAC) en civil auront pour tâche d'interpeller les éventuels casseurs ou fauteurs de trouble. L'ensemble des moyens de vidéosurveillance seront également mis à contribution.

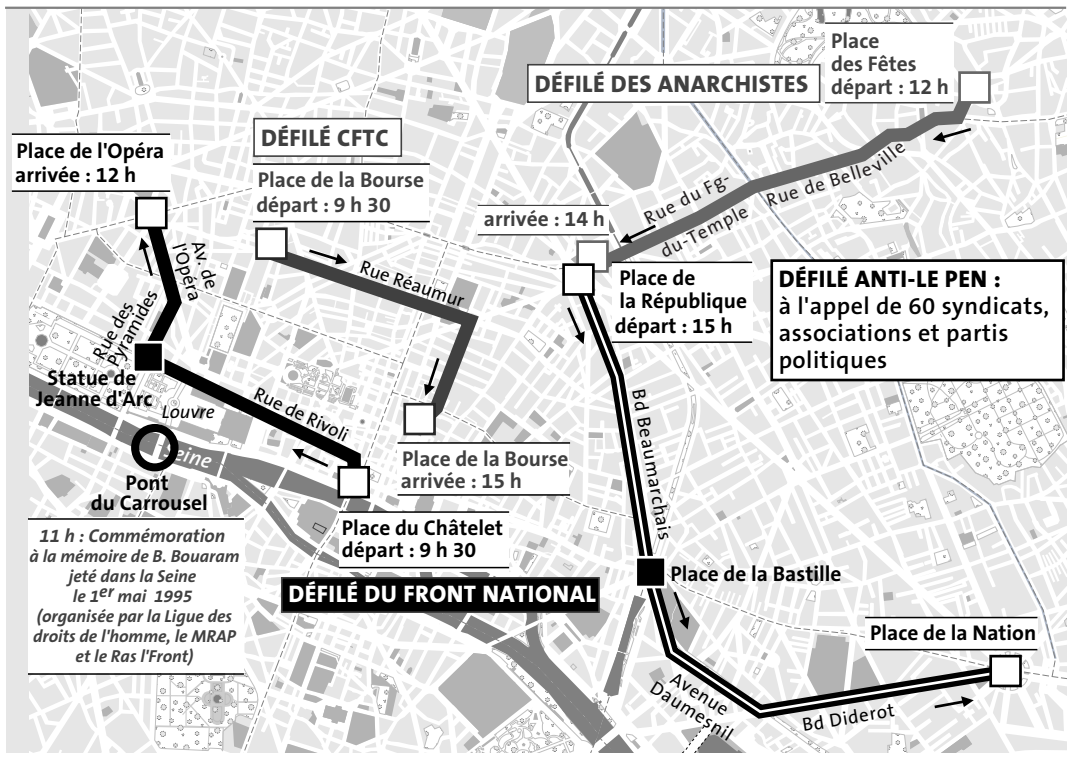
Le préfet de police, Jean-Paul Proust, a donné pour consigne que toutes les personnes en possession d'armes soient interpellées et déférées devant la justice. Le procureur de la République de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, avait adressé aux magistrats du parquet, le 24 avril, une note qui recommandait *« une transmission rapide des informations »* de la police à la justice. *« Conformément à mes instructions constantes,* ajoute le procureur, *la plus grande fermeté doit être adoptée vis-à-vis des auteurs de violences contre les personnes, tout particulièrement lorsque les auteurs ont fait usage d'armes. »*

Pour la première fois à l'occasion d'un 1er Mai, le centre opérationnel Beauvau sera activé au ministère de l'intérieur. Cette structure, qui centralise les informations en provenance de toute la France, permet au gouvernement d'être alerté en temps réel de la situation sur les lieux. Elle avait été utilisée en 1998, pendant la Coupe du monde de football et la mise en place de la monnaie européenne au début de l'année.

A Paris, les horaires et les itinéraires des deux principaux cortèges ont été choisis pour éviter les risques de confrontation. Les partisans de Jean-Marie Le Pen défileront mercredi matin à partir de 9 heures entre la place du Châtelet et celle de l'Opéra. Le défilé unitaire des syndicats et des partis de gauche ne démarrera qu'à 14 heures, place de la République, et se dirigera jusqu'à la place de la Nation. Cependant, lundi 29 avril, les policiers disaient craindre des débordements. Le rassemblement prévu à 11 heures Pont du Carrousel en mémoire de Brahim Bouraam, qui avait été poussé dans la Seine le 1er mai 1995 par des sympathisants du FN, ne sera pas éloigné du défilé lepéniste, encadré par le département protection sécurité (DPS), service d'ordre musclé dont les membres, selon des sources policières, auraient déjà stocké des lacrymogènes. La manifestation unitaire de l'après-midi pourrait également donner lieu à des incidents, lors de la dispersion du cortège.

Pascal Ceaux

PARCOURS DES MANIFESTATIONS PRÉVUES POUR LE 1er MAI



Un cortège de gauche défile au cri de « votez Chirac »

Samedi à Paris, des dizaines de milliers de manifestants ont crié leur refus de Jean-Marie Le Pen et leur attachement aux valeurs républicaines. Dans le cortège, les militants de LO, qui préconisent le vote blanc ou nul, ont été hués

NON ! ! ! Elles sont partout ces trois lettres, tendues à bout de bras, portées sur le ventre, photocopiées dans tous les formats pour dire non *« à la haine »*, *« à la xénophobie »*, *« au racisme »*, *« à l'extrême droite »*. Le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen est partout en accusation, accolé sans nuances sur les banderoles à d'autres noms honnis : Hitler, Sharon, Bush, Berlusconi, Haider, Franco, Pétain, ou encore Pinochet. Samedi 27 avril, plus de 210 000 personnes ont manifesté ainsi dans une quarantaine de villes, à l'appel d'une soixantaine d'organisations.

▶ **A Paris, ils sont plusieurs dizaines de milliers**, 45 000 selon la police, 100 000 pour les organisateurs, à gagner la place de la République. Il est un peu plus de 15 heures et une gigantesque banderole *« No pasaran »*, sorte de mur en bâche grise, est hissée par des étudiants de Saint-Denis. C'est grand, 17 mètres de large, c'est lourd, il pleut. Plusieurs fois, il faut recommencer.

Toutes les composantes de la gauche sont là. Des socialistes, des communistes, des anars, des militants trotskistes, des Verts. Un long, très long cortège qui appelle, dans sa majorité, à voter Jacques Chirac au second tour. Les étudiants et les lycéens sont venus très tôt pour leur propre rendez-vous. *« Pour une France sans muselière »*, lit-on sur un tee-shirt enfilé sur un chien. *« 17 %, ce n'est pas un détail »*, proclame La Souris verte, le mouvement des Jeunes Verts. Silhouette blanche à la chevelure ébène, Nacéra, 35 ans, fille de Marocains, est venue toute seule du Bourget, dans la banlieue parisienne. Son message, elle s'en est ceint le corps tout entier sur un drap coupé. *« France, pays des droits de l'homme et des libertés, c'est ainsi que je t'aime. Ne change pas. » « Si la France est malade, Le Pen ne la soignera pas mais la tuera »*, peut-on lire dans son dos. Erika court en poussant un landau. *« Je cherche le collectif 500 poussettes contre le Front national »*.

▶ **La clameur enfle.** Les « personnalités » gagnent la tête du cortège. Yves Cochet, ministre Vert de l'environnement répond aux télévisions étrangères : *« We are here to save the value of the Republic. We are obliged to vote Chirac »*, avant d'expliquer en français qu'*« il faut un renouvellement de la gauche, dans ses composantes, son style et son contenu »*. Autre ministre, Jean-Luc Mélenchon, membre de la Gauche socialiste, la mine grave, le feutre noir vissé sur le crâne, est comme habité : *« Il faudrait des millions de 1er mai, il faut voter, faire baisser Le Pen, c'est la responsabilité de chacun. »* Le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë, assure qu'il sera de tous les rendez-vous, toutes les manifestations. Noël Mamère, candidat des Verts à l'élection présidentielle, n'a pas de mots assez durs pour *« les hésitants du second tour ». « Qu'ils fassent attention,* prévient-il, *on pourra les traiter plus tard de Munichois. »* Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), se projette : *« le dimanche 5 mai, tout le monde doit battre Le Pen mais à partir de lundi il faudra se mobiliser pour virer Chirac »*. Dans le cortège du PCF, la secrétaire nationale Marie-George Buffet *« mène campagne pour voter Chirac »* et *« appelle les autres forces à en faire autant car nous avons une lourde responsabilité »*.

▶ **En première ligne**, les syndicalistes de la CGT, de SUD, de l'UNSA et de la FSU côtoient les membres d'Attac, de Ras l'Front, de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP. Derrière, on chante, on danse, on marche en famille. Des mains brandissent des cartes d'électeur. Beaucoup sont venus avec leurs propres pancartes bricolées sur des bouts de carton ou portent des tee-shirts saturés de feutres. Cinq enfants de six à treize ans, encadrés par leurs parents, arborent dans le dos les slogans qu'ils ont réalisés le matin même. *« On est là vu qu'il est raciste »*, dit très sérieusement, Chloé, treize ans.

▶ **La politique est au cœur des discussions**, et certains avouent qu'ils sont à un tournant. Qu'ils ressentent l'envie de militer. *« Depuis longtemps, je me dis qu'il faudrait créer un pôle de gauche radical, qui réunirait la LCR, le PCF, les Verts »*, estime Nicolas, 32 ans, qui finit sa thèse de droit public, *« financée par les Assedic »*. Sur le trottoir, un jeune père donne un cours d'instruction civique à chaud à son fils, Aloys, 11 ans. Il lui explique longuement le vote, le bulletin blanc, l'abstention.

▶ ***« C'est Le Pen qu'il faut virer, c'est pas les sans-papiers »*** : la soixantaine de sans-papiers, partis à pied de Marseille un mois plus tôt, chantent leur bonheur de se retrouver au milieu d'une foule d'opposants au FN. *« Tous ces gens qui nous acclament ! »*, n'en revient pas Ali, Tunisien sans papiers installé en France depuis 1989, qui porte fièrement sur ses épaules un maillot de l'équipe de France de football. A quelques mètres, Jane Birkin, accompagnée de sa fille Charlotte Gainsbourg, brandit une pancarte *« 100 % contre Le Pen, votons ! ». « Je m'en voudrais à mort de ne pas être là aujourd'hui. Faut voter Chirac sans états d'âme. J'aime trop la République »*, explique-t-elle.

Un groupe de militants de la cause kabyle l'affirme : *« Le Pen = généraux fascistes algériens, l'OAS revient ». « Les Français, je ne sais pas ce qu'il leur a pris. On a mangé avec eux, on a fait des mariages mixtes. Je suis sûre que certains de ceux qui ont voté Le Pen se sont tapé un couscous le lendemain avec les Arabes »*, déclare Caroline qui préfère donner le prénom que l'administration française lui a demandé de prendre. Résidente en France depuis quarante ans, française depuis vingt-quatre, elle compare ce pays *« à une grande famille qui s'aime et se déchire »*.

▶ **Entre atmosphère festive et gravité** la manifestation balance. La drôlerie de certains slogans n'arrive pas à dissiper le malaise de nombreux manifestants, ni à éviter les engueulades. Au passage du cortège des Jeunesses socialistes, qui compte dans ses rangs de nombreux élus parisiens, des sifflets fusent. *« Quand je vois l'analyse du premier tour qu'a faite le PS, je me dis qu'il n'a vraiment rien compris. Pour vous, ce sont les électeurs qui ont mal voté ! »*, crie Marcel, un militant communiste de Seine-Saint-Denis. *« Faut pas nous énerver ! »*, rétorque un conseiller d'Elisabeth Guigou qui assure le service d'ordre du PS.

Geneviève, une septuagénaire parisienne, les invite à s'interroger sur les responsabilités de chacun : *« depuis la guerre d'Algérie, je n'ai jamais manifesté dans la rue. Je suis né avant-guerre, en 1927, je me rappelle les discussions en famille en 1933 »*.

▶ **Arlette est huée.** C'est au tour d'Edith, la quarantaine élancée, d'invectiver les militants de Lutte ouvrière qui ferment le cortège en appelant *« les travailleurs à voter blanc ou nul ». « C'est pas possible, ce que vous allez faire, augmenter le score de Le Pen, c'est indigne pour des gens qui disent défendre les ouvriers »*, s'exclame-t-elle à leur passage. *« Je n'ai pas de leçons de marxisme-léninisme à recevoir, moi, cela fait plus de trente ans que je milite »*, lui répond un militant LO. *« Ce n'est pas une raison pour aider Le Pen »*, poursuit Edith. *« La prochaine fois vous nous demanderez de voter Le Pen pour éliminer Mégret »*, lance le militant avant de regagner son groupe en courant. L'organisation d'Arlette Laguiller n'en a pas fini. A son arrivée en rangs serrés, place de la Nation, les huées redoublent. *« Collabos ! »*, hurlent des manifestants. *« Salauds ! »*, dit une voix. Un autre brandit son majeur *« Mais pourquoi ils sont venus ? »*, s'interroge un groupe de jeunes. Des sifflets accompagnent, de loin, le départ d'Arlette. Il est 20 h 45, la manifestation se disperse, sans incidents.

Jean-Jacques Bozonnet, Luc Bronner, José-Alain Fralon, Isabelle Mandraud, Caroline Monnot et Marie-Laure Phélippeau

Plus de 200 000 personnes dans toute la France, selon les chiffres de la police, ont défilé contre l'extrême droite, samedi 27 avril. Ci-dessus, place de la République à Paris, le cortège a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants, des personnalités politiques, syndicales et du show-biz. A Grenoble, ci-dessous, ils étaient plusieurs milliers. Ci-contre de haut en bas : à Nice, Clermont-Ferrand, Bordeaux et Marseille.

PHOTOS : A. TEZENAS/EDITING ; MAXPPP ; REUTERS ; GAMMA ; R. ESCHER/MPA

Vu et entendu dans le cortège

« Enfermez Jean-Marie, libérez Marie-Jeanne ! » ; *« Veni, vidi, Vichy »* ; *« Le 5 mai, pas d'abstention, faisons reculer le nazillon »* ; *« Abracadabrantesque, cauchemardesque »* ; *« Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés ! »* ; *« Votez Le Pen et vous n'aurez plus besoin de voter »* ; *« Marianne en danger, Le Pen au bûcher ! »* ; *« Un voleur vaut mieux qu'un Führer »* ; *« Le 5 mai, la riposte, c'est le vote »* ; *« Le 5 mai, bouffons des pommes, plutôt que de récolter des pépins »* ; *« Aux urnes, citoyens »* ; *« Votez escroc, pas facho »* ; *« La douce France a 20 % de matière grasse à perdre »* ; *« Le Borgne ou Hitler, c'est du pareil au même »*.

Et encore : *« Le Pen aux chiottes ! »* (une famille hissée sur un banc). *« Touche pas à ma République »* (Nicole, 74 ans). *« Le Pen-cul, Le Pen-zizi, Le Pen à jouir »* (des quadras). *« Seuls les votes exprimés comptent. Tous les votes exprimés contre »* (collectif des élèves de l'Ecole normale supérieure de Paris). *« Sidatorium : un détail de plus »* (Act-Up). *« Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Chirac. Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes »* (le cortège de Lutte ouvrière).

Rassemblement d'intellectuels et de personnalités religieuses

ADOSSÉ au Panthéon, face à 10 000 manifestants, selon la police, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, le promet : *« Ma main ne tremblera pas »* en déposant dans l'urne, le dimanche 5 mai, *« un bulletin de vote sur lequel il y aura marqué Jacques Chirac ». « Et rien de nos convictions ne sera renié »*, a-t-il ajouté. Le rassemblement de ce dimanche 28 avril, à l'initiative notamment de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) et de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), aura donné une occasion supplémentaire à des personnalités de gauche d'affirmer leur ralliement au vote Chirac.

Un rassemblement contre l'extrême droite, auquel s'étaient joints de nombreux intellectuels parmi lesquels les philosophes Alain Finkielkraut, Bernard-Henry Lévy, l'écrivain Marek Halter, le cinéaste Claude Lanzmann, mais aussi le député (PS) de l'Essonne Julien Dray, le comédien Michel Boujenah et l'ancien maire de Paris Jean Tiberi. Ce meeting en plein air, animé par le psychanalyste Gérard Miller, se substituait à la grande manifestation *« républicaine »* contre l'antisémitisme souhaitée par ces deux organisations. Pour Serge Klarsfeld, président de l'association des Fils et filles de déportés juifs de France : *« Pas une voix juive ne doit aller à Jean-Marie Le Pen. Face à l'héritier du régime de Vichy, nous appelons à voter pour l'homme du discours du Vél' d'Hiv'* [Jacques Chirac]. »

Dans une atmosphère d'œcuménisme, Gilles Bernheim, grand rabbin de la synagogue de la Victoire à Paris, et le Père Patrick Desbois ont partagé la tribune avec Alain Bauer, grand maître du Grand Orient de France. Soheib Bencheikh, mufti de Marseille, a provoqué des acclamations très vives quand, appelant lui aussi à voter Jacques Chirac, il a lancé : *« Le juif de France est pour le musulman un baromètre. Il connaît mieux que nous en Occident ce qu'est la cruauté du fascisme. »* Puis, montrant une fillette qui agitait un drapeau français, il a dit : *« Ma fille Agar doit avoir un avenir dans la République malgré son nom arabe. C'est la République qui est menacée, Shalom Salam ! »* En écho, Patrick Gaubert, président de la Licra, a évoqué son fils Jonathan, traumatisé par la vague d'antisémitisme : *« L'heure est à l'union sacrée. Sèche tes larmes fiston »*, a-t-il conclu avant d'entonner *La Marseillaise* avec la foule.

Nicolas Weill

Israël Finkelstein
Neil Asher Silberman
LA BIBLE DÉVOILÉE
LES NOUVELLES RÉVÉLATIONS DE L'ARCHÉOLOGIE

« Lisible et révolutionnaire »
David Noël Freedman, éditeur de la série *Anchor Bible*
« La plus tonique et la plus audacieuse des synthèses sur la Bible et l'archéologie depuis cinquante ans ».
Baruch Halpern, *The First Historians: the Hebrew Bible and History*
Bayard

De jeunes Nantais animent un forum en pleine rue pour « comprendre ce qui ne va pas »

15 000 personnes ont défilé samedi contre le FN

NANTES
de notre correspondant

Parler sans juger, ne pas se contenter de manifester, remettre la politique sur la place publique, dans la rue. La vingtaine d'étudiants qui ont installé un « Forum des citoyens », place du Commerce à Nantes, cherchent d'abord à comprendre puis, au besoin, à convaincre par le dialogue.

Des panneaux, une table posée sur des tréteaux, des boîtes en carton par terre pour recueillir les témoignages : à deux pas des terrasses de café et de l'arrêt du tramway, des passants s'arrêtent et les discussions s'enchaînent. *« Après le premier tour, il y a eu une boule d'émotion, une énergie humaine dans la rue, il fallait capter cela. A tous ceux qui se plaignent de ne pas être entendus, qui veulent témoigner, nous proposons de venir parler, de laisser des textes »*, explique Laurent, l'un de ceux qui, au soir du 22 avril, s'est dit qu'il fallait agir hors de toute organisation, pour reprendre la politique à la racine.

« On ne se connaissait pas. Dans la journée, on a fait 4 000 "flyers" et des affichettes que l'on a placardées un peu partout. Manifester ne nous suffisait pas et il n'est pas question de stigmatiser ceux qui votent Le Pen ; au contraire, nous voulons parler avec eux, essayer de comprendre ce qui ne va pas. »

Venu prendre des photos du « Forum », Julien, étudiant en droit, a d'abord discuté, puis a décoléré contre les manifestants anti-Le Pen : *« Ce que j'attends de la politique, c'est du courage et cette volonté de rendre le dialogue possible entre tout le monde, sans jugement, dans la rue ; c'est du courage. Maintenant, je saurai mieux quoi faire le 5 mai. »*

MANIFESTATION UNITAIRE

En quatre jours, les boîtes à idées du « Forum des citoyens » ont recueilli plusieurs centaines de contributions, incitant ces organisateurs à les publier sur Internet, à en faire une exposition et, pourquoi pas, un livre. Samedi à midi, Nathalie est venue inscrire, sur l'un des panneaux, la citation de Pierre Desproges qui lui trottait dans la tête depuis quelques jours : *« Il y a plus d'humanité dans l'œil d'un chien qui remue la queue que dans la queue de Le Pen qui remue son œil. »* Pour elle, il fallait aussi pouvoir continuer à rire, avant de défiler l'après-midi dans un cortège qui a réuni 15 000 personnes – autant que la manifestation du jeudi précédent, mais avec une population différente.

Après une semaine durant laquelle lycéens et étudiants ont formé le gros des cortèges, l'âge moyen était plus élevé. Pour la première fois depuis longtemps, tous les partis de gauche et d'extrême gauche, les syndicats de salariés – à l'exception de FO – et de multiples associations ont défilé côte à côte derrière une banderole *« Ensemble contre l'extrême droite »*. Pour Marion, 24 ans, étudiante en BTS, fraîchement inscrite au Mouvement des jeunes socialistes (MJS), *« le choix après le premier tour était de repartir à l'étranger pour ne pas voir cela ou de s'engager ». « Le meilleur moyen de combattre l'extrémisme,* ajoute-t-elle, *c'est d'être modéré, ce qui ne veut pas dire de ne pas s'engager. »*

Venu manifester lui aussi, le maire (PS) de Nantes, Jean-Marc Ayrault, considérait la semaine de défilés et d'actions spontanées comme le gage *« d'un sursaut civique, d'une prise de conscience des jeunes qui interpellent leurs parents, et, pour certains, les bousculent dans leur confort intellectuel ». « C'est positif,* concluait-il, *mais il faudra que tout cela converge vers le suffrage universel. »* M. Ayrault se dit persuadé que *« la vie politique restera structurée par le rapport droite-gauche »*, mais qu'il faudra aussi *« répondre aux besoins de repères, sortir de notre routine ».*

Dominique Luneau

210 000 manifestants dans toute la France

Au total, plus de 210 000 manifestants se sont mobilisés en France, samedi 27 avril, contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, selon un comptage établi par l'Agence France Presse (AFP). Le ministère de l'intérieur annonçait de son côté 110 000 personnes dans la rue, dont 65 000 en province.

A Grenoble, une manifestation a réuni 30 000 personnes selon les organisateurs et 20 000 selon la police. Il s'agit de la plus importante mobilisation organisée depuis quarante ans dans cette ville. A Marseille et à Nancy, 20 000 personnes ont défilé. Au moins 15 000 manifestants se sont rassemblés à Rennes, 13 000 à Bordeaux, 10 000 à Nantes mais aussi à Montpellier. A Amiens et Angers, ils étaient 6 000 à défiler, à Clermont-Ferrand et à Reims 4 000.

Des manifestations de moindre ampleur ont eu lieu dans des villes comme Dijon, Rouen, Strasbourg, Le Havre, Nice, Perpignan, Vannes, Lorient, ou encore Belfort. Enfin, des cortèges d'environ un millier de personnes ont sillonné samedi 27 avril les villes de Nîmes, Toulon, Tours, Périgueux, Montauban et Bayonne.

TROISIÈMES CYCLES
EXPERTISE INFORMATIQUE
9 MASTERS SPÉCIALISÉS
Pôle Informatique pour le décideur
– Master "Informatique Financière"
– Master "Management et Informatique"
– Master "Décisions e-Stratégies de l'Entreprise"
Pôle Nouvelles Technologies de l'Information
– Master "Nouvelles Technologies Numériques"
– Master "Réseaux Haut débit"
– Master "Technologies Wireless"
Pôle "Systèmes Informatiques
– Master "Sécurité Informatique"
– Master "Systèmes d'Information d'Entreprise"
– Master "Traçabilité et Logistique"
EPITA PARIS SUD MASTERS
14-16, rue Voltaire • 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex
Tél. 01 44 08 01 01 • M° Porte d'Italie • e-mail : masters@epita.fr
EPITA
L'INGÉNIERIE INFORMATIQUE
www.masters.epita.fr
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. Le Pen invite ses troupes à défiler le 1er Mai avec une « extrême vigilance » contre les « provocations »

Le candidat du FN a demandé à ses jeunes militants, réunis samedi, de résister au « système corrompu » ; des consignes de calme ont été données pour la manifestation de mercredi

JEAN-MARIE LE PEN sait trouver les formules choc : *« Soyez comme votre président, toujours rebelles. Ne vous laissez pas avoir par ce système totalement corrompu, sclérosé, impotent, impuissant en même temps qu'omnipotent »*, a-t-il ainsi lancé aux jeunes militants et sympathisants de son parti, invités samedi 27 avril, en fin d'après-midi au « Paquebot », le siège du parti à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Il n'en a pas fallu davantage pour déclencher l'enthousiasme de l'assistance. Il est vrai que le slogan *« Rebelle »*, lancé il y a plusieurs années par Samuel Maréchal, gendre de M. Le Pen, alors directeur du Front national de la jeunesse (FNJ), a toujours du succès dans la jeunesse d'extrême droite qui en a fait une affiche : *« La vague rebelle. »*

Rebelles, donc mais pas violents, car le président du Front national redoute des *« provocations »* qui viendraient compromettre la *« chance exceptionnelle »* qu'il pense avoir de *« réaliser un score qui peut* [l'amener] *jusqu'à la victoire »* – ou en tout cas de *« marquer de façon évidente et probablement définitive l'histoire de la cinquième République ». « Le 1er mai, je vous invite à la plus extrême vigilance »*, a-t-il demandé à ses jeunes troupes. *Il est tout à fait probable qu'on va essayer de nous provoquer, d'une manière ou d'une autre. On sait quel usage le pouvoir a fait des provocations comme celle de Carpentras ou comme celle du Marocain jeté à l'eau sans que le Front national n'ait eu, dans ces incidents, quelque responsabilité que ce soit »*, a-t-il ajouté, en faisant référence à la profanation du cimetière juif de Carpentras, en mai 1990 par quatre skinheads, et, à la mort, le 1er mai 1995, de Brahim Bouaram, jeté dans la Seine par des skinheads venus à Paris dans des cars du FN pour défiler avec le parti d'extrême droite et qui s'étaient détachés du cortège pour commettre leur crime.

La réception de samedi avait été officiellement organisée pour *« remercier les jeunes »* frontistes, et officieusement pour montrer aux journalistes que la jeunesse était du côté de M. Le Pen. Une petite centaine de garçons et de filles de 14 à 25 ans avaient été sélectionnés pour l'occasion.

Le 1er mai, le cortège des jeunes devrait être plus divers. Des militants du Mouvement national des jeunes de Bruno Mégret ont fait savoir qu'ils viendraient, à titre individuel, grossir les rangs du FNJ. Les militants du mouvement Unité radicale, groupuscule antisémite, ont fait de même. Louis-Armand de Béjary, directeur du FNJ depuis le mois de septembre 2001, a expliqué samedi au *Monde* que la stratégie de rassemblement du deuxième tour interdisait de rejeter quelque sympathisant que ce soit, *« à partir du moment où ils ne viennent pas lookés et qu'ils ne racontent pas n'importe quoi ».*

« ANCIEN BOLCHO »

M. de Béjarie a affirmé qu'il veillerait à ce que ces recrues du moment ne scandent pas leurs slogans favoris, tels : *« A Paris comme à Gaza, Intifada »* ou *« Sentier, Deauville, territoires occupés »*, et qu'ils défilent sans leurs blousons ni leurs médailles *« nostalgiques »* de la deuxième guerre mondiale. Samedi, c'est donc bien sagement que la jeune classe a écouté le président du FN évoquer le moment *« historique »* qu'ils sont en train de vivre. *« Je fais la comparaison quelquefois avec un tremblement de terre,* leur a lancé M. Le Pen. *On dit : "C'est curieux, ce bel immeuble est resté debout." Et à ce moment-là, il y a quelqu'un qui éternue et Vroum ! l'immeuble dégringole, car il était cuit de l'intérieur. Eh bien je vous le dis : si par le simple geste de l'élection de Le Pen, le peuple français ne montre pas qu'il veut que quelque chose change, (...) la décadence sera irréversible et irrémissible. »*

Peu de temps auparavant, il s'en était pris une nouvelle fois à M. Chirac, assurant que l'annulation de son interview par Bernard Tapie dans l'émission de ce dernier sur RTL9, était liée au refus du chef de l'Etat de se prêter au même exercice : *« Je n'avais pas peur d'aller contre M. Tapie,* a-t-il dit, *(...) mais il semble que Jacques Chirac ne tenait pas tellement à se faire titiller. Ils sont entre connaisseurs, hein ! »*

Il n'a pas manqué non plus de rappeler le fait que M. Chirac *« vendait* L'Humanité *dans sa jeunesse et signait l'appel de Stokholm »*, qualifiant le chef de l'Etat d'*« ancien bolcho »*, coupable à ses yeux de ne pas avoir *« lancé* [d']*anathème contre le communisme »* et d'avoir *proclamé* : *« Je n'ai qu'une seule haine au monde, le fascisme. »* Pire encore pour M. Le Pen, M. Chirac a *« fait donner la croix de guerre de 39-45 aux combattants communistes des brigades internationales de la guerre d'Espagne »* et *« invité à titre personnel, chez lui, le président chinois, le chef d'un pays communiste qui tue encore des centaines de milliers de gens ».*

Christiane Chombeau

Recul du FN à deux cantonales partielles

Deux élections cantonales partielles, dans l'Essonne, ont donné lieu, dimanche 28 avril, à une réaction au résultat du premier tour de l'élection présidentielle. A Evry-Sud, qui avait vu, en 1998, un duel au second tour entre le Front national et un candidat divers gauche, remporté par ce dernier, le FN est éliminé dès le premier tour. L'extrême droite, qui totalisait près de 18 % des voix le 21 avril, ne recueille cette fois que 11 %. Le PS, lui, progresse nettement (39,3 %), de même qu'aux Ulis, où sa candidate, Maud Olivier, obtient 38,3 % des suffrages et affrontera au second tour le candidat RPR (19,23 %). Dans ce canton aussi, l'extrême droite enregistre un net recul, passant de 11,8 % des voix au premier tour de la présidentielle à 6,8 %. Le candidat du MDC, Paul Loridant (17,19 %), sénateur de l'Essonne et maire des Ulis, n'a pu accéder au second tour, malgré sa notoriété.

Samuel Maréchal, tête pensante de la communication

LES ESPRITS CRITIQUES la nomment *« le soviet »* et finalement ceux qui y travaillent ont adopté ce surnom. Depuis quelques semaines s'est mis en place au FN, une structure informelle qui dirige aujourd'hui la stratégie de communication de Jean-Marie Le Pen. A sa tête Samuel Maréchal, l'époux de Yann, fille cadette de M. Le Pen.

Le bouillant ancien directeur du Front national de la jeunesse est l'instigateur du *« Ni droite ni gauche, français »* en 1995, et l'auteur, en 1999, de déclarations dans lesquelles il soutenait que le FN *« avait évolué dans son approche de l'immigration »*, et *« que la France aujourd'hui est multiconfessionnelle »*, propos peu appréciés par une partie des cadres de l'époque. Quelque temps après il s'était retiré de la vie du parti pour créer sa propre entreprise de communication. Il est réapparu de façon discrète avant le premier tour et de façon ostensible, dimanche 21 avril au soir, afin de peaufiner la profession de foi du candidat Le Pen au second tour.

Dans l'équipe figurent aujourd'hui : Louis Alliot, conseiller régional de Midi-Pyrénées, et président de l'association de financement du président du FN, qui a quitté momentanément sa ville de Toulouse ; Olivier Martinelli directeur de cabinet de Bruno Gollnisch de 1999 à 2000 avant de devenir aujourd'hui celui de M. Le Pen ; Eric Lorio, compagnon de Marine, benjamine de M. Le Pen, secrétaire national aux élections ; Marine Le Pen, directrice du service juridique du FN ; Jean-François Touzé, directeur de la cellule idées et images de la campagne présidentielle ; Gérald Penciolelli, ex-directeur de *Minute.*

A l'actif de cette cellule, la profession de foi de M. Le Pen, *« La France retrouvée »*, qui mentionne le nouveau slogan *« Je suis socialement à gauche, économiquement à droite et, plus que jamais, nationalement de France ! ».* Mais aussi la dernière affiche de campagne. Une affiche en noir et blanc où l'on voit le représentant de l'extrême droite sourire, la tête appuyée contre son poing.

Ch. Ch.

A Sens, le Front national cherche à se fondre dans le paysage

SENS
de notre envoyé spécial

Le Front national voudrait se donner un visage d'ange, à Sens : celui d'Edouard Ferrand. Le conseiller municipal d'extrême droite de la deuxième ville de l'Yonne a 37 ans et des airs d'adolescent de bonne famille : joues imberbes et cheveux parfaitement coiffés. Deux gardes du corps l'accompagnent *« avec comme consigne d'éviter toute provocation »*. Ce chef d'entreprise, qui rêve de politique depuis son engagement étudiant à l'université Lyon-III, veut conquérir la ville, *« le réservoir départemental de voix et de militants pour le Front »*, estime-t-il.

REPORTAGE

Le programme de la municipalité de droite ne diffère guère du projet frontiste

Dans le département, M. Le Pen est arrivé en tête au 1er tour, et sur Sens le FN et le MNR ont obtenu 22 % des voix (contre 17 % en 1995 au FN). Cette terre, le leader frontiste la connaît bien : Pierre Perez, conseiller régional d'extrême droite, est l'un de ses proches. Il a aussi hérité d'une habitante propriétaire de sept officines de pharmacie.

Ici, le succès du FN repose sur la respectabilité. M. Ferrand maîtrise ses propos, tempère celui des militants et militantes. L'une d'elles parle des *« bandes qui menacent de violer et d'agresser ses enfants »*, avant d'ajouter que *« tout le monde sait qui ils sont »*. Le notable corrige et adoucit : *« Ce ne sont pas que des jeunes immigrés. Il y a aussi des jeunes Français qui se sont coulés dans le moule. »*

L'insécurité comme partout. Et sur ce thème le programme de la municipalité de droite ne diffère guère du projet frontiste. *« Nous avons fait le choix d'un discours relativement sécuritaire, dans le grand sens du terme »*, reconnaît la maire (DL) Marie-Louise Fort. Sur la valeur du travail aussi les discours sont proches. *« Il faut redonner le goût de l'effort, il faut remettre la France au travail dans des valeurs »*, explique l'élue.

Du côté des militants FN, on ne dit rien d'autre. Pour Dominique, concessionnaire automobile, *« la vertu de l'homme, c'est le travail ».* Le maire balaie toute insinuation sur une quelconque proximité idéologique : *« Le politiquement correct, ça m'est égal. »*

Vice-présidente de la région de Bourgogne, elle avait déjà été critiquée lors des alliances avec l'extrême droite au conseil régional. A Sens aussi, le FN est intégré, et Edouard Ferrand a bénéficié du soutien de 17 voix d'autres élus pour pouvoir siéger à la commission des finances. Pour respecter le suffrage, explique Mme Fort. Mais M. Ferrand n'est jamais présent à la commission, raconte Jean Cordillot, l'ancien maire.

Le FN construit sa légitimité, sans prosélytisme excessif. *« On se reçoit les uns chez les autres »*, raconte M. Ferrand. En vue des élections législatives, le FN prévoit d'axer sa campagne sur les notables et d'organiser des rencontres sectorisées : petits commerçants, chasseurs, anciens combattants...

Auprès de certains habitants, le parti ne fait plus peur. Mais le véritable projet se trouve dans le discours plutôt que dans les actes. *« Nous sommes les seuls sur le terrain »*, explique-t-on au FN local. Pourtant, dans les quartiers, personne ne les a vus. *« Nous commémorons,* assure-t-on encore, *le passage de Jeanne d'Arc dans la ville le deuxième dimanche de mai. »*

A la mairie, comme dans les médias, on ne se souvient pas d'une manifestation qui aurait réuni en 2001 une centaine de personnes. Pour engranger des résultats électoraux et se poser en alternative, le FN exagère son action. D'ailleurs, celui qui veut défendre les habitants de Sens n'habite même pas la ville, mais Aillant-sur-Thonon. M. Ferrand confirme, avant d'ajouter : *« Je loue une maison sur Sens, et j'y ai un bureau de ma société. »*

Nicolas Barotte

ebs
European Business School
3° CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing
Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...
12 mois dont 5 mois de stage
Option Internationale aux USA
EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris
Tél : 01 53 35 84 84
www.masterebs.com

Pierre Poujade renie M. Le Pen, son ancien protégé

PIERRE POUJADE, fondateur, en 1953, de l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), qui avait lancé Jean-Marie Le Pen dans l'arène politique en 1956, a évoqué samedi, sur France-Inter, les *« mensonges »* de son ancien protégé. *« Tout ce qui avait été dans sa présentation – un père mort pour la France –, ce n'était pas vrai »*, a déclaré l'ancien député, qui appelle à voter pour Jacques Chirac le 5 mai. *« Son auréole d'Indochine,* a t-il poursuivi, *on a su que c'était du bluff : il est arrivé quand tout était terminé. Les soldats de la boue, il les avait connus dans les bordels de Saigon, mais lui n'avait jamais foutu les pieds dans les rizières »*, affirme M. Poujade.

Le 25 mars 1993, M. Poujade avait été condamné pour diffamation envers M. Le Pen par le tribunal de grande instance de Paris, pour avoir tenu les mêmes propos sur TF1. Interrogé sur d'éventuels regrets de sa part pour l'aide apportée au président du Front national au début de sa carrière politique, l'ancien défenseur des petits commerçants et artisans a estimé, samedi, qu'il *« aurait mieux fait de* [se] *casser une jambe plutôt que d'en faire un député »*.

Au premier tour de l'élection présidentielle, M. Poujade avait soutenu Jean-Pierre Chevènement, estimant qu'il n'était *« ni un pourri ni un utopiste »*. Le député de Belfort ne l'avait pas découragé. Il avait estimé qu'il voyait dans ce soutien *« un signe des astres »* ; M. Poujade étant toujours, avait-il plaisanté, *« du côté des candidats qui vont être élus »*. Outre Jacques Chirac en 1995, le fondateur de l'UDCA avait, en effet, appelé à voter de Gaulle en 1965, Pompidou en 1969, Giscard d'Estaing en 1974 et Mitterrand en 1981 et 1988.

Bruno Gollnisch, au « Grand Jury RTL - *Le Monde* »

« Je suis sûr que nous rassemblerons en dehors de notre camp »

Le délégué général du Front national rend hommage aux ligueurs de 1934

Jean-Marie Le Pen se veut le candidat de la fierté nationale retrouvée. En guise de fierté, c'est plutôt la honte qui s'étale dans les journaux du monde entier, où l'image de la France n'a jamais paru aussi dégradée. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Je trouve tout à fait normal que les amis politiques des battus du premier tour, Tony Blair et le chancelier Schröder, soient très déçus de ce qui est arrivé à M. Jospin. En ce qui concerne la honte, le dernier numéro du magazine américain *Newsweek* fait sa couverture sur le coût effarant de la corruption en Europe avec une photo de Jacques Chirac, pas de Jean-Marie Le Pen.

Il reste que les réactions à l'étranger ont été dominées par l'inquiétude devant la montée de l'extrême droite en France...

Il n'y a rien là de vraiment étonnant si on juge Jean-Marie Le Pen d'après ce que disent les médias, y compris les chaînes de service public, au mépris évident de la démocratie.

Comment expliquez-vous la réaction des joueurs de l'équipe de France de rugby, qui ont, eux aussi, appelé à faire barrage à votre candidat ?

Chacun sait très bien que s'il n'y va pas de son petit crachat sur la candidature de Jean-Marie Le Pen, il n'a aucune chance de faire carrière dans le système. Quant aux dirigeants étrangers, ils dérouleront tous le tapis rouge quand Jean-Marie Le Pen sera élu président de la République.

Au-delà de la présidentielle, votre véritable objectif n'est-il pas de faire battre la droite aux législatives ?

Nous aspirons aux responsabilités du pouvoir. Non par ambition personnelle, mais parce que nous sommes horrifiés par la situation de notre pays et que nous voulons le sortir de l'ornière. Par conséquent, nous souhaitons gagner l'élection présidentielle et gagner les élections législatives.

Quel est le secret qui permettrait de passer de 17 % au premier tour à 51 % au second ?

Ce n'est pas beaucoup plus difficile que ce le sera pour M. Chirac de passer de 19 % à 49 %.

Vous avez moins de soutiens que lui aujourd'hui...

Je suis persuadé qu'il y a des défenseurs de la famille, qui ont voté pour Mme Boutin, des défenseurs de la ruralité, qui ont voté pour M. Saint-Josse, des gens légitimement excédés par l'excès de charges de toutes natures, qui ont voté pour M. Madelin, des gens qui rejettent ce système et qui ont voté pour Mme Laguiller : ces gens-là voteront pour la candidature de Jean-Marie Le Pen. Et ça peut faire du monde.

REUTERS

« Les dirigeants étrangers dérouleront le tapis rouge quand M. Le Pen sera élu président »
BRUNO GOLLNISCH

Quelle sera votre attitude aux législatives : maintenir vos candidats partout où vous le pourrez afin de faire battre la droite ?

Si, comme je l'espère, Jean-Marie Le Pen est élu, on verra arriver quantité de ralliements. Nous serons dans la situation de 1958, quand le général de Gaulle revient au pouvoir et que, de façon très logique, les Français lui donnent une majorité à l'Assemblée nationale. On va arriver, finalement, à une désaffection à l'égard des partis traditionnels, et nous allons avoir deux pôles : le pôle national, et puis tout le reste. Dans une situation binaire, un jour ou l'autre, l'un des deux pôles l'emporte.

Que mettez-vous précisément dans ce pôle national ? Des candidatures communes avec M. Mégret ?

Pour le moment, nous ne raisonnons pas en termes d'appareils, mais en termes d'électeurs. Je pense qu'il y aura une stratégie de rassemblement national qui sera définie tout de suite après la présidentielle. Je suis sûr que nous rassemblerons en dehors de notre camp.

Le dernier numéro d'*Agir*, le journal du Front national de la jeunesse, rend un vibrant hommage aux émeutes provoquées par les ligues d'extrême droite le 6 février 1934.

Je reconnais bien là la fougue de nos jeunes gens, et elle m'est tout à fait sympathique.

Vous revendiquez donc la filiation avec l'extrême droite de ces années-là ?

Je revendique la lutte contre les systèmes corrompus et inefficaces, comme l'a été effectivement la IIIe République finissante.

Et l'action des ligues d'extrême droite ?

Mais c'étaient de grands patriotes.

Antisémitisme compris ?

C'étaient de grands patriotes. Je vous rappelle que le colonel de La Rocque a été déporté par les Allemands.

Propos recueillis par Patrick Cohen, Gérard Courtois et Paul Joly

Le MNR espère rebondir lors des législatives

Le soutien apporté par M. Mégret au candidat du FN a suscité des critiques internes

CERTAINS avaient pronostiqué que l'après-midi du samedi 27 avril marquerait la fin du MNR. Il semble finalement que le conseil national organisé par Bruno Mégret au Novotel-Vaugirard à Paris ait surtout mis en lumière l'émergence de militants qui, n'ayant jamais appartenu au FN, n'ont pas les états d'âme des scissionnistes de 1999 et souhaitent maintenir leurs distances avec Jean-Marie Le Pen. Le score médiocre de M. Mégret, dimanche 21 avril, et le succès de Jean-Marie Le Pen n'ont donc pas provoqué de crise majeure.

A dire vrai, le président du MNR a pris tout le monde de court en déclarant d'emblée aux 350 personnes présentes qu'il n'y avait pour le MNR qu'une alternative : dissoudre ou continuer. La première hypothèse rapidement rejetée par la clameur des militants, c'est avec attention que l'assistance a écouté M. Mégret argumenter en faveur du second terme de l'alternative.

Selon lui, beaucoup d'électeurs d'extrême droite auraient dès le premier tour voté utile en se prononçant pour M. Le Pen. Mais rien ne prouverait que, lors des prochaines législatives, ces mêmes électeurs se fixeront sur les candidats du FN. Le président du MNR compte sur l'implantation de ses candidats pour faire émerger son parti dans certaines circonscriptions, voire obtenir des élus comme à Vitrolles-Marignane ou à Mulhouse.

L'essentiel des critiques a porté sur la précipitation avec laquelle M. Mégret a décidé de soutenir M. Le Pen au second tour. Deux « anciens », Guilhem de Tarlé et Gilles Penelle, ont, eux, tenté, sous les huées, de porter le fer sur la stratégie de rassemblement de la droite menée sans succès par Bruno Mégret pendant la campagne. D'autres ont suggéré, en vain, d'appeler à rejoindre le cortège du FN le 1er mai, et l'avocat Eric Delcroix a demandé s'il était responsable de présenter 577 candidats aux législatives au risque de compromettre l'élection de *« députés nationaux »*.

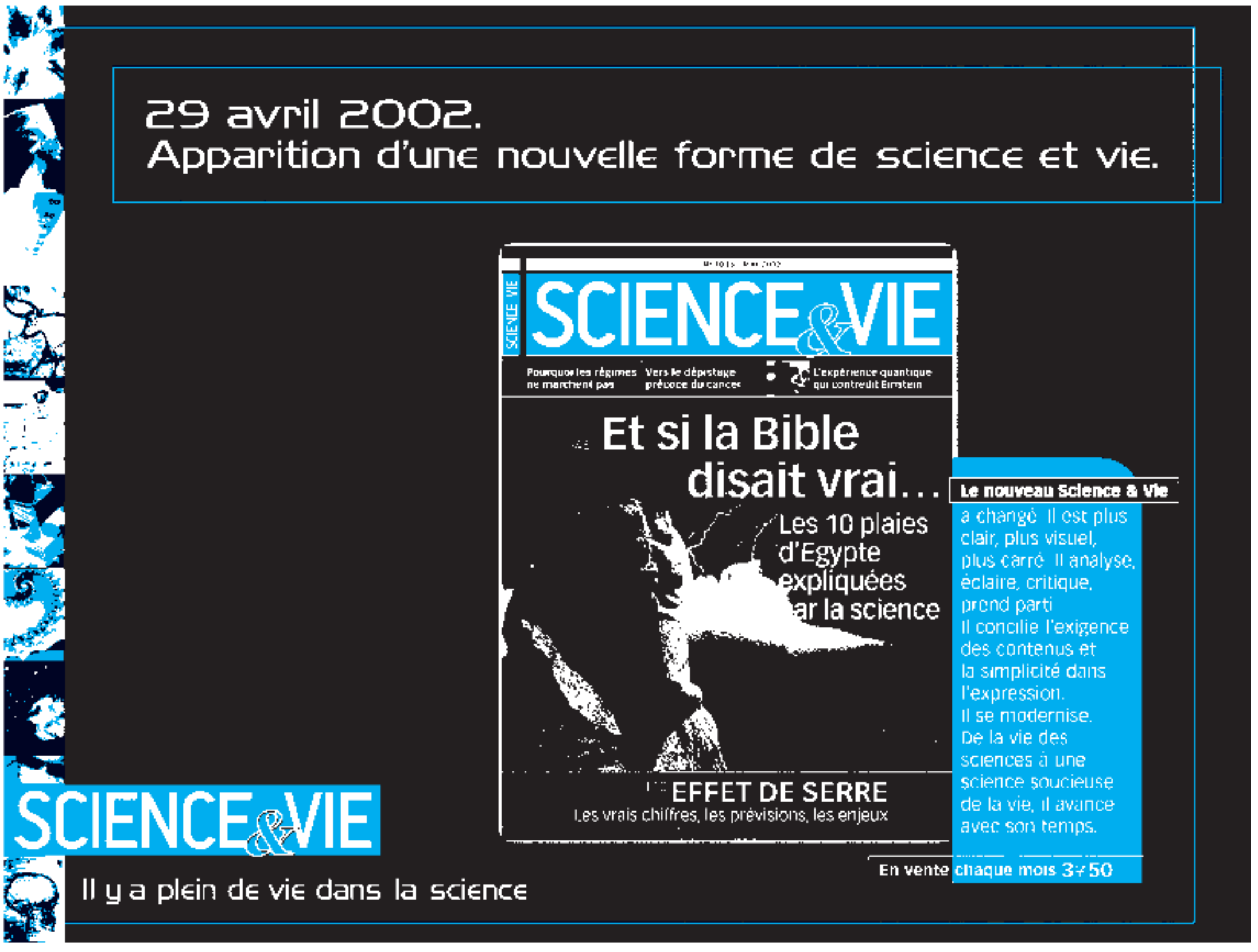
REMOUS

L'argument développé par Jean-Yves Le Gallou, le secrétaire général, selon lequel ces élections ont fait apparaître deux électorats d'extrême droite complémentaires semble avoir convaincu, et c'est par 7 voix contre et 18 abstentions qu'une motion finale a été adoptée. Le texte indique que le conseil national se *« félicite des résultats du premier tour* (...)*, qui a permis au courant national de rassembler près de 20 % des électeurs »* et approuve la décision de M. Mégret *« d'appeler à voter au deuxième tour pour M. Le Pen afin d'amplifier le succès remporté par les idées nationales le 21 avril »*.

La motion *« confirme la vocation du MNR à assurer l'avenir et le renouveau du courant national et républicain »*, et réaffirme la volonté de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions. Elle précise cependant que, *« là où il ne sera pas en mesure de se maintenir au deuxième tour, le MNR se désistera, sous réserve de réciprocité, en faveur du candidat national en situation de l'emporter »*.

En dépit du consensus affiché, plusieurs cadres du MNR s'apprêtent à manifester avec le FN le 1er mai, ou au moins pour *« traîner dans le voisinage »*. Beaucoup de jeunes auront moins de scrupules et défileront à côté des jeunes du Front. Le MNR n'a en fait pas fini de connaître des remous.

Ch. Ch.



Alain Juppé, député (RPR) et maire de Bordeaux

« Se faire plaisir en manifestant, c'est un peu à côté de la plaque ! »

L'ancien premier ministre se demande « comment combattre les idées du FN sans donner le sentiment à ses électeurs qu'ils sont des salauds »

La gauche hors course, Jean-Marie Le Pen présent au second tour face à Jacques Chirac. Comment expliquez-vous cette situation ?

Incontestablement, c'est un choc. Les instituts de sondage n'ont pas été les seuls à ne pas voir venir le coup. Plusieurs causes peuvent permettre d'expliquer cette surprise. Pendant la campagne, le candidat socialiste a accumulé les bévues et décontenancé son propre électorat. Il y a eu ensuite, à l'évidence, l'éclatement de la gauche plurielle. Mais l'éparpillement des candidatures traduit un phénomène profond, qui constitue un avertissement non seulement pour la gauche, mais aussi pour l'ensemble des responsables politiques. L'opinion publique est aujourd'hui dans un état d'exaspération et d'impatience face à ce qu'elle considère comme l'impuissance et l'inefficacité des politiques.

La situation créée au premier tour rend-elle désormais la partie plus facile, en termes électoraux, pour Jacques Chirac ?

Ce qui compte, quand on est un homme d'Etat, ce n'est pas tellement de savoir si on sera élu avec 70 % ou 80 % des voix, c'est l'état du pays. Or Jacques Chirac a parfaitement conscience que la situation du pays est grave. La France est blessée et elle traverse une crise politique profonde qui va compliquer considérablement la tâche dans les prochaines années. Le mot *« facile »* ne me paraît pas de saison.

Par comparaison avec M. Chirac, on a le sentiment que ses principaux relais attaquent assez peu M. Le Pen...

Nous disons tous, avec beaucoup de vigueur, que l'enjeu du second tour porte sur les valeurs de la République, sur la tolérance, la dignité de la personne humaine, les droits de l'homme. Ce qui est vrai, c'est que nous sommes confrontés depuis vingt ans à la même question : comment combattre les idées du Front national et de ses idéologues sans donner le sentiment à 17 % ou à 20 % de Français qu'ils sont des salauds ? Voilà le fond du problème. Quand nous utilisons des termes trop violents ou trop forts, ces gens se sentent agressés. C'est ce que j'avais fait, en 1996, devant des lycéens de Montpellier, en qualifiant M. Le Pen de raciste, d'antisémite et de xénophobe. Il n'a pas changé.

Que pensez-vous des manifestations anti-Le Pen, notamment celles des jeunes ?

J'ai déjà eu l'occasion de dire aux jeunes que j'ai rencontrés à Bordeaux que c'est dans les urnes que ça se passe, pas dans la rue. Si ce mouvement de protestation prépare un vote massif contre Le Pen, c'est très bien. Mais si c'est pour se faire plaisir, en manifestant dans les rues, c'est un peu à côté de la plaque. Les jeunes eux-mêmes feraient bien, parfois, de faire leur autocritique. Qu'ils aillent voter ! Les manifestations de rue ne mènent à rien, sinon peut-être à un peu plus d'agressivité encore de la part du Front national.

Si Jacques Chirac avait été éliminé, pensez-vous que la droite aurait appelé à faire barrage à l'extrême droite ?

C'est toujours difficile de faire des hypothèses d'école, mais j'espère que oui.

Fallait-il pousser les feux comme vous l'avez fait pour créer l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), au risque d'apparaître comme surtout préoccupé par des combinaisons d'appareils ?

Cette accusation est insupportable et méprisante pour tous ceux qui, depuis deux ou trois ans, essaient de faire avancer l'union. Il y a une réelle exigence de nos électeurs pour bâtir enfin l'union de la droite et du centre. Le bon sens, compte tenu des résultats du premier tour, pousse à accélérer le mouvement. Que certains jugent cette évolution à l'aune de leurs propres ambitions, je peux le comprendre, mais ce n'est pas ma manière de faire de la politique. Je respecte François Bayrou. Je lui ai tendu la main à Toulouse. Qu'il comprenne qu'aujourd'hui, si nous travaillons à l'union, c'est dans l'intérêt national.

Êtes-vous inquiet pour les élections législatives ?

Même si la conjoncture est différente en raison du choc qu'a subi le Parti socialiste, la multiplication de triangulaires peut éventuellement donner le même résultat qu'en 1997. L'UMP doit permettre d'éviter qu'il y ait deux ou trois candidats par circonscription. Au-delà de cet objectif à court terme, il faut que nous parvenions à dégager une majorité de gouvernement pour soutenir l'action de Jacques Chirac dans les cinq ans qui viennent. Il faut pour cela un parti moderne, démocratique, dont les dirigeants seront élus. Moi, je ne suis pas de ceux qui méprisent les questions d'organisation. L'important, certes, ce sont les idées. Mais, pour faire gagner les idées, il faut une bonne organisation. J'espère que, dans ce domaine, on ira loin dans l'imagination et l'innovation.

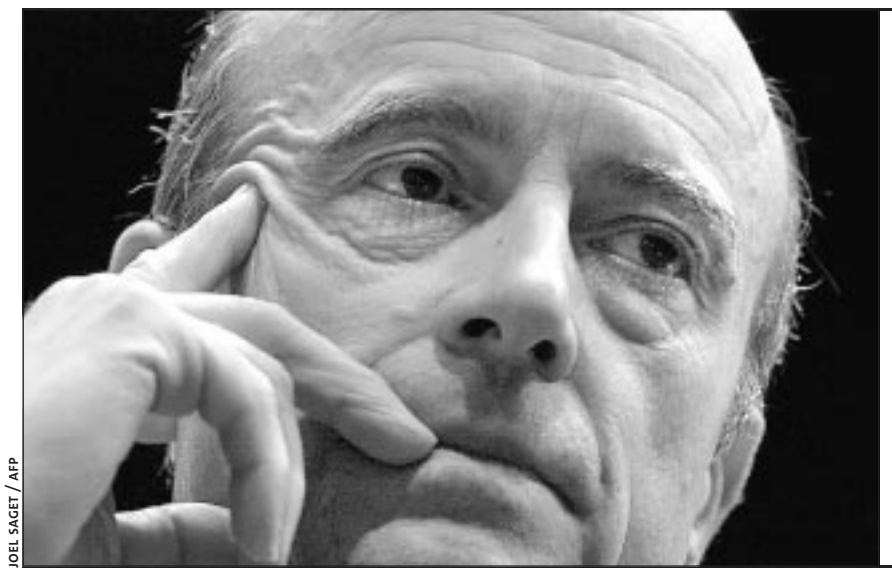
Quel rôle entendez-vous jouer dans cette nouvelle formation ?

De grâce, ne posons pas toujours les problèmes en termes de carrière personnelle !

Est-il exact que vous ayez passé un contrat avec Nicolas Sarkozy pour mieux vous répartir les rôles ?

Un contrat ? Ce n'est pas moi qui nommerai le premier ministre, mais le président de la République. Et ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui élira le président de la future formation de la droite et du centre, mais les militants. Le seul contrat qui m'intéresse, c'est l'union sur un projet qui doit reposer sur quatre piliers : défense des valeurs de la République ; restauration de l'autorité de l'Etat et l'efficacité de l'action politique ; libération des énergies et enfin engagement européen et rayonnement international de la France.

Propos recueillis par Jean-Louis Saux



JOEL SAGET / AFP

Au-delà des élections législatives, où elle « doit permettre d'éviter qu'il y ait deux ou trois candidats par circonscription », pour Alain Juppé, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) répond à « une réelle exigence de nos électeurs pour bâtir enfin l'union de la droite et du centre ».

« La France traverse une crise politique qui va considérablement compliquer la tâche de Jacques Chirac »

Les chasseurs de CPNT approuvent la consigne de vote de M. Saint-Josse

PAS UNE VOIX ne s'est levée, samedi 27 et dimanche 28 avril, lors de l'assemblée générale de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), pour contester la prise de position de Jean Saint-Josse sur le second tour de la présidentielle. Le président de CPNT a appelé à rejeter l'extrême droite dès le soir du premier tour, à voter Chirac dès le lendemain, puis précisé qu'il aurait, de même, demandé à ses électeurs de voter Jospin en cas d'un face-à-face avec le Front national (*Le Monde* du 26 avril).

Un conseiller régional de Champagne-Ardenne, Pierre Pescarolo, et un autre de Bretagne, Gabriel Lopez, absents, ont été exclus du mouvement, pour avoir envisagé un rapprochement avec Jean-Marie Le Pen. Cinq adhérents qui voulaient faire de même, ont renvoyé leur carte au siège. *« Ils ont bien fait, parce que de toute façon, on les aurait virés »*, a déclaré au *Monde* M. Saint-Josse. Il se montre extrêmement vigilant, alors que M. Le Pen a fait explicitement des appels du pied à ses électeurs.

Le président de CPNT qui devait, lundi matin, tenir une conférence de presse pour tirer le bilan de la présidentielle, estime que, dans un contexte d'effondrement des partis traditionnels, le sien a bien tenu le choc, avec ses 4,3 % de voix au premier tour. Selon une étude de Démoscopie, réalisée au lendemain des européennes de juin 1999, un tiers des électeurs de CPNT vient de la gauche, un tiers de la droite, un tiers se situe dans le camp protestataire. *« On a perdu entre 300 000 et 400 000 voix dans ce dernier tiers, parce que j'ai choisi de faire une campagne sur un discours plus positif, mais on en a récupéré d'autres et stabilisé le mouvement »*, juge M. Saint-Josse.

C'est ce capital que CPNT souhaite faire fructifier aux législatives. Dimanche, les délégués régionaux ont établi une première liste de 400 candidatures, sans atteindre encore la parité hommes-femmes. *« L'objectif est d'y parvenir et surtout d'avoir davantage de candidats »*, souligne le président de CPNT.

« CONTRAT DE CANDIDATURE »

« On ne se pose pas pour l'instant le problème des candidatures uniques, avec quelque camp que ce soit », précise-t-il. Il n'est plus question de faire payer la loi chasse à la gauche. Un *« contrat de candidature »* a été voté à l'unanimité : si un conseiller régional est élu député, il devra abandonner son mandat local, puisqu'il sera remplacé par le suivant de liste. De même, pour les députés européens qui devront renoncer à leur siège de Bruxelles. Tous ceux qui négocieront avec l'un ou l'autre camp seront exclus.

Claude Robert, un petit agriculteur, délégué CPNT de Loire-Atlantique, devrait se présenter. Adjoint au maire de Guérande et conseiller régional, il voit venir les problèmes. *« Il y en a beaucoup à qui on fait le chantage des subventions »*. Un conseiller régional RPR l'a déjà menacé : *« Si tu nous mets quelqu'un en face, on coupe le robinet. »*

Béatrice Gurrey

COURS GALIEN

MEDECINE - PHARMACIE
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année
PARAMÉDICAL
CARRIERES SOCIALES
Prépa. annuelle aux concours
DROIT - SCIENCES PO.
Prépa. annuelle et d'été aux concours
BTS OPTICIEN LUNETIER
Prépa. à l'examen national
PROFESSEUR DES ECOLES
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Recorats régi par la loi du 12 juillet 1875.

COURS GALIEN - *Site internet : www.cours-galien.fr*
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99
Clt Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

M. Chirac cherche à remobiliser « une France travailleuse et découragée »

NONTRON
de notre envoyé spécial

Après Dreux et ses quartiers difficiles vendredi, Jacques Chirac s'est rendu, dimanche 28 avril, à Nontron (Dordogne), dans le Périgord vert. Un dimanche à la campagne, marqué par la volonté de contrer la percée de Jean-Marie Le Pen dans un milieu rural où l'extrême droite a enregistré des progrès sensibles lors du premier tour de l'élection présidentielle. Sans se référer explicitement à cette montée du FN dans le monde agricole (M. Le Pen n'a obtenu que 12,22 % des suffrages dans ce département, contre 21,67 % pour M. Chirac), le chef de l'Etat a pris le soin de souligner : *« C'est une certaine France qui est ici. Travailleuse et découragée. C'est un peu ce qui a été exprimé dimanche 21 avril, par les uns et par les autres. »*

■ REPORTAGE

« 40 % du revenu des agriculteurs français viennent de la PAC »

Dans cette grosse bourgade de 3 700 habitants, que dirige le maire (RPR) Pierre Giry, le président-candidat était accompagné de l'un de ses proches conseillers, Frédéric de Saint-Sernin, premier adjoint de la localité et ancien député de cette circonscription, détenue depuis 1997 par le communiste René Dutin. Arrivé peu avant midi, M. Chirac s'est d'abord livré à un bain de foule devant l'entrée de la salle des fêtes du village, où une centaine de personnes, tassées derrière quelques barrières, attendaient de lui serrer la main.

Quelques *« Chirac, Chirac ! »*, des *« Jospin à l'île de Ré, Chirac à l'Elysée ! »* ont accueilli le cortège présidentiel dans une atmosphère bon enfant. Derrière lui, bon élève, M. de Saint-Sernin, candidat à la reconquête de son ancien siège, ne le lâchait pas d'une semelle, se prêtant de bonne grâce à l'exercice favori de son mentor. Ensuite, comme à Dreux (*Le Monde* daté 28-29 avril), le chef de l'Etat a développé durant près de deux heures les grandes lignes de son programme. Selon un scénario presque identique, il a ensuite répondu aux questions d'un panel d'une centaine de personnes, censées représenter les diverses catégories sociales. Autour de tables disposées en U et montées sur des tréteaux, M. Chirac a passé en revue les problèmes de la politique agricole, de la désertification des villages, du revenu et des retraites des agriculteurs, de l'enseignement en zone rurale, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, de la santé...

« SUPPRIMER LA PAPERASSERIE »

Dans la perspective des législatives de juin, le chef de l'Etat s'attache visiblement à convaincre du bien-fondé de ses propositions, et ne se lasse pas d'expliquer l'impérieux besoin de les mettre en œuvre. Ainsi, il a stigmatisé – sans jamais le citer – son adversaire du deuxième tour, qui milite pour l'abandon de la politique agricole commune (PAC) et le retrait des institutions européennes. *« Seule la PAC peut nous permettre de maintenir une politique agricole,* a insisté M. Chirac ; *40 % du revenu des agriculteurs français viennent de la PAC. »* Et de dénoncer sur ce point le projet de M. Le Pen : *« Si on la supprime* [la PAC]*, il faut savoir ce que cela entraînerait. Il faut tout de même avoir un peu conscience de ce que l'on dit de temps en temps. »*

Le chef de l'Etat s'en est également pris à la politique du gouvernement de Lionel Jospin, qu'il juge responsable d'une bureaucratisation excessive des tâches agricoles. *« Je suis consterné du temps que les paysans consacrent à la paperasserie »*, a lancé M. Chirac. *« On dit à la femme de le faire. Elle ne le fait pas bien. Ça fait une scène de ménage et ça pourrit la vie des gens. Il faut supprimer tout ça »*, a-t-il ajouté. Avant de regagner Paris, le président-candidat a évoqué les valeurs de *« liberté, égalité, fraternité »*. *« Quoi qu'il en soit, elles doivent être sauvegardées, pas seulement sur les frontons. Elles doivent être le moteur de l'action, de la pensée de notre pays. Elles doivent rester réalité »*, a-t-il conclu.

Yves Bordenave

A Toulouse, auprès des PME

Poursuivant son *« dialogue »* avec les catégories d'électeurs qui peuvent être tentés par le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac devait rencontrer, mardi 30 avril à Toulouse, des chefs de petites entreprises et des salariés de PME. Un *« débat »* qui fait suite à ceux organisés vendredi, à Dreux, sur la sécurité, et dimanche, en Dordogne, sur la politique agricole et la ruralité. Trois thèmes phares de l'offensive menée par le Front national.

M. Chirac doit, par ailleurs, donner son dernier meeting de campagne le 2 mai, à Villepinte, en banlieue parisienne, alors que les barons de la droite multiplient les débats publics en province et à Paris, afin de mobiliser les électeurs en faveur du président de la République, mais aussi des législatives, qui doivent avoir lieu les 9 et 16 juin.

« Il y en a beaucoup, chez les agriculteurs, qui votent Le Pen »

MARMANDE
de notre envoyée spéciale

Décor rustique, conversation animée, poignées franches autour de la table en bois de chêne. C'est l'heure du café, dimanche matin, dans une grande ferme de famille nichée sur les pentes douces du Marmandais, dans le Lot-et-Garonne rural. Ils sont une petite dizaine d'agriculteurs, Jean, Patrick, Jules, Maria et les autres, réunis pour discuter, entre gens du terroir. Sourire généreux, on accueille le nouveau venu, on lui offre des pruneaux. Mais d'emblée, on prévient : *« On veut bien parler des élections, mais pas du vote. C'est secret, ces choses-là... »* Avec cette précision : *« Oui, c'est plutôt Chirac, ici, vous savez ! Mais on vit tellement un malaise... »* Un silence suit.

Jean se lance le premier : *« Le vote Le Pen, dans les petites communes rurales, comme ici, c'est pas politique. C'est le mécontentement. Le ras-le-bol. »* Eleveur-céréalier âgé de 70 ans, installé dans le département depuis les années 50, il a le regard las et l'accent chantant. Peu à peu, il explique, s'attarde. Puis se libère, parce qu'*« on* [l]*'écoute, enfin »*. Il parle de sa terre, de sa fierté, deson honneur et de son désespoir... Cinquante ans de labeur tracés dans les sillons de la terre, à curer l'étable, à travailler *« ce patrimoine »* à la force de ses bras, à remplir, de plus en plus, un *« nombre incalculable »* de papiers pour obtenir les aides, l'immatriculation des vaches, payer les impôts. Il évoque aussi, pêle-mêle, *« la crise de la vache folle »*, la multiplication des contrôles, les revenus qui s'effondrent d'année en année, pendant que les exploitants *« croulent sous les charges »* et que les frais de succession deviennent *« démentiels »*.

RUPTURE AVEC LES ÉLITES

Le pire à ses yeux, c'est d'être obligé de *« faire la chasse aux subventions pour vivre, parce que les céréales, les fruits, les animaux sont bradés à la grande distribution »*. En bout de chaîne, dit-il, *« il y a toujours le paysan, qui ne gagne rien »*. *« Au départ,* déplore-t-il, *on vivait dignement de notre métier. Maintenant, on est devenus des mendiants de l'Etat... » « En ville, les gens croient toujours qu'on est gavés de primes, nous les agriculteurs, mais c'est pas vrai !* s'exclame Maria. *On est dans une situation catastrophique. Pendant que l'Etat en paie d'autres à ne rien faire... »* Le sentiment est fort de vivre dans une société qui bafoue leurs valeurs : *« Le travail, l'honnêteté, le courage, la famille, la volonté »*. S'y ajoute l'impression d'être des laissés-pour-compte : *« On nous caricature. Et, là-haut, on n'est pas du tout représentés... »*

Alors ? Après deux heures de discussion, un premier avoue qu'il a voté Le Pen. Les autres le font comprendre. *« Il y en a beaucoup, chez les agriculteurs, les artisans... »*, soulignent-ils. *« Pourquoi ne pas voter Le Pen quand on n'a plus rien à perdre, quand, à la différence de ceux qui font grève ou bloquent les trains dès qu'ils sont pas contents, nous, on ne peut pas s'exprimer autrement que dans l'urne ? »*

En terre rurale, entre *« petites gens »*, on garde sa pudeur pour soi, on ne le dit pas, mais on encaisse. Et pourquoi pas *« revoter Le Pen, si c'est le seul moyen de tout casser ? »*, s'interroge Jules. Jean intervient : *« Mais il faut pas nous prendre pour des fachos ! »* D'ailleurs, disent-ils, la plupart sont fils ou petits-fils d'immigrés italiens qui ont fui le fascisme. Eux se présentent comme des *« désespérés »*, en rupture de ban avec les élites. Et qui demandent simplement aux *« technos »*, aux *« européens »* et aux *« mondialistes »* qui les *« méprisent »* d'entendre le cri qui monte des campagnes.

Delphine Saubaber

François Fillon au Grand jury RTL-« Le Monde »

« Le 5 mai, un référendum pour la République »

Le député RPR déplore l'attitude de M. Jospin

Quelles leçons tirez-vous des résultats du scrutin du 21 avril ?

Il y a d'abord un contexte international, les attentats du 11 septembre, la guerre israélo-palestinienne, la crise des identités nationales dans les pays européens. Il y a, évidemment, des causes plus françaises. A commencer par la politique du gouvernement de M. Jospin, qui a aggravé les fractures. Il y a eu, aussi, la campagne odieuse, menée pendant des mois et des mois, en particulier par les socialistes, contre le président de la République et sa personne. Cela a contribué à déstabiliser les institutions.

La droite n'a pas de responsabilités ?

La désorganisation de l'opposition, ses divisions, ces luttes intestines qui ont duré presque jusqu'à l'élection présidentielle ont une part de responsabilité dans le manque de lisibilité de notre projet qui n'a peut-être pas été assez défendu.

Pensiez-vous que la France était dans cet état ?

Je serai malhonnête en disant que, dans cette campagne, j'ai senti la gravité de la situation. Mais tous ces Français qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen ne sont pas pour autant des fascistes en puissance. Ce sont des hommes et des femmes qui expriment ce cri de colère pour alerter des hommes politiques qui ont perdu la boussole républicaine.

Jacques Chirac n'a-t-il pas lui-même alimenté ce sentiment en centrant toute sa campagne sur l'insécurité ?

Mais le cri des Français est justement celui d'un peuple blessé, malheureux parce qu'il a le sentiment qu'on ne règle pas cette question qui est au cœur du pacte républicain. Le Front national n'invente rien. Il se nourrit des problèmes qui sont posés au pays et que nous n'avons pas suffisamment pris en compte. La seule façon d'éradiquer le Front national et ses idées, c'est de répondre à ces questions.

Comment voyez-vous le second tour ?

La situation actuelle est à la fois consternante, parce que les idées extrémistes et racistes sont présentes au second tour, mais aussi inquiétante, parce que nous n'avons pas gagné ce deuxième tour et que nous n'avons pas gagné les législatives. La crise politique n'est pas encore résolue. Il faut donc que nous soyons, collectivement, à la hauteur de la situation qui est historique. Il faut que tout le monde prenne ses responsabilités. Et en particulier que les responsables de gauche cessent de jouer avec les mots. Le premier ministre lui-même n'a pas réussi à appeler à voter pour Jacques Chirac. Son attitude est extrêmement préoccupante et il prend une responsabilité historique.

Son communiqué ne vous convient pas ?

Moi, ça ne me suffit pas. Si la République et la démocratie sont en danger il faut rassembler toutes les forces républicaines derrière Jacques Chirac.

Le vote du 5 mai doit donc être un référendum anti-Le Pen ?

Non. C'est un référendum pour la République. Et il se trouve que celui qui porte aujourd'hui les idées de la République, c'est Jacques Chirac.

D. R.

« Nous n'avons pas gagné ce deuxième tour et nous n'avons pas gagné les législatives »
FRANÇOIS FILLON

Approuvez-vous les manifestations anti-Le Pen qui se multiplient ?

Elles ont de bons côtés parce que, surtout au début, il y avait la spontanéité des jeunes qui sont choqués par l'image de dimanche soir. Mais si les électeurs voient des gens massivement dans la rue et le risque de climat de guerre civile, ils risquent d'être encore plus enclins à voter pour l'extrême droite.

Craignez-vous de perdre les élections législatives ?

La défaite de la droite aux législatives ouvrirait la porte à toutes les aventures institutionnelles. On est dans une crise politique. S'il y avait une nouvelle cohabitation, on serait dans une crise de régime. Il faut tout faire pour l'éviter. C'est pourquoi nous avons engagé la recomposition de la droite dans un grand mouvement moderne.

Vous regrettez que François Bayrou refuse ce grand parti ?

Je trouve qu'il a tort. Il y a des moments où l'histoire s'impose.

Propos recueillis par Patrick Cohen Gérard Courtois et Paul Joly

Le Medef juge que le projet du FN aurait des effets « désastreux »

LE PRÉSIDENT du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a rompu, lundi 29 avril, le silence qu'il observait depuis huit jours et a vivement condamné le programme économique et social du candidat d'extrême droite qui aurait, selon lui, des *« effets désastreux pour notre pays »*. La principale organisation patronale s'est abstenue d'appeler formellement à voter en faveur de Jacques Chirac, le 5 mai, tout en réaffirmant les valeurs des entreprises attachées, notamment à la *« non discrimination »*, à *« la tolérance »*, à *« la légalité, la démocratie et la République »*. Ces valeurs *« guideront chaque entrepreneur appelé à accomplir son devoir d'électeur »*, précise-t-elle.

Le projet de Jean-Marie Le Pen *« provoquerait une régression économique profonde, une montée forte du chômage, une crise financière sans précédent, une poussée inflationniste, un appauvrissement de tous, des tensions sociales explosives »*, a déclaré M. Seillière en rendant publique la déclaration adoptée, lundi 29 avril, à l'unanimité par le bureau du conseil exécutif. *« Sortir de l'Union européenne est aberrant quand on sait combien les cinquante années d'intégration européenne ont contribué à la prospérité économique de notre pays* (...). *Fonder les relations sociales, et notamment l'accès à l'emploi, sur la préférence et la discrimination est inacceptable tant d'un point de vue éthique qu'économique »*, a-t-il relevé.

Le long silence du Medef, qui avait laissé la Confédération générale des PME (CGPME) et l'Union professionnelle artisanale (UPA) proclamer avant lui leur attachement aux valeurs républicaines, avait été diversement appréciée dans les rangs patronaux. Le président de Publicis, Maurice Levy, avait regretté cette attitude, le 26 avril sur LCI, appelant le patronat à *« prendre une position très claire »* en faveur de M. Chirac.

Le Medef a finalement choisi de ne pas formellement donner de consigne de vote. La décision a été prise, lundi 29 avril au matin, par M. Seillière, son numéro deux, Denis Kessler, les présidents de sept grandes fédérations (métallurgie, bâtiment, mécanique, industries électriques, textile, services et commerce), par Jean-Louis Berchet et Jean-Pierre Trenti pour les Medef territoriaux et Xavier Fontanet, le PDG d'Essilor.

L'organisation patronale a souhaité qu'*« à l'issue de ces élections présidentielles et législatives, les conditions politiques soient pleinement réunies pour qu'enfin la France s'engage résolument dans un grand programme de réformes structurelles »*. A ses yeux, *« cela signifie que le président nouvellement élu doit pouvoir former le gouvernement de son choix »*. Dans ces conditions, a conclu M. Seillière, le Medef est *« prêt à tenir pleinement son rôle pour la réforme, le dialogue, la croissance et l'emploi »*.

Claire Guélaud

François Bayrou plaide pour l'autonomie de l'UDF, mais enregistre la défection de Jean-Louis Borloo

Le président du parti centriste appelle à « voter pour Jacques Chirac », mais se refuse à fondre sa formation dans l'Union pour la majorité présidentielle

SOUTENIR Jacques Chirac tout en combattant l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) : François Bayrou continue de poursuivre ces deux objectifs difficilement compatibles. La marge de manœuvre du président de l'UDF est d'autant plus étroite que le combat mené par le chef de l'Etat contre l'extrême droite lui interdit, au moins jusqu'au second tour, de prendre la moindre distance vis-à-vis de M. Chirac. Le député européen Jean-Louis Bourlanges résume ainsi la situation : *« Il faut soutenir Jacques Chirac comme si l'UMP n'était pas faite pour nous tuer. Et il faut combattre l'UMP comme si Jacques Chirac n'était pas derrière.* » A ce premier paradoxe s'en ajoute un second : alors que les chiraquiens sont à la manœuvre, c'est M. Bayrou qui doit se défendre d'intervenir *« pour des raisons électorales »* ou de *« boutique »*.

Intervenant devant le conseil national de l'UDF, qui a réuni quelque 2 500 personnes, samedi 27 avril à Paris, M. Bayrou a invité les centristes à *« être les plus mobilisés de tous pour faire voter pour Jacques Chirac, qui est aujourd'hui le représentant en France de ceux qui défendent la démocratie et la République »*. *« Dans ce choix binaire, il faut que nous soyons en première ligne »*, a-t-il affirmé. S'il envisage toujours de participer à un meeting du chef de l'Etat, M. Bayrou a préféré insister sur la réunion publique qu'il va animer à Marseille, jeudi 2 mai, au même moment et dans la même ville que Jean-Marie Le Pen.

JACK DABAGHIAN / REUTERS

François Bayrou intervenant, samedi 27 avril à Paris, devant le conseil national de l'UDF. La marge de manœuvre du président du parti centriste est d'autant plus étroite que la mobilisation contre l'extrême droite lui interdit, au moins jusqu'au second tour, de prendre la moindre distance à l'égard de M. Chirac.

Convoqué mardi après-midi, quelques heures après l'annonce de la création de l'UMP, ce conseil national extraordinaire a permis à M. Bayrou de livrer, sous des applaudissements nourris, un nouveau plaidoyer en faveur de l'autonomie de sa famille politique. *« La majorité présidentielle, nous y sommes en première ligne.* (...) *Dans cette majorité, nous avons l'intention d'être nous-mêmes, et pleinement nous-mêmes, sans rien laisser amputer de notre identité et de notre volonté de changement,* a indiqué le président de l'UDF. *L'opposition de gauche se reconstruit comme une forteresse. L'extrême droite est plus forte que jamais. La majorité présidentielle est coincée entre le marteau et l'enclume »,* a relevé M. Bayrou, avant d'ajouter : *« Si on nous explique qu'en plus on est trop nombreux et qu'il faut se rétrécir, là, je suis certain du résultat, et je dis "casse-cou" pour la France. »*

Ces interventions répétées depuis plusieurs jours n'ont, pour l'instant, pas permis de stopper l'hémorragie. Le président chiraquien du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, avait indiqué, jeudi, que la moitié de son groupe avait décidé de rejoindre l'UMP. M. Bayrou a encore enregistré, samedi, une nouvelle défection de taille, en la personne de Jean-Louis Borloo.

PAS DE RALLIEMENTS

Proche du président de l'UDF, qui l'avait nommé porte-parole de l'UDF, le député du Nord et maire de Valenciennes, possible « ministrable », a annoncé qu'il était prêt à rejoindre l'UMP. *« Qu'on se crispe sur notre petit truc* [l'UDF] *est un peu dommage »,* a-t-il indiqué devant la presse, en invoquant le *« principe de réalité »*. Reprenant à son compte l'argumentaire défendu depuis longtemps par M. Douste-Blazy, M. Borloo a ajouté : *« Il faut savoir si ce sont des idées qu'on fait passer ou une boutique que l'on défend. »* Sans franchir le pas, Pierre Méhaignerie a, lui aussi, mis en garde les centristes contre toute « bunkérisation ».

Pour l'instant, M. Bayrou ne semble pas en mesure de compenser les défections qu'il subit par des ralliements significatifs. Le président de l'UDF a laissé entendre que l'ancienne candidate écologiste Corinne Lepage – dont le mouvement, Cap 21, ne compte aucun député – était *« intéressée »* par son projet de constituer un « pôle » non chiraquien. M. Bayrou a également fait état d'un rapprochement avec le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, également hostile à tout « parti unique ». Certains proches du député européen préfèrent, pour se rassurer, envisager le pire : *« De Gaulle s'est fait jeter au lendemain de la guerre. Il est resté tout seul pendant dix ans. Et cela ne l'a pas empêché de revenir... »,* note l'ancien président des jeunes giscardiens, Hugues Dewavrin.

J.-B. de M. **Jean-Baptiste de Montvalon**

Des élus centristes redoutent des accords avec le FN

LES CENTRISTES conservent un souvenir vivace des élections régionales de mars 1998, que ravive aujourd'hui la percée de l'extrême droite. Au lendemain de la réélection, grâce aux voix du Front national, de trois présidents de région issus de ses rangs, et d'un quatrième, Jean-Pierre Soisson, qui était apparenté au groupe UDF de l'Assemblée nationale, l'ancienne confédération libérale et centriste s'était scindée en deux. Emmenée par son président, Alain Madelin, qui avait refusé de condamner ces accords, Démocratie libérale avait alors décidé de quitter la « nouvelle UDF » de François Bayrou.

La création de l'Union pour la majorité présidentielle a rapproché les deux hommes, qui partagent une même hostilité à l'encontre de ce « parti du président ». Cette commune aversion suffira-t-elle à aplanir leurs divergences de vue ? Lors de son entretien avec le chef de l'Etat, le 22 avril, M. Bayrou avait plaidé pour des *« schémas politiques nouveaux capables de fédérer* (...) *au-delà des clivages traditionnels droite-gauche »*.

A l'inverse, M. Madelin avait affirmé sa volonté de *« sortir l'opposition de cet enfermement au centre qui nourrit les extrêmes »*. Dans la perspective de nombreuses triangulaires aux élections législatives, la question des rapports avec le Front national pourrait également raviver les tensions. Interrogé en marge du conseil national de l'UDF, samedi, M. Bayrou a éludé la question, en indiquant qu'elle n'était *« pas d'actualité »*.

Préoccupés par le second tour de l'élection présidentielle, ainsi que par la défense de l'autonomie de l'UDF, les élus centristes veulent croire, à ce stade, que la droite adoptera une position commune sur le sujet. Mais ils laissent entrevoir leurs interrogations. *« La gauche va voter Chirac. Ce front républicain doit tenir aux législatives »*, affirme le député de Loir-et-Cher Maurice Leroy, tout en indiquant qu'il *« ne sait pas »* si cette attitude sera comprise par l'électorat.

« CES ACCORDS-LÀ NE MARCHENT PAS »

Des accords locaux avec l'extrême droite ? *« Je crois que c'est impossible. J'espère que c'est impossible. Je n'ose y penser... »*, répond la sénatrice du même département, Jacqueline Gourault. *« Celui qui s'y risquerait serait mort »*, souligne pour sa part Thierry Cornillet.

Se disant persuadé qu'*« il y aura des tentations locales »*, le vice-président de la région Rhône-Alpes invite la droite à avoir *« une réponse commune le 6 mai au matin »*. Pour Michel Mercier, sénateur du Rhône, *« ces accords-là ne marchent pas. Il y a trop d'électeurs qui préféreraient passer à gauche »*. *« A chaque jour suffit sa peine »,* indique pour sa part un élu centriste, qui se dit soucieux de *« ne pas perturber davantage le corps électoral »*.

Cher Actionnaire,

l'Assemblée Générale d'Aventis
est une occasion privilégiée de nous rencontrer et de vous présenter les résultats, l'activité et l'évolution de votre Groupe

Aventis

otre challenge c'est la vie

Mardi 14 mai 2002
à 10 h 00
Palais des Congrès de Strasbourg

Pour assister à l'Assemblée il vous suffit de demander une carte d'admission :

si vous êtes actionnaire nominatif
auprès de la Société Générale
Service des Assemblées
BP 81236, 44312 Nantes Cedex 3

si vous êtes actionnaire au porteur
auprès de l'intermédiaire financier qui gère votre compte-titres.

Si vous ne pouvez pas assister personnellement à l'Assemblée Générale, vous pouvez :

- voter par correspondance ;
- vous faire représenter par votre conjoint ou un autre actionnaire ;
- autoriser le Président à voter en votre nom ;

après immobilisation de vos titres cinq jours avant la date de l'Assemblée.

L' Assemblée sera retransmise, en direct et en différé, sur notre site **www.aventis.com** N° Vert 0 800 40 53 43

La montée de la contestation pousse la direction du PCF à ouvrir un débat de fond

Marie-George Buffet n'exclut pas un congrès

FACE à la montée des critiques dans les rangs communistes après le score historiquement faible réalisé par Robert Hue à la présidentielle, la secrétaire nationale du PCF a décidé d'envoyer des signaux d'ouverture. Dans le court rapport d'introduction qu'elle devait présenter lundi 29 avril devant le conseil national du parti, Marie-George Buffet se déclare prête à examiner les responsabilités de la direction, à convoquer un congrès extraordinaire – *« pourquoi pas ? »*, écrit-elle – ou à tirer le bilan des *« choix stratégiques du PCF »* ou *« de la participation au gouvernement »*.

Il s'agit pour Mme Buffet de répondre aux interpellations de plusieurs responsables communistes accusant la direction du PCF d'avoir voulu brider la discussion lors du précédent conseil national, mardi 23 avril. Ce discours d'ouverture intervient aussi alors que se multiplient les appels à un congrès extraordinaire. La convocation d'une telle assemblée est réclamée de toute part : par les rénovateurs, par d'anciens proches de Georges Marchais comme Nicolas Marchand, ou encore par des « orthodoxes » à l'instar du député de la Somme Maxime Gremetz, de celui du Nord, George Hage, de l'adjoint au maire d'Aubervilliers, Jean-Jacques Karman. L'incendie couve. Et il s'agit, pour Mme Buffet, d'éviter que la fronde ne dégénère en crise ouverte.

« SANS TABOU »

« Dans la situation que nous connaissons, fous seraient ceux et celles qui penseraient que le débat est inutile et risqué. Le débat, nous en avons besoin, il aura lieu. Il aura lieu sans tabous et sans questions a priori irrecevables », indique ainsi Mme Buffet, dans son texte. Ce débat, poursuit-elle, doit porter aussi sur *« la campagne »* menée par le PCF, sur *« les rapports entre mouvement social et partis politiques »*, sur *« la nouvelle construction de la gauche à réfléchir, mais aussi sur le contenu du projet communiste en tant que tel »*. Et d'ajouter que cet examen général *« touche aussi nos responsabilités de direction »*. Cette posture d'ouverture est néanmoins assortie d'un avertissement : *« Je veillerai personnellement à ce que ce débat avance dans le respect des uns et des autres, dans la confiance et non dans une posture de clivage à cent lieues de ce qui fonde l'engagement communiste »*, prévient le numéro un du PCF. *« Il faut donner la prime à la construction commune,* poursuit-elle, *toute autre attitude serait inconcevable au vu de la situation actuelle. »* Un rappel à l'ordre qui s'adresse, semble-t-il, plus particulièrement à la dizaine de responsables communistes regroupés autour de Patrick Braouezec, député de Saint-Denis, et de Pierre Zarka, ancien directeur de *l'Humanité,* auteurs d'un manifeste très critique pour la direction du PCF (*Le Monde* du 26 avril). Ces responsables viennent de se doter de leur site Internet et appellent les communistes, encartés ou non, à venir débattre lundi soir à Saint-Denis.

Caroline Monnot

La LCR appelle à voter « contre Le Pen »

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui a réuni, dimanche 28 avril, son comité central, appelle, dans une résolution adoptée *« à une large majorité »*, à voter *« contre Le Pen »* au second tour de la présidentielle, le 5 mai, ainsi qu'*« à préparer, dès le lundi 6 mai, les conditions d'un "Tous ensemble" contre la politique de Chirac »*. S'agissant des élections législatives, la direction de la LCR a décidé de proposer à Lutte ouvrière, avec laquelle elle doit s'entretenir prochainement, un *« accord national de répartition de circonscriptions »*.

De son côté, Arlette Laguiller, porte-parole de LO, s'est prononcée samedi 28 avril en faveur du *« vote blanc ou nul »*. *« J'appelle les travailleurs à ne pas voter Le Pen, et notamment ceux qui l'ont fait au premier tour »*, a-t-elle indiqué. *« Je n'appelle pas à voter Chirac,* a-t-elle ajouté, *car je ne crois pas qu'il soit un rempart contre les idées de Le Pen. »*

ILS ONT DIT

■ **François Hollande** (premier secrétaire du PS) : *« La cohabitation ce n'est pas un souhait, ce n'est pas un vœu, c'est une situation institutionnelle. Si vous nous dites maintenant qu'il ne faut pas appeler à un vrai choix entre la droite et la gauche aux élections législatives, alors, il faut nous demander de ne pas nous présenter aux élections. »* (RTL, 29 avril.)

■ **Jean-Pierre Chevènement** (député MDC du Territoire-de-Belfort) : *« Vous savez que le financement public* [des partis] *est fondé sur le nombre de voix récoltées, donc il nous faut des candidats. Nous en aurons dans le maximum de circonscriptions. »* (RMC, 29 avril.)

■ **Jean-Louis Borloo** (maire UDF de Valenciennes) : La gauche risque de *« se remobiliser très fortement, un peu comme une équipe de foot à qui on a refusé un penalty indiscutable. »* (BFM, 29 avril.)

■ **Jean-Marie Le Pen** (candidat du FN) : On assiste à *« un délire soviétoïde de l'ensemble des forces de l'établissement français (...). C'est l'unanimité nationale grâce à Le Pen. On avait ignoré jusqu'ici que tous les maux de la France avaient une raison unique, c'était Le Pen. On l'a enfin découvert. »* (Europe 1, 29 avril.)

■ **Carl Lang** (secrétaire général du FN) : La France est *« ulcérée par le véritable lynchage médiatique de Jean-Marie Le Pen auquel on assiste actuellement au mépris de la réglementation, de la tolérance et de la fraternité. »* (*Le Figaro,* 29 avril.)

La Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT)

lance un appel d'offres international pour la vente de matériel d'égrenage de coton.

Ce matériel neuf de marque Continental Eagle comporte :

- **le système de déchargement par télescope ;**
- **les équipements de nettoyage de coton-graine ;**
- **trois égreneuses ;**
- **les équipements de nettoyage fibre ;**
- **une presse de 45 balles / heure ;**
- **les équipements annexes (presse à déchets, manutention graines...).**

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques ou morales nationales ou étrangères ne se trouvant pas en position de « débiteur » vis à vis de la CMDT. Une caution de soumission représentant 3 % du montant total de l'offre est exigée.

Le dossier peut être retiré à la direction générale de la CMDT à Bamako au prix de 250.000 F CFA ou à Dagris – 13, rue de Monceau 75008 Paris tél. 01 42 99 53 00, fax 01 42 99 53 87, moyennant le paiement de la contre-valeur en euro.

Les offres seront déposées au secrétariat de la direction commerciale de la CDMT à Bamako au plus tard le 23 mai 2002 à 9 h.

L'ouverture des plis est prévue le même jour à 10 h dans les locaux de la direction générale CMDT à Bamako, tél. 21 84 02, fax 21 94 88.

OSP

Encore sous le choc, le PS ajourne le débat interne et prépare les législatives derrière M. Hollande

Les représentants des courants du Parti socialiste ont fait taire leurs dissensions pour mener la campagne de juin. En cas d'échec, un congrès avancé du parti est envisagé à l'automne

AU LENDEMAIN de sa défaite au premier tour de l'élection présidentielle – *« choc, catastrophe, séisme »*, dit-on, rue de Solferino –, le Parti socialiste est désormais orphelin de Lionel Jospin. Mais, avec la décision, immédiate, du premier ministre, de se retirer de la vie politique, François Hollande devient théoriquement, son successeur. Depuis près de cinq ans, le député de Corrèze, élu deux fois par les militants, exerce la fonction de premier secrétaire. S'il a affirmé son autorité sur le PS, notamment en conduisant la liste socialiste aux élections européennes de 1999 (21,96 %), il a toutefois dû remplir son mandat à l'ombre, tutélaire, de M. Jospin. Après l'échec du 21 avril, M. Hollande se trouve aujourd'hui seul aux commandes et... sans paratonnerre.

Dès le 22 avril, devant le bureau national du PS, M. Jospin a adoubé le premier secrétaire, lui reconnaissant toute légitimité à conduire la campagne socialiste pour les élections législatives. Le lendemain, en faisant ses adieux à son équipe de campagne, il lui a renouvelé, plus fortement encore, sa confiance. Mais cette légitimité tenait aussi au « duo » qu'il formait avec M. Jospin. Cette relation, très privilégiée, avait placé le maire de Tulle en position de favori pour Matignon en cas de victoire...

Aujourd'hui, M. Hollande est confronté à un parti traumatisé par la *« catastrophe »* du 21 avril. L'inattendue élimination au premier tour a fait des ravages chez les militants, qui mettent en cause la responsabilité de la direction, même si le PS fait état d'un regain de demandes d'adhésions. Devant le conseil national du 23 avril, le premier secrétaire de la fédération de Haute-Garonne, Kader Arif, proche de M. Jospin, a posé crûment le problème : *« La remise en cause de cette légitimité* [de M. Hollande] *ferait courir un risque, que nous ne pouvons pas prendre, et serait vécue par les militants comme une attitude irresponsable. »* M. Arif a même estimé que la démarche du député de Corrèze *« s'inscrivait dans la philosophie, la manière de faire et la manière d'être de Lionel Jospin »*.

DANIEL SIMON/GAMMA

Lundi 22 avril au siège du PS, rue de Solferino. François Hollande répond aux questions des journalistes, au lendemain de la défaite de Lionel Jospin. Le premier secrétaire a désormais la charge de mener la campagne des élections législatives, qui se tiendront les 9 et 16 juin.

Dans l'immédiat, le PS s'est effectivement rassemblé derrière M. Hollande, qui s'est vu reconnaître la légitimité pour conduire la campagne législative. *« N'ajoutons pas le plus petit désordre à la plus grande de nos déceptions »*, a-t-il lancé à ses troupes en état de choc. Mais petits calculs et arrière-pensées ne sont pas absents. Implicitement ou, le plus souvent, explicitement, les différentes sensibilités se sont rangées derrière la bannière du premier secrétaire, de Jean Glavany à la Gauche socialiste, en passant par Martine Aubry, en charge de la plate-forme législative du PS. Henri Emmanuelli s'est abstenu d'aborder le sujet, tout en récusant le scénario selon lequel *« la gravité de la situation se prêterait à merveille au mélodrame »*.

Pour le principal courant du PS, Socialisme et Démocratie, qui réunit les jospino-rocardiens autour de Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard et Pierre Moscovici, M. Hollande a *« la responsabilité et les qualités »* de leader du parti. *« Nous devons tous le soutenir*, a écrit Alain Bergounioux, dans la lettre bimensuelle du club, le 24 avril. *A lui de savoir faire travailler tout le parti. A lui de savoir imposer l'intérêt général quand il le faudra. »* Devant le conseil national, « DSK » a été encore plus net : *« Il faut que le parti soit rassemblé et, de ce point de vue, tout ce qui peut être dit ou fait, autour du premier secrétaire, va dans le bon sens. »*

Les amis de Laurent Fabius, qui, lui aussi, rêvait de Matignon, ne sont pas dans le même état d'esprit. Certes, dès le 23 avril, l'ancien ministre de l'économie a recommandé à ses proches une *« solidarité sans faille »* avec M. Jospin et la direction du PS (*Le Monde* du 25 avril). Mais celle-ci, a-t-il indiqué devant le conseil national, doit se conformer à la notion *« d'unité et de collégialité »*. En clair, les « éléphants » du PS, et notamment ceux qui seront libérés, dès le 6 mai, de leurs fonctions ministérielles, devront être associés à cette direction et à la campagne législative. *« Le premier secrétaire,* confie un proche de M. Fabius, *c'est le roi de France avant l'unification du royaume, confronté aux pouvoirs des féodaux. »* Avec le retrait de M. Jospin, ajoute-t-il, M. Hollande, qui n'a pas de courant, *« a perdu la principale source de sa force »*.

> « N'ajoutons pas le plus petit désordre à la plus grande de nos déceptions »
>
> **FRANÇOIS HOLLANDE, PS**

Ramené à un simple *« rouage »* du dispositif jospinien, il n'est donc pas reconnu par les fabiusiens comme « le successeur ».

Pour autant, l'heure n'est pas aux règlements de compte. La trêve devrait durer jusqu'au lendemain des élections législatives. A partir de là, il y a deux scénarios. En cas de victoire, ce qui pour la plupart des dirigeants du PS *« n'est pas l'hypothèse la plus probable »*, le premier secrétaire serait, si la même logique institutionnelle qu'en 1997 est appliquée, appelé à Matignon. En cas de défaite, tout dépendra de son ampleur. M. Hollande a déjà fait savoir que *« personne ne fixe une obligation de résultats »*. *« On a une obligation de moyens,* a-t-il prévenu, *et ça, c'est mon rôle. »* Un revers sévère déboucherait sur une crise et une probable mise en cause du premier secrétaire, avec un congrès à l'automne – un an avant la date prévue –, une nouvelle structuration des courants, voire une refondation.

Michel Noblecourt

Après la défaite, les critiques fusent

CHEZ les socialistes, l'heure n'est pas encore à l'introspection personnelle. Ni vraiment à l'autocritique. On s'inquiète de la montée du FN, on enterre la gauche plurielle et on renvoie à l'après législatives les commentaires publics sur la déconfiture du candidat socialiste. Au conseil national du PS, la gauche du parti – Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon – a monopolisé les critiques. Parmi les « modernes », seul Dominique Strauss-Kahn a osé : *« Quand on a perdu, c'est qu'on a été mauvais. »*

D'autres ont moins de scrupules. Les plus virulents sont évidemment ses anciens adversaires au sein du PS. Et notamment les irréductibles mitterrandistes. *« Lionel Jospin n'était pas le bon candidat »*, a affirmé tout net le président des Amis de l'Institut François-Mitterrand, Pierre Bergé, dans une tribune au *Monde* (du 25 avril). Mazarine Pingeot, la fille de l'ancien président, était, elle, membre du comité de soutien de M. Jospin. Mais, dans *Le Monde* du 27 avril, elle dénonce pêle-mêle, avec le metteur en scène Patrice Chéreau et les cinéastes Cédric Kahn et François Ozon, des erreurs : un *« projet prétendument socialiste quand la demande sociale n'a jamais été aussi forte »*, un *« programme sans véritable imagination »* et prisonnier d'une *« obsession comptable »* et *« une course-poursuite au tout-sécuritaire »*. M. Bergé parlait d'un *« ministre de l'intérieur novice qui n'a pas su se démarquer de la droite »*.

Les artistes demandent à la gauche de *« dire qu'elle adoptera une position claire et digne à l'égard des sans-papiers, qu'elle proposera la suppression de la double peine, qu'elle accordera le droit de vote aux étrangers aux élections locales et le droit d'adopter aux couples homosexuels »*. Dans la même édition du *Monde,* le cinéaste Romain Goupil, proche de Daniel Cohn-Bendit, rappelle *« qu'aucun des cinéastes engagés dans le mouvement de 1997* [des sans-papiers] *ne s'est retrouvé »* aux côtés de M. Jospin.

Les deux piliers de son comité de soutien, le mathématicien Michel Broué et le metteur en scène Bernard Murat, qui avaient tenté d'entraîner les scientifiques et les jeunes cinéastes autour du candidat (*Le Monde* du 8 mars), avaient lancé dans *Le Monde* un cri d'alarme avant le premier tour. Ils *« renvoient »* aujourd'hui *« les agences de communication à leurs promotions de lessives »* et dénoncent une *« campagne de cabinets : chacun avec son écurie, des notes (parfois concurrentes), le cloisonnement, les "experts" se substituant aux militants, un candidat à qui un minutage trop rigoureux n'a pas permis de sentir et d'écouter ce qui se passait dans le pays »*, écrivent-ils dans *Le Monde* du 25 avril.

Le philosophe Marcel Gauchet s'interrogeait, le 26 avril, dans *Libération,* sur la responsabilité des intellectuels : *« Le plus grave, c'est qu'ils sont bien les seuls à se poser cette question. »* Au lendemain de la défaite, le sociologue Alain Touraine auscultait *« la maladie »* du PS : *« N'avoir pas pu ou voulu choisir. Il a envoyé des ministres à Porto Alegre, d'autres à New York-Davos. Il a appelé les partenaires sociaux à plus d'initiatives, mais leur a imposé ses décisions. Il a réuni des commissions sur tous les grands problèmes ; il n'a trouvé aucune solution qu'il veuille appliquer »*, écrit cet autre membre du comité de soutien de Lionel Jospin.

Ariane Chemin

Les Cintegabellois sont orphelins de « leur Lionel »

À CINTEGABELLE, on se sent *« orphelin »* depuis le départ de *« Lionel »*. Au soir du premier tour, Christian Brunet, maire de Cintegabelle et ami de Lionel Jospin depuis vingt ans a reçu *« un coup de bambou »*. *« Je me suis senti orphelin »*, témoigne-t-il avec autant d'émotion dans la voix que dans le regard. Beaucoup de Cintegabellois sont « sonnés ».

Dans ce chef-lieu de la Haute-Garonne où les maisons aux façades claires ornées de briques rouges abritent près de 2 400 habitants, les gens ont mis du temps avant de parler de l'échec et du retrait du premier ministre-candidat. *« Ça me fait beaucoup de peine. C'est pas la fin du monde mais ça me fait quelque chose »*, reconnaît Richard, un type un peu bourru, pilier du Gabelois, le bar qui fait face à la mairie. *« Ça, pour avoir pleuré, on a pleuré »*, ajoute Guitou, qui en veut à la terre entière et d'abord à ceux qui n'ont pas voté pour « Lionel » : *« Ah, ceux qui sont de droite, on les voit revivre, ils ressortent. On les reconnaît, ils ont une banane pas croyable. »* A Cintegabelle, son fief, dont il est conseiller général depuis 1988, Lionel Jospin a perdu 11 % entre 1995 et 2002. *« Même le score qu'il a fait ici a dû le blesser »*, se désole Richard, un peu honteux. Et pourtant, pour Philippe, le tenancier du bar, il n'a jamais oublié les Cintegabellois. Il raconte ainsi que « Lionel » venait à Cintegabelle deux ou trois vendredis par mois, *« même quand il était premier ministre »*.

De son côté, le maire assure que depuis 1997 son *« ami »* n'a raté qu'un 14 juillet à Cintegabelle. Après la réception donnée à l'Elysée par le président de la République, le premier ministre avait ainsi pour habitude de filer à Cintegabelle pour participer au cassoulet du 14 juillet, *« sa garden party à lui »*. En feuilletant son album photos, Philippe a la chair de poule. Sur tous les clichés, on aperçoit M. Jospin. Entre Philippe et sa femme, sur l'une. En train de boire un verre avec Tony Blair, sur une autre. Visiblement ému, il désigne du doigt la grande affiche de campagne du candidat socialiste, encadrée et mise sous verre, qui trône dans la salle principale du restaurant qui jouxte le bar. Dédicacée le 1er juin 1997, jour de la victoire des socialistes aux élections législatives, elle est historique, dans le cœur de Philippe.

Pourquoi tant d'amour ? *« Parce que c'était un type intègre »*, répond Guitou qui se souvient : *« Il n'a jamais fait sauter un PV et pourtant, il y en a plus d'un qui a essayé. »* Tout le monde reconnaît que c'était un homme *« abordable »*. *« Un type qui nous offrait souvent l'apéro »*, souligne Richard, et *« grâce à qui Cintegabelle a connu son heure de gloire »*.

Lionel Jospin a été le messager d'une *« Cintegabelle connue dans le monde entier »*, s'enflamme le maire. Pour Richard, il n'y a pas de doute, *« 80 % des gens du village ne l'oublieront jamais »*. Parmi les 20 % restants, Marc, 17 ans, qui *« n'est franchement pas déçu »*. Déjà sceptique alors qu'il n'a pas encore le droit de vote, il rejoint Catherine, 33 ans, plutôt contente du retrait de Lionel Jospin, qui *« n'apportait rien »* si ce n'est *« des manifestations, qui gênaient beaucoup la circulation »*.

A La Poste, Sylvie et Danielle *« regrettent »* beaucoup le départ de Lionel. Un départ qui leur a donné un surcroît de travail. Depuis dimanche, la permanence socialiste a reçu 300 lettres de soutien venues de toute la France.

Stéphane Jourdain

Le regard critique des correspondants étrangers sur les médias français

Dénonçant souvent la trop grande connivence entre les hommes politiques et les journalistes, les représentants de la presse internationale en poste à Paris déplorent aussi le traitement télévisé de l'insécurité pendant la campagne

EL PAIS
DIARIO INDEPENDIENTE DE LA MAÑANA
El ultra Le Pen aplasta a Jospin y disputará la presidencia a Chirac
Cardenal quiere conocer antes que Garzón la lista de imputados del 'caso BBV'
Los cardenales de EE.UU plantearán al Papa el fin del celibato
Sharon anuncia el fin de la primera parte de la ofensiva militar
El Valencia aparta al Depor del título

CORRIERE DELLA SERA
Francia sotto choc, Le Pen travolge Jospin
Scalfaro: per me non è stato un suicidio
la Repubblica
Francia, terremoto Le Pen
Al ballottaggio con Chirac. Jospin sconfitto: "Lascio la politica"

THE TIMES
Far Right poll shock in France
National Front leader ousts Socialist Prime Minister in presidential election
Women at the top leave it too late for babies

Süddeutsche Zeitung
SPD setzt alles auf den Kanzler
NON
THE WALL STREET JOURNAL EUROPE
What's News
Extreme French Nationalist To Face Chirac in Runoff

Le 22 avril, les journaux européens font leur « une » sur la présence au second tour de l'élection présidentielle de Jean-Marie Le Pen. Les quotidiens italiens « Il Corriere della Sera » et « La Repubblica » titrent « La France sous le choc, Le Pen renverse Jospin » et « Le séisme Le Pen », tandis que l'anglais « The Times » évoque un résultat inattendu par les sondages, provoquant un « choc » en France.

IMPOSSIBILITÉ d'interviewer les principaux candidats, mise sous le boisseau des questions internationales, difficultés à trouver des interlocuteurs dans les équipes de campagne… Malgré ces obstacles, les correspondants de la presse étrangère en poste à Paris ont pu observer à la fois l'actualité politique du pays et la façon dont les médias (radio, télévision et presse écrite) ont couvert l'événement avant et après le premier tour du scrutin présidentiel. Loin de s'ériger en donneurs de leçons, ils voient dans les relations entre journalistes et hommes politiques un trait marquant de la culture française.

Pour Stefan Braendle, correspondant du journal autrichien *Der Standard*, *« les journalistes français posent des questions trop sympathiques aux hommes politiques. Tous sont dans la même bulle, ils sont en famille. »* En Autriche, il estime que les interviews sont menées d'une manière plus agressive, particulièrement depuis l'automne 1999, les journalistes voulant affirmer leur indépendance vis-à-vis du FPÖ, le parti d'extrême droite de Jörg Haider. En France, *« c'est un jeu très raffiné, on ne pose pas de questions directes. Et si un journaliste va trop loin, il perturbe ce système et il peut être rappelé à l'ordre par ses confrères »*, analyse M. Braendle.

Comme beaucoup de correspondants étrangers en poste à Paris, John Andrews, chef du bureau de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, porte un jugement sévère sur les journalistes politiques français. Ce qui le choque le plus, c'est leur manque d'indépendance. Il dénonce ces journalistes politiques qui *« voyagent gratuitement dans les avions des hommes politiques »*, ce qui est *« complètement impensable aux Etats-Unis »*. A ses yeux, les journalistes français préfèrent *« décrire les programmes plutôt que de les critiquer »*. L'exemple le plus frappant concerne le trop grand respect, selon lui, qui dicte les interviews du président de la République. Dans la même situation, les Anglo-Saxons seraient plus critiques et plus incisifs.

Autre grief, formulé cette fois-ci par Joaquim Prieto, du quotidien espagnol *El Pais* : *« Les médias français se sont focalisés sur le débat Chirac-Jospin, alors que les sondages prévoyaient que les deux sortants ne feraient que 40 % à eux deux »*. Les correspondants étrangers sont unanimes pour considérer que les journaux français ont minoré l'importance de la montée de l'extrême droite avant le premier tour. John Vinocur, correspondant politique de l'*International Herald Tribune*, prévoyait dès le 17 avril d'excellents scores pour le candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen. Mais, pour lui, *« ni les hommes politiques ni les médias n'ont voulu traiter le sujet par la racine. Personne n'a voulu l'assumer comme on le fait aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où nous traitons ces problèmes d'ordre racial ouvertement »*, estime-t-il.

Le traitement du thème de l'insécurité a interpellé nombre de journalistes. Jon Henley, chef du bureau du quotidien britannique *The Guardian* à Paris, est stupéfait par la multiplication des reportages sur l'insécurité diffusés à la télévision la semaine précédant le premier tour. Il y a vu *« un manque d'investigation, de rigueur intellectuelle et de distance critique, et surtout un désir de plaire à l'audience »*. Il déplore le manque de *« tentatives pour relativiser ce phénomène, en le comparant avec ce qui se passe dans d'autres pays européens »*. Joëlle Meskens, qui travaille pour *Le Soir* de Bruxelles, s'avoue *« choquée »* par le fait divers diffusé sur plusieurs chaînes de télévision le 20 avril au soir. Un vieil homme au visage tuméfié, Paul Voise, était filmé après avoir été agressé par des jeunes dans un quartier populaire d'Orléans. Faute d'avoir pu lui soutirer de l'argent, ils l'avaient roué de coups avant d'incendier son modeste pavillon. *« Il ne faut pas occulter les faits divers, mais la souffrance d'une victime n'avait jamais été montrée d'une façon si crue et si humiliante. J'ai tout de suite pensé que le FN engrangeait ses derniers points »*, déclare-t-elle. La télévision a contribué à une *« spectacularisation de la violence, propice aux réactions émotionnelles »*, remarque Massimo Nava, correspondant du quotidien italien *Corriere della Sera*.

> « Tous sont dans la même bulle, ils sont en famille »
>
> **STEFAN BRAENDLE, « DER STANDARD »**

Les journalistes espagnols et hollandais, a contrario, se félicitent, à propos de l'insécurité, du travail de leurs homologues français. En Espagne, la violence est banalisée par la couverture quasi quotidienne des attentats de l'ETA. *« Les journalistes français ont fait leur travail »*, affirme M. Prieto. En France, les médias sont dans une situation *« idéale »*, en comparaison avec l'Espagne où *« chaque média affiche une couleur politique si marquée que les règles du jeu sont tronquées »*, ajoute-t-il. Pieter Kottman, correspondant parisien du quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, apprécie la liberté de ton affichée des « une » du 22 avril. Selon lui, « Libération *qui titre "NON" sur sa couverture au-dessus de la tête de Le Pen, ce serait impensable aux Pays-Bas, même s'il s'agissait de dénoncer l'extrême droite.* […] Le Monde *qui titre en « une » avec une question, c'est impossible dans mon pays où l'on s'en tient aux faits. »*

Aude Soulaine

La presse française a été peu sévère avec le FN

Jean-Marie Le Pen a bénéficié d'une couverture plus favorable, de la part de la presse écrite française, que le premier ministre Lionel Jospin avant le premier tour de l'élection présidentielle. C'est le résultat d'une étude publiée par l'institut britannique d'études de la communication, Echo Research, portant sur l'examen de 4 878 articles publiés entre le 10 janvier et le 18 avril. Au total, 32 % des articles consacrés au chef du Front national ont une tonalité positive, 25 % lui sont défavorables et 43 % sont neutres. La couverture médiatique consacrée à M. Jospin se divise à parts égales entre articles favorables et défavorables (38 %), alors que le président de la République Jacques Chirac bénéficie d'une presse plus positive (42 % contre 33 % négative). M. Chirac est cité dans 3 529 des articles analysés ; M. Jospin, dans 3 504 et M. Le Pen dans 921. La même étude réalisée en 1997, à la veille des législatives, montrait une presse très négative à l'encontre de M. Le Pen (1 % d'articles favorables, 46 % défavorables et 53 % neutres). – *(AFP)*

TROIS QUESTIONS À… MOKTAR GAOUAD

1 En tant que correspondant permanent à Paris pour la radio Voice of America depuis septembre 1999, que pensez-vous du traitement du thème de l'insécurité par les télévisions françaises pendant la campagne ?

Entre TF1 et France 2, nous avons assisté à une véritable surenchère dans le traitement médiatique des actes d'incivilité. Il faut que les responsables des chaînes fassent un travail d'autocritique très clair. C'est une tradition française que les médias reprennent le thème porteur des candidats. Aux Etats-Unis, l'insécurité est omniprésente dans les médias, surtout sur les chaînes locales, mais il n'y pas de vrais risques de vote en faveur des partis extrémistes.

2 Que pensez-vous de la manière dont les journalistes français interrogent les hommes politiques ?

Il y a une telle complaisance ! Quand on voit comment les interviews avec Jacques Chirac ont été menées avant le premier tour du scrutin alors qu'il y avait tant de questions à lui poser sur les affaires… Je pense que cela est dû à la trop grande proximité entre les hommes politiques et les journalistes, ils se tutoient souvent… Chacun devrait rester à sa place.

3 Comment les correspondants étrangers ont-ils vécu la campagne ?

Très difficilement. Les questions internationales ont été les grandes absentes de cette campagne. Seul François Bayrou s'est préoccupé de politique européenne, mais on n'a rien entendu, chez les autres candidats, sur le développement, sur la réforme des Nations unies, sur les relations internationales… J'ai sollicité une interview avec Lionel Jospin, mais on m'a répondu qu'il avait déjà plus de 400 demandes… Même si certains petits candidats, comme Noël Mamère ou Christine Boutin, ont fait l'effort de venir nous rencontrer au centre d'accueil de la presse étrangère, je suis frappé par le fait que nous, journalistes étrangers, n'arrivons pas à travailler correctement et ne pouvons pas poser des questions à tous les candidats sur les relations internationales, celles qui précisément intéressent nos auditeurs.

Propos recueillis par A. So.

La Ligue des droits de l'homme s'engage contre M. Le Pen

Après le premier tour, les médias ont accordé davantage d'espaces publicitaires gratuits à la LDH

C'EST ce qui s'appelle tomber à point nommé. Pour sa *« première campagne de communication depuis une vingtaine d'années »*, le spot télévisé de la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui a pour thème *« la mémoire »*, a acquis une résonance toute particulière après les résultats du premier tour de la présidentielle.

Dans ce film, un poisson rouge nage dans un bocal. *« Le poisson rouge effectue un nombre incalculable de tours de bocal par jour. Pourtant, à chaque tour, c'est comme si c'était le premier, car le poisson rouge a une mémoire d'environ 3 secondes »*, raconte, en voix off, le comédien Sami Frey. S'ensuit une succession d'images, en noir et blanc ou en couleurs, d'horreur et de misère : un nourrisson en pleurs allongé sur la poitrine de sa mère inanimée, un homme attaché à un poteau froidement abattu, un tank qui avance devant un décor rutilant, une femme extirpant son regard hagard du tas de cartons qui lui sert de domicile… Conclusion de la voix off : *« Trois secondes. Et vous ? Vous voulez rester un poisson rouge ? N'oubliez pas que vous avez des droits. »* Et une voix féminine de poursuivre : *« Le 5 mai 2002, voter ne sera pas un détail. »* Cette dernière phrase, en référence directe à Jean-Marie Le Pen (qui déclarait en 1987 que les chambres à gaz ne furent qu'un *« point de détail »* dans l'histoire de la seconde guerre mondiale) a été ajoutée au lendemain du premier tour.

Une coloration politique assumée par la LDH comme par l'agence de publicité qui a réalisé le spot, Hémisphère droit. *« On ne peut qu'appeler à voter pour le candidat républicain et démocrate. Mais ce n'est pas un choix politique. Ce n'est pas le choix d'un homme mais d'un type de société »*, indique Frank Tapiro, président de l'agence. Pour preuve, la Ligue, qui se refuse traditionnellement à intervenir dans les élections, s'est ouvertement positionnée au lendemain du premier tour : *« La LDH appelle tous les citoyens à faire du second tour de l'élection présidentielle, non le triomphe de Jacques Chirac, mais un référendum contre Jean-Marie Le Pen, pour les droits de l'homme et les valeurs de la démocratie. »*

> Initialement programmée pour le début du printemps, la campagne n'avait rien à voir avec l'élection

Initialement programmée pour le début du printemps, la campagne n'avait rien à voir avec l'élection. *« Nous avions l'impression que tout le monde connaissait la LDH sans la connaître. Nous souhaitions nous repositionner »*, explique Michel Tubiana, président de la Ligue qui fête son 104e anniversaire cette année. Pour ce faire, la LDH a fait confiance à Hémisphère droit, une jeune agence de publicité qui avait déjà travaillé avec SOS-Racisme ou Action contre la faim. *« Notre idée, c'était de redéfinir ce qu'est la LDH, en rappelant quels ont été ses combats – pour le droit des femmes, pour le droit au logement, contre la peine de mort… »*, commente M. Tapiro.

Début avril, l'agence commence à solliciter les médias, à la recherche d'espaces gracieux : comme la plupart des campagnes en faveur des associations, celle-ci a été réalisée quasi gratuitement. Mais les réponses positives sont rares : TF1 est partant, tout comme Lagardère pour ses chaînes MatchTV, MCM et Santé-Vie, tandis que France Télévisions donne son accord de principe. Côté presse, *Le Monde*, puis *Le Parisien* acceptent de publier la version imprimée de la campagne ; les revues spécialisées (*CB News*, *Stratégies*) évoquent le lancement de la campagne.

Puis arrive le 21 avril, le premier tour de la présidentielle, la deuxième place de Jean-Marie Le Pen. Dès le lendemain, l'agence refait le tour des médias pour « vendre » le spot. L'accueil est autrement favorable. *« Tout s'est accéléré, il y a eu une grande demande »*, se rappelle-t-on à Hémisphère droit. La chaîne Histoire offre une campagne de 15 jours en mai, les chaînes thématiques du groupe AB (RTL9, Escales, AB1…) offrent de l'espace. « Culture pub » sur M6, « La vie des médias » sur TF1, « Rive droite, rive gauche » sur Paris Première, « Images de pub » sur TV5 acceptent de diffuser le spot. *« Nous sommes même en discussion avec les journaux télévisés de TF1 et de France 2 »*, précise-t-on à l'agence.

« Les résultats du premier tour ont tout à coup focalisé l'attention sur ce que sont les libertés fondamentales dans une démocratie. Honnêtement, je ne pense pas que la campagne aurait eu la même exposition [si M. Le Pen n'était pas présent au second tour]. *Elle aurait été reçue comme une campagne d'opinion parmi tant d'autres »*, note Frank Tapiro. Ce succès dans les médias se traduit par une recrudescence des adhésions. *« Nous les voyons affluer dans nos 300 sections locales. Les gens s'investissent dans cette cause, par réaction à ce qui s'est passé au premier tour. C'est totalement involontaire mais notre message est, du coup, extraordinairement d'actualité »*, explique M. Tubiana. Un silence, puis le président de la LDH soupire : *« Enfin, je m'en serais bien passé… »*

José Barroso

Groupe
SUP de CO Montpellier
Executive MBA
Part Time ou full time
anglophone ou francophone
www.supdeco-montpellier.com
MBA@supco-montpellier.fr
Tel : 04 67 10 26 26
C.C.I. de Montpellier

En avant-première sur
www.actes-sud.fr
www.lemonde.fr
les premiers extraits
du nouveau roman de
PAUL AUSTER
LE LIVRE DES ILLUSIONS
Sortie en librairie le 7 mai
ACTES SUD

CREATIONS TESORO
Joaillier - Fabricant
Expert - Gemmologue
7 avenue Victor Hugo - Paris 16è
Tél. : 01.45.00.72.55

Denis McShane, ministre d'Etat au Foreign Office

« La gauche française doit enterrer les discours de la génération soixante-huitarde »

Proche de Tony Blair, le ministre britannique évoque les différences entre PS et Parti travailliste

Quelles sont, vu de Londres, les raisons de l'échec électoral de Lionel Jospin ?

Ce sont les mêmes raisons qui ont poussé d'autres électorats européens – en Autriche, en Italie, au Danemark ou ailleurs – à voter contre la gauche, et qu'on peut résumer ainsi : un décalage entre le monde politique et le pays réel. Il y a, en plus, une spécificité française, qui rappelle les années 1930, époque où la gauche combattait la gauche. Les petits partis de gauche et d'extrême gauche ont ouvert la voie à M. Le Pen. C'est très décevant.

A quoi tient, selon vous, ce déphasage entre la gauche française et les préoccupations populaires ?

Le travaillisme britannique n'entend donner de leçon à personne, car il a connu, lui aussi, de sérieuses difficultés, dans les années 1980. Il nous semble que la gauche française défend un socialisme trop étatique, trop centralisé, qui est trop axé sur la collectivité et pas assez sur l'individu. Ce socialisme du XXe siècle est en train de mourir. La gauche française a besoin d'un *aggiornamento*. Elle doit se réinventer.

Comment ?

Elle doit refuser à 100 % les attitudes de la « gauche du rejet », celle qu'incarnent Jean-Pierre Chevènement, José Bové ou Attac. Depuis les années 1920, la gauche sociale-démocrate a toujours échoué lorsqu'elle a cherché à courir après la gauche de la gauche, lorsqu'elle a été séduite par les idées antimo-

ALASTAIR GRANT/AP

dernistes ou protectionnistes. Elle doit prendre en compte les espoirs et les craintes des couches populaires. Elle doit enterrer les discours de la génération soixante-huitarde, qui ne parle plus qu'à elle-même. Elle doit accepter le monde tel qu'il est, et tenter de le réformer au lieu d'exiger que le monde devienne « progressiste ».

En quoi le travaillisme britannique et le socialisme français diffèrent-ils ?

On ne peut pas exporter le travaillisme, fruit d'une histoire bien précise. Mais lorsque le socialisme marche bien, comme en Suède actuellement, c'est parce qu'il conjugue trois facteurs : il réforme en permanence, ce qui le maintient en mouvement ; il est internationaliste, ouvert sur l'extérieur, et n'a peur ni de la mondialisation, ni de l'Europe, ni des Etats-Unis ; il représente les classes montantes et concilie leurs aspirations avec la nécessité d'un bon fonctionnement des services publics et sociaux. En Grande-Bretagne, on a fait deux choses qui n'ont pas été faites aussi nettement en France : on a essayé de balayer les obstacles à la création d'emplois et on a persuadé les syndicats d'accepter une réforme des services publics.

Le New Labour n'a-t-il pas aussi adopté une stratégie préventive en matière de sécurité, par exemple en durcissant la législation sur l'immigration clandestine ?

La gauche a toujours beaucoup de mal à parler de la sécurité, qui reste un thème privilégié de la droite. Aujourd'hui, la sécurité est une préoccupation populaire. Il faut, par exemple, après les tragédies de Nanterre et d'Erfurt, que l'Europe interdise totalement l'usage des armes de poing.

La Grande-Bretagne a-t-elle mieux intégré ses minorités que la France ?

Le Labour a insisté pour que les Britanniques non blancs et non chrétiens se sentent représentés et que certains jouent un rôle politique. Il y a des ministres, des députés, des maires et des centaines de conseillers municipaux noirs. Les minorités sont largement représentées dans le monde des médias. Un ambassadeur britannique musulman d'origine asiatique devrait être nommé prochainement. Je suis étonné qu'en France, où vivent 5 millions de musulmans, on ne trouve aucun homme politique important qui ne soit pas blanc. Chez nous, on ne se contente pas d'avoir des Noirs dans notre équipe de football.

En Grande-Bretagne, l'échec est sanctionné. Cela contribue à rajeunir périodiquement le personnel politique…

Tout n'est pas affaire d'âge. Il faut se méfier du syndrome Harry Potter. Les jeunes n'ont pas systématiquement raison. En Autriche, M. Haider est plutôt jeune et totalement réactionnaire.

Les gouvernements de gauche tombent en Europe comme des dominos. Tony Blair n'est-il pas de plus en plus isolé ?

En France, on taxe parfois Tony Blair d'homme de droite, alors qu'il vient d'augmenter les impôts dans le cadre d'un budget d'inspiration assez colbertiste et afin de réformer les services publics. Quelques réformes françaises, comme la prime pour l'emploi, s'inspirent de mesures prises chez nous.

Que répondez-vous à Jean-Marie Le Pen lorsqu'il affirme ne pas être plus raciste que Tony Blair, qu'il accuse ne pas vouloir accueillir les demandeurs d'asile du camp de Sangatte ?

M. Le Pen nous impressionnera le jour où il aura dans son équipe autant de Noirs et de juifs que Tony Blair en a dans son parti. Andy Warhol a dit que tout homme peut espérer être célèbre pendant quinze minutes dans sa vie. M. Le Pen a encore quinze jours de notoriété internationale devant lui. Pour la suite, j'ai confiance dans la démocratie et dans la gauche françaises.

Propos recueillis par Jean-Pierre Langellier

L'Europe peut décider de la mise en quarantaine d'un Etat

Le traité de Nice prévoit des sanctions s'il y a risque de violation des principes démocratiques

BRUXELLES
de notre bureau européen

Une sortie de la France de l'Union européenne n'est pas prévue par les traités européens. Ceux-ci sont conclus pour une durée indéterminée, à l'exception du traité instaurant la Communauté du charbon et de l'acier (CECA), conclu pour une durée de cinquante ans, et qui expire cette année. Aucun retour en arrière n'est prévu pour l'euro.

Juridiquement, la France ne peut pas revenir sur ses engagements. Toutefois, si un Etat membre veut sortir de l'Union ou de l'euro, on voit mal les autres l'envahir militairement pour l'en empêcher. Il faudrait donc trouver un accord politique. La séparation de la République tchèque de la Slovaquie montre qu'on peut quitter une Union monétaire et se scinder en deux Etats souverains. Ce scénario, théoriquement possible, aurait des conséquences incalculables pour la France.

Toutefois, à terme, dans une Union élargie à 27 membres, des experts recherchent un mécanisme qui permette à un Etat membre de sortir de l'Union ou, en tout cas, de quitter le train en marche : l'idée est qu'un seul pays ne puisse pas empêcher tous les autres d'aller de l'avant, comme ont failli le faire les Danois avec l'euro et comme menacent de le faire les Irlandais, s'ils ne ratifient pas le traité de Nice.

SUSPENSION DE CERTAINS DROITS

S'il n'est pas possible de quitter l'Union, un Etat membre peut se faire mettre en quarantaine de l'Union européenne. Celle-ci est *« fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit »*, affirme l'article 6 du traité de Maastricht instituant l'Union européenne.

Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, peut constater à l'unanimité et après avis conforme du Parlement *« l'existence d'une violation grave et persistante par un Etat membre de principes énoncés à l'article 6 »*. Il peut décider ensuite à la majorité qualifiée *« de suspendre certains des droits découlant de l'application du présent traité à l'Etat membre, y compris les droits de vote »* de ce pays au Conseil. Mais qu'un Etat n'espère pas s'affranchir de ses obligations liées au traité. Celles-ci *« restent en tout état de cause contraignantes pour cet Etat »*, précise l'article 7.

Cet article 7 a été durci fin 2000 par le traité de Nice, qui n'est pas encore entré en vigueur. Les Quinze ont voulu à l'époque tirer les conséquences de l'affaire autrichienne, ce pays ayant été mis au ban diplomatique de ses quatorze partenaires début 2000, suite à l'arrivée au gouvernement du parti d'extrême droite de Jörg Haider.

Nice introduit une action préventive. Le Conseil pourra statuer à la majorité des quatre cinquièmes, s'il existe *« un risque clair de violations graves »* des principes démocratiques par un Etat membre, et *« lui adresser des recommandations appropriées »*. Le Conseil peut demander à un groupe d'experts de faire un rapport avant de se prononcer. C'est la solution qui avait été choisie pour sortir de la crise autrichienne mi-2000 : un groupe d'experts, constatant que l'Autriche ne violait pas les principes démocratiques européens, les Quatorze avaient levé le boycott de leurs relations diplomatiques bilatérales avec l'Autriche.

A l'avenir, si Nice est ratifié, il ne faudra pas attendre qu'il y ait *« une violation grave et persistante »*, mais seulement *« un risque clair de violation »* des principes démocratiques pour que l'Union mette son nez dans les affaires d'un Etat membre.

A. Le.

M. Le Pen ironise sur MM. Aznar et Fini

Jean-Marie Le Pen critique large. Après ses sorties contre la politique d'immigration de Tony Blair au Royaume-Uni, il s'en prend cette fois, à droite, aux dirigeants espagnol et italien. Dans un entretien publié, dimanche 28 avril, par le quotidien catalan *El Periodico de Catalunya*, le chef de l'extrême droite française, qui affirme *« Je ne suis pas un fasciste »*, ironise sur les leçons de démocratie formulées à son propos par les gouvernements Aznar et Berlusconi : *« M. Aznar et M. Fini* [vice-président du conseil de Silvio Berlusconi] *veulent avant tout faire oublier une relation avec le fascisme que, pour ma part, je n'ai jamais eue. Aznar vient d'une Espagne largement modelée par le caudillo Franco. M. Fini appartenait au MSI, il a même été secrétaire général de ce parti, qui s'inspirait directement de l'héritage de Benito Mussolini. Ce qui explique que ces gens ont tellement peur que soit ravivé le souvenir de ce qu'ils sont, en fait, et qu'ils disent : "Vade retro Satana !". »*

Le Front national brandit l'Union européenne comme un épouvantail

L'EUROPE, grande absente du débat électoral lors du premier tour de l'élection présidentielle, va-t-elle revenir en fanfare pour le second tour grâce à Jean-Marie Le Pen ? Répliquant au leader du Front national, Jacques Chirac lui a reproché, dimanche 28 avril, à Nontron, de mettre en danger la politique agricole commune, rappelant que sans elle, *« le revenu des agriculteurs baisserait de 40 % »*.

M. Le Pen, dont l'appel à faire sortir la France de l'Union européenne suscite perplexité et protestations chez les autres Etats membres, avait précisé ses intentions, vendredi 26 avril, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue à Paris. Nuançant son discours, il y a affirmé que ce qu'il demandait était *« la renégociation des traités, estimant que la dérive de l'Europe de Maastricht vers l'euro-mondialisme prive notre pays d'un élément fondamental et constitutionnel, son indépendance »*.

Alors que l'Union s'apprête à nouveau à s'élargir et cherche en conséquence à adapter ses politiques et ses institutions, les partis traditionnels expliquent que, pour tenir son rang de puissance dans le monde, la France a besoin d'une Europe forte au sein de laquelle elle puisse exercer son influence. C'est cette idée que le FN veut remettre en cause, jugeant que c'est en gardant un maximum d'autonomie que le pays pourra résister à la mondialisation et à l'influence des Etats-Unis.

POLITIQUE DE BLOCAGE

Pour étayer son argumentation, M. Le Pen met le doigt sur les problèmes de la politique européenne, qui avance souvent à tâtons entre des intérêts difficiles à concilier.

Conscient que quitter purement et simplement du jour au lendemain l'Union provoquerait – pour commencer – une grave crise économique, le leader du Front national préconise plutôt une sorte de politique de blocage pour exiger de revenir en arrière là où il estime que la France a cédé trop de souveraineté.

DEMANDE CONTRADICTOIRE

Il invoque pour se justifier *« l'exemple des Britanniques, des Danois et des Suédois qui ont exigé et obtenu des dérogations importantes »* lors de la négociation des derniers traités.

M. Le Pen voudrait ainsi réstaurer le franc, qui a été remplacé, le 1er janvier, par l'euro, estimant qu'il suffirait amplement de revenir à l'ancienne monnaie fiduciaire commune, l'ecu, pour alimenter les transactions du marché économique commun. *« Un pays, c'est un Etat, une armée, une monnaie »*, aime-t-il rappeler, paraphrasant De Gaulle.

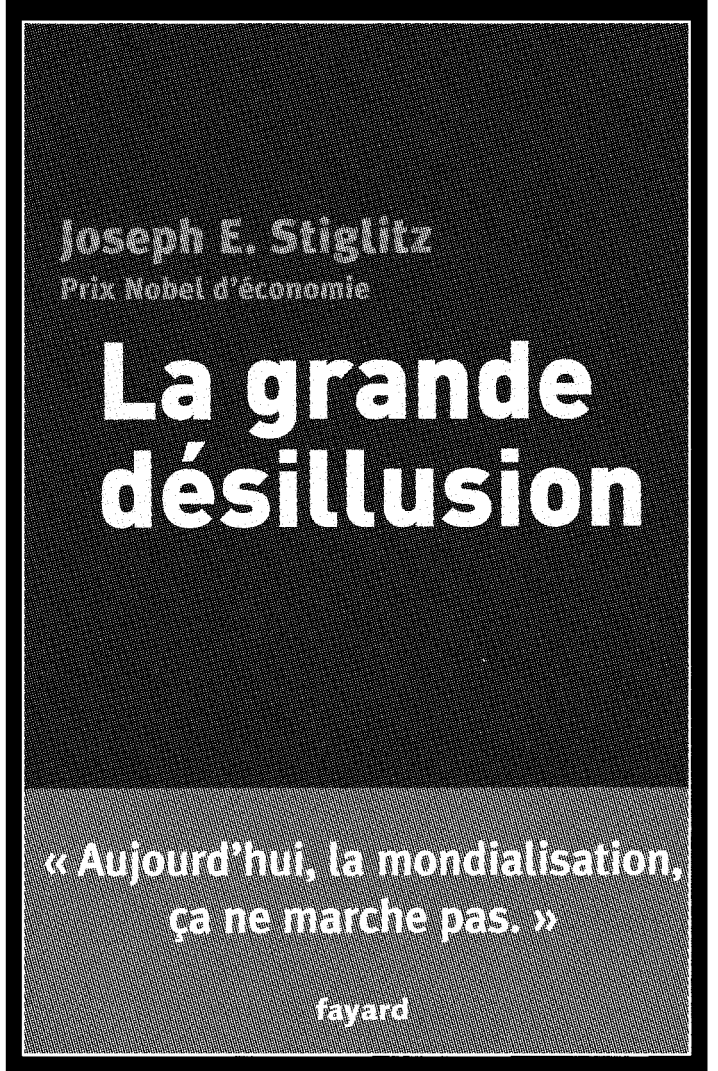
Le passage des monnaies nationales à l'euro, qui a eu pour principal avantage d'éviter des crises de change, reste souvent compliqué pour les gens dans les pays de l'Union. La plupart des économistes estiment toutefois qu'un retrait de la France de l'euro provoquerait soit un retour à une suprématie renforcée du mark allemand, si la zone euro disparaissait, soit, si celle-ci se maintenait, une satellisation du franc.

Le président du Front national plaide également pour une *« renégociation de la contribution française au budget communautaire »*, thème qui a eu son succès ces dernières années, en Allemagne notamment.

Cette demande est toutefois contradictoire avec son autre exigence, d'en revenir en matière de politique agricole à une stricte politique de soutien des marchés et des prix, de plus en plus remise en cause par ses partenaires, qui reprochent à la France de trop en profiter.

Henri de Bresson et Arnaud Leparmentier

Joseph E. STIGLITZ
Prix Nobel d'Économie
Ancien vice-président de la Banque mondiale



Un livre capital, un événement.
Libération

FAYARD
www.editions-fayard.fr

La Bretagne et les Pays de la Loire résistent à la poussée lepéniste

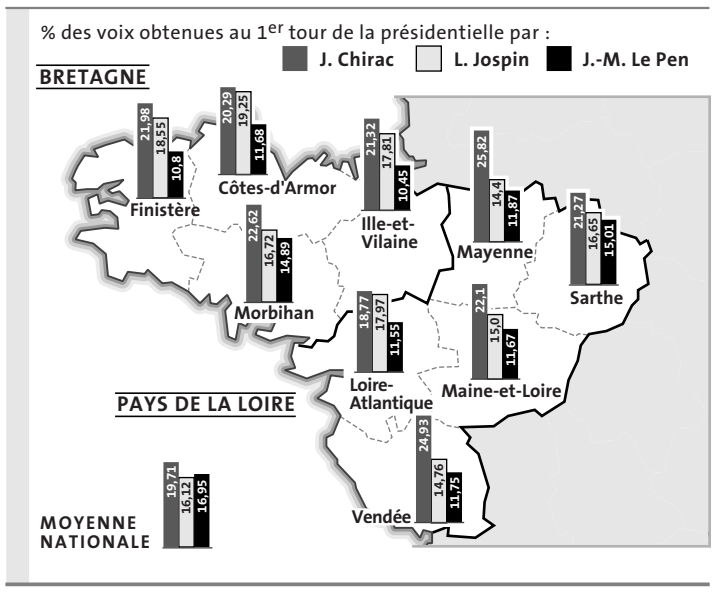
Une industrialisation diversifiée qui permet d'amortir les chocs et une forte tradition catholique font partie des facteurs qui expliquent le moindre succès de l'extrême droite

NANTES, RENNES
de notre envoyée spéciale

L'Ouest se sent orphelin de son second tour. Jean-Marie Le Pen y est arrivé seulement en troisième position, dimanche 21 avril, avec 12,19 % des suffrages en Pays de la Loire et 11,81 % en Bretagne. Des scores parmi les plus bas du pays. Pourquoi cette partie de la France résiste-t-elle à celui qui, né à La Trinité-sur-Mer dans le Morbihan, est un enfant du pays ?

Ces deux régions ne sont préservées ni des chocs économiques – restructuration des chantiers navals, crises dans l'agriculture et la pêche, fermetures d'usines d'électronique, grèves contre les difficiles conditions de travail dans les usines agroalimentaires —, ni de la délinquance, ni des faits divers sanglants. A Vannes, début avril, un policier a été tué en plein commissariat (*Le Monde* du 11 avril). La Bretagne détient le record des taux d'alcoolisme et de suicide. *« Il faut rester humble. Des facteurs décisifs ici ne le seraient peut-être pas ailleurs »*, prévient Jean Baudouin, professeur de sciences politiques à la faculté de Rennes.

DES SCORES DE LE PEN INFÉRIEURS À LA MOYENNE



« HOMOGÈNE SOCIALEMENT »

Peu d'étrangers vivent dans l'Ouest, mais cela n'explique pas tout. Le FN réalise ses meilleurs scores dans la campagne profonde et sur les côtes, où la population immigrée est inexistante. L'absence de désindustrialisation, comparable à celle qui a frappé le nord et l'est de la France, est, en revanche, toujours citée. La reconversion de l'industrie navale a été, selon ces spécialistes, moins douloureuse. *« On a longtemps dit que la Bretagne avait raté son développement parce qu'elle a raté la première révolution industrielle »*, sourit Michel Denis, historien de la Bretagne. Ici, pas de friches industrielles. Pas de grande concentration urbaine, ni de ghettos. *« Nos grandes villes, Rennes et Nantes, sont de petites grandes villes. Nos grands ensembles, de petits grands ensembles »*, souligne Alain Even, professeur de socio-économie du développement à l'université de Rennes-II. Les villes de l'Ouest, désenclavées, sont à taille humaine. Le développement économique des années 60 a donné aux deux régions une économie diversifiée – agriculture, agroalimentaire, automobile, électronique, télécommunications, industrie navale – mieux à même d'amortir les chocs. Alain Even donne une piste supplémentaire. *« La Bretagne est une des régions les plus homogènes socialement. Nous avons moins d'imposés sur la fortune, et moins de bénéficiaires du RMI. C'est l'anti-PACA »*, remarque-t-il.

Terre de catholicisme, l'Ouest s'est forgé une *« culture de la modération »*. La tradition démocrate-chrétienne, concurrencée par le gaullisme et le socialisme dans les villes, est politiquement en voie d'affaiblissement. La pratique religieuse disparaît comme ailleurs. Mais l'héritage du catholicisme progressiste persiste. Le quotidien *Ouest-France*, très lu dans les deux régions, est issu de ce courant. *« Les valeurs de solidarité, d'ouverture, de justice, de tiers-mondisme ou pro-européennes, toutes contraires à celles de Le Pen, sont ici communes à la droite et à la gauche. Elles ont été enseignées dans les écoles privées et laïques »*, affirme Michel Denis. La *« guerre sourde »* entre les deux systèmes de scolarisation a produit un maillage très dense propice à la réussite scolaire. L'historien n'oublie pas de faire un distinguo entre le catholicisme progressiste, diffusé au travers des Jeunesses agricoles, ouvrières et étudiantes chrétiennes dans l'élan du développement d'après-1945, et le catholicisme traditionaliste du Morbihan, département qui donne aujourd'hui un score plus élevé à l'extrême droite.

De cette histoire est né ce que Alain Even appelle une *« capacité à vivre et travailler ensemble »* et Michel Denis un *« lien social fort »*. L'Ouest est la terre du collectif (coopératives agricoles, mutuelles) et d'une multitude d'associations : clubs de sport, de musique, de danse... Un trait que l'on retrouve dans la vie politique, où les élus de tous bords s'allient quand il s'agit de défendre des intérêts communs. Dans l'Ouest, l'intercommunalité a progressé à pas de géant. L'identité bretonne constitue-t-elle un rempart contre l'extrémisme ? *« L'affirmation d'une culture spécifique n'implique ici nullement le rejet de l'autre »*, commente Michel Denis.

Malgré tout, l'Ouest ne pavoise pas. *« Le Pen ne transperce pas, mais il perce »*, dit Jacques Baguenard, de l'université de sciences politiques à Brest. La région se normalise. Chargé de cours à l'université de Rennes-II et chercheur au CNRS, Patrick Pierre exprime un *« bémol »*. *« L'Ouest est légitimiste. On ne vote pas protestataire parce qu'on a trop besoin du pouvoir central. La Bretagne, politiquement, se déplace toujours en retard. L'évolution est peut-être en train de se faire. »*

Aujourd'hui, la région se mobilise. Cent mille personnes manifestaient, jeudi 25 avril, contre le FN. Deux jours plus tard à Rennes, dans un nouveau cortège, Céline veut montrer que *« Le Pen ne peut pas se dire Breton »*. Les manifestants ne sont pas rassurés. *« C'est important de manifester*, lancent Alice et Audrey, 15 ans. *On ne défend pas une région, mais un pays. »*

Gaëlle Dupont

Les nationalistes corses se retirent « définitivement » du processus de Matignon

Ils ne présentent aucun candidat aux législatives

LA DÉFAITE de Lionel Jospin a sérieusement bousculé les projets des nationalistes corses. Pris de court, une grosse centaine de délégués de la coalition nationaliste ont décidé, vendredi 26 avril, à Corte, l'*« arrêt définitif »* à leur participation au processus de Matignon, engagé par le gouvernement en juillet 2000, et le retrait de leurs 4 candidats aux législatives, dont les résultats devaient, pour Corsica Nazione, permettre de « peser » sur la politique corse du futur président de la République.

Ils sont d'autant plus incités à mettre un terme à leur participation que Jacques Chirac a totalement exclu, lors de son voyage en Corse (*Le Monde* du 18 avril), la *« deuxième phase »* du processus, qui devait permettre, après une révision de la Constitution, de déléguer des pouvoirs législatifs à l'Assemblée territoriale élue en 2004. C'est *« une fin de non-recevoir »*, a regretté le chef de file de Corsica Nazione, Jean-Guy Talamoni, samedi, sur France3 - Corse. *« Nous prenons acte de la nouvelle donne politique »*, a résumé, le même jour, sur France-Info, Eric Simoni, porte-parole de la coalition.

Les délégués nationalistes ont aussi approuvé (91 voix pour, 21 contre et 17 abstentions) la décision de *« ne pas participer aux élections législatives »*. En 1997, déjà, Corsica Nazione était restée à l'écart du scrutin, mais la décision avait alors été commandée par une dissolution précipitée, en pleine guerre entre familles nationalistes. Quatre candidats s'étaient pourtant déclarés le 4 avril : M. Talamoni à Bastia, face à Emile Zuccarelli (PRG), ainsi que François Sargentini, le responsable d'Indipendendista, en Haute-Corse. En Corse-du-Sud, Paul Quastana, autre négociateur des accords de Matignon, et Jean-Marie Poli, l'un des porte-parole du Comité anti-répression (CAR), devaient affronter José Rossi (DL) et Simon Renucci (divers gauche). La mouvance nationaliste sera donc représentée par la liste réunissant les autonomistes modérés de l'UPC-Scelta nova et de Mossa naziunale.

Ariane Chemin

M. Chevènement créera son parti après les législatives

LE PRÉSIDENT DU MOUVEMENT DES CITOYENS (MDC), Georges Sarre, a invité, samedi 27 avril, le conseil national de son parti à ne *« pas confondre vitesse et précipitation »* dans la constitution d'un nouveau parti républicain. Pour entériner sa fusion, *« à terme »*, dans le Pôle républicain, le parti de Jean-Pierre Chevènement tiendra, les 10 et 11 mai, un congrès extraordinaire et des assises républicaines qui éliront une *« direction provisoire »*.

Un congrès constitutif du nouveau parti aura lieu *« à l'automne prochain »*, autrement dit après les élections législatives de juin et, sans doute, au vu de leurs résultats. Après l'éviction, le 24 avril, du député européen (ex-RPF), Paul-Marie Coûteaux, M. Sarre a, par ailleurs, estimé que *« ceux qui excluent de voter pour Jacques Chirac »* le 5 mai *« ne peuvent plus participer au Pôle républicain »*. Dans un communiqué publié au lendemain de son exclusion, M. Coûteau avait renouvelé son appel au vote blanc. Samedi, M. Sarre a demandé *« des éclaircissements »* à un autre député européen (ex-RPF), membre du Pôle, William Abitbol.

La région qui a le plus voté en faveur des écologistes

LE VOTE écologiste a été, en Bretagne, le 21 avril, le plus important de France. Noël Mamère (Verts), avec 6,44 % des voix, et Corinne Lepage (Cap 21), avec 2,19 %, ont plus que doublé le score de Dominique Voynet en 1995. La palme revient à Trémargat (Côtes-d'Armor), qui a placé M. Mamère en tête (29,67 %) et Mme Lepage en troisième position (13,19 %). Cette commune (115 inscrits) n'est certes pas représentative. Elle entretient la culture alternative et ses douze exploitations agricoles vivent à l'heure du bio. Mais son maire sans étiquette, Vincent Munin, estime que, dans toute la région, s'installe le sentiment d'une *« maldonne »*. *« Les gens en Bretagne sont attachés à leur cadre de vie,* explique-t-il. *Ils ont longtemps pensé bénéficier d'un environnement privilégié qui attirait de nouveaux venus Mais les habitants s'aperçoivent que les problèmes de pollution sont nombreux. »*

L'inquiétude est plus marquée dans les villes. Rennes a placé le candidat Vert en troisième position (9,6 %), devant Jean-Marie Le Pen. Mais toute l'Ille-et-Vilaine s'est sentie concernée : les votes Lepage et Mamère approchent 10 %. Ils sont supérieurs à 8 % dans les trois autres départements. *« Nous avons fait de bons scores même en milieu rural*, estime Michel Balbot, maire de Mellionnec (Côtes-d'Armor) et conseiller régional Vert. *Nous sommes le seul parti antiproductiviste. Nous avons même reçu l'appui d'éleveurs, qui sont de plus en plus nombreux à refuser ce système. »*

Les écologistes se refusent pourtant à pavoiser : leur progression a été inférieure à ce qu'ils espéraient. Ils n'ont pas su, par exemple, capitaliser, dans le sud de la Bretagne, la colère qui a suivi le naufrage du pétrolier *Erika,* en décembre 1999.

B. H.

Percée du FN dans les stations balnéaires

SAINT-CAST-LE-GUILDO
de notre envoyée spéciale

« Autant vous dire que je suis déçu », murmure Henri Baudet, maire de la petite ville balnéaire de Saint-Cast-le-Guildo (Côtes-d'Armor), qui se revendique *« apolitique »*. L'élu fait ses comptes : sur 2 286 votants, 352 ont donné leur voix à Jean-Marie Le Pen, soit 15,9 %. Un score exceptionnel par rapport à la région. M. Baudet cherche une explication : *« Ce ne peut pas être parce qu'il y a du désordre dans la commune. Nous sommes très tranquilles. »* Tout juste quelques tags pendant l'été, pendant lequel la population de la station décuple. Il évoque l'âge de ses administrés, dont 40 % ont plus de 60 ans. Par ailleurs, les résidences secondaires représentent 60 % des habitations. *« Nous avons la chance de voir de nombreux retraités, plutôt aisés, s'installer chez nous après avoir vécu dans les grandes villes*, explique le maire. *Ils aspirent à la tranquillité. »*

A Saint-Cast, l'idée d'un vote extrémiste est rejetée. *« Les citadins importent leurs inquiétudes »*, répond-on. Les commerçants restent muets. Une jeune fille évoque le désir, pour les grandes familles du cru, de *« préserver leur bien »*, après avoir durement travaillé.

Les villes côtières sont un point d'ancrage traditionnel du FN dans l'ouest. A Dinard, Erquy, Camaret-sur-Mer, Crozon, Bénodet, dans la vallée de la Rance, ses scores sont élevés. Ils atteignent des records dans le Morbihan, à Quiberon (21,8 %), Locmariaquer, La Trinité-sur-Mer (la commune d'origine de Jean-Marie Le Pen) ou Carnac. Les stations de Loire-Atlantique et de Vendée suivent le mouvement. C'est la conséquence de la présence des retraités et d'un *« monde de petits commerçants et artisans vivant du tourisme »*, selon Patrick Pierre, historien chargé de cours à l'université de Rennes-II. Sans oublier *« les ostréiculteurs, peut-être dans certains endroits les marins pêcheurs »*, note M. Pierre. L'historien Michel Denis évoque *« la fin du communisme sardinier, le monde écroulé de l'industrie de la conserve »*, comme explication possible.

Les grandes villes de la zone côtière, Saint-Nazaire et Nantes, Lorient et Brest ont subi la restructuration de leur industrie navale. Le vote FN est élevé à Lorient (14,59 %). Dans la basse Loire, la *« tradition anarcho-syndicaliste ancienne fait que les votes de protestation se reportent vers l'extrême gauche »*, explique Gérard Brovelli, enseignant-chercheur en droit public à l'université de Nantes. A Brest, la gauche résiste. La ville a placé Lionel Jospin en tête avec 21,42 % des suffrages.

Le FN perce aussi dans plusieurs cantons ruraux. *« Ce sont les zones qui sont restées à l'écart de la modernisation agricole, les moins prospères, où l'on a le sentiment d'être des laissés-pour-compte »*, selon M. Denis. Pour M. Brovelli, dans ces cantons, *« la population a le sentiment que le développement est ailleurs et que tout ce sur quoi ils ont vécu est en plein dépérissement »*.

Ga. D.

La Trinité-sur-Mer ne plébiscite pas l'enfant du pays

LA TRINITÉ-SUR-MER
de notre envoyé spécial

Muets, comme des tombes marines. A La Trinité-sur-Mer, le village natal de Jean-Marie Le Pen, rares sont ceux qui affichent leur sympathie pour l'enfant du pays. *« Il a obtenu 20,17 %, mais vous ne trouverez personne pour dire qu'il a voté pour lui »*, explique Marcel Germain, le maire du petit port de plaisance où le leader d'extrême droite a pris l'habitude de faire sa rentrée politique, depuis sa maison familiale. Un peu comme si ce village du Morbihan souffrait d'une maladie honteuse.

« Il y a sûrement des gens qui sont contents qu'il soit au second tour, mais une chose est sûre, ils ne le montrent pas », poursuit cet apparenté RPR qui trouve injuste que son village soit dépeint comme *« un pays de fachos »*. D'autant plus injuste que M. Le Pen a flirté ou dépassé les 20 % dans de nombreuses communes de la côte sud du Morbihan. *« Chez nous, il est loin d'être arrivé en tête,* fait remarquer M. Germain. *Mes concitoyens ont voté à plus de 27 % pour Jacques Chirac. »* Il est révolu le temps où le leader frontiste obtenait 51 % des voix à La Trinité-sur-Mer lors d'une élection législative partielle. C'était en 1983. Depuis, *« les pépés et les mémés »* qui votaient pour *« le petit Jean »* sont morts.

Pour toute une génération, il reste « Jean Le Pen », ce gamin turbulent, bagarreur qui s'était fait exclure de la plupart des écoles du coin. Jean Le Pen parce que Marie n'est en fait que son deuxième prénom.

« DISTINGUER L'HOMME DU POLITIQUE »

Jean Le Pen parce qu'ici on n'est pas dupe des fables que le leader du FN colporte sur son passé : sa participation à la Résistance, la faim dont il prétend avoir souffert dans ses spots de campagne... Pour Marcel Germain, qui a refusé de donner sa signature à l'ancien camarade d'école malgré plusieurs coups de téléphone, *« il faut distinguer l'homme du politique »*.

Pierre, un vieux copain d'école n'approuve pas ses idées, mais quand il le croise, comme la dernière fois lors d'un enterrement, il ne cherche pas à l'éviter. Ce serait comme renier quelqu'un de la famille. A La Trinité, on ne combat pas Jean-Marie Le Pen, on se contente de ne pas partager ses idées. Pour les cantonales ou les législatives, le FN ne dépasse guère 11 % à 12 %. Quant à l'élection du maire précédent, un encarté FN qui avait parrainé M. Le Pen à l'élection présidentielle de 1995, Marcel Germain considère que les Trinitains ne sont pas responsables : *« Il nous a trompés. Il a adhéré au FN après avoir été élu. »*

Nicolas Reynaud

A Izieu, juifs et résistants ont défendu la République

DANS LE CADRE de la Journée nationale de la déportation, plusieurs manifestations se sont déroulées devant la Maison d'Izieu (Ain), théâtre de la rafle de 44 enfants et de leurs sept éducateurs juifs par Klaus Barbie, le 6 avril 1944. Devant le monument aux morts de Brégnier-Cordon, le maire, Robert Mériaudeau, a appelé *« à penser intensément aux enfants et à la République »*. *« Il faut repenser comment transmettre les valeurs de la République »*, a souligné Me Alain Jakubowicz, président régional du CRIF. *« Il faut venir à Izieu et voir ce qui est arrivé parce qu'on ne voulait pas que d'autres soient sur cette Terre. L'avenir appartient à ceux qui sont pour la fraternité »*, a déclaré Pierre Truche, ancien président de la Cour de cassation, qui fut l'avocat général lors du procès Barbie, à Lyon, en juin 1987. L'Association de la Maison d'Izieu, mémorial des enfants juifs exterminés, présidée par le journaliste et académicien Bertrand Poirot-Delpech, a adopté à l'unanimité – *« face à la situation alarmante que connaît notre pays »* – une motion dans laquelle elle rappelle la nécessité de *« contribuer à la défense de la dignité, des droits et de la justice, et à la lutte contre toutes les formes de l'intolérance et du racisme »*.

Plusieurs Prix Nobel appellent à voter pour Jacques Chirac

DES SCIENTIFIQUES ont lancé, le 26 avril, une pétition appelant à voter en faveur de Jacques Chirac le 5 mai. Déjà signée par cinq Prix Nobel et deux détenteurs de la médaille Fields (équivalent du prix Nobel pour les mathématiques), elle appelle à *« « faire du 5 mai un référendum pour défendre la République et la démocratie »* et à *« mettre dans l'urne sans hésiter un bulletin Chirac »*. Elle est notamment signée par trois Prix Nobel de physique (Georges Charpak, Claude Cohen-Tanoudji, Pierre-Gilles de Gennes), un Nobel de chimie, Jean-Marie Lehn, un Nobel de médecine, François Jacob, et deux mathématiciens ayant obtenu la médaille Fields, Laurent Schwartz et Alain Connes. Dans leur communiqué, ces chercheurs soulignent également que *« les abstentions aussi bien que les bulletins blancs n'auront pour seul effet que d'accroître la représentativité de l'extrême droite »*.

Le PS perd un canton à Poitiers

VIENNE
Poitiers-IV (second tour).
I., 11 026 ; V., 5 889 ; A., 46,59 % ; E., 5 811.
Jean-Pierre Lagrange, div. d., c. m. de Saint-Benoît, 3 070 (52,83 %)...
ÉLU
Jean-François Macaire, PS, 2 741 (47,17 %).

[Jean-Pierre Lagrange (div. d.), qui se présentait pour la première fois à une élection cantonale, emporte au second tour ce canton détenu auparavant par Jean-Luc Gaboreau (PS), décédé. Le candidat du Parti socialiste, Jean-François Macaire, malgré le soutien des Verts et du PCF, a pâti de la forte progression de l'abstention entre les deux tours.

21 avril 2002 : I, 11 026 ; V., 7 561 ; A., 31,43 % ; E., 7 209 ; Jean-Pierre Lagrange, div. d., c. m. de Saint-Benoît, 3 208 (44,50 %) ; Jean-François Macaire, PS, 2 521 (34,97 %) ; Isabelle Venier, Verts, 996 (13,82 %) ; Michel Bodin, PCF, 484 (6,71 %).

22 mars 1998 : I, 10 847 ; V., 6 076 ; A., 43,98 % ; E., 5 849 ; Jean-Luc Gaboreau, PS, adj. m., 3 016 (51,56 %) ; André Coquema, div. d., m., 2 833 (48,44 %).]

LES LEPÉNISTES INTROUVABLES DE L'YONNE

Voter Le Pen ? Allons ! Dans ces villages de la douce France les électeurs du Front national sont introuvables. Le candidat d'extrême droite est pourtant arrivé en tête dans le département

LA mission paraissait simple : fondre sur la campagne, dénicher, pour qu'ils nous expliquent, quelques-uns des habitants de ces jolis villages ruraux, sans cités ni insécurité, sans immigrés ni misère, pourquoi ils ont voté Le Pen. Direction la Basse Bourgogne. La Puisaye, Tonnerre, Saint-Fargeau, Saint-Florentin. Un régal pour les sens, mauvaise pioche pour l'article.

Un électeur d'extrême droite dans l'Yonne ? Autant chercher un dossier en ordre dans les archives du tribunal d'Auxerre. Disparus. Volatilisés. Aussi introuvables que les procédures jadis ouvertes contre le tueur présumé des « disparues de l'Yonne », les 40 892 Icaunais qui ont voté Le Pen et Mégret au premier tour ! En tout cas discrets, les courageux qui ont placé le Breton de Saint-Cloud en tête du département avec près de 21 points contre 19,99 pour Chirac et 13,63 seulement pour Jospin.

A Auxerre, capitale d'un département artificiel autoritairement créé par la Révolution, un journaliste de *L'Yonne républicaine* nous avait aimablement prévenus : *« Les gens par ici ne sont pas très causants. »* Litote. De l'épicière du village au boucher du hameau, du tenancier du « bar-tabac-presse » aux dames de La Poste, personne ne connaît un seul électeur lepéniste dans le bocage. *« Ma foi, non, je sais pas. Leurs opinions politiques, à la campagne, les gens les gardent pour eux vous savez. »* Refrain unique pour un silence collectif et très ancien.

A Auxerre ou à Sens, l'autre grande cité rivale de l'Yonne, la mission eût sans doute été plus aisée. Chacune de ces villes moyennes, chargée d'histoire et lourde d'identité, a ses problèmes, ses cités, ses chômeurs, ses immigrés, ses petites agressions et ses grandes peurs. Le Front y a pignon sur rue et y fait depuis longtemps ses choux gras. Comme presque partout ailleurs, Le Pen, qui est venu en mars pour un seul meeting à Fontenoy, a progressé. Mais aucune des deux « capitales » du département n'a placé l'extrême droite au premier rang. Chirac y fait nettement la course en tête, devant un Jospin qui s'est effondré à 17,71 points. Histoire connue, histoire de villes. Hors sujet.

Lindry, c'est autre chose. Ici, dans le vert bocage de la Puisaye, entre Toucy, Charny et Bléneau, nous sommes sur un territoire frontiste classique tel que répertorié par les sondeurs. Selon Ipsos, si 19 % des électeurs de Le Pen habitent dans des villes de plus 100 000 habitants, 21 % résident en zone rurale. Ici, dans cette *« Bourgogne pauvre »* revendiquée par Colette, *« il y a très peu d'immigrés et aucun problème de sécurité »*, affirme Claude Bailly. Ce qui n'a pas empêché le village – un millier d'habitants, 580 votes exprimés – de placer Le Pen en tête avec 107 voix (plus 18 à Mégret) contre 96 à Chirac et 79 à Jospin. Explication : *« Quelques problèmes d'emploi, une grande surdité du pouvoir quant aux attentes sociales, un vote-sanction contre les partis de gouvernement »*, estime notre interlocuteur qui sait de quoi il parle : Claude Bailly et son épouse, conseillère municipale, militent au Parti communiste.

TROP court ? Voici un autre motif, plus virtuel mais fréquemment mis en avant dans nos rencontres. *« La vie de village a disparu, le bistrot du coin ferme à 19 heures, les gens passent leurs soirées devant la télé, et la télé ne parle que d'attaques à main armée ou à la voiture bélier, de cités sans loi, de petites vieilles agressées, de violeurs et de tueurs d'enfants. Les gens du cru ne parlent plus que de ça. Ils ont peur que toute cette violence ne finisse par arriver chez eux, ils croient prendre les devants, ils croient se protéger, ils veulent de l'ordre, ils votent Le Pen. » « La Puysaye,* écrit Vincent Roussot dans le beau texte qui accompagne les photos inspirées de Pascal Stritt dans L'Yonne (collection « Départements » chez Siloë), *est un pays de légendes, de loups-garous, d'"empicasseurs" et de "dépicasseurs"* [jeteurs et leveurs de sort]. »

Le Poyaudin, autrement dit l'autochtone, a l'imaginaire fécond et la révolte prompte. A les visiter trop rapidement après le solstice d'été, lorsque chaque bourg, chaque village ouvre ses armoires et déballe ses linges pour de joyeuses brocantes et autres vide-greniers bric-à-brac, on ne se rend pas compte à quel point il fut difficile au Sénonais, à l'Auxerrois, au Jovinien, au Tonnerrois, à l'Avalonnais et à la Puisaye d'apprendre à vivre ensemble.

Paris n'est qu'à deux heures d'autoroute, mais les pays autoritairement réunis en Yonne il y a deux siècles sont encore puissamment typés, attachés à leurs patois, à leurs traditions, jaloux de leur identité et *« rebelles à toute alliance extérieure à leur cru »*, explique Daniel Mermet, de *L'Yonne républicaine. « C'est un département schizophrène »*, juge pour sa part Vincent Roussot. Orfèvres en la matière, plusieurs journalistes de la région ne sont pas loin de penser, eux aussi, que la manière dont les chaînes de télévision nationale *« martèlent les faits divers pour faire de l'audience »* a sa part de responsabilité dans la diffusion des peurs. Déjà que les « étrangers », même venus d'à côté, de Paris ou de Nancy, ont du mal à s'intégrer en Yonne. Alors les nouveaux venus de l'outre-Méditerranée…

Toucy, le gros bourg de la Puisaye, n'a pas ce genre de problèmes. *« Ici dans la commune, nous n'avons qu'un seul Maghrébin et il est prof de maths, alors vous comprenez… »* Serge Breuillé, le maire de la localité, est fier de ses administrés. *« Ici, on a sauvé l'honneur, Le Pen est arrivé second, derrière Chirac. »* Certes. Encore qu'une trentaine de voix seulement, sur 1 336 exprimées, séparent les deux candidats, que l'ex-lieutenant Mégret du chef frontiste en a obtenu 47 à lui tout seul et que les scores, sur le canton de Toucy tout entier et pas seulement sur le bourg, sont de 20,42 pour Le Pen et 19,68 pour le président sortant.

Ces réserves faites, monsieur le maire veut bien admettre un *« vote de protestation »*, guère plus. La peur ? Peut-être un peu aussi, mais, là encore, c'est *« la responsabilité des médias »*. Son adjoint, Guy Sauvant, le dit plus crûment : *« Quand j'ai vu le vieillard d'Orléans tabassé, l'autre soir à la télé, juste à la veille du vote, je me suis dit : ça y est, les retraités de Toucy vont prendre peur, c'est tout bon pour Le Pen ça. »* Mais la banalisation dont semble aussi bénéficier le chef du Front en Yonne n'aurait-elle pas été favorisée par l'attitude du député volage de la circonscription, Jean-Pierre Soisson ? N'accuse-t-on point l'ancien ministre de tant de gouvernements d'avoir été élu président du conseil régional avec les voix du FN ? *« Mais non,* affirme Serge Breuillé, qui a rejoint l'UDF en 1997 après vingt-trois ans de militantisme au PS, courant rocardien, *les relations de "Jean Pierre"* [en Bourgogne tout le monde appelle M. Soisson "Jean Pierre"] *avec le Front sont très conflictuelles vous savez. »* Ah bon. Alors pourquoi ce vote et où sont-ils, ces fameux électeurs mécontents ?

> « Quand j'ai vu le vieillard d'Orléans tabassé, l'autre soir à la télé, juste à la veille du vote, je me suis dit : ça y est, les retraités de Toucy vont prendre peur, c'est tout bon pour Le Pen, ça »
>
> **SERGE BREUILLÉ, MAIRE DE TOUCY**

Le colonel de Monmahou n'en sait rien. Monsieur le maire de Dracy-sur-Ouanne, 250 habitants, 152 votes exprimés le 21 avril, s'avoue *« incapable »* d'identifier ne serait-ce qu'un seul des 39 électeurs de son village qui ont voté Le Pen (31 voix) ou Mégret (8 voix). Quelques chaumières pimpantes et fleuries, retapées dans la verdure par des couples retraités, un joli petit château remis en état par un cadre supérieur de Saint-Gobain, une poignée de résidents secondaires, peu de jeunes, pas d'immigrés. *« Si,* se rappelle le maire, *nous avons un Noir, un Guinéen je crois, un brave type que j'embrasse quand on se rencontre. Avec lui, on parle de l'Afrique. »*

Trente ans de carrière dans l'armée, une vingtaine sur le continent noir, *« le Tchad, Djibouti, le Zaïre, etc. »*, le colonel en retraite de Monmahou a 70 ans, une silhouette toujours très martiale et des idées du même type, au cordeau, comme sa pelouse. Monsieur le maire estime qu'*« il n'y a pas de mauvais cons »* dans sa commune. N'empêche, quand les gens de Mégret l'ont démarché, qu'ils lui ont parlé *« de remettre de l'ordre en France, j'ai craqué »*. Sollicité par Claude Moreau, conseiller régional ex-FN et ancien officier de carrière, comme lui, le maire de Dracy, comme celui de Grandchamp ou de Dicy, souriants petits bourgs du cru, a parrainé l'extrême droite. *« Sans faire campagne pour eux. »* Au reste, à l'en croire, le colonel élu à la tête d'une liste « d'union communale » *« ne parle jamais politique »* dans l'exercice de ses fonctions. Mais il trouve quand même que *« les médias exagèrent quand ils parlent de nazisme ou de fascisme à propos de Le Pen »*.

Et ça, c'est une opinion qu'Adam Crignon partage, ô combien. Crignon est un pseudonyme. Enfant de la région, artisan plombier, marié, deux enfants dont un est policier à Paris, l'autre pionne dans un lycée technique, notre homme a voté Le Pen au premier tour et il revotera pour lui au second.

ADAM a 51 ans, il a commencé à travailler à 17 ans, il n'a jamais voyagé hors de France, il est propriétaire de sa maison dans un petit bourg local. N'ayant jamais milité pour le FN, il appartient sans le savoir à cette catégorie de Français que l'institut Ipsos appelait la semaine dernière, dans *Le Point*, les « Maginots ». Ils représentent 22 % de la population française. Ce sont *« des ruraux, négatifs, pessimistes, téléphages, peu diplômés, sédentaires, qui broient du noir en permanence »*. Les bataillons habituels de Le Pen en somme. Adam n'a *« pas honte »* de son vote. S'il refuse qu'on dévoile son identité, c'est *« simplement pour protéger mon business. Je n'ai pas envie de perdre des clients pour ça… »* Mais il en a *« gros sur la patate »* notre électeur lepéniste. Une seule question, et c'est parti, en rafales.

« Le Front, c'est la seule opposition en France aujourd'hui. Y en a marre de tous ces politicards qui ne pensent qu'à se remplir les poches et qui nous mentent à qui mieux mieux. Moi, quand j'ai commencé à travailler, on m'a dit tu cotises 37 ans et demi et tu pars en retraite. Maintenant c'est 40 ans et bientôt, ce sera 43. »

« En 1968, on me prenait 5,5 % de charges sociales sur mon salaire, maintenant c'est 23 % et ça, ça ne passe pas. Je suis artisan depuis plus de vingt ans. L'an dernier, j'ai fait 1,5 million de francs de chiffre d'affaires. Vous savez combien il m'est resté après impôts ? Environ 5 000 balles par mois pour 12 heures de boulot par jour. Non mais, où on va, là ? »

« Et tout ça pour quoi ? Pour financer un budget social qui profite d'abord aux fainéants et aux immigrés. Y en a marre ! Les étrangers sont prioritaires partout dans ce pays. »

« La France est dirigée par des intellos et des hauts fonctionnaires qui se foutent de not'gueule. On devrait les envoyer tous aux champs ou à l'usine. »

« Moi, je veux qu'on me respecte. Je veux plus survivre comme un con. Je veux un avenir et des projets. Le Pen n'arrivera pas au pouvoir et c'est pourquoi je voterai encore pour lui. Pour le message qu'il leur envoie à tous. »

« L'euro ? Ce serait bien qu'on en sorte mais je ne crois pas ça possible. Je suis un lepéniste modéré. Je ne veux pas qu'on s'en prenne aux étrangers légaux. Les autres, dehors ! On n'a plus les moyens de les engraisser. »

« Vous autres, journalistes gauchistes, vous avez diabolisé le Front. Mais vous savez, la majorité de ses électeurs sont comme moi, ce sont des pères de famille honorables qui payent leurs impôts. »

« La démocratie n'est pas plus en danger avec Le Pen qu'avec Chirac. Lui aussi, s'il arrive à l'Elysée, il devra gouverner démocratiquement. Moi, je veux simplement qu'on me rende mon pays tel que je l'ai connu quand j'étais jeune. C'est tout. »

Qui a dit que les raisons du vote FN en campagne étaient différentes de celles des agglomérations ?

Patrice Claude
Dessin Serguei

Crise de l'école, crise politique et choc électoral

par Robert Redeker

LA crise politique – votes d'extrême droite, abstention – est intimement liée à la crise de l'école. Voici plus d'un siècle, Charles Péguy a assimilé, en une page célèbre, les crises de l'enseignement avec des crises de civilisation. A l'orée d'un siècle nouveau, l'école est frappée d'une maladie que d'aucuns (Alain Finkielkraut, Régis Debray) estiment mortelle : la fin des humanités, la fin de l'étude et du loisir, auxquels sont substitués des mythes parapublicitaires issus d'une inversion de la révolution culturelle soixante-huitarde. Cette crise contemporaine de l'école ne témoigne-t-elle pas d'une crise plus profonde, dont les derniers résultats électoraux sont un autre symptôme ?

Crise de l'école : dans toute l'Europe, on assiste à la destruction des systèmes d'enseignement, sous la pression du mercantilisme. A la place de l'étude et du loisir, âme traditionnelle de l'école, on promeut un nouveau modèle : celui d'une école où l'on s'active beaucoup (le fanatisme de l'activité y imposant son terrorisme), où l'on s'occupe, où l'on est en permanence occupé, où le temps est occupé, où il n'y a pas de temps vide, pas de vacuité du temps, pas de vacance du temps, plus de vacance de l'activité. Ainsi, le projet est mis en œuvre de bâtir une école active des loisirs sur les ruines de l'école studieuse du loisir.

Ecole primaire, collège et lycée sont sommés de se conformer à ce modèle unique de l'école des loisirs. L'utopie de l'enfermement ludique est en voie d'accomplissement : les élèves seront occupés en permanence à des activités les plus diverses, les maîtres aussi. Cette utopie vise à empêcher les élèves d'être des élèves et les maîtres d'être des maîtres – c'est l'utopie totalitaire d'une école sans maîtres ni élèves. Avec le triomphe de l'activité est supprimé le loisir aussi bien pour les élèves que pour les maîtres – les uns et les autres étant les victimes de cette déscolarisation de l'école.

Au-delà d'une crise de civilisation, la crise de l'école est une crise de la politique, prise en son sens le plus radical. Cette crise manifeste un phénomène plus profond : la désinstitutionnalisation de l'Etat (réduit au rôle d'arbitre) et la désaffiliation institutionnelle des individus.

Par essence, les institutions sont des machines normatives destinées à instituer les individus en sujets, à transformer l'animal humanoïde en homme, c'est-à-dire en sujet politique. La famille, la justice, l'école sont des institutions de ce type, des institutions politiques. Toutes les institutions sont des machines à faire de l'humain.

A l'aurore de la pensée politique moderne, Thomas Hobbes proposa, dans son *Léviathan*, la théorie de l'Etat-machine, dont l'office est de créer, par les biais des mécanismes institutionnels, les hommes. Le rôle des institutions est le rôle politique de l'anthropogenèse : l'homme n'existe pas avant elles, la fabrication des hommes constituant la vraie tâche de la politique.

Par suite, les institutions – pas plus l'école que la justice, la police ou l'armée – ne peuvent être de purs et simples prestataires de services. Les institutions ne rendent pas des services aux hommes, elles font les hommes, elles font l'homme : l'homme est leur résultat, leur fabrication. De cette nature créatrice d'humanité des lois et des institutions, il convient de tirer une importante leçon : on cause autant de tort destructeur à l'école en la réputant un service public qu'en la marchandisant, parce que, dans les deux cas, on l'expulse de son rôle d'institution politique.

> Les institutions – pas plus l'école que la justice, la police ou l'armée – ne peuvent être de purs et simples prestataires de services. Elles ne rendent pas des services aux hommes, elles font les hommes, elles font l'homme

En défendant l'école comme service public, on l'installe sur les rails d'une privatisation complète dans la mesure où l'on suggère que l'école met à disposition des biens. Affirmer que l'école est un service public, qu'elle rend des services à la population, c'est involontairement l'insérer dans la sphère marchande après l'avoir dépolitisée par désinstitutionnalisation.

Les arguments en faveur du service public préparent la privatisation mercantile de l'école, parce qu'ils se placent sur le même terrain que les marchands (distribution de services et de biens), trahissant la même vision du contenu de l'école. Les deux mouvements (défense du service public, volonté de privatisation) fonctionnent en parallèle dans le processus de destruction de l'école.

Dépolitiser ainsi l'école, c'est l'assassiner en l'identifiant à des services qui peuvent, indifféremment, être publics ou marchands ! Nous avons assisté, dans notre histoire récente, à une disjonction entre les individus et les institutions. L'attitude de nos contemporains devant ce qui subsiste des institutions politiques, en ruine, se ramène à une posture de consommateur face à un fournisseur de produit ou un prestataire de services, qu'il soit public ou marchand.

L'esprit d'une institution exige exactement le contraire : qu'entre l'individu et l'institution le lien soit organique. Rabattre l'école sur la notion de service rend impossible ce lien en rendant l'individu et l'institution extérieurs l'un à l'autre. Une fois ce lien détruit, l'école – à l'image de toutes les autres institutions – n'est plus qu'un fantôme s'appliquant à sauver les apparences.

Ecoles et lycées contemporains sont des écoles et lycées Potemkine, parfaitement « disneyisés ». Le modèle sympathique de la maison des jeunes a cannibalisé le rugueux modèle de l'école pour le plus grand profit d'un néo-élitisme masqué : quelques lieux prestigieux d'études de haut niveau pour les rejetons des milieux sociaux dominants, d'un côté, et une myriade d'établissements en forme de « lieux de vie », qui n'ont plus d'écoles et de lycées que le nom, pour la grande masse.

S'intéresser à la crise de l'école permet de lire la crise de la politique et l'agonie des institutions. L'école telle que la marchandisation la conçoit se refuse à fabriquer des animaux politiques. Le néo-libéralisme triomphant ne voit pas dans l'homme un animal politique, mais seulement un individu producteur et consommateur, un agent économique. L'alternative se résume ainsi : l'homme est-il un animal politique ou bien un simple agent économique ? Le projet anthropologique implicite à la mercantilisation de l'école ouvre des perspectives déhumanisantes aussi bien que décivilisatrices en ce qu'il renonce à instituer des animaux politiques.

ROBERT REDEKER est professeur de philosophie dans un lycée, près de Toulouse. Il est membre du comité de rédaction de la revue « Les Temps modernes ».

Tel est le fond des nouvelles conceptions scolaires, que l'on tente d'imposer partout en Europe : effacer la possibilité pour l'homme de devenir un animal politique.

Le choc électoral de cette élection présidentielle n'est qu'un aspect d'un tableau plus vaste. Le lien substantiel qui unissait les hommes aux institutions politiques s'est brisé. On ne sait plus qui doit fabriquer les hommes, ni selon quel idéal. L'« anthropofacture » est abandonnée aux mains du marché, de la publicité, du show-business, des médias.

La crise actuelle de l'école est la conséquence de ce fait historique : la dépolitisation scolaire, traduction de la dépolitisation généralisée de nos sociétés. C'est cette situation, lisible depuis longtemps dans la crise scolaire, qui a trouvé, dans le vote cauchemardesque du 21 avril, son expression électorale.

A bout de souffle *par Alain Bentolila*

MENÉE par des directeurs politiques petitement manœuvriers, livrée à des directeurs de communication politiquement myopes, cette campagne présidentielle frileuse a ignoré une question essentielle : *« Que voulons-nous faire pour nos enfants, quels sont pour eux nos espoirs ? »*

Pour la plupart de nos concitoyens, le destin des enfants de ce pays constitue une vraie préoccupation. On se serait donc attendu à ce que la réflexion sur leur formation intellectuelle et éthique fût au centre des débats. Elle en a été quasiment absente ou réduite à une suite navrante de banalités et de propositions démagogiques.

Certes, on a clamé que l'on allait en finir une fois pour toutes avec la méthode globale alors que pratiquement aucune école de France ne l'utilise plus depuis des lustres. Certes, on a dépensé beaucoup d'argent pour une campagne publicitaire appelant au respect, alors que ce mot signifie pour ceux-là mêmes à qui l'on s'adressait : « interdiction de pénétrer sur mon territoire ».

Mais personne n'a osé dire qu'il fallait profondément transformer l'école pour donner une chance à la République : l'émergence de Le Pen est le résultat de notre lâcheté collective à regarder en face un échec scolaire inquiétant, à remettre en cause des privilèges corporatistes, à violer une bureaucratie paralysante, à donner enfin un sens politique et social à notre système éducatif.

Rien ne se règle à l'école à coups d'effets d'annonce. En matière d'éducation, le court terme n'existe pas. L'éducation évolue sur l'échelle historique du temps et ne se plie pas aux contingences d'une charge administrative ou d'un mandat ministériel. Il faut donc renoncer aux remèdes miracles et aux grands-messes coûteuses et inutiles qui, d'assises en états-généraux, ont tenté depuis des années de donner l'illusion d'un élan consensuel et enthousiaste.

Notre école a besoin que soient définies et maintenues sur un long terme de véritables priorités garantissant une formation intellectuelle exigeante, une culture commune de qualité et des valeurs éthiques partagées. C'est là la seule façon d'éviter le morcellement de notre société en groupes communautaires repliés sur eux-mêmes, prêts à en découdre à la première frustration.

Pour lutter contre la violence, on ne peut se contenter d'enfermer nos enfants – car tous sont nos enfants. Cette réponse ponctuelle imposée par l'urgence ne peut en aucun cas garantir la possibilité de vivre un jour pacifiquement ensemble. Cette solution désespérée dénonce cruellement notre renoncement collectif à assumer chacun notre devoir de transmission.

Notre école subit de plein fouet les conséquences de ce renoncement ; des enseignants m'ont souvent dit : *« Nous recevons des enfants qui n'ont pas été élevés. »* Ils tentent, tant bien que mal, de gérer la massification des effectifs en rêvant (de moins en moins d'ailleurs) à la démocratisation. Cette école qui, pour bien des enfants, constitue leur ultime recours de médiation, est à bout de souffle. Baladée de réforme en réforme, de circulaire en circulaire, de programme en programme, elle épuise ses forces, elle use ses réserves d'enthousiasme et de dévouement.

> L'émergence de Le Pen est le résultat de notre lâcheté collective à regarder en face un échec scolaire inquiétant

Pour en finir avec les faux-semblants, il faut que l'école de la République affirme clairement ses engagements : faire en sorte que tous les enfants de ce pays sachent parler juste – avec autant de conviction que de bienveillance ; lire juste – avec autant de respect pour le texte que de volonté de l'interpréter ; écrire juste – avec autant de liberté d'expression que de responsabilité envers l'autre ; enfin, agir justement sur le monde en lui imposant la force de sa pensée tout en respectant son équilibre.

Ces engagements devront constituer les fondements d'un projet politique d'éducation qui donnera aux maîtres d'école les moyens de former des résistants intellectuels aux discours et aux textes sectaires et intégristes ainsi qu'aux explications magiques du monde. C'est dans cette école de la résistance que nos enfants apprendront à réfuter les représentations manichéennes, à mettre en cause la désignation de boucs émissaires, à refuser le racisme et la xénophobie. Cette école de la résistance devra assumer clairement ses valeurs républicaines et donner aux enseignants les moyens de les porter au plus haut.

Pour ce faire, Jacques Chirac devra imposer des transformations profondes, difficiles et douloureuses. Il aura à répondre à 8 questions : 1. Comment garantir l'irréversibilité des savoirs fondamentaux afin d'offrir à tous des filières diversifiées qui ne soient pas des voies de relégation déguisées pour les 15 % d'enfants qui, à 12 ans, sont aujourd'hui en mal de lecture et d'écriture ?

2. Faut-il continuer à appliquer avec obstination le principe de la discrimination positive alors même que l'écart est loin de se réduire entre les zones prioritaires et les autres ? N'est-il pas préférable de donner mieux au lieu de continuer à donner plus ?

3. Comment accueillir honorablement les enfants de 2 ans dans nos écoles en leur offrant des conditions d'apprentissage qui garantissent un développement linguistique et psychologique convenable ?

4. Comment construire un nouveau pacte scolaire avec les parents dans la transparence et la sérénité ?

ALAIN BENTOLILA est professeur de linguistique générale à l'université Paris-V - Sorbonne.

5. Comment revaloriser et rendre socialement identifiable la fonction de maître(esse) d'école en explicitant clairement les droits et les devoirs qui s'y attachent ?

6. Comment mettre en place une véritable formation professionnelle conduisant au métier de maître d'école, en corrigeant la dérive actuelle vers une théorisation excessive ?

7. Comment donner les moyens d'agir là où c'est utile et efficace quand on sait que, sur les 15 000 postes créés entre 1990 et 2000, moins de 500 ont véritablement servi à favoriser une plus grande efficacité pédagogique ?

8. Quelle nouvelle chance offrirons-nous en termes d'insertion culturelle, sociale et professionnelle aux 13 % de jeunes adultes qui, malgré douze années de scolarité, empruntent le long couloir de l'illettrisme ?

Jacques Chirac devra s'attacher à mettre en actes les réponses à ces 8 questions avec autant de sincérité que de courage afin que plus jamais le fascisme ne s'affiche avec autant de morgue que de duplicité. Il n'y gagnera pas nécessairement en popularité. Il lui faudra notamment accepter que les décisions difficiles qu'il aura prises ne produiront pas d'effets définitifs pendant la durée même de son mandat. Mais n'est-ce pas justement l'honneur d'un homme d'Etat que d'oublier ses intérêts immédiats pour permettre aux enfants des enfants de ce pays de construire ensemble un monde meilleur que celui que nous leur laissons ?

Insurger l'intelligence

Suite de la première page

La démocratie d'opinion, ludique et vacharde, épidermique et égoïste, a envahi l'espace social et politique naguère partagé entre raison et passion. Ainsi M. Le Pen est-il devenu excellent d'abord à la télé. Un gouffre s'ouvre entre ceux qui avalent toutes ces soupes et obéissent docilement à la vivacité chatoyante et mortifère de l'instant, s'inventent leur maigre langage contre-offensif ou même se culpabilisent un peu de tout digérer aussi bien et ceux qui sont assez instruits – oui, instruits, vieil adjectif haï par nos bateleurs de la décontraction – pour relativiser, critiquer, résister et même, parfois, argumenter un peu.

Jean-Claude Kaufmann (pages Débats du *Monde* du 26 avril) a très clairement sondé la profondeur de ce divorce spirituel entre Romains avertis et gogos barbarisés qui est en train de ravager la France. N'oublions plus que M. Le Pen reste le plus fin manieur de la langue française et un raisonneur d'élite qui sait dire, lui, à son profit, l'insupportable situation de schizophrénie culturelle dans laquelle plongent ce peuple et une part de sa jeunesse !

Une passerelle au-dessus du gouffre, seules l'éducation et donc l'école peuvent aider encore à l'édifier. Mais qui se soucie vraiment d'y réhabiliter l'apprentissage des mots, du vrai, du sens, du réel bien lu ? Qui ose lancer un débat public sur cette question primordiale ? Quel candidat aux élections, à l'exception de François Bayrou, a placé le savoir et l'intelligence pour tous au plus fort de son programme-catalogue ?

N'en doutons pas pourtant : une révolution culturelle est indispensable pour nous redonner lucidité et force démocratiques. Elle devra renvoyer à leur moisissure les progressistes de l'inégalité, les pédagogues de l'égotisme, les vendeurs de référentiels d'occasion, les charlatans des identités et des cultures en pâte feuilletée, les grands esprits droits-de-l'hommesques qui, tous, en chœur des vierges effarouchées, assaillent tant de jeunes sans défense au nom du culturellement correct.

Elle ne sera ni de gauche ni de droite, mais de clair bon sens. Il s'agit, d'abord et sans délai, de ragaillardir notre école primaire devenue un jardin d'enfants où l'on s'étonne à peine de clochardiser aussi mécaniquement 10 % à 15 % de gosses promis dès onze ans à tous les analphabétismes de l'esprit, du cœur et de la volonté ; où l'on n'ose plus dire à quiconque qu'il faudra grandir un jour, où les fondamentaux du lire-écrire-compter sont des empêcheurs de s'épanouir en rond.

Il s'agit de cesser de faire risette au collège unique, immense hangar à tous vents de l'égalitarisme roublard devenu menteur qui piège et enrage d'abord les plus pauvres, où l'inégalité devant le vrai s'accroît à proportion de la démocratisation autoproclamée, où l'élitisme républicain est devenu un gros mot bien sale qui choquerait les humbles mais que les nantis de l'esprit, eux, serinent efficacement à leur progéniture.

Il s'agit de bâtir un enseignement professionnel qui épouse enfin toutes les évolutions scientifiques et techniques de la modernité en œuvre et qui ne sente plus la poubelle.

Il s'agit d'oxygéner le lycée, d'y sélectionner les savoirs pour mieux les piocher, d'y favoriser toute quête personnelle des élèves. Il s'agit de relancer la recherche tous azimuts, de convier les universitaires à s'occuper un peu mieux de leurs étudiants et à admettre, par exemple, que leur tâche prioritaire n'est sans doute pas aujourd'hui la lutte contre le harcèlement sexuel.

Il s'agit, pour tout dire, d'admettre que réformer une éducation nationale devenue « système » et ainsi cancérisée est impossible par définition. Et d'afficher en très gros que l'école, de haut en bas, n'a qu'un but, à l'aube du terrible siècle qui s'est annoncé le 11 septembre dernier et qui pourrait bien nous laminer : transmettre, apprendre, insurger pour élever, raisonner contre le mépris, combattre l'égoïsme, confier l'avenir aux jeunes aguerris et leur ouvrir toutes les fenêtres sur eux-mêmes, sur la France, l'Europe et le monde.

Qui retrouvera la capacité d'invective d'un Bloy, d'un Péguy ou d'un Guéhenno, pour dire que la France des Lumières dont rêvait Condorcet n'a pas besoin qu'on dénigre davantage ses élites, qu'on humilie ses pauvres, qu'on fasse passer le souci du beau et du juste après la masturbation devant les lofteurs en cage, qu'on nivelle dans le médiocre ? Qu'on désespère des intelligences et qu'on renonce à forer plus profond la richesse spirituelle, morale et intellectuelle qui gît partout ?

Assez de mots creux et de générosité infantilisante, de démocratisation au service des plus forts, de crétinisation dans l'air du temps, de corporatismes épuisés, d'identités larmoyantes, d'animations qui brassent l'air. Halte à tout ce qui tue l'esprit, brime l'envie de connaître et reconnaître, dénie le sens des mots et le goût des autres.

C'est à ce prix aussi – et peut-être d'abord – que ce pays ne fabriquera plus, un jour, autant d'abstentionnistes avec ou sans remords, d'électeurs zombies de M. Le Pen, de dévots gentillets d'une gauche ridicule et d'une droite désastreuse, de groupusculaires totalitaires, de nantis indifférents à tout sauf à leur confort et, au fond du panier, fanés, découragés, enragés et même voyous, autant d'incultes décivilisés qui hurlent à la mort, à tout hasard. Ici même *(Le Monde* du 24 avril), Nicolas Baverez avait bien raison de rappeler le mot de Chateaubriand : *« Les bras ne servent que les intelligences. »*

Jean-Pierre Rioux

Le 1er Mai du sursaut *par Laurent Fabius*

DANS de nombreuses communes de France, beaucoup de femmes et d'hommes ont décidé de se rassembler mercredi 1er Mai pour dire non.

Autour des organisations syndicales, ils formeront cortège, en des manifestations certainement plus vastes que les années précédentes. Je souhaite, j'adjure qu'elles se déroulent dans le calme, évitant les affrontements et déjouant les provocations.

Certains élus – dont je suis – ont décidé d'appeler également la population à se réunir autour de leur mairie, devant le monument aux morts, sur une place de leur ville ou de leur village, pour dire avec des mots simples, ceux qu'on utilise chaque jour, aux associations, aux citoyens ainsi rassemblés, quels que soient leur âge, leur confession, de gauche, de droite ou sans parti : *« Attention, il y a danger, nous devons protéger notre démocratie ; c'est le 1er Mai du sursaut. »*

Pourquoi des centaines de milliers de jeunes, magnifiques de générosité et de lucidité, sont-ils descendus dans les rues ces derniers jours ? Pourquoi cette unité, cette fraternité impressionnante ? Parce qu'ils éprouvent un sentiment de honte. Parce que l'improbable est arrivé dimanche 21 avril au premier tour de l'élection présidentielle. Parce que l'impensable peut arriver le 5 mai, dans cet étrange duel de second tour qui ne ressemble pas vraiment à la France. Non, il ne ressemble pas à la France, ce démagogue qui fait l'apologie de l'inégalité entre les races, ce spécialiste roué du *« détail »*, cet habitué du coup de poing. Un parti qui veut abolir le droit du sol, exclure la France de l'Europe en prétendant mensongèrement y puiser une source d'emplois, supprimer l'impôt progressif sur le revenu et démanteler la sécurité sociale, ce parti-là, mélange de régression sociale et d'extinction des libertés, ne peut pas ressembler à l'avenir.

LAURENT FABIUS est ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Par cynisme, l'extrême droite exploite la détresse et les peurs. Par stratégie et par tempérament, elle prétend répondre en semant la haine aux difficultés, au malaise – qu'il faut au contraire traiter sur le fond. Elle se dit le parti de l'ordre mais elle installe, partout où elle passe, la violence et le chaos. Notre devoir de citoyens, de républicains, consiste à lui barrer la route, en élevant par notre détermination et, grâce à nos votes, un mur qu'elle ne pourra pas franchir.

Beaucoup prétendent – j'ai entendu ce refrain ces jours-ci – que le score de Le Pen va certainement baisser, au moins être contenu, en tout cas qu'il ne peut absolument pas être élu. Ils le répètent sur le ton de l'évidence. Mais la même évidence avait précédemment été installée : celui-ci ne pouvait pas être présent au second tour !

En réalité, le choix que chacun d'entre nous devra faire dimanche renvoie à un impératif de nature éthique et même philosophique : dans toute société, on n'a pas le droit de s'en remettre aux autres pour espérer qu'ils agiront autrement que soi. Comment justifier, quand on condamne sincèrement Le Pen et qu'il existe un risque, de ne pas voter contre lui, sauf à s'appuyer sur d'autres pour faire le travail à sa place ?

Qu'on soit en accord ou – comme c'est mon cas – en désaccord politique profond avec Jacques Chirac, ce dernier ne menace pas la République. Le Pen, si. Aucun raisonnement, aucun engagement ne peut annuler cette réalité. Le bulletin de vote Chirac doit être utilisé comme un mur anti-Front national. Après cela – et même pendant cela – les différences, les oppositions légitimes dans une démocratie continueront. Mais précisément, pour que les différences puissent durablement s'exprimer, il faut que la République, notre bien commun, l'emporte nettement au soir du 5 mai. La République ne tient pas debout par magie, c'est à chaque citoyen de la faire vivre en exerçant son droit qui est aussi son devoir.

Dans une collectivité, les symboles comptent. Ils rappellent un chemin. Ils disent nos valeurs. Le 1er Mai est notre fête du Travail, une fête des conquêtes populaires, qui dessine l'histoire et la géographie du mouvement social et singulièrement de la gauche : 1891 et les morts ouvriers de Fourmies, 1919 et la journée de travail de huit heures, 1936 et le Front populaire, 1947 où, sur proposition du socialiste Daniel Mayer, le 1er Mai devint jour chômé et payé. On ne peut pas séparer les conquêtes économiques ou sociales et la vitalité de la démocratie. Si la démocratie se réduit, l'économique et le social régresseront aussi.

La République est une. Son Panthéon, c'est Hugo et c'est Clemenceau, c'est Jaurès et c'est de Gaulle. C'est un 1er Mai allié au 8 Mai pour dire ce qui nous rassemble le plus : la liberté, l'égalité, la fraternité.

> N'oublions pas que tout séisme est suivi de « répliques », c'est-à-dire d'autres secousses

A propos des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, on a parlé de *« séisme politique »*. Il est exact que le score de l'extrême droite, qui place notre pays – provisoirement, espérons-le – au ban de l'Europe, traduit un grave glissement de terrain, révèle des failles, peut ouvrir des gouffres.

Il est évident qu'il faudra s'interroger sur les responsabilités, sur les causes, tirer les leçons et agir en conséquence. Mais, dans l'immédiat, n'oublions pas que tout séisme est suivi de *« répliques »*, c'est-à-dire d'autres secousses. Ne nous rassurons pas à bon compte en nous répétant : c'était seulement un avertissement. Chacun sait ce qu'il est parfois advenu des *« avertissements »* à travers l'histoire : le mal grossit, de nouvelles digues sautent, la démocratie, d'abord atteinte, est ensuite blessée. Il arrive même qu'au bout du compte, elle soit emportée.

Ce 1er Mai doit être une journée civique. Pour que chacun réfléchisse. Et pour que le 5 mai, dans son immense majorité, la France se retrouve et dise non. Tel est bien le sursaut que chaque Français doit à lui-même et au monde.

Droite et gauche dans la rue !

NOUS sommes une dizaine de jeunes de droite et de gauche, convaincus de nos profondes différences politiques, mais aussi de la nécessité de voter Chirac le 5 mai et de nous retrouver dans la rue le 1er Mai pour recréer entre citoyens une dynamique républicaine.

L'émotion suscitée en Europe et dans le monde par la présence de l'extrême droite au deuxième tour est venue renforcer le sentiment des Français de s'être laissés emporter beaucoup trop loin dans la contestation de ses élus par un vote « protestataire » ou une abstention de trop.

La cohabitation, la confusion des responsabilités qui en découle et l'apparente convergence des discours et programmes des principaux responsables politiques expliquent, au moins en partie, le niveau de l'abstention et la poussée des partis contestataires de droite comme de gauche. Et ce, au-delà des frustrations et malaises bien réels exprimés par les électeurs des partis extrêmes.

Au lendemain du premier tour, une évidence donc : la démocratie se nourrit du conflit. A peine le clivage droite-gauche paraît-il s'estomper que, par le jeu de nos institutions, l'extrême droite jaillit au premier plan de la scène politique pour en imposer un autre plus dangereux.

L'enjeu est aujourd'hui considérable. A ceux qui se sont déjà lancés dans la politique-fiction et les législatives, nous disons qu'il faut réagir aujourd'hui, que la République est effectivement « entre nos mains », qu'il y a urgence, que les échéances ne sont pas reportées à dans deux mois, mais qu'elles ont lieu d'abord ces jours-ci.

Le Pen à 30 % ou plus, le 5 mai, alimenterait une dynamique très dangereuse pour nos institutions. Il faut la briser dès maintenant dans la perspective de législatives à l'issue desquelles ni la droite ni la gauche ne disposeraient d'une majorité.

Or, face à cet enjeu et cette urgence, la classe politique traditionnelle est confrontée à un dilemme : alors même que le « front républicain » paraît une évidence, une telle rhétorique accrédite la thèse de la fin du clivage droite-gauche et du « bonnet blanc-blanc bonnet » agitée par Le Pen. Pour les hommes politiques de droite, la voie est étroite entre le risque d'alimenter la confusion idéologique et celui d'exaspérer les électeurs de gauche. Pour les responsables de la gauche plurielle, la stratégie est délicate entre la fidélité à la République et la nécessaire préparation des législatives.

Dans ce contexte exceptionnel, il nous revient, à nous citoyens, de prendre le relais de nos représentants placés dans une situation difficile. Il est de notre devoir de démontrer que les extrémistes ne sont pas les seuls capables de se mobiliser. Les manifestations du 1er Mai constituent donc un enjeu majeur pour notre vie démocratique. Nous qui écrivons ces lignes serons dans la rue le 1er Mai, non pas pour contester le résultat des urnes, non pas pour défier ceux qui, pour des raisons souvent contradictoires, ont voté Le Pen, mais pour montrer que, malgré cela, ce n'est pas un 1er Mai comme les autres, pour montrer que les hommes et femmes républicains de ce pays savent se mettre en mouvement, assumer leurs responsabilités en utilisant leur droit constitutionnel à manifester, en se portant ainsi au devant de la scène politique.

DAVID ALLOUCH, chef d'entreprise, **CLARISSE BESNIER,** avocate, **BLAISE-PHILIPPE CHAUMONT,** administrateur civil, **MARION CHAPULUT,** productrice, **YVAN CORDIER,** administrateur civil, **SOPHIE GAGEY,** publicitaire, **NATHALIE MARCHAC,** comédienne, **ALEXANDRA DE MONCLIN,** journaliste, **SERGE PIERRARD,** informaticien, **KARINA SI-AHMED,** cadre d'entreprise, **ANNE-LISE SIBONY,** enseignant-chercheur, **BORIS WALBAUM,** magistrat.

Il faut montrer à ceux qui ont voté le Pen au premier tour que, malgré certaines erreurs, les partis de gouvernement ne sont pas les partis de « l'établissement », qu'ils ont une assise démocratique large, réelle, vivante. Si nous nous rassemblons de façon massive dans un mouvement convaincu et pacifique face aux manifestants de Le Pen, ses thèses seront démenties et son mouvement ébranlé. Ne nous abritons pas derrière les risques de récupération et la mobilisation des plus jeunes, notre responsabilité est première.

Un peu d'anticipation. Au matin du 2 mai, souhaitez-vous entendre à la radio : « 200 000 manifestants contre Le Pen, 100 000 pour » ? Ou bien plutôt : « Des manifestations d'une ampleur historique ont montré la réactivité du peuple français à la montée de l'extrémisme politique » ? La réponse à cette question doit vous conduire à l'action.

Le 1er Mai, ne laissons pas la rue au vide et à la violence. Une manifestation massive pacifique est moins dangereuse que des cortèges d'extrémistes.

Légitimité et démocratie *par Thomas Philippon*

LA grande majorité des Français a été choquée par les résultats du premier tour de l'élection présidentielle. Soixante pour cent des électeurs se déclarent mécontents et plus de 12 millions d'électeurs de gauche seront privés d'un candidat pour le second tour. Ce constat sans équivoque met en lumière le lamentable échec de notre procédure de vote. Au-delà de la nécessaire mobilisation républicaine contre l'extrémisme, il faut également repenser la mise en œuvre concrète du geste fondateur de tout régime démocratique : le vote.

On est en droit d'attendre d'un scrutin démocratique qu'il assure la légitimité des élus, qu'il respecte la diversité des électeurs et offre un espace d'expression pour les minorités. Notre système s'est révélé incapable de concilier ces objectifs fondamentaux. Il doit être modifié. Au lieu de forcer les électeurs à ne choisir qu'un seul candidat, il faut leur permettre d'exprimer au moins un second choix.

Une telle procédure existe dans plusieurs pays, notamment en Irlande. On peut en donner une version simplifiée et adaptée au contexte français. Il s'agit de remplacer le bulletin que nous connaissons par un bulletin comportant la liste de tous les candidats. L'électeur est libre de classer les candidats selon ses préférences.

Considérons l'exemple d'une électrice qui souhaite voter pour Noël Mamère sans empêcher Lionel Jospin d'accéder au second tour. Il lui suffit pour cela d'inscrire « 1 » en face de Mamère et « 2 » en face de Jospin. Comment fait-on le décompte des voix ? On commence par prendre en compte tous les premiers choix. Au lieu de sélectionner les deux candidats ayant atteint les plus hauts pourcentages, on élimine celui qui a le pourcentage le plus bas. On conserve bien évidemment ses électeurs mais on prend maintenant en compte leurs seconds choix. On obtient alors de nouveaux résultats. Comme précédemment, on élimine le candidat qui obtient le pourcentage le plus bas et l'on prend en compte les choix suivants pour ses électeurs. On procède ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste que deux candidats, qui sont sélectionnés pour le second tour.

Que nous apporte cette réforme ?

THOMAS PHILIPPON est économiste (Massachusetts Institute of Technology).

Légitimité des élus. Cette procédure de vote a le mérite de sélectionner les candidats qui ont la plus large assise démocratique. Elle fonctionne parfaitement quel que soit le nombre de candidats.

Respect de la diversité. Après le résultat du 21 avril, et si l'on ne change rien, les électeurs voteront « utile », c'est-à-dire au détriment des petits partis. N'allons surtout pas croire que ce serait la solution de nos problèmes.

Ce serait une forme d'autocensure qui conduirait ou bien à un rejet violent ou bien à une désaffection à l'égard de la démocratie. La vie politique américaine est effectivement dominée par deux grands partis et il n'y a aucun risque là-bas de voir un Le Pen jouer dans la cour des grands. Mais le taux de participation aux élections présidentielles américaines n'est que de 50 %. Voulons-nous en arriver là ?

Simplicité. Cette manière de voter est remarquablement simple pour les électeurs. Il suffit de mettre en place un système de dépouillement efficace. Comme il n'est pas interdit de rêver, rêvons un peu d'Europe.

Si la diversité des électeurs pose des problèmes pour la France, qu'en sera-t-il pour l'Europe ? Devons-nous abandonner tout espoir de voir un jour de vraies élections européennes ? Le nouveau mode de scrutin ne permettra pas seulement à la France de se réconcilier avec ses électeurs. Il pourra se généraliser à l'échelle européenne. C'est une occasion historique. Ne la manquons pas.

2001, activité très soutenue et investissements sans précédent au service du développement

GROUPE CREDIT COOPERATIF
comme son nom l'indique

Produit net bancaire
197,8 M€
En progression de 2,6 % par rapport à 2000 et de 9,1 % pour les activités avec la clientèle

Résultat net
22,4 M€
En repli de 9 % mais en progression de 4,3 %, hors gains exceptionnels réalisés en 2000

Fonds propres de base
310,3 M€
En augmentation de 22,9 %

Le Groupe Crédit Coopératif occupe une place originale dans le paysage bancaire français. Doté des moyens d'une banque nationale, c'est un groupe à taille humaine, réactif, présent au quotidien sur l'ensemble du territoire aux côtés de ses clients sociétaires.

L'activité soutenue, observée en 2001 dans tous les compartiments, témoigne de la pertinence de sa stratégie de proximité ainsi que du dynamisme de ses équipes.

La collecte a été élevée (+ 11,3 %). Les nouveaux crédits d'investissement ont crû de +15 % et l'encours moyen de crédit de + 6,1 %.

Cet exercice très positif sur le plan commercial est marqué par des frais généraux importants attribuables en grande partie à la réalisation d'investissements exceptionnels au service du développement : réaménagement du réseau, chantiers informatiques, création de postes, formation des équipes.

Ce faisant, le Groupe s'est donné les moyens de conduire le programme ambitieux qu'il a pour servir ses clients, sociétaires et partenaires : rendre possible la réalisation de leurs projets, en proposant des services sur mesure et des solutions personnalisées. Il devrait bénéficier, dès 2002, des effets positifs de toutes ses actions d'organisation et de rationalisation dans un contexte d'activité toujours favorable.

Pour mieux faire connaissance retrouvez-nous sur notre site internet :
www.groupe.credit-cooperatif.coop
ou par téléphone : **01 47 24 89 71**

Le Monde
ÉDITORIAL

Chirac et la gauche

PAR UN ÉTRANGE paradoxe, à quelques jours de l'affrontement entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, c'est la gauche qui mène avec le plus d'ardeur le combat contre le candidat du Front national, alors que la droite réserve ses coups les plus rudes aux socialistes, pourtant éliminés à l'issue du premier tour. Ce sont les vaincus du 21 avril qui se battent pour la victoire du président sortant quand celui-ci ne cesse de piétiner, directement ou par l'intermédiaire de ses lieutenants, ses adversaires à terre.

L'appel lancé par Lionel Jospin, même du bout des lèvres, en faveur du vote Chirac a complété le dispositif mis en place par le PS et ses alliés dès le lendemain du premier tour : entre deux maux, les électeurs de gauche sont invités à choisir le moindre, quoi qu'il puisse leur en coûter, afin d'empêcher le Front national d'atteindre, au second tour, un score qui lui donnerait un nouvel élan. Beaucoup de ceux qui ont voté pour les candidats de la gauche ou de l'extrême gauche reçoivent cette consigne comme un crève-cœur, une partie d'entre eux, à l'évidence, ne la suivront pas, ne pouvant se résoudre à préférer « l'escroc » au « facho ».

Il n'empêche : la mobilisation du « peuple de gauche » contre le Front national a commencé, elle ne cesse de grandir, elle s'organise dans les rues, où, jour après jour, des dizaines de milliers de manifestants, qui n'ont guère de sympathie pour Jacques Chirac, désignent l'extrême droite comme leur adversaire prioritaire, elle s'exprime aussi dans les déclarations de la plupart des dirigeants de la gauche. Même s'il entre une forme de calcul dans cette volonté de « noyer » le vote Chirac dans un océan de voix venues de tous les bords afin de revendiquer ensuite une part de la victoire, il y a, dans l'attitude de la gauche, un esprit de responsabilité qu'il faut saluer.

On ne peut en dire autant de la droite. Nul ne conteste la profonde antipathie de Jacques Chirac à l'égard des idées du Front national : malgré quelques fâcheux dérapages, notamment lorsqu'il évoquait naguère *« le bruit et l'odeur »* que subit le travailleur français qui voisine avec une famille immigrée, le président sortant est un défenseur résolu des valeurs républicaines, et il l'a montré en refusant des alliances électorales avec l'extrême droite que recherchaient ses propres partisans. Mais, depuis quelques jours, la campagne de la droite prend pour cible privilégiée le Parti socialiste en faisant passer au second plan la lutte contre Jean-Marie Le Pen.

Nicolas Sarkozy n'a pas tort de souligner que la droite doit appeler à deux rassemblements, le premier pour l'emporter à la présidentielle, le second pour gagner les législatives. Mais tout se passe comme si le second était devenu prioritaire par rapport au premier. Jacques Chirac met au pas les centristes en les embrigadant dans un parti unique de la droite, et ses lieutenants s'en prennent avec véhémence aux socialistes. Cette démarche tactique procède d'une vision à courte vue qui n'est pas à la hauteur des enjeux.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy,** directeur général ; **Noël-Jean Bergeroux**.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolichon
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
François Bonnet *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ; Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Franck Nouchi *(Culture)* ; Josyane Savigneau *(Le Monde des Livres)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*

Médiateur : **Robert Solé**

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **Société Editrice du Monde (SAS)**
Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du *Monde*, Société des Cadres du *Monde*, Société des Employés du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du *Monde*.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

DOMINIQUE NOGUEZ. Dans les propos de Dominique Noguez (*Le Monde* du 26 avril), quelques mots ont sauté qui en ont brouillé le sens. Il fallait lire : *« Dès que j'ai compris, dimanche soir, que Le Pen était deuxième, je me suis dit que ma petite utopie des* Derniers Jours du monde, *où j'écrivais que Laurent Fabius serait président en 2010, pouvait tenir. »*

PRÉCISIONS

AFGHANISTAN. A la suite de l'article de Françoise Chipaux (*Le Monde* du 19 avril) sur le retour à Kaboul de l'ex-roi Zaher Chah d'Afghanistan indiquant que le ministre de la défense, Mohammad Fahim, n'était pas présent à son arrivée, l'ambassade d'Afghanistan en France nous précise : M. Fahim est venu en visite officielle en France du 17 au 19 avril, date fixée en fonction du retour de l'ancien monarque. L'arrivée de ce dernier à Kaboul le 18 avril n'a été communiquée que peu de temps à l'avance, raison pour laquelle M. Fahim n'a pas pu être à Kaboul pour l'événement.

PASCAL BRUCKNER. Dans la liste des intellectuels signataires de l'appel à voter en faveur de Jacques Chirac pour faire barrage à Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle (*Le Monde* du 26 avril), nous avons omis de citer le philosophe et écrivain Pascal Bruckner.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : **Dominique Alduy**
Directeur général : **Stéphane Corre**
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

La démocratie minoritaire

CRISE du système politique, des institutions, voire de régime : que n'a-t-on entendu depuis le 21 avril. Le succès d'une extrême droite qui paraissait pourtant affaiblie par ses divisions, la poussée des candidats trotskistes, la faiblesse de Jacques Chirac et de la droite parlementaire, l'émiettement de la gauche plurielle et l'échec personnel de Lionel Jospin : au-delà du chamboulement immédiat du paysage, pour le second tour comme pour les élections législatives de juin, tout contribue, en effet, à nourrir le sentiment d'une déliquescence des règles qui prévalaient, peu ou prou, depuis le début de la Ve République.

Cela fait des années que le doute s'est insinué, puis installé. Le premier symptôme a été le désintérêt croissant pour la politique. Les enquêtes d'opinion menées quatre décennies par la Sofres sont très éclairantes. Une nette majorité de Français n'a déclaré s'intéresser à la politique que depuis le début des années 1970, lorsque la reconstruction de la gauche laisse espérer une alternative à la domination de la droite. Mais, après avoir culminé au-dessus de 60 % en 1981, 1988 et 1992 - 1993, cet intérêt est en chute libre depuis 1995 : il plonge à 37 % en 2001. Les cohabitations à répétition, la dérégulation des engagements idéologiques, le délitement des fidélités partisanes ont fait leur travail de sape.

CANCER DES « AFFAIRES »

Tout aussi significatif est le discrédit des responsables politiques, sur lequel surfent, aujourd'hui, les candidats extrémistes, de droite comme de gauche. Jusqu'à la fin des années 1980, avec des hauts et des bas, les Français sont à peu près partagés par moitié entre ceux qui jugent les hommes politiques honnêtes et ceux qui les jugent corrompus ; il en est de même entre ceux pour qui les hommes politiques se préoccupent de ce qu'ils pensent et ceux qui sont d'avis contraire. Or, depuis une douzaine d'années, selon la Sofres, le socle de confiance s'est effondré : en septembre 2001, il se trouvait deux Français sur trois pour juger les hommes politiques plutôt corrompus et peu soucieux des préoccupations des citoyens. Le cancer des « affaires », notamment, a fait son œuvre.

Troisième symptôme, enfin, le poujadisme électoral. Depuis 1981, aucune équipe au pouvoir n'a résisté à un rendez-vous électoral majeur, présidentiel ou législatif. Sevrés d'alternance démocratique pendant près d'un quart de siècle, les Français se sont rattrapés depuis, au point de *« sortir les sortants »* dès qu'ils en ont l'occasion. Le vieux slogan démagogique de l'antiparlementarisme reste d'une remarquable efficacité, contrairement à ce que l'on observe dans les grandes démocraties comparables.

Avec le premier tour de l'élection présidentielle, une nouvelle étape de cette crise rampante a été franchie. Le 21 avril, on comptait 41 196 339 d'électeurs inscrits. Or il s'en est trouvé nettement moins de la moitié (45,7 %) pour apporter leur voix à l'un des dix candidats que l'on pourrait qualifier de *« gouvernement »*, susceptible de présider demain aux destinées du pays ou de participer à sa gestion (MM. Chirac, Bayrou et Madelin, Mmes Boutin et Lepage pour la droite ; MM. Jospin, Mamère, Hue, Chevènement et Mme Taubira pour la gauche). Pour la première fois sous la Ve République, une majorité du corps électoral a donc préféré s'abstenir, voter blanc ou soutenir des candidats de protestation ou de rupture. Pour la première fois, si l'on ose dire, la démocratie française est minoritaire. En 1981, près de trois électeurs sur quatre (73 % des inscrits) avaient voté pour les candidats de gouvernement, de gauche ou de droite ; en 1988 et en 1995, le pourcentage était tombé à 61 %, mais restait nettement majoritaire. Il ne l'est plus. Si l'on ajoute que 8 % environ des Français en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes, la dissidence électorale touche donc trois Français sur cinq ! Même par rapport aux suffrages exprimés, le vote en faveur de l'ensemble des candidats de gouvernement dégringole de 93 % en 1981 à 80 % en 1995 et 66 % en 2002.

DEUX FRANCE

Le constat est d'autant plus redoutable qu'il dessine nettement deux France, l'une plus ou moins aisée, diplômée et socialement insérée ou protégée, l'autre modeste, exclue ou précarisée. Sous réserve de confirmation par l'importante étude électorale engagée par le Centre d'études de la vie politique (Cevipof), les premières enquêtes sont à cet égard éloquentes. Selon le sondage Ipsos, réalisé auprès d'un échantillon de 4 044 personnes pour *Le Figaro*, 55 % des ouvriers et 43 % des employés, de même que 52 % des chômeurs, ont voté pour les candidats de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou des chasseurs, contre seulement 18 % des cadres et professions libérales et 33 % des professions intermédiaires.

Le niveau de revenus est également très discriminant : dans les milieux « modestes », 41 % des électeurs ont voté pour les candidats protestataires ou *« antisystème »*, alors qu'on n'en compte que 20 % dans les milieux à revenu « élevé ». Le même écart sépare les électeurs diplômés de l'enseignement supérieur (21 % ont choisi un candidat protestataire) de ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat (43 %). Quant à l'abstention, elle touche deux fois plus les revenus modestes (33 %) que les revenus élevés (16 %), tandis que 24 % des revenus moyens ont boudé les urnes. Autrement dit, la démocratie n'est pas seulement minoritaire ; elle tend insensiblement à devenir censitaire.

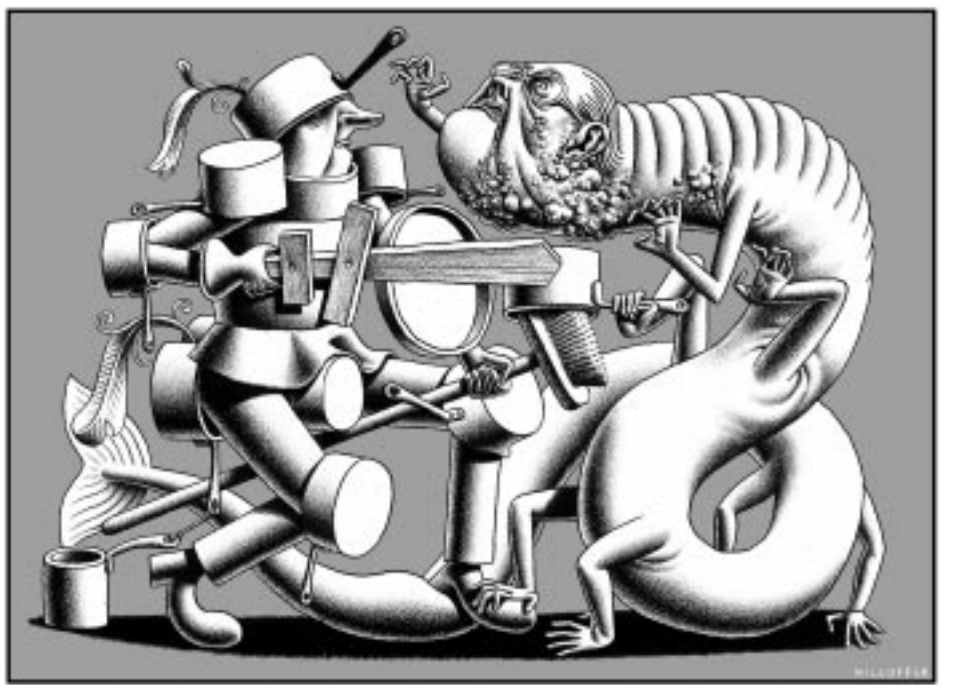
Dès lors, que faire ? Depuis quelques jours, les propositions s'amoncellent. Il faudrait refonder les institutions, assurent les uns, raser une Ve République décatie pour en reconstruire une VIe sur des bases nouvelles, lancent les autres ; opter franchement pour un régime présidentiel, préconisent ceux-ci, ou au contraire s'engager dans une voie clairement parlementaire où le premier ministre gouverne tandis que le président se cantonne dans un rôle d'arbitre. Bref, chacun tourne autour de cette évidence qu'il est urgent de restaurer le contrat de confiance entre gouvernants et gouvernés.

On peut toutefois douter que la réponse institutionnelle soit à la hauteur de l'enjeu. Pour une raison élémentaire : quelle que soit l'organisation des pouvoirs, leurs détenteurs n'ont de légitimité que s'ils mobilisent le soutien des électeurs. Ce qui n'est plus le cas au terme de ce premier tour. Lionel Jospin n'a pas su réconcilier les deux France. A la gauche de reprendre ce flambeau. Jacques Chirac souffre d'une base électorale faible, de l'abaissement de l'autorité présidentielle à quoi se résume son premier septennat et d'une image dégradée de son intégrité. Tout conduit, pour l'heure, à douter de sa capacité à dépasser le stade des habiletés tactiques. C'est pourtant, désormais, sa responsabilité.

Gérard Courtois

Saint Jacques terrassant la bête immonde

PAR KILLOFFER



Les intentions de M. Sharon restent mystérieuses

LE PREMIER MINISTRE israélien Ariel Sharon a-t-il un plan pour *« le jour d'après »* ? L'annonce officielle de la fin de la *« première phase »* de l'opération « Mur de protection » le 21 avril a soulevé des questions restées à ce jour sans réponses. En quoi doivent consister les étapes ultérieures ? S'agit-il à nouveau de lancer la troupe contre des zones autonomes palestiniennes jusque-là épargnées, comme M. Sharon en a agité la menace deux jours plus tard devant une commission de la Knesset ? S'agit-il au contraire de préparer la *« paix régionale »* évoquée le 23 avril dans un message adressé à l'organisation américaine pro-israélienne Aipac ?

Ces interrogations sont alimentées par le bilan nuancé qui peut être d'ores et déjà dressé de l'opération « Mur de protection ». Celle-ci avait pour objectifs affichés la destruction des *« infrastructures terroristes »* dans les zones autonomes palestiniennes et l'isolement complet du chef de l'Autorité palestinienne à Ramallah où il est retenu contre son gré depuis bientôt cinq mois. Les autorités israéliennes, militaires et politiques, ont assuré que les résultats obtenus sur le premier point ont dépassé leurs espérances, avec notamment l'arrestation du chef du Fatah pour la Cisjordanie, Marouane Barghouti, jugé responsable par le gouvernement israélien de nombreuses opérations sanglantes dans les territoires occupés et en Israël. Mais si le calme semble être revenu en Israël depuis deux semaines, après la plus sanglante vague d'attentats jamais perpétrée contre le pays, des responsables du renseignement militaire ont déjà fait savoir que le *« terrorisme »* n'avait pas été définitivement éradiqué, mais seulement durement frappé.

De même, l'isolement total de M. Arafat auquel M. Sharon s'était résigné alors qu'il souhaitait dans un premier temps expulser le chef de l'OLP hors des territoires palestiniens a fait long feu. Même si les blindés israéliens continuent d'encercler la Mouqata'a, le quartier général où les conditions de vie restent extrêmement précaires, M. Arafat a cependant rencontré à deux reprises le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, accouru sur place pour tenter sans succès de parvenir à un cessez-le-feu, puis dernièrement les émissaires européens. Plus délicat pour les autorités israéliennes, le retrait progressif des troupes a permis de mesurer l'intensité des coups portés méthodiquement contre les institutions palestiniennes. Cet acharnement particulièrement troublant dans le cas emblématique du ministère de l'éducation, littéralement mis à sac, permet, au mieux, de s'interroger sur les intentions véritables de M. Sharon, qui n'avait jamais accepté l'ébauche d'un Etat palestinien.

De fait, M. Sharon n'a pour l'instant proposé qu'un seul horizon politique : la convocation d'une vague conférence régionale aux contours et aux objectifs particulièrement flous, mais dont M. Arafat serait a priori exclu. Elle pourrait donner l'occasion à ses participants de discuter du plan de paix saoudien adopté lors du sommet de la Ligue arabe de Beyrouth, le 28 mars, quelques heures après la Pâque sanglante de Nétanya qui avait précipité les offensives massives israéliennes en Cisjordanie. Les récentes déclarations de M. Sharon, qui a vivement réitéré son opposition, tant qu'il sera premier ministre, au démantèlement de la moindre colonie israélienne, que cela soit en Cisjordanie ou à Gaza, et le glissement vers l'extrême droite de la coalition gouvernementale qu'il dirige sous l'effet de l'entrée du Parti national religieux sont cependant incompatibles avec le plan saoudien qui repose, au contraire, sur le principe de l'échange de la paix contre les territoires.

POPULARITÉ AU PLUS HAUT

Fort de son titre d'*« homme de paix »* décerné par le président américain George W. Bush après une offensive qui a causé la mort au minimum de 250 Palestiniens (et d'une trentaine de soldats israéliens) et causé des dégâts aux infrastructures civiles et aux institutions palestiniennes d'ores et déjà évalués à plusieurs centaines de millions de dollars, M. Sharon peut se satisfaire aujourd'hui du consensus qu'il a réussi à imposer dans l'opinion publique israélienne à propos de l'usage exclusif de la force que l'affaire de Jénine, au lieu d'ébranler, a encore renforcé. Un sondage publié par le quotidien *Ma'ariv*, le 26 avril, en mesure des signes inquiétants. Une majorité d'Israéliens considèrent désormais que les critiques formulées par certains journalistes à propos de l'opération « Mur de protection » *« portent atteinte à la sécurité nationale »*. De même, une majorité soutiendrait une *« interdiction »* d'apparaître à la télévision des *« journalistes de gauche et de ceux qui critiquent le gouvernement et l'opération "Mur de protection" »*, et trouve légitime l'annulation d'une cérémonie organisée en l'honneur d'une chanteuse après que cette dernière eut critiqué vivement les offensives israéliennes.

En menant à sa guise l'opération la plus importante dans les territoires palestiniens depuis la guerre de 1967, M. Sharon se retrouve à présent dans une situation confortable. L'Autorité palestinienne a été réduite à des poches dévastées qu'il va falloir reconstruire. Sa popularité est au plus haut depuis le début de l'année. Son rival à droite, Benyamin Nétanyahou, est provisoirement condamné au silence et l'immobilisme dramatique du Parti travailliste le réduit à l'état de hochet politique. Nul n'a été capable de s'opposer à son dessein, surtout pas l'administration américaine, paralysée par des divisions dont le *Washington Post* vient de se faire l'écho. La réoccupation provisoire de la ville palestinienne, autrefois autonome, de Qalqiliya par l'armée israélienne le 26 avril, moins de deux semaines après son évacuation, témoigne que le gouvernement israélien, plus que jamais, a les mains libres. Qu'un calme relatif revienne provisoirement en Israël et il sera alors d'autant plus urgent d'attendre pour les Etats-Unis. M. Sharon vient sans doute de gagner du temps. Pas la paix.

Gilles Paris

Paris, toujours Paris !

Quintessence de la cité moderne par excellence, affectionnée des poètes et des romanciers, la capitale française dévoile tous ses aspects sous le projecteur des « Temps modernes »

DANS UN LIVRE majeur récemment traduit en français, *La Capitale des signes* (Maison des sciences de l'homme, « Le Monde des livres » du 11 janvier), l'essayiste allemand Karlheinz Stierle montrait comment le mythe d'un Paris élevé au rang de la cité moderne par excellence s'était formé à partir de la fin du XVIIIe siècle. Prolongeant les intuitions de Walter Benjamin, Stierle expliquait, avec une érudition passionnée, combien les écrivains, de Louis-Sébastien Mercier et Rousseau à Balzac, Hugo et Baudelaire, avaient participé à l'élaboration de ce mythe, ou plutôt à son dévoilement. On parle souvent de la personnalité d'une ville. Pour la cerner, il faudrait additionner tous les écrits et les rêveries des poètes et des romanciers. On parviendrait ainsi, empiriquement, à cette *« conscience »* dont Stierle dégage magnifiquement les composantes.

Il était donc légitime que *Les Temps modernes*, en consacrant un numéro à Paris, après avoir donné la parole au nouveau maire, Bertrand Delanoë, accordent une large place à la littérature. Comme si la capitale n'en avait jamais fini de produire des signes, qu'elle était encore grosse des rêves, sentiments et pensées de tous ses promeneurs. Il est frappant de constater que presque tous les auteurs convoqués – Michel Deguy, Michel Butor, Petr Kral, Ludovic Janvier, Linda Lê, Michel Contat... – en appellent aussi bien à la géographie de la ville qu'à son histoire. Ces deux dimensions se mêlent dans un fort investissement affectif et intellectuel. Comme si, pour se dire parisien, il fallait secrètement s'approprier un segment de cet espace et de ce temps. Parlant de son *« éducation sentimentale »* dont Paris fut l'un des cadres actifs, Paul Virilio cite justement Benjamin : *« S'égarer dans une ville comme on s'égare dans une forêt demande toute une éducation. »* Ce pourrait être l'exergue de tout ce numéro, précieux outil, comme devrait l'être le livre de Stierle, de cet apprentissage.

MÉMOIRE COSMOPOLITE

En fait, il y a deux passés : d'une part, ce *« long plan séquence »*, le *« travelling de plus de mille ans »* qu'évoque Virilio, menant *« de Lutèce, dans l'île de la Cité, à l'Ile-de-France, et demain, après-demain, à cette grande banlieue planétaire »* qu'aucune conscience individuelle n'aura le pouvoir d'embrasser d'un seul regard ; et de l'autre, ce passé propre, mesurable à l'aune d'une vie (pour autant qu'on ait assez vécu), celui dont on fut le témoin, fait de deuils successifs, de mutations cruelles, de mélancolie : une rue, une place, que, trente ans plus tard, on ne reconnaît plus ; un quartier dont le visage a changé sous le règne de l'argent...

Parfois l'histoire, la grande, la collective, s'accélère, se concentre en quelque lieu symbolique : Patrick Cabanel prend l'un des centres de la capitale (il faudrait réfléchir sur cette idée d'un Paris avec plusieurs centres possibles), la place de la Bastille, pour constater le passage de l'histoire, celle qui commença le 14 juillet 1789. Du 10 mai 1981, lorsque le *« peuple de gauche »* se congratulait de l'élection de François Mitterrand, au 10 janvier 1996, date du rassemblement de cette même foule, plus vieille de quinze ans, à la mort de l'ancien président, la veille de ses obsèques à Notre-Dame. Autre haut-lieu, la Bibliothèque nationale de France, à propos de laquelle Fabrice Blondeau, s'appuyant sur René Daumal, se livre à une analyse originale du discours de l'architecte Dominique Perrault. Le théâtre (Emmanuel Wallon, Robert Abirached) et le cinéma (Francis Moury) ne sont pas oubliés. David Mus s'insurge de l'abandon de l'Imprimerie nationale, et donc de la perte du vieux capital typographique de Paris.

La mémoire de la cité est plurielle. Elle s'enrichit d'être ouverte. Des regards neufs la découvrent. Les étrangers peuvent s'y reconnaître chez eux et participer de son éclat multiple, parfois exotique. Lorsqu'ils ne sont pas repoussés, reconduits aux frontières de la cité. Qui dira la perte qu'aurait subie Paris, au cours du XXe siècle, si le cosmopolitisme avait été conçu comme un défaut, une tare ?

Patrick Kéchichian

★ N° 617, décembre 2001 - février 2002, 14,48 €.

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

■ **LE FIGARO**
Joseph Macé-Scaron
L'extrême droite en France, durant ces trente dernières années, s'est fait une spécialité de la captation d'héritage. Aux traditionnels héritages financiers qui assurèrent un train de vie coquet à ses leaders, il convient d'ajouter le très commun hold-up idéologique. Depuis longtemps, le lepénisme s'attache en effet à détourner, avaler, régurgiter puis pervertir tous les symboles qui de près ou de loin évoquent la nation française. *(...)* Pour autant, si l'on veut bien souligner l'imposture lepéniste, encore faut-il développer le raisonnement jusqu'au bout. Ce n'est pas seulement Valmy qu'il faut délivrer de cette invraisemblable prise d'otages mais aussi Bouvines, Marignan ou Denain : la France tout entière. Et commencer par sauver Jeanne d'Arc, qui vient de passer vingt ans de captivité aux mains des lepénistes. Jeanne qui est brûlée chaque 1er mai quand elle est louée – à son âme défendante – par ceux qui, en d'autres temps, baisaient les mules de l'évêque Cauchon.

■ **LES ÉCHOS**
Favilla
Jacques Chirac et ses proches *(...)* ont la charge, et même le devoir, compte tenu des circonstances, de préparer dès à présent les décisions politiques susceptibles de convaincre l'électorat – avant même qu'il retourne aux urnes les 9 et 16 juin prochain – que son message a été entendu. Le défi est redoutable car le message en cause est profondément contradictoire. D'un côté, le peuple semble exiger plus de répression sécuritaire ; de l'autre, le vote du 21 avril montre que dans les villes où une politique active de prévention et d'intégration a été menée, la tentation extrémiste est contenue. D'un côté le peuple semble tétanisé par les nouvelles règles du jeu économique mondial ; de l'autre, la jeunesse clame dans la rue son appartenance à un monde ouvert, bigarré et tourné vers l'avenir.

■ **LIBÉRATION**
Serge July
Cet effet Le Pen, loin d'être automatiquement stoppé, entraîne, à droite comme à gauche, parmi les responsables, des calculs qui pourraient favoriser l'ascension lepéniste. Une partie de l'électorat traditionnel de droite sera tentée de voter Le Pen dans le secret de l'isoloir pour « droitiser » Chirac, jugé toujours trop mou. *(...)* C'est à la gauche, défaite le 21, qu'il appartient, le 5 mai, de cantonner le Front national. *(...)* C'est l'électorat de gauche, en effet, qui peut, par sa très forte mobilisation, transformer ce scrutin en lui donnant la dimension d'un référendum anti-Le Pen. Mais cette attitude n'est pas spontanée.

SUR LE NET

Torture

■ Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme contre la torture se réunit jusqu'au 27 mai à Genève.
www.unhchr.ch/french/html/menu2/6/cat_fr.htm
■ Le site présente la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984, ainsi que des annotations et l'état des ratifications par les membre de l'ONU.
www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/h_cat39_fr.htm
■ L'organisation mondiale contre la torture a publié en mars son rapport annuel pour 2001.
www.omct.org/pdf/Omctrapport2001eng.pdf
■ Le site d'Amnesty international émet des alertes quotidiennes sur les cas relevés par l'organisation.
http://web.amnesty.org/ai.nsf/THEMES%2FTORTURE?OpenView
■ Le Comité européen de prévention de la torture donne accès en ligne à sa base de données.
http://hudoc.cpt.coe.int/search/
■ L'Association pour la prévention de la torture donne accès aux derniers documents sur ce sujet.
www.cinat.org/
■ Le centre des droits de l'homme de l'université d'Essex diffuse un manuel pour *« recueillir et soumettre des allégations de torture aux mécanismes internationaux pour la protection des droits de l'homme »*.
www.essex.ac.uk/torturehandbook/french/thb-french.pdf

vincent.truffy@lemonde.fr

Le drame d'Erfurt vu par la presse allemande

« Le monde n'est plus un lieu sûr », une école peut être plus dangereuse que l'Afghanistan

***« IL EST** apparemment plus dangereux d'être professeur ou secrétaire dans un lycée allemand que soldat d'élite dans l'Hindu Kush* [montagnes d'Afghanistan], constate, lundi 29 avril, la **Süddeutsche Zeitung** (gauche). *Depuis Djerba, les Allemands ont senti que le monde n'est plus un lieu sûr, y compris lorsqu'on évite les régions en crise.* (...) *Et les points d'impact se rapprochent* (...) *avec l'avertissement lancé par la police criminelle sur les risques d'attentats en Allemagne dans les semaines à venir* [émanant de membres récemment arrêtés de l'organisation palestinienne Al Tawhid]. *La violence, qui dégouline sur le système capillaire des Etats occidentaux pacifiés ne respecte pas la différence entre civils et militaires.* (...) *Pis, le soupçon se déplace sur le lieu même où ces sociétés ont déposé leurs espoirs pour le bien des générations futures : l'école.* »

Le quotidien munichois se félicite par ailleurs que, le jour du bain de sang d'Erfurt, le Parlement allemand ait renforcé la réglementation déjà sévère sur la détention d'armes à feu mais retient cette *« amère leçon américaine : les mesures de sécurité à l'école peuvent compliquer des actes de démence mais ne les empêchent pas »*.

La Frankfurter Allgemeine Zeitung ajoute que *« c'est le genre d'images qu'on avait l'habitude de ne voir qu'aux Etats-Unis. Des images d'élèves qui, par frustration, dirigeaient leurs armes vers leurs professeurs ou leurs camarades.* (...) *On les expliquait par la facilité avec laquelle on se procure des armes aux Etats-Unis – aussi aisément qu'acheter de l'alcool en Allemagne »*. Et ce journal conservateur de s'interroger devant ce drame apparemment préparé de longue date : *« Pourquoi est-ce que personne n'a décelé les intentions du forcené ?* (...) *Il n'y avait peut-être aucun moyen de savoir qu'il se vengerait* [d'avoir été expulsé de son école]. *Mais les morts d'Erfurt sont le signal que des jeunes gens instables ne doivent pas être laissés à eux-mêmes.* »

lemonde.fr pour *Le Monde*

« LE TEMPS » (Suisse)

Un référendum anti-Le Pen ? C'est la question que pose en « une » le quotidien publié à Genève, qui signale que toute la gauche – ou presque – appelle à voter Chirac. **Dessin de Patrick Chappatte**.
(« Courrier international » pour « Le Monde »)

AU COURRIER DES LECTEURS

JULES FERRY ET LA GAUCHE RÉPUBLICAINE

Que les périodes de campagnes électorales soient propices à tous les dérapages, soit ! Il faut pourtant un culot monstre à MM. Gaino et Sarkozy (*Le Monde* du 11 avril) pour oser invoquer, à l'appui de leurs sarcasmes, l'exemple de Jules Ferry et le présenter comme *« l'homme classé à droite, qui a institué l'école républicaine laïque et gratuite »*.

Que Jules Ferry ait eu des positions modérées sur le plan social, certes, mais laisser entendre que les grandes lois scolaires seraient à porter au crédit de la droite est à la fois aberrant et scandaleux, quand on sait que Jules Ferry œuvrait en tant que membre éminent du groupe parlementaire de la Gauche républicaine et qu'il se vit opposer une résistance acharnée *(...)* de la part de la droite, tant sur les lois sur la presse, sur la liberté de la réunion, que sur les lois scolaires. Est-ce un *« homme de droite »* qui eut à affronter une Chambre et un Sénat déchaînés, à propos de l'article 3 de la loi de 1882 qui abolissait le droit de contrôle sur les écoles accordé au clergé par la loi Falloux ? Est-ce un *« homme de droite »* qui fit voter (second cabinet Ferry) contre les conservateurs la loi sur les syndicats professionnels de 1884 ?

Tromper l'opinion à ce point aux dépens de la plus élémentaire vérité historique est non seulement cynique, mais surtout affligeant.

Michel Drouin
Paris

D'ABORD LE POUVOIR

Les hommes et les femmes politiques comprendront-ils qu'ils sont les maîtres d'œuvre de cette déroute ? Ce n'est pas Le Pen qu'ils doivent combattre, mais eux-mêmes, avec leur hypocrisie, leur mépris du peuple, leur allégeance au pouvoir économique. S'ils avaient gouverné dans l'intérêt de la majorité des Français, il n'y aurait pas de Le Pen. Les partis politiques formant le gouvernement dit de gauche s'interrogent-ils sur leur responsabilité ou bien ne pensent-ils qu'à barrer la route à Le Pen et à se rassembler pour garder le pouvoir législatif. J'ai bien peur que seul le pouvoir les intéresse. Le Pen peut leur dire merci. *(...)*

Louise Colimard
Asnières (Hauts-de-Seine)

NOTRE AVIS

Qu'on ait déboulonné la gauche caviar ne me fait pas pleurer. Qu'ils descendent de leur Safrane, qu'ils viennent voir au plus près de la vie des gens, des jeunes et des familles, qu'ils lisent les courriers qu'on leur adresse pour leur dire attention et auxquels ils ne répondent jamais. Auront-ils compris qu'il n'y a pas que les « fachos » qui en avaient marre ?

Si on ne nous débarrasse pas des vieux caciques *(...)*, croient-ils que les jeunes multiraciaux et antifascistes (l'éducation nationale ne fait pas si mal son travail) iront aux urnes ? Discours des politiques, discours des médias, et nous, et notre avis ?

Marie-Hélène Deal
Lyon

BULLETIN BLANC

Depuis plus de trente ans, sachant clairement où se situe mon camp, j'ai apporté sans faille mon bulletin de vote à la gauche, quel que soit l'objet de l'élection, même si quelquefois, j'ai dû me forcer et si je l'ai fait parfois avec « une cuillère à long manche ». Mais je ne voterai pas pour Chirac. Depuis des mois, pour assurer son élection, il a instrumentalisé l'insécurité, abaissé contre toute vérité le rang de la France, nié les mieux économiques et sociaux évidents (même si ceux-ci étaient insuffisants), joué de la peur et de la frilosité naturelle d'une France vieillissante *(...)*, attisé en sous-main les corporatismes les plus sordides et les sentiments les moins nobles des citoyens. Enfin, il a insulté un homme honnête qui n'a pas été, peu s'en faut, le plus mauvais premier ministre de la Ve République.

Le « merdier » de cette élection présidentielle, c'est le problème de la droite et de sa fille bâtarde l'extrême droite : qu'elles s'en débrouillent. Il convient de ne pas surlégitimer un président ridiculisé (le plus mauvais score d'un sortant au premier tour) et le laisser avec sa vraie représentativité : la droite confite de bonnes intentions sécuritaires et de respectabilité autoproclamée devra s'en sortir toute seule, où alors, c'est qu'elle ne vaut vraiment rien.

Le peuple de gauche doit se rassembler, ne pas perdre son temps et son énergie sur un second tour qui ne le concerne pas et préparer le troisième tour des législatives. (...)

Jacques Jourdam
Paris

BCEN-EUROBANK

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BCEN-EUROBANK, convoquée par le Directoire, s'est tenue le 12 avril 2002 sous la présidence de M. Iouri Ponomarev, Président du Conseil de Surveillance, et en présence de M. Oleg Mojaiskov, représentant de la Banque Centrale de Russie.

L'Assemblée Générale a approuvé le rapport de gestion du Directoire ainsi que les comptes de l'exercice 2001. Ces comptes traduisent une légère progression du bilan d'une part, et une amélioration radicale des résultats d'autre part. Pour la BCEN-EUROBANK, l'année 2001 marque le retour à des résultats positifs dont une large partie provient du dynamisme des opérations courantes.

Le total du bilan s'établit, en données nettes, sous déduction des provisions, à 1,285 milliard d'euros, soit une hausse de 6 % par rapport à l'année 2000. Le Produit Net Bancaire, largement positif, s'élève à 95 millions d'euros et le résultat final de l'exercice représente un solde positif de 75,7 millions d'euros, entièrement affecté à la reconstitution du prêt participatif consenti en 1992 par la Banque Centrale de Russie.

Les fonds permanents de la BCEN-EUROBANK progressent de 438 à 533 millions d'euros. Son ratio d'adéquation des fonds propres atteint 300 % ; par ailleurs le taux de couverture de ses actifs russes excède légèrement 80 %.

Au cours de l'année 2001, la BCEN-EUROBANK a renforcé ses liens avec l'International Moscow Bank (IMB), Moscou, en participant à une nouvelle augmentation de capital, à l'issue de laquelle son pourcentage de détention du capital dans cette banque s'élève à 20 %.

L'Assemblée Générale de la BCEN-EUROBANK a eu l'occasion de faire part de sa satisfaction pour les résultats de la Banque en 2001 ; elle a aussi exprimé sa confiance dans la capacité de la Banque à poursuivre cette voie les années à venir, en confirmant son rôle dans le développement des relations entre L'Europe occidentale et la Russie.

BCEN-EUROBANK
79-81 boulevard Haussmann - 75382 Paris cedex 08

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

A la demande du président **GEORGE W. BUSH**, le gouvernement d'Ariel Sharon a accepté de rendre à Yasser Arafat sa **LIBERTÉ DE MOUVEMENTS** en échange du transfert, dans une prison palestinienne, sous la garde d'Américains ou de Britanniques, de **SIX ACTIVISTES** recherchés par Israël. Le président de l'Autorité palestinienne ne pourra sortir de son QG, dont il est **PRISONNIER** depuis le 3 décembre, que lorsque cette condition sera remplie. Par la même occasion, cet **ACCORD** pourrait permettre un déblocage de la situation à **BETHLÉEM**, où la basilique de la Nativité est toujours soumise au siège de Tsahal. L'armée israélienne **A INVESTI**, lundi matin, une partie de la ville d'**HÉBRON**, en représailles à un attentat contre la colonie d'**ADOURA** qui a fait quatre victimes. Huit Palestiniens ont été tués lors de cette opération.

Ariel Sharon accepte de mettre fin à la réclusion de Yasser Arafat

En dépit de l'opposition de certains de ses ministres, le chef du gouvernement israélien s'est résolu à rendre sa liberté de mouvement au président palestinien, prisonnier de son QG depuis cinq mois. George W. Bush a qualifié cette décision de « jour d'espoir pour la région »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le siège de la Mouqata'a est-il en passe d'être levé ? Selon les termes du marché proposé par les Etats-Unis et accepté par le gouvernement israélien, après un long débat, dimanche 28 avril, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, enfermé dans son quartier général de Ramallah depuis le 3 décembre 2001 et encerclé depuis un mois par les blindés israéliens, pourrait recouvrer une complète liberté de mouvement en échange du transfert de six Palestiniens.

Ces six hommes sont recherchés par les Israéliens et doivent être placés dans un lieu de détention palestinien supervisé par une force britannique. Il s'agit des quatre Palestiniens condamnés, le 25 avril, au terme d'un procès improvisé pour l'assassinat, en octobre 2001, de l'ancien ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi, du secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Ahmed Saadat, et enfin de Fouad Choubaki, impliqué, selon Israël, dans un trafic d'armes à destination de l'Autorité palestinienne, l'affaire du *Karine-A,* ce bateau arraisonné, au mois de janvier, en mer Rouge par l'armée israélienne.

Ce marché a fait l'objet d'âpres négociations au sein du gouvernement israélien. Il constitue un revirement de la part de M. Sharon, qui a été dénoncé comme tel par une partie des ministres de sa propre formation, le Likoud, ainsi que par ses alliés de l'extrême droite qui ont tous voté contre. M. Sharon, qui réclamait les six Palestiniens, avait en effet assuré à plusieurs reprises, par le passé, qu'il ne céderait à aucun prix sur cette question.

LA MISSION DE L'ONU REPORTÉE

Le marché conclu à propos de Ramallah pourrait également favoriser un accord pour mettre un terme au siège, qui dure depuis quatre semaines, de la basilique de la Nativité, à Bethléem, au sujet duquel les deux parties continuent de diverger. Ce qui est en jeu est le sort d'un petit nombre de miliciens recherchés par Israël, qui souhaite leur bannissement, ce que refusent les négociateurs palestiniens.

BRENNAN LINSLEY/AP

Le désengagement de Tsahal du QG de Yasser Arafat, à Ramallah, n'était pas encore effectif, lundi matin. Des chars se maintenaient dans l'attente du transfert dans une prison palestinienne de six activistes réclamés par le gouvernement Sharon.

Lundi matin 29 avril, la presse israélienne a mis en relation l'acceptation par le gouvernement israélien des propositions américaines concernant le sort de M. Arafat et le blocage persistant avec les Nations unies sur la nature et la composition de la mission chargée d'« établir les faits » à propos de l'assaut donné au camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie. Le gouvernement israélien, a obtenu, pour la troisième fois, un nouveau report de l'envoi de la mission. Il tente également d'obtenir des Nations unies le maximum de garanties pour éviter d'être mis en difficulté par ses travaux. Selon la presse israélienne, les Etats-Unis, satisfaits par l'acceptation du marché concernant Ramallah, pourraient désormais appuyer les demandes israéliennes.

Aucune indication n'était disponible, lundi matin, sur le calendrier de la levée annoncée du siège du QG de M. Arafat. L'incertitude a été renforcée par l'opération militaire lancée par l'armée israélienne contre Hébron, qui avait échappé jusqu'à présent à l'opération « Mur de protection ». Des blindés israéliens ont pris position, dans la nuit de dimanche à lundi, dans la partie de la ville sous contrôle palestinien, en représailles à une attaque perpétrée, samedi matin, contre la colonie d'Adoura, à l'ouest de Hébron, au cours de laquelle quatre Israéliens ont trouvé la mort, dont une fillette de cinq ans. Au moins huit Palestiniens ont été tués au cours des accrochages provoqués par l'opération de Tsahal.

Gilles Paris

Le président Bush espère que Yasser Arafat va « gagner son respect »

WASHINGTON
de notre correspondant

La visite au Texas du prince héritier saoudien Abdallah aura eu au moins un résultat : la fin du siège du quartier général de Yasser Arafat, à Ramallah. Après une première phase plutôt froide, lors de la réception du prince par le président George W. Bush dans son ranch, jeudi 25 avril (*Le Monde* du 27 avril), le climat s'est réchauffé au cours du week-end.

Dimanche 28 avril, les deux parties ont travaillé ensemble à résoudre les blocages de Ramallah et de Bethléem. La proposition d'envoi de représentants britanniques et américains pour assurer, dans une prison palestinienne, la garde des six personnes réclamées par Israël a été présentée par M. Bush au premier ministre israélien, Ariel Sharon, au cours d'un entretien téléphonique, samedi. Parallèlement, selon la Maison Blanche, les Saoudiens ont fait pression sur M. Arafat pour qu'il accepte cette solution.

S'adressant aux journalistes, à Crawford, près de Waco, où se trouve sa propriété, Bush a qualifié la journée de dimanche de *« jour d'espoir »* pour le Proche-Orient. Il a ajouté : *« Le président Arafat est maintenant libre de se déplacer et de diriger, et c'est cela que nous attendons de lui. »* Le président américain a répété que M. Arafat doit *« gagner son respect »* en mettant fin aux attentats contre Israël. Quelques instants plus tard, à Houston, où la délégation saoudienne a prolongé son séjour, dimanche, Saoud Al-Fayçal, ministre des affaires étrangères, a donné à son tour une conférence de presse et fait écho aux propos de M. Bush. Il a indiqué que le prince Abdallah avait téléphoné à son hôte pour le remercier de sa réception et se féliciter avec lui du *« premier pas »* accompli dans le sens d'un apaisement des affrontements entre Israéliens et Palestiniens. M. Al-Fayçal a exprimé, au nom de l'Arabie saoudite, *« l'espoir que toutes les parties vont renoncer à la violence comme moyen de résoudre les disputes politiques »*.

Cette phrase, que le ministre a prononcée deux fois en lisant ostensiblement un document, est la contrepartie saoudienne des efforts accomplis par les dirigeants américains pour obtenir de M. Sharon qu'il rende sa liberté de mouvement à M. Arafat. M. Bush a souvent répété que les gouvernements arabes devaient condamner et combattre le terrorisme. Les Saoudiens ont été mis en cause par les médias américains pour avoir organisé un « Téléthon » afin de recueillir des fonds pour les familles de Palestiniens ayant commis des attentats-suicides. M. Al-Fayçal a expliqué, au cours de sa conférence de presse, que ces aides étaient destinées à secourir les familles, non à encourager cette forme de terrorisme.

La délégation qui a accompagné le prince Abdallah aux Etats-Unis a fait savoir qu'aux yeux des dirigeants saoudiens la démarche jusqu'à présent préconisée par M. Bush doit être modifiée. Le passage par le plan Tenet, destiné à assurer la sécurité exigée par les Israéliens avant de passer à une autre étape, *« n'est plus utile »*, a déclaré M. Al-Fayçal. Dans un plan en huit points que les Saoudiens ont soumis aux Américains, les discussions politiques sont censées s'ouvrir avec pour seul préalable la renonciation des dirigeants palestiniens (et israéliens) à la violence. Washington ne voulant toujours pas d'une force internationale, mentionnée aussi dans le plan saoudien, il ne resterait d'autre possibilité que d'engager dès maintenant des négociations sur un règlement de paix.

Le prince Abdallah, qui a rencontré samedi Bill Clinton, venu à Houston la veille pour un dîner-débat, a pu s'entretenir longuement avec l'ancien président sur les négociations de Camp David et de Taba. M. Bush a invité M. Sharon à venir le rencontrer début mai. La conférence internationale, que le premier ministre israélien avait été le premier à évoquer, va probablement être de nouveau à l'ordre du jour.

Patrick Jarreau

« Multiples plans d'action » contre l'Irak

La Maison Blanche a indiqué, dimanche 28 avril, que le Pentagone dispose de *« multiples plans d'action »* pour agir contre l'Irak, mais qu'aucun dispositif précis n'a été soumis au président Bush. Cette indication a été donnée en réponse à des informations de la presse américaine selon lesquelles l'hypothèse d'une offensive à l'automne aurait été abandonnée au profit d'une date ultérieure, au début de 2003. Selon les sources citées, notamment, par le *New York Times*, les cercles dirigeants, à Washington, considéreraient aujourd'hui qu'un coup d'Etat aurait peu de chances de réussir contre Saddam Hussein et qu'une guerre de proximité, appuyant des forces d'opposition locales, serait elle aussi vouée à l'échec. La perspective retenue serait celle d'un engagement américain massif, pouvant mobiliser entre 70 000 et 250 000 hommes et mené à partir de bases situées en Turquie, au Koweït et au Qatar si les dirigeants saoudiens refusaient leur concours. – *(Corresp.)*

Dans la Mouqata'a : « On espère que l'on approche de la fin »

LES « INTERNATIONAUX » enfermés avec M. Arafat, à Ramallah, restaient prudents, dimanche 28 avril. Joints par téléphone de Paris, en fin de soirée, les assiégés de la Mouqata'a ne cachaient pas leur crainte d'une volte-face israélienne. Samir Al-Assi, qui a la double nationalité belge et palestinienne, Samir Abdallah et François Weiser, tous deux français, et Mohammed Macharqa, palestinien, racontent : *« Apparemment, il y a bien eu accord entre les Palestiniens et Israël autour d'une idée américaine. Six accusés seraient transférés dans une prison palestinienne et placés sous la garde de Britanniques et/ou d'Américains. Vers 21 heures, les consuls américain et britannique sont venus discuter avec le président Arafat »*, dit Samir Al-Assi.

Qui sont les « six » ? *« Les quatre qui ont été jugés l'autre jour* [des membres du Front de libération de la Palestine (FPLP) convaincus du meurtre de l'ancien ministre du tourisme israélien, Rehavam Zeevi, en octobre 2001], répond-il. *On parle également du secrétaire général du FPLP, Ahmed Saadat, et de Fouad Choubaki* [un responsable financier qui aurait trempé dans l'affaire du cargo chargé d'armes *Karine-A*], précise Mohammed Macharqa. *Saadat et Choubaki n'ont pas été condamnés. »*

Dans quel délai le siège sera-t-il levé ? Tout dépendra, répondent-ils tous, d'une réunion que doivent avoir, lundi, ici, des *« experts britanniques et américains »* avec des responsables palestiniens sur les modalités du transfert des prisonniers. *« Tout le monde est content ; on espère qu'on approche de la fin »*, remarque, fébrile, Samir Abdallah. *« Si cela doit permettre de rétablir la souveraineté palestinienne, on ne peut que s'en réjouir »*, commente M. Weiser, qui tient néanmoins à signaler que *« le dispositif militaire israélien autour de la Mouqata'a est plus hermétique et oppressant que jamais. A 10 mètres des fenêtres, les Israéliens ont hérissé une triple rangée de barbelés et dressé des guérites où sont installés des snipers »*.

Mouna Naïm

Un colon d'Adoura : « Nous sommes une carte dans un jeu qui nous dépasse »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Arik Becker a été inhumé à Jérusalem, dimanche 28 avril. Cet habitant de la colonie d'Adoura, à l'ouest de Hébron, a été tué, la veille, avec trois autres personnes, dont une fillette de cinq ans, lors d'une attaque perpétrée par des Palestiniens. Selon les témoins, deux assaillants déguisés en soldats israéliens ont réussi à s'introduire dans l'enceinte de la colonie en début de matinée. Ils ont alors ouvert le feu indistinctement sur les résidents avant de prendre la fuite sans être inquiétés.

Adoura, où vivent 180 personnes, est l'une de ces colonies isolées de Cisjordanie difficiles à défendre. Des responsables de l'armée israélienne ont souhaité publiquement son évacuation. Cette hypothèse, relayée le 21 avril par des ministres travaillistes, avait suscité la colère du chef du gouvernement israélien, Ariel Sharon, qui avait alors assuré, tapant du poing sur la table, qu'il ne voyait aucune différence entre Netzarim, une colonie de Gaza et Tel-Aviv.

Remontant à pied du grand cimetière de Jérusalem, en direction du parking où stationnent les cinq bus qui ont transporté la majorité des colons d'Adoura, le président du conseil régional qui regroupe les colonies du sud de Hébron, Tsviki Bar-Haï, ne trouve rien à redire aux propos de M. Sharon. *« Le pays entier est une ligne de front : c'est au gouvernement d'agir et à l'armée de nous protéger »*, assure-t-il.

« ON EST TOUS COINCÉS »

M. Bar-Haï juge rétrospectivement que l'opération « Mur de protection » aurait été beaucoup plus efficace si elle était allée *« jusqu'au bout »*. Elle a dû être interrompue *« à cause des pressions américaines, mais nous n'avons pas les mêmes intérêts que les Etats-Unis. Ce que nous souhaitons, nous, c'est vivre ; ce n'est pas rien, mais ce n'est pas trop demander »*, conclut-il. Un peu plus loin, Michaël, un colon d'Adoura, patiente, un pistolet-mitrailleur en bandoulière. *« Je suis venu de Jérusalem avec ma famille en 1984 ; on avait reçu de l'argent pour s'installer. Jusqu'à hier, le coin a toujours été très calme. On avait l'impression de vivre en Suisse. On avait d'excellentes relations avec nos voisins arabes. Hier, le premier qui m'a appelé pour prendre des nouvelles, a d'ailleurs été un habitant d'un village arabe »*, assure-t-il.

Contrairement au président du conseil régional, Michaël a du mal à comparer Adoura à Tel-Aviv : *« Si le gouvernement me donnait une maison ailleurs, je partirai dans l'instant. Tout le monde pense comme moi, à Adoura. On est tous coincés. Nos maisons sont invendables aujourd'hui. Nous sommes une carte dans un jeu qui nous dépasse. »*

G. P.

A Paris, un défilé « pour ne pas oublier la Palestine »

SE RASSEMBLER, entre les deux tours de l'élection présidentielle, pour ne pas oublier. Au total, ils étaient environ 20 000 manifestants à s'être réunis, dimanche 28 avril, place de la République, à Paris, pour défiler et soutenir *« la résistance du peuple palestinien contre l'occupation »* israélienne et pour une *« paix juste au Proche-Orient »*. C'est un peu moins que la dernière manifestation du 6 avril pour le retrait « immédiat » d'Israël des territoires occupés, mais le premier tour du scrutin présidentiel est passé par là. Dans le groupe de tête, Noëlle Chatelet, la sœur de Lionel Jospin, est émue : *« Il ne faut pas se désolidariser de ceux qui souffrent ailleurs. J'ai vu ma mère, deux ou trois jours après le premier tour, qui pleurait : "Je pleure pour la Palestine parce qu'on va l'oublier", m'a-t-elle dit »*. Un peu plus loin, Bouaman, âgé de 56 ans et d'origine marocaine, explique : *« On ne doit pas occulter le Proche-Orient sous prétexte que Le Pen est au second tour. »* Il est plus de 15 heures et le cortège avance lentement avec, en tête, une grande banderole : « Tous avec la résistance palestinienne », portée par une quinzaine de femmes de tous âges.

La foule entonne des slogans hostiles au premier ministre israélien, Ariel Sharon, et au président Bush. *« Juifs, Arabes, tous contre Sharon »*, *« Bush, Sharon, assassins »*, ou encore *« Sharon t'es foutu, l'Intifada continue »*. Sur les pancartes, *« Sharon, Le Pen, même combat »*, *« Union européenne, des sanctions »*, *« Boycott des produits israéliens »* ou encore *« Criminel de guerre en exercice »* avec, en arrière-plan, une photo du premier ministre israélien. Hanane, jeune lycéenne de 16 ans, tient une feuille sur laquelle une croix gammée égale *« sionisme »*. *« Pour nous, Sharon, c'est comme Hitler »*, dit-elle.

Alain Lipietz (Verts) et Alain Krivine (LCR) sont là. La Ligue des droits de l'homme (LDH) n'est pas loin tout comme l'Union juive française pour la paix (UJFP), France-Palestine solidarité et la Capjpo (Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient). Au total, une soixantaine d'associations, de syndicats et de formations politiques. Tous tiennent à dénoncer le comportement de l'armée israélienne. Léon Schwartzenberg veut *« briser le cou à l'idée selon laquelle ceux qui sont actuellement en Israël sont les enfants de la Shoah. »* Pour lui, *« c'est par référence au souvenir de la catastrophe de l'Holocauste que se situent tous les défenseurs d'Israël et d'Ariel Sharon »*. La comédienne Jeanne Balibar est venue pour *« lutter contre la barbarie et faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il applique les résolutions de l'ONU »*.

« SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE »

Devant, Jakka-Mohammed et Joyce tiennent une pancarte sur laquelle est écrit : « Association des travailleurs maghrébins en France » et « Union juive française pour la paix ». *« Seule la voix de la paix peut l'emporter »*, estime ce Marocain de 52 ans. Pour Joyce, 70 ans, *« on lutte sur la même longueur d'onde »*. Une poignée de jeunes, le keffieh masquant le visage, remonte le cortège avec des banderoles jaunes frappées d'un kalachnikov vert, l'emblème du Hezbollah. Ils crient *« Djihad »*, les bras au ciel, et se faufilent dans la foule. Non loin de là, Talamas Souraya et ses camarades portent un calicot : *« Jénine ne deviendra pas un détail de l'histoire »*. Originaire de la ville de Jaffa et membre de l'Union générale des étudiants de Palestine (GUPS), elle tient à préciser que *« le mouvement a un caractère laïc et non communautariste »*.

A 18 heures, place de l'Opéra, la manifestation se disperse sans incident. Un des responsables du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) appelle à se mobiliser à nouveau pour le 1er Mai dans un *« cortège Palestine »*.

Nicolas Bourcier

La communauté juive de Tunisie note une continuité des actes antisémites

La synagogue de Ghriba n'est pas la première cible de violences

HOUMT SOUK (île de Djerba) et TUNIS
de notre envoyée spéciale

Il n'a rien contre les juifs, il le jure ! D'ailleurs, insiste cet avocat

REPORTAGE

Il est révolu le temps où Ben Ali accueillait en grande pompe le grand rabbin de France

de province, ceux qui restent *« ne font pas de politique : il n'y a aucune raison de leur en vouloir. »* Aux yeux de ce notable, membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), l'attentat du 11 avril contre la synagogue de la Ghriba doit, *« bien entendu »,* être officiellement dénoncé. Ce qu'a fini par faire la LTDH, en publiant, dix jours après le drame de l'île de Djerba, un communiqué exprimant sa *« condamnation ferme et sans réserve »* et son *« rejet de tout amalgame entre l'entité sioniste en Palestine et les juifs – en particulier les juifs tunisiens, citoyens à part entière, ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs que leurs compatriotes musulmans ».* Il n'empêche ! *« La première réaction, chez beaucoup de Tunisiens, a été de se réjouir. Ce qui se passe au Moyen-Orient a un écho direct ici. Les gens ont fait tout de suite le lien entre la Ghriba et la Palestine »,* souligne l'avocat, la mine faussement contrite.

Ce n'est pas la première fois, en Tunisie, que des lieux de culte juifs sont la cible de violences. En 1967, au moment de la guerre de Six-Jours, la grande synagogue de Tunis avait été incendiée par des manifestants pro-palestiniens. *« Il y a des formes de continuité : hier, comme aujourd'hui, on s'en prend à ce qui symbolise les juifs »*, remarque le professeur Habib Kazdaghli, du département Mémoire et histoire de la faculté des lettres de La Manouba, à Tunis. Une *« continuité »* profonde, à deux différences près. La première tient dans la taille de la communauté juive tunisienne : estimée, selon le professeur Kazdaghli, à 56 000 membres, en 1956, année de l'indépendance, elle ne compte plus, aujourd'hui, qu'à peine 12 000 membres, dont plus des deux tiers vivent sur l'île de Djerba.

« APPROBATION OFFICIEUSE »

La deuxième différence tient au contexte politique tunisien : *« En 1967, devant ce type de violences, il ne pouvait pas y avoir d'approbation, ni officielle ni officieuse. Aujourd'hui, on condamne officiellement l'attentat de la Ghriba, mais, officieusement, on « comprend » et, parfois même, on applaudit »,* estime Gilbert Naccache, ex-militant du groupe d'opposition Perspectives et ancien détenu politique. *« A l'époque, les copains de taule étaient les premiers à me défendre contre les insultes antisémites des gardiens. Aujourd'hui, ils sont silencieux. Tout le monde hurle quand Sharon bombarde Jenine, mais quand un camion explose devant la Ghriba, personne n'ouvre la bouche, »* s'indigne-t-il. Un dimanche, en rentrant chez lui dans le quartier tunisois du Bardo, Gilbert Naccache est apostrophé par un groupe de jeunes garçons, qui se mettent à crier *« Sharon assassin ! »* sur son passage. Quelques heures plus tard, il remarque que le même groupe s'est posté à l'entrée de l'impasse, où est situé son domicile, et comprend alors qu'il n'aura plus de paix. *« J'ai fait ma valise, la mort dans l'âme »,* dit-il. Deux jours auparavant, son fils, âgé de quatre ans et demi, avait été la cible de jets de pierres et d'insultes, alors qu'il jouait dans le jardin de la maison. Parmi les assaillants, figurait *« le fils de l'imam du quartier »,* précise-t-il.

CRI D'ALARME

Il est révolu le temps où le président Ben Ali accueillait en grande pompe, au palais de Carthage, le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, et le président du consistoire israélite de France, Pierre Bansard... C'était en 1992. La synagogue de La Goulette venait de rouvrir. *« Même si les derniers juifs tunisiens s'en vont, nous devons continuer à défendre l'identité plurielle de la Tunisie »,* plaide le professeur Kazdaghli. Parmi les associations, celle des femmes démocrates tunisiennes (ATFD) a été la première à condamner l'attentat de la Ghriba. Son ancienne présidente, l'avocate Bochra Bel Hadj Hmida, vient de lancer, à titre personnel, un cri d'alarme. Dans un texte intitulé *« Touche pas à mon juif ! »,* la militante démocrate juge *« impardonnable »* que l'on approuve *« par la parole ou le silence »* les atteintes à la communauté juive. La défense des droits humains *« ne souffre aucune exception »,* dit-elle. S'adressant à ses concitoyens juifs – *« ici, c'est votre pays, et personne n'est plus tunisien que vous »* – Mme Bel Hadj Hmida appelle aussi ses concitoyens musulmans à *« ne pas se tromper de combat ».* Avant même d'être publié, son texte a été attaqué par la presse locale arabophone, qui a traité Mme Bel Hadj Hmida d'*« immigrée de l'intérieur ».*

Catherine Simon

Le pèlerinage annuel a été maintenu

Les festivités du pèlerinage annuel à la Ghriba ont été maintenues lundi 29 et mardi 30 avril dans le plus ancien lieu de culte juif d'Afrique. Les organisateurs s'attendent cette année, tout au plus, à quelque 300 pèlerins venus de France, de Belgique et des Etats-Unis, essentiellement. Le rite devrait rassembler au total un millier de pèlerins avec la participation de la communauté juive tunisienne, espère-t-on, contre 8 000 en 2000 et 1 500 en 2001.

« Quel que soit le nombre de pèlerins qui feront le déplacement, organiser le pèlerinage moins de trois semaines après ce qui s'est passé est déjà une victoire en soi »*, a estimé le président de la synagogue et de la communauté juive de Djerba, Pérez Trabelsi. – *(AFP)

Le Kremlin fait élire son candidat en Ingouchie

Un général du FSB remplace Rouslan Aouchev, qui s'opposait à la guerre en Tchétchénie

LE KREMLIN A RÉUSSI son opération électorale. Selon des résultats encore partiels lundi matin 29 avril, son homme de confiance, Mourat Ziazikov, a été élu dimanche président de la petite République d'Ingouchie, voisine de la Tchétchénie et qui accueille environ 200 000 réfugiés ayant fui les opérations de l'armée russe.

M. Ziazikov, général des services secrets et adjoint du représentant spécial de Vladimir Poutine dans la région, le général Kazantsev, aurait réuni 52 % des suffrages lors du second tour de dimanche, contre 44 % à son concurrent, Alikhan Amirkhanov, qui était soutenu par le président sortant Rouslan Aouchev.

CONTRAINT À LA DÉMISSION

M. Aouchev avait été contraint à la démission le mois dernier, sous la pression du Kremlin. Il était le seul dirigeant du Caucase russe à dénoncer la guerre menée en Tchétchénie et plaidait inlassablement pour des négociations entre Moscou et le président tchétchène Aslan Maskhadov. La semaine dernière, M. Aouchev démissionnait de son poste au conseil de la Fédération (sénat russe), dénonçant *« les atrocités »* commises dans la région.

La victoire du général du Kremlin intervient à l'issue d'une campagne que les organisations de défense des droits de l'homme ont accusée d'être manipulée. Deux jours avant le premier tour, le candidat soutenu par M. Aouchev et favori de l'élection, M. Goutseriev, avait été subitement écarté de la course électorale par une décision de la cour suprême. Son remplaçant, M. Amirkhanov, parvenait à devancer le général du FSB avec 30 % des voix contre 20 %.

L'élection du général Ziazikov pourrait relancer un plan étudié au Kremlin et visant à fondre les deux Républiques de Tchétchénie et d'Ingouchie, qui s'étaient séparées en 1991. Ce projet permettrait d'intensifier les opérations en Ingouchie, suspectée d'être une base arrière pour les combattants tchétchènes.

Dimanche, à une trentaine de kilomètres de la fontière ingouche, une bombe a explosé sur un marché de Vladikavkaz (Ossétie du Nord), faisant sept morts et une quarantaine de blessés. L'attentat n'a pas été revendiqué. – *(AFP, AP.)*

Remaniement ministériel surprise à Tunis

L'appareil de sécurité mis en cause

UN PEU PLUS de deux semaines après l'attentat contre la synagogue de la Ghriba, dans l'île de Djerba, qui a fait 16 morts, dont une majorité de touristes allemands, le président Ben Ali en a tiré les conséquences politiques en limogeant, samedi 27 avril, les deux principaux responsables de la sécurité du pays. Ce remaniement apparaît comme un aveu officiel qu'il s'agissait bien d'un attentat et non d'un accident, comme l'avaient affirmé les autorités dans un premier temps.

Le premier à faire les frais du remaniement est le ministre de l'intérieur, Abdallah Kaâbi, remplacé par le ministre des affaires sociales, Hédi M'henni ; le second est le directeur de la Sûreté nationale, Ali Ganzaoui, auquel succède un général de brigade de l'armée, Mohamed Hédi Ben Hassine. Les deux responsables limogés seront *« appelés à d'autres fonctions »*, indique le communiqué publié samedi à l'issue d'une conversation entre le chef de l'Etat et le premier ministre, Mohamed Ghannouchi.

Le ministre de l'intérieur remercié était un haut fonctionnaire issu de la préfectorale. Nommé à son poste moins de deux ans auparavant, il bénéficiait de l'estime de certains responsables de l'opposition laïque. Son successeur, Hédi M'henni, médecin de formation, n'appartient pas davantage au premier cercle du chef de l'Etat. Peu connu du grand public, M. M'henni a cosigné un livre avec un universitaire, il y a une quinzaine d'années, alors qu'il était ministre de la santé. Intitulé *Ben Ali et la voie pluraliste*, l'ouvrage, à la gloire du chef de l'Etat, décrit ce dernier comme un *« personnage exemplaire* (...) *dont les valeurs éthiques, les vertus et le souci de l'autre forcent le respect et l'admiration de tous et de chacun ».* Son arrivée à la tête du ministère de l'intérieur est interprétée, dans les milieux de l'opposition, comme la confirmation que les affaires intérieures seront, comme auparavant, gérées en direct depuis le palais de Carthage, siège de la présidence.

« ACCUSÉ DE TORTURES »

Le changement le plus important est le départ du chef de la Sûreté nationale. Ayant rang de secrétaire d'Etat, M. Ganzaoui était l'un des hommes les plus puissants du pays, puisqu'il contrôlait l'appareil de sécurité. En novembre 2001, il avait fait, en France, l'objet d'une plainte de la part de six personnes qui l'accusaient de *« tortures »*.

Son successeur – qui n'aura pas le titre de secrétaire d'Etat – est un militaire à la retraite. Mohamed Hédi Ben Hassine a été, au début des années 1990, directeur de la sécurité militaire, poste qu'avait occupé naguère le président Ben Ali.

Ni la presse ni les milieux officiels n'établissent de lien entre le remaniement de samedi et l'attentat contre la synagogue de la Ghriba, le 11 avril, mais les milieux diplomatiques sont convaincus que les deux affaires sont intimement liées. Dans un premier temps, Tunis s'était efforcé d'accréditer l'idée que l'explosion d'une camionnette bourrée de bouteilles de gaz à proximité de la Ghriba était accidentelle. Seules les déclarations des autorités allemandes, très vite convaincues qu'il s'agissait d'un attentat criminel, devaient contraindre les autorités tunisiennes à admettre l'hypothèse d'un acte criminel. Depuis, l'enquête se poursuit. La question de l'existence d'un réseau terroriste implanté en Tunisie reste posée. Elle est essentielle dans un pays dont la principale source de devises est le tourisme.

Jean-Pierre Tuquoi

Ne laissons pas l'extrême droite réécrire l'histoire.
>> THEMA
"L'extrême droite en Europe : quelle réalité ?"
Mardi 30 avril à 20.45
arte
www.arte-tv.com

Après la tuerie du lycée Johann-Gutenberg, Erfurt cherche à comprendre

La capitale de la Thuringe, dans l'est de l'Allemagne, est entrée dans une longue thérapie après l'acte de Robert Steinhaüser, un jeune en échec scolaire et à la personnalité aux contours incertains

ERFURT (Thuringe)
de notre envoyé spécial

La thérapie sera longue et douloureuse. Pour Erfurt, et encore plus pour ses enfants, adolescents

REPORTAGE

Les parents de l'assassin semblent avoir ignoré que leur fils ne fréquentait plus l'école

du lycée Johann-Gutenberg qui, deux jours après l'assassinat, dans leur établissement, de treize enseignants, de deux élèves et d'un policier, errent par paire ou par groupe, se tenant la main, cramponnés les uns aux autres. Ils sont partout où l'on parle de leur drame, avides de témoigner en silence, anxieux de montrer qu'ils tiennent le choc, mais pourtant si douloureusement fragiles.

Ils étaient là samedi soir, enlacés et en pleurs, dans la cathédrale où, en présence du chancelier Gerhard Schröder et de son épouse, était célébré un office œcuménique. Ils étaient là dimanche matin, se tenant par la main dans la salle des débats de la mairie, où le bourgmestre expliquait à la presse que ses services avaient mis en place une équipe de vingt-deux psychologues. Certains ont pris la parole, invités à dire ce qu'ils ressentaient. Ils l'ont fait avec un naturel étonnant, mais sans lâcher leur camarade, comme s'il fallait sentir sa présence et mesurer que la douleur restait bien la même.

Dans cette ville de l'est de l'Allemagne, capitale de la Thuringe, on cherche à comprendre. Dimanche, à la mairie, le père d'une élève a gravement dit qu'il était anormal qu'un jeune soit laissé à l'abandon, en situation d'échec scolaire. Tel était le cas de Robert Steinhaüser, 19 ans, le « tueur fou » grandi au sein de la communauté et expulsé du lycée, en février, pour absences répétées camouflées par des certificats médicaux falsifiés. Ses parents semblent avoir ignoré que leur fils ne fréquentait plus l'école. Vendredi matin, armé d'un pistolet Glock 9 mm et d'un fusil à pompe de calibre 12, il a fait comme s'il allait passer les épreuves du bac ; sa mère lui a souhaité bonne chance.

SITE INTERNET

Vingt-cinq enquêteurs tentent de comprendre ce garçon aux traits poupins et inquiétants à la fois, dont toute la presse a publié la photo. Il était inscrit dans deux clubs de tir. Des voisins et d'anciens condisciples ont expliqué qu'il aimait la musique bruyante et jouait sur son ordinateur à des jeux de rôle particulièrement violents. Mais les renseignements de personnalité demeurent contradictoires.

La police a découvert que l'assassin avait sa page personnelle sur un site Internet américain spécialisé ; en une demi-douzaine de feuillets, Robert Steinhaüser, que d'anciens condisciples décrivent comme *« réservé »*, voire *« gentil »*, y expliquait sa passion des armes et sa répulsion des enseignants, volontiers comparés à la Stasi, la police politique de l'ancienne Allemagne communiste. Le texte, cependant, a été retouché après sa mort par une main inconnue. Dimanche matin, la page était encore consultable sur le Net ; dimanche soir, elle avait été remplacée par un court texte expliquant qu'il s'agissait d'un canular de mauvais goût.

« DROIT DANS LES YEUX »

Les enquêteurs ont la certitude que Robert Steinhaüser est entré dans l'école pour massacrer ses anciens professeurs, tués pour la plupart de projectiles en pleine tête, un à un, dans leur classe ou les couloirs. 44 douilles ont été retrouvées. Un professeur semble avoir empêché que le carnage n'aille plus loin. Brusquement placé face au tueur qui venait de retirer sa cagoule noire, Rainer Heise, qui enseigne l'art et l'histoire, l'aurait mis au défi de le tuer *« en* [le] *regardant droit dans les yeux »*. *« C'est suffisant pour aujourd'hui, monsieur »*, aurait répondu l'ancien élève. Le professeur l'aurait alors poussé vers une classe dont il aurait prestement fermé la porte à clé. Les policiers ont retrouvé Robert Steinhaüser suicidé dans la classe fermée à double tour.

Georges Marion

Une ville commotionnée

En files silencieuses, les habitants d'Erfurt se rassemblent pour signer le livre de condoléances ouvert à l'entrée de la mairie. D'autres se recueillent au commissariat central devant la photo, encadrée de deux bougies, du policier tué alors qu'il tentait d'intervenir. Et ils sont encore plus nombreux à se réunir devant l'école, bâtisse sans grâce au pied de laquelle s'amoncellent des centaines de bouquets et autant de bougies. Samedi, un centre récréatif de la vieille ville annonçait qu'en dépit des circonstances le concert de rock prévu pour le soir était maintenu, mais que la soirée dansante qui devait le suivre était supprimée au profit d'une réunion de discussion. *« Nous parlerons entre nous, car dans une telle situation l'échange est vital »*, annonçait une affichette apposée sur la porte du bâtiment.

Tony Blair menace de supprimer les allocations familiales aux familles de jeunes délinquants

LONDRES
de notre correspondant

La forte hausse de la délinquance juvénile dans les rues des grandes villes du Royaume-Uni inquiète vivement Tony Blair. Pour la combattre, le premier ministre britannique semble prêt à mettre en œuvre une mesure draconienne : priver de leurs allocations familiales les parents qui ne feraient pas le nécessaire pour s'assurer que leurs enfants se rendent chaque jour à l'école. Ces allocations s'élèvent actuellement à 15,75 livres sterling (26 euros) par semaine pour le premier enfant, et à 10,55 livres sterling (17 euros), pour chacun des autres enfants.

L'idée de ce châtiment financier à l'encontre des parents n'est pas nouvelle. Régulièrement proposée par des responsables de la droite française, elle resurgit également en Grande-Bretagne, chaque fois que la police publie des chiffres alarmants. En février, par exemple, celle-ci a annoncé une augmentation de 13 % des vols commis dans la rue au cours de 2001, et une hausse de 50 % de ces mêmes vols à Londres en janvier 2002, par rapport au même mois de l'année précédente.

INCERTITUDES JURIDIQUES

Mais deux faits nouveaux ont incité Tony Blair à agir rapidement. Primo, le premier ministre a été stupéfait d'apprendre que 80 % des enfants appréhendés dans les centres commerciaux étaient accompagnés par un adulte, très souvent un parent.

Secundo, un tribunal vient d'acquitter, faute de preuves, deux frères soupçonnés d'avoir assassiné, dans un quartier du sud de Londres, un enfant nigérian de 10 ans, Damilola Taylor. Cet acquittement a choqué le royaume, au terme d'un long procès suivi avec émotion. Or, les deux adolescents, membres d'un gang de quartier qui avait multiplié les vols et les attaques, faisaient en permanence l'école buissonnière. Les parents du petit Damilola et beaucoup d'autres restent convaincus de la culpabilité des deux frères et espèrent que l'affaire pourra être rejugée.

Tony Blair s'est engagé à stabiliser le nombre des agressions d'ici septembre, puis à les réduire. Mais le remède qu'il propose en l'occurrence est loin de faire l'unanimité. Il se heurte d'abord à des incertitudes juridiques : qui décidera de supprimer les allocations familiales ? Une administration ? Une juridiction ? Les parents auront-ils le droit d'interjeter appel ?

Une telle mesure soulève aussi des objections de principe : elle remettrait en cause le caractère universel d'une prestation sociale dont l'objectif est d'aider chaque famille dans le besoin à faire face à des dépenses inévitables. La ministre de l'éducation, Estelle Morris, assure qu'aucune famille pauvre qui s'efforce d'affronter ses devoirs éducatifs ne sera indûment punie. Mais les parents les plus démunis risquent d'être durement frappés et notamment les mères célibataires qui, seules, n'ont pas les moyens d'obliger leurs enfants à fréquenter l'école ou le lycée.

Le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, passe pour être hostile à la mesure envisagée par le premier ministre. Tony Blair, lui, est cohérent avec lui-même : il croit fermement aux vertus de l'école et de l'autorité parentale pour combattre la délinquance juvénile.

Jean-Pierre Langellier

Huit policiers mis en état d'arrêt à Naples pour bavures

La décision du parquet fait polémique au sein de la coalition de droite

ROME
de notre correspondante

La mise en état d'arrêt, à Naples, de huit policiers accusés par le parquet de bavures graves à l'issue d'une manifestation antimondialisation, a relancé en Italie la crise entre le gouvernement et la magistrature. Celle-ci accuse depuis des mois la coalition de droite de vouloir rogner l'indépendance des parquets en les plaçant sous la tutelle du garde des sceaux.

Dès la nouvelle connue, vendredi dernier 26 avril, de la mise en état d'arrestation domiciliaire des policiers, le numéro deux du gouvernement, Gianfranco Fini, président de l'Alliance nationale, a émis des réserves sur la décision des magistrats *: « Si ces mesures devaient manquer de fondement, on serait en face d'un acte gravissime par ses conséquences sur le moral des forces de l'ordre et ses contrecoups dans l'opinion publique, qui exige la sécurité et le respect de la légalité. »* Sans plus de neutralité, le ministre de l'intérieur, Claudio Scajola, s'est déclaré *« proche de la police napolitaine »*, rendant hommage au *« professionnalisme et à l'esprit de sacrifice »* de la *Squadra,* surnom des policiers de Naples.

RÉVOLTE À LA PRÉFECTURE

Le magistrat qui a lancé l'affaire est le procureur adjoint Paolo Mancuso, connu pour sa lutte contre la Camorra, l'équivalent de la Mafia pour la région de Naples. Les huit policiers dont il a ordonné l'arrestation sont mis en cause pour séquestration, violence privée, coups et blessures, mais aussi, dans certains cas, pour viol. Cinquante autres policiers font l'objet d'une enquête. Ces actes auraient suivi une manifestation de six mille personnes, qui avait eu lieu le 17 mars 2001, contre la tenue d'une conférence internationale consacrée à la démocratie électronique. Parmi les dizaines de manifestants interpellés, certains auraient été retirés de force de l'hôpital où ils étaient soignés, puis détenus à la caserne Raniero, lieu de violences dont les nombreux témoignages retenus par le parquet décrivent l'extrême gravité. Des dérapages analogues concernent une autre caserne, dépendant des carabiniers.

La décision du parquet, motivée par le risque que les policiers s'en prennent à ceux qui les avaient dénoncés, a déclenché une révolte à la préfecture de police de Naples. Leurs collègues ont bloqué le bâtiment dans la nuit de vendredi à samedi en s'enchaînant autour avec des menottes. Ils ont reçu l'appui national du syndicat UIL (Union italienne du travail) de la police. Même le ministre de l'intérieur de l'ancien gouvernement de centre-gauche au pouvoir à l'époque des faits, Enzo Bianco, a cru bon de rendre hommage à la police napolitaine tout en avouant que, alors, « [nous] *n'avions pas réussi à trouver les coupables de ces abus établis ».* Ce à quoi lui a répondu son homologue actuel, Claudio Scajola : *« Je ne dirai pas que le gouvernement d'alors était digne du Chili, comme eux nous ont accusés en ces termes après Gênes. »*

Des violences similaires avaient été commises durant le sommet du G8 à Gênes en juillet 2001, sous les projecteurs de la presse internationale : depuis, une centaine de membres de forces de l'ordre sont sous le coup d'accusations de sévices. L'opposition de gauche avait rendu M. Scajola directement responsable des bavures génoises.

« DÉFENDRE L'AUTONOMIE »

Prenant la défense du parquet de Naples, le président de l'Association nationale des magistrats, Antonio Patrono, a estimé *« grave de prendre la responsabilité de jeter un soupçon préjudiciel et injustifié sur des juges, surtout dans des enquêtes si délicates ».* Malgré la gravité des accusations portées contre les policiers, la polémique ne porte en effet pas tant sur les chefs d'inculpation retenus, dont on attend la publication détaillée, que sur les mises en état d'arrêt.

La droite approuve l'attitude de ses ministres, l'opposition est divisée. Les dirigeants de la Marguerite, la coalition des petits partis du centre gauche, sont restés en retrait, ils estiment qu'*« un avis de mise en examen suffisait ».* En revanche, les Démocrates de gauche prennent la défense du parquet. Le leader du syndicat CGIL, Sergio Cofferati, très populaire à gauche, a, lors d'un débat samedi à Palerme, qualifié les commentaires du gouvernement d'*« inacceptables »*, soulignant qu'*« il faut défendre l'autonomie de la magistrature, respecter sa fonction et ses devoirs ».*

Danielle Rouard

Pakistan : le référendum présidentiel de mardi validé

ZAHID HUSSEIN/REUTERS

ISLAMABAD. La Cour suprême du Pakistan a donné, samedi 27 avril, son accord pour la tenue, mardi 30 avril, du référendum sur la prolongation du mandat du président Pervez Moucharraf. La Cour suprême a rejeté à l'unanimité les trois requêtes déposées par des opposants au régime militaire, qui estimaient que le référendum convoqué par le général-président sur son maintien au pouvoir était anticonstitutionnel. La même cour avait déjà validé le coup d'Etat militaire du général Moucharraf, lorsqu'il avait pris le pouvoir en octobre 1999. Dans son jugement, après plus de trois heures de délibérations, le chef des juges, Riaz Sheikh, indique que le référendum est *« valide »* et que sa contestation est *« prématurée »*. Le régime a interdit les marches de protestation organisées par l'opposition, à l'exception d'une, samedi 27 avril. Le général Moucharraf a parcouru le pays en organisant ses propres manifestations de soutien *(photo). – (AFP, Reuters.)*

Menaces sur l'accord de réconciliation à Madagascar

ANTANANARIVO. L'application de l'accord de réconciliation signé à Dakar le 18 avril entre le président sortant Didier Ratsiraka et son rival, le *« président autoproclamé »* Marc Ravalomanana, paraît incertaine, M. Ratsiraka ayant récusé par avance, dimanche 28 avril, le nouveau décompte des votes du premier tour de la présidentielle, attendu lundi. Les partisans de M. Ratsiraka étaient persuadés que la Haute Cour constitutionnelle (HCC) allait proclamer lundi M. Ravalomanana élu au premier tour de la présidentielle, qui a eu lieu le 16 décembre. *« Je ne reconnais pas cette HCC »,* a déclaré M. Ratsiraka, dimanche 28 avril à l'aéroport de Toamasina, l'ex-Tamatava, son fief de la côte est, à son retour d'un voyage privé de près de 10 jours en France. La Haute Cour, dont les membres ont été nommés par le président sortant, avait proclamé les résultats officiels le 25 janvier, donnant M. Ravalomanana en ballottage favorable. M. Ravalomana, estimant avoir remporté la victoire au premier tour, s'était proclamé *« président de Madagascar ».* Le 10 avril, la Cour suprême a confié un nouveau décompte des voix à la précédente équipe de la Haute Cour. – *(AFP.)*

Desmond Tutu dénonce un « apartheid » au Proche-Orient

BILL GREENBLATT/GAMMA

LONDRES. L'archevêque sud-africain Desmond Tutu a comparé la façon dont le gouvernement israélien traite les Palestiniens à l'apartheid en Afrique du Sud. *« J'ai été profondément bouleversé pendant ma visite en Terre sainte ; cela m'a rappelé tellement ce qui nous est arrivé à nous, les Noirs, en Afrique du Sud »,* avait déclaré Mgr Tutu lors d'une conférence à Boston (Etats-Unis), dont des extraits sont publiés par le *Guardian. « J'ai vu l'humiliation des Palestiniens aux check-points et aux barrages routiers, souffrant comme nous lorsque de jeunes policiers blancs nous empêchaient de nous déplacer »,* a poursuivi le lauréat du prix Nobel de la paix en 1984. *« Est-ce que nos frères et sœurs juifs ont oublié les humiliations qu'ils ont subies ? Ont-ils déjà oublié les châtiments collectifs, les démolitions de maisons qu'ils ont connues dans leur propre histoire ? »,* demande l'archevêque anglican. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

VENEZUELA : l'appel à deux marches syndicales distinctes par des opposants et des partisans du président du Venezuela, Hugo Chavez, le 1er mai à Caracas, fait craindre de nouveaux incidents, après les violences qui ont marqué des manifestations le 11 avril et débouché sur un putsch manqué. Alors que l'opposition réclamait un remaniement du gouvernement, le président a désigné dimanche son plus fidèle allié, José Vicente Rangel, comme nouveau vice-président. – *(AFP.)*

ITALIE : des milliers d'affiches à l'effigie de Mussolini ont été placardées dans la nuit du vendredi 26 avril en plein centre de la capitale. La municipalité en a ordonné le retrait pour *« affichage abusif »* et l'opposition de gauche réclame des poursuites au nom de la loi qui sanctionne l'apologie du fascisme. La commémoration, la veille, de la fête de la Libération avait incité des nostalgiques à proposer que le 25 avril *« devienne la fête de la réconciliation »* autour du souvenir du Duce. – *(Corresp.)*

JAPON : le parti gouvernemental libéral démocrate (PLD) a perdu deux des trois élections partielles de dimanche 28 avril. Bien que ces défaites n'entament pas la majorité du PLD, elles affaiblissent davantage le premier ministre Koizumi, dont la popularité est en fort déclin. A Niigata, c'est un indépendant, Takahiro Kuroiwa, qui a emporté un siège de la Chambre haute et à Tokushima c'est le candidat de l'opposition, Tadashi Ota, qui est devenu gouverneur. – *(Corresp.)*

CORÉES : quatre-vingt-dix Coréens du Sud séparés depuis un demi-siècle de leurs parents par la partition de la péninsule ont pu revoir leurs proches, dimanche 28 avril, pendant quelques heures dans la station touristique nord-coréenne du mont Kumgang. Cette réunion de familles séparées est la première depuis la reprise, début avril, du dialogue entre les deux Corées. Mercredi, une centaine de Coréens du Nord pourront également retrouver leurs parents au mont Kumgang. – *(Corresp.)*

AFGHANISTAN : l'administration intérimaire a célébré, dimanche 28 avril, le 10e anniversaire de la chute du régime procommuniste du président Najibullah et la prise du pouvoir par les moudjahidins. Le défilé militaire semblait un Salon d'exposition d'armement soviétique, matériel dont l'armée afghane est presque exclusivement équipée. Les autorités ont annoncé que le commandant Ahmad Shah Massoud, chef militaire de l'opposition au régime des talibans, assassiné le 9 septembre dernier, était déclaré « héros national » de l'Afghanistan. – *(AFP.)*

SOCIÉTÉ

TECHNO

Le plus grand rassemblement de **RAVEURS** de l'année se tient depuis la nuit du vendredi 26 au samedi 27 avril, à une vingtaine de kilomètres de Blois (Loir-et-Cher). Environ 15 000 personnes participent à cette rave géante, qui pourrait être la dernière de ce genre. Le texte soumettant à **AUTORISATION PRÉALABLE** l'organisation de ces fêtes jusque-là clandestines devrait en effet entrer en vigueur d'ici au 5 mai. Les « teufeurs » du Teknival critiquent cet **AMENDEMENT** voté à la fois par la droite et par la gauche, par ces *« politiques hypersécuritaires qui ne s'attaquent pas aux vrais problèmes »*. Ils ont aussi appelé à voter contre Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle, et beaucoup quitteront la fête avant la fin pour défiler **CONTRE L'EXTRÊME DROITE** le 1er Mai.

Près de Blois, dernier Teknival « hors-la-loi » et colère anti-Le Pen

Alors que le texte réglementant les fêtes techno doit entrer en vigueur d'ici au 5 mai, 15 000 personnes sont réunies depuis dimanche dans le Loir-et-Cher pour la plus grande « free party » de l'année. Sous une banderole « Fuck Le Pen ! », les participants dénoncent la « diabolisation des raves » par les politiques

MER (Loir-et-Cher)
de notre envoyé spécial

Torse nu, les yeux mi-clos, il danse, au milieu des fumées multicolores et des lumières aveuglantes, perché sur les planches qui relient les deux murs d'enceinte. La nuit est tombée et il commence à faire froid mais le jeune homme à moitié dévêtu est dans son monde, il se laisse porter par la musique. La sono crache la techno, saccadée et surpuissante. Samedi soir 27 avril, la « teuf » bat son plein. Environ 15 000 raveurs sont venus de toute la France participer au traditionnel Teknival du 1er mai, le premier grand rassemblement techno de l'année.

C'est peut-être l'un des derniers sous cette forme puisque la loi réglementant les *free parties*, ces fêtes clandestines et gratuites, doit entrer en vigueur dans les semaines qui viennent. Pour marquer l'événement, les raveurs ont pris possession de plusieurs kilomètres carrés de terrain au milieu des carrières de sable, des retenues d'eau et des champs de maïs ou de luzerne, près des rives de la Loire, entre les communes de Mer et de Muides, à environ 20 kilomètres de Blois (Loir-et-Cher). Un peu moins nombreux que l'année dernière, à Marigny (Marne), ils comptent, pour une bonne partie, quitter les lieux lundi pour anticiper l'éventuelle saisie du matériel par les gendarmes à la date prévue pour la fin du Teknival, mardi ou mercredi.

ALAIN JOCARD / AFP

Depuis la nuit du vendredi 26 au samedi 27 avril, les quelque 15 000 raveurs qui participent au Teknival, à une vingtaine de kilomètres de Blois (Loir-et-Cher), dansent au rythme de la techno et des slogans anti-FN. Le rassemblement doit s'achever mercredi matin, mais de nombreux « teufeurs » prévoient de quitter le site dès lundi pour participer aux manifestations du 1er Mai dénonçant la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

PIN-UP EN ET PILULES

Les premiers sont arrivés dans la nuit du vendredi au samedi, vers 3 heures du matin, pour installer le matériel, déjouant la vigilance des gendarmes présents aux abords du site. Jusqu'à la fin du Teknival, l'endroit ne sera plus qu'une marée de tentes, de voitures et de camions déglingués en tout genre, une fête rythmée par les échos des différents « sons » dispersés dans l'immense camp improvisé.

Une vache normande en plastique trône sur le toit d'un van. Ailleurs, une pin-up en carton pâte sert de décor, une guirlande lumineuse autour de la poitrine. Un peu plus loin, une bannière de pirate a été hissée en haut d'un mât. Partout, se bouscule une foule de jeunes en parka et en pantalon de treillis, une bière à la main, accompagnés de chiens. Sur le chemin poussiéreux qui passe au milieu du campement, des dealers – en majorité venus de la région parisienne – vendent du haschisch et de l'ecstasy à la criée, des pilules roses et vertes. Le prix : 5 euros l'unité.

« LE 5 MAI, TEUF INTERDITE »

Un peu partout, des banderoles et des affichettes en faveur d'une mobilisation anti-Le Pen rappellent que le Teknival a lieu entre les deux tours de l'élection présidentielle et que les raveurs ne sont pas complètement isolés dans leur bulle musicale et libertaire. *« Y a pas moyen, dégage ! »* proclament des slogans montrant Jean-Marie Le Pen, une croix gammée sur le front. *« Contre Le Pen de mort »*, proclament des affichettes collées sur les vitres des voitures montrant le visage du leader d'extrême droite transformé en tête de mort. *« Fuck Le Pen ! »* affirme un graffiti multicolore sur une banderole posée contre un camion. Autre appel, plus poli et citoyen : *« Le 5 mai, teuf interdite. 100 % contre Le Pen. Votez ! »*

Souvent apolitiques, voire antipolitiques, les raveurs gardent à l'esprit que d'autres jeunes défilent en ce moment dans la rue contre le Front national. Une partie des « teufeurs » comptent d'ailleurs écourter la rave pour se rendre aux grandes manifestations du 1er mai. Pour eux, ce combat est en droite ligne avec celui qu'ils mènent depuis plus d'un an contre la loi sur les *free parties*. Voté à la fois par la gauche et par la droite, ce texte qu'ils ont dénoncé comme liberticide et anti-jeunes doit entrer en vigueur avant le 5 mai. *« Les politiques sont supersécuritaires mais ils ne s'attaquent pas aux vrais problèmes, ils préfèrent s'en prendre à une partie de la jeunesse pour gagner des voix »*, estime Olivier, qui tient un stand où les « teufeurs » peuvent s'approvisionner en briquet, en pipe et en papier à cigarettes pour leur consommation de marijuana.

Coiffure rasta et piercing dans la lèvre inférieure, ce jeune Breton de 24 ans a confectionné un T-shirt, vendu 8 euros, où l'on voit un raveur qui mixe sur une platine avec une main et qui jette une croix gammée à la poubelle de l'autre. *« Le Pen, no political backspin »*, prévient le slogan. *« Ça veut dire pas de retour en arrière »*, explique le jeune homme, manutentionnaire en intérim, titulaire d'une maîtrise de philosophie. Olivier n'a pas voté au premier tour mais il va le faire le 5 mai. Il trouve que le leader d'extrême droite est un *« sale bonhomme »* mais il ne se fait pas d'illusions sur l'avenir des raves si Jacques Chirac est réélu président. *« C'est mieux que Le Pen mais, de toute façon, il sera obligé de répondre au sentiment d'insécurité. »*

« LE PETIT JEU DES POLITIQUES »

Aide-éducatrice dans une école à Chartres et *« teufeuse depuis dix ans »*, Christelle regrette de ne pas avoir voté le 21 avril mais elle exprime un profond dépit à l'égard des hommes politiques. *« Il y a eu une volonté politique de diaboliser les* free parties *et de présenter les raveurs comme des jeunes qui font n'importe quoi. Ça dérange, mais j'en ai besoin pour mon équilibre dans la société. En même temps, j'ai une vie sociale, j'ai un travail et je vais voter au deuxième tour. »*

Sam, lui aussi, va aller voter le 5 mai après s'être abstenu au premier tour. *« De toute façon, je n'aurais pas voté Jospin. C'est lui qui a fait passer la loi sur les raves*, explique ce membre de Mas-i-Mas, l'un des plus gros *sounds systems* présents au Teknival. *Les raves, ça représente un des sujets que les politiques ont mis en exergue pour faire peur aux gens, Maintenant, ce petit jeu, ça leur revient dans la gueule. »*

Entre le ressentiment pour la gauche et la volonté de faire barrage à l'extrême droite, les organisateurs du Teknival ont voulu donné une connotation politique au rassemblement. *« C'est une manifestation de musiciens et d'artistes en colère contre les pouvoirs publics et pour la liberté d'expression musicale »*, proclame Alan, un Anglais de 39 ans, que l'on retrouve derrière l'organisation de la plupart des grands rassemblements techno.

Ce personnage « historique » mais contesté du milieu des *free parties* s'est installé dans le sud de la France, après avoir fui la répression du mouvement au Royaume-Uni par Margaret Thatcher, dans les années 1980. Le 17 avril, il a écrit une lettre aux *« ministres et aux candidats à l'élection présidentielle »* pour dénoncer *« la répression totalitaire sur un mouvement artistique »*, faisant allusion aux nombreuses confiscations de matériel effectuées ces derniers mois, avant même l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. *« Si c'est ça la gauche, alors c'est quoi l'extrême droite ? »* s'interroge le raveur anglais.

Frédéric Chambon

De nouveaux textes en passe d'être signés

Après un long débat public, la nouvelle législation sur les raves a été votée le 31 octobre 2001, sous la forme d'un amendement à la loi sur la sécurité quotidienne. Le décret d'application doit être examiné par le Conseil d'Etat, mardi 30 avril. Selon le ministère de l'intérieur, il devrait être signé et publié avant le 5 mai.

Le texte soumet la tenue des *« rassemblements exclusivement festifs à caractère musical »* à une déclaration préalable auprès de la préfecture, sous peine d'une amende de 1 500 euros et de la saisie du matériel utilisé. Le décret d'application précise que le dispositif s'applique à partir d'un seuil de 250 participants. Après modification par le Conseil d'Etat, il intègre une charte des bonnes pratiques, qui précise les engagements des « raveurs » qui acceptent de la signer et les facilités qui leur sont alors offertes.

Une nuit dans la camionnette de Médecins du monde, où l'on peut faire tester l'ecstasy

MER (Loire-et-Cher)
de notre envoyé spécial

Après avoir traversé le campement, slalomé entre les vans, les tentes igloos et les stands de crêpes, le « teufeur » entrevoit la fin de son périple. A quelques mètres du sol, au-dessus des immenses murs d'enceinte, un drapeau fait flotter la colombe de Médecins du monde (MDM) sur le Teknival. Un phare dans la nuit noire des *« bad trips »* et le brouillard des substances hasardeuses.

Sous le drapeau, une petite camionnette blanche est recouverte de tags. C'est l'antenne médicale. On y accueille petits bobos et atterrissages difficiles. Bilan de la soirée du samedi 27 avril : deux points de suture pour un coup de couteau dans le dos et trois évacuations vers l'hôpital de Blois. *« Une fille a fait une crise d'hystérie après avoir pris un sale truc*, raconte Maryline, soignante en milieu carcéral. *Elle a mordu son mec au mollet et le doigt du médecin. Une autre s'est ouvert le front sur un échafaudage, et le troisième a fait une grave crise d'hypoglycémie. »* Cinq autres personnes ont dû être évacuées pendant le reste du week-end.

Rangée juste à côté, une deuxième camionnette fait office de mini-laboratoire où les « teufeurs » prudents peuvent faire contrôler leurs produits. C'est l'antenne prévention, symbole de la politique de réduction des risques incarnée par Médecins du monde. *« Le testing permet seulement de vérifier la présence d'ecstasy, pas le dosage »*, prévient Pascal Pérez, scalpel en main, grattant une pilule au-dessus d'une coupelle avant d'y verser quelques gouttes de réactif. Violet pour les *« ecstas »*, orange pour les amphétamines, vert pour les hallucinogènes.

« RENDRE LES GENS RESPONSABLES »

Educateur de rue auprès d'usagers d'héroïne, Pascal Pérez passe une partie de la nuit à conseiller, mettre en garde ou rassurer des « teufeurs » qu'il juge de plus en plus « *adultes* ». *« Ça n'a jamais été dangereux de rendre les gens responsables,* explique-t-il. *On n'a pas eu cette approche de réduction des risques avec l'héroïne. J'ai pu en constater les dégâts. »*

Entrent « Ti Seb » et Manu, dit « Ox ». Ils veulent des Stéribox, ces kits d'injection stériles distribués par le ministère de la santé, parce qu'ils veulent s'envoyer du *« speed »*. *« Le speed, ça craint »*, prévient le testeur. « *Ben, ça speed*e », rétorque Manu. « *Si tu te piques quand même, fais-le bien. Nettoie la veine, fais le garrot et, après, tu me ramènes la shooteuse.* »

L'éducateur se veut réaliste. *« La politique de réduction des risques est héritée de la lutte contre le sida,* explique Pascal Pérez. *Il ne sert à rien d'interdire. Mieux vaut prévenir en fournissant capotes et seringues.* » « Ti Seb » et Manu repartent dans la nuit avec six Stéribox, des papillons dans les yeux et des préservatifs plein les poches.

Soren Seelow

Pour sa première « free party », le préfet regrette de ne pas avoir été prévenu

Pour les 1 200 habitants du village voisin, l'événement suscite une certaine appréhension

MER (Loir-et-Cher),
de nos envoyés spéciaux

Onze heures, dimanche 28 avril, les gendarmes de Mer et des brigades voisines commencent à souffler un peu. Une partie des raveurs du « teknival » sont repartis aux premières heures du matin. Ceux qui n'habitent pas trop loin reviendront à la fin de la journée, pour une nuit supplémentaire de musique et de fête. D'autres vont au village à pied chercher des provisions. Ils marchent par petits groupes, le long des deux kilomètres de route départementale qui séparent la rave des premiers commerces. Au milieu de la nuit, la route s'est transformée en une file ininterrompue de voitures, sous le regard impuissant des gendarmes qui ont fini par la fermer temporairement à la circulation. *« Nous, on essaie de faire en sorte que ça se passe bien et on doit aussi gérer le mécontentement des riverains. On est entre les deux »*, souligne l'un des gendarmes de la brigade de Mer, présent à l'entrée du chemin qui mène au « teknival ». *« Hier, un agriculteur est venu nous voir, il voulait déposer plainte. Le champ de maïs qu'il venait juste d'ensemencer et de traiter a été saccagé. Il en a pour 50 000 francs*, raconte le gendarme. *Mais si vous prenez une sortie de match OM-PSG, c'est des vitrines brisées, des blessés, des gardés à vue. Ici, il y a 15 000 personnes et il n'y a rien eu de grave pour l'instant. »*

Lundi matin, le poste de commandement mis en place dans la salle des fêtes du village de Muides ne recensait aucun incident sérieux. En tout, trente gendarmes et une vingtaine de pompiers ont été mobilisés, par roulement, aux abords du site, assistés de deux équipes de la Croix-Rouge. *« On a découvert la rave au petit matin alors qu'ils étaient déjà 3 000 sur place. Ils nous ont baladés avec des voitures-leurres toute la nuit, sur trois ou quatre sites différents »*, explique le colonel Yves Eybert, chef du groupement départemental. *« La nouvelle loi n'est pas entrée en application et l'environnement légal est encore trop flou pour pouvoir agir sans motif grave,* souligne l'officier. *Seule une infraction sérieuse pourraient nous faire intervenir sur le site. »*

« QUE CELA RESTE UNE FÊTE »

Marc Cabane, préfet de Loir-et-Cher, regrette de ne pas avoir été contacté par les organisateurs : *« Au départ, on ne sait pas à qui parler pour assurer la sécurité et de bonnes conditions sanitaires. C'est un mode opératoire dangereux. »* Un début de dialogue s'est néanmoins instauré dès le samedi après-midi. Une réunion a eu lieu, en fin de journée, entre les autorités et les représentants des différents intervenants associatifs ou médicaux du « teknival » comme Médecins du Monde (MDM) ou l'association de prévention des risques Techno plus. En concertation avec ces interlocuteurs, les services du département ont acheté 7 000 bouteilles d'eau et les ont fait distribuer sur le site de la rave. Ils ont mis à disposition plusieurs bennes pour le stockage des déchets ainsi que des sacs-poubelle.

Le préfet s'est rendu sur place et a survolé les 30 hectares occupés par les raveurs. Philosophe, il se montre plutôt apaisant. *« C'est ma première rave, l'essentiel est que cela reste une fête*, estime M. Cabane. *Il ne faut pas laisser libre cours aux fantasmes. »*

Dans les villages environnants, l'événement est quand même vécu comme une petite révolution qui bouscule les habitudes et génère des nuisances. Pour les 1 200 habitants de Muides, plus que le bruit, c'est les problèmes de circulation engendrés par la rave qui sont mal vécus. Le maire a pris un arrêté pour faire enlever les voitures mal garées à l'entrée du village et il a fait afficher des communiqués pour informer et rassurer la population. Certains ont plus de raisons que d'autres de se plaindre. *« C'est plus pour le principe, on ne s'installe pas chez les gens sans leur autorisation »*, remarque l'exploitant d'un champ de luzerne envahi par les raveurs. *« Vous imaginez si on retrouve des seringues dans le foin pour les bêtes*, s'offusque-t-il, mi-sérieux, mi-rigolard. *Et puis c'est dangereux, si une bique tombe sur un cachet d'ecstasy ! »*

Fr. Ch. et So. Se.

Des messages plus dissuasifs sur les paquets de cigarettes

UN ARRÊTÉ publié au *Journal officiel* du samedi 27 avril fixe à 10 mg par cigarette la teneur maximale en goudron des cigarettes commercialisées en France à compter du 1er janvier 2004. D'autre part, un deuxième message sanitaire devra, à partir de cette date, figurer sur chaque paquet.

Cet *« avertissement spécifique »* devra couvrir 40 % de la partie de la surface sur laquelle il est imprimé. Quatorze messages ont été retenus parmi lesquels : *« Les fumeurs meurent prématurément »* ; *« fumer provoque le cancer mortel du poumon »* ; *« fumer peut entraîner une mort lente et douloureuse »* ; *« fumer peut nuire aux spermatozoïdes et réduit la fertilité » ; « fumer provoque un vieillissement de la peau »*. L'un de ces messages proposera une aide au sevrage tabagique via un appel téléphonique gratuit au 113.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : deux militants du groupuscule extrémiste juif Tagar ont été mis en examen** et écroués, vendredi 26 avril à Paris, pour *« violence volontaire en réunion avec armes »* après avoir passé à tabac, trois jours plus tôt, quatre étudiants qui arrachaient une affiche anti-palestinienne collée par leur mouvement.

■ **FAITS DIVERS : un skieur est mort,** dimanche 28 avril près de Bessans (Savoie) à la suite de l'effondrement d'un pont de neige sur son passage. La victime, qui évoluait à 2 400 mètres d'altitude, a été précipitée dans un torrent.

■ **Un homme de 26 ans a été mortellement blessé** par des coups de couteau, samedi 27 avril, après s'être interposé lors d'une bagarre dans un café de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).

■ **Deux enfants ont été écrasés dans une voiture**, vendredi 26 avril, près de Cilaos, sur l'île de la Réunion. Les victimes, âgées de 12 et 14 ans, étaient assises à l'arrière du véhicule lorsque celui-ci a été écrasé par un énorme bloc de pierre qui s'était détaché d'une falaise en surplomb.

L'aggravation de la sécheresse dans le Sud-Est menace les cultures et risque de provoquer des incendies

Le manque de pluies dans la région depuis près d'un an suscite l'inquiétude de la préfecture, qui annonce une « surveillance renforcée » sur la consommation d'eau

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le 24 avril, la préfecture de région Provence-Alpes-Côte d'Azur publiait un communiqué indiquant que *« la ressource en eau* [était] *sous surveillance renforcée »*. Prenant acte d'un manque de pluie important depuis juin 2002, elle annonçait que *« les besoins, notamment pour l'irrigation mais aussi pour l'eau potable et pour l'industrie,* [allaient] *croître avec l'avancée du printemps »*.

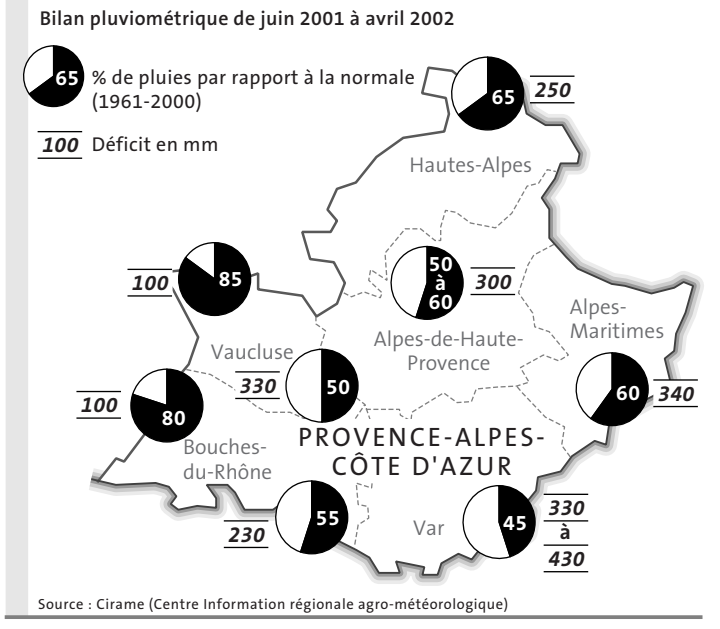
La gestion économe des réserves s'impose donc, c'est-à-dire qu'il a été demandé à EDF, qui gère le complexe des centrales hydroélectriques de la Durance, de Serre-Ponçon à Saint-Chamas, de réduire au minimum les quantités d'eau turbinées, et il est recommandé aux agriculteurs de maîtriser leur irrigation au mieux. Si le mot de « restriction » n'est pas employé, les observateurs les plus attentifs considèrent qu'il a des risques de l'être dès le début de l'été.

Francis Martin, de Météo France, fait remonter le déficit actuel au début de l'été 2001, avec des mois de juin et de juillet très secs, et à cause de l'absence des traditionnels orages d'août. La multiplicité des incendies en septembre, lui aussi très sec, avait souligné ce déficit. Après deux mois d'automne normalement arrosés, sont arrivés deux autres mois arides : décembre et janvier, suivis de trois mois insuffisamment humides.

40 % DE LA MOYENNE HABITUELLE

Ce cumul de mauvaises nouvelles a produit la situation actuelle, qui annonce une sécheresse d'été au moins égale à celle des années 1990, quand, de 1988 à 1992, cinq années trop sèches s'étaient succédé. *« Sur trente stations météo de la région, sept ont battu les records de sécheresse des cinquante dernières années »*, précise Francis Martin, et trois seulement sont à la hauteur d'eau habituelle. Il montre quelques chiffres du bilan pluviométrique de juin 2001 au 10 avril 2002 entre Perpignan et Menton : à Marignane, il n'est tombé que 40 % de la moyenne habituelle ; à Marseille, 48 % ; à Toulon, 44 % ; au Luc, 40 % – pour un bilan moyen de 55 % d'eau reçus par rapport à la normale.

UNE PLUVIOMÉTRIE DÉFICITAIRE



Source : Cirame (Centre Information régionale agro-météorologique)

Selon Météo France, il manque entre 200 et 500 mm d'eau dans la plupart des zones du Sud-Est. Il faudrait donc, pour que l'on ait un été normalement sec, *« un bimestre avril-mai très pluvieux, avec de 150 à 200 mm de précipitations pour chacun des mois »*, ce qui paraît d'autant moins probable qu'avril, qui a connu dix premiers jours normaux, est d'ores et déjà plus sec que sa moyenne. Bref, le seul espoir de M. Martin, c'est qu'on ait *« un été pourri »*.

L'analyse est la même au centre d'information régional agro-météorologique (Cirame) de Carpentras (Vaucluse). On y mesure, avec une centaine de stations météorologiques, avec Météo France et avec quelques observateurs à l'ancienne, les degrés en eau des sols et des airs afin de prodiguer des conseils aux agriculteurs. Le constat, en termes de bilan de pluie, y est très pessimiste. Anne-Marie Martinez, du Cirame, évoque même une situation proche *« de celle de 1967 »*, la plus grande sécheresse des cinquante dernières années. *« Ni les sols ni les nappes n'ont été rechargés »*, poursuit-elle, ce qui explique que certaines cultures souffrent déjà de *« stress hydrique »*. Fait rarissime à ce moment de la saison : on a déjà *« donné des tours d'eau »*, c'est-à-dire des arrosages, sur quelques parcelles de blé, une céréale qui, en général, n'en demande aucun.

Quant aux cultures maraîchères, grandes consommatrices d'eau, elles ont été tout l'hiver sous irrigation inhabituelle. Et les paysans vont maintenant arroser cerisiers et pommiers, qui sont les arbres fruitiers les plus consommateurs : cela accroîtra d'autant le manque de réserve. Si l'on ajoute que le vent et la chaleur, eux aussi plus violents qu'à l'habitude, ont augmenté l'évaporation, on comprend que l'été s'annonce lourd de restrictions. D'autant que les chutes de neige ont été faibles dans les Hautes-Alpes, ce qui signifie que le niveau du lac du barrage de Serre-Ponçon est bas et, donc, la ressource en eau rare.

FEUX DE FORÊTS

Les conséquences de ce manque de pluie sont évidentes pour l'agriculture. La qualité des productions dépend, en effet, essentiellement des apports d'eau, en particulier pour celles qui sont classées en AOC, comme certains raisins de table. Les prix devraient aussi être augmentés par la forte irrigation.

Autre effet de l'aridité : l'augmentation des feux de forêts. Leur importance et leur virulence dépendent en effet directement de la sécheresse des arbres et des litières dispersées sur le sol. D'ailleurs, des incendies d'hiver, fort rares habituellement, ont déjà parcouru Alpes-de-Haute-Provence et Alpes-Maritimes, tandis que quelques feux ont éclaté dans les Bouches-du-Rhône samedi 27 avril. Si les sapeurs et les marins-pompiers attendent le mois de juin pour mettre en place leurs dispositifs de lutte, ils savent que leur été risque d'être brûlant.

Enfin, en ce qui concerne l'eau potable, les ressources devraient être suffisantes. Mais ce temps sec va encore pousser à aller puiser de l'eau dans les nappes phréatiques profondes, dont le renouvellement prend des décennies, voire des siècles, au risque de les vider ou de les polluer.

Michel Samson

Les réserves d'EDF

Depuis la construction, en 1961, du barrage de Serre-Ponçon, à cheval sur les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence, EDF doit, par contrat, y garder en réserve 200 millions de mètres cubes d'eau pour l'agriculture. Ce lac est à la fois une réserve hydroélectrique pour la chaîne de centrales disséminées en aval et une réserve d'eau pour l'agriculture et la consommation urbaine de toute la Provence. En 1990, pour répondre à la sécheresse, l'agriculture avait réclamé 290 millions de mètres cubes et avait demandé à EDF de les fournir moyennant paiement. La cote des eaux du lac était descendue jusqu'à – 12 mètres, ce qui eut un effet désastreux sur le tourisme lacustre, qui représente 40 % des revenus d'été des Hautes-Alpes.

Mutinerie après la mort de deux mineurs à la prison de Lyon

LYON
de notre correspondante

La tension perceptible ce week-end à la prison Saint-Paul, à Lyon, où deux jeunes détenus de 17 ans ont trouvé la mort dans l'incendie de leur cellule vendredi après-midi, a donné lieu à une révolte des détenus, dimanche vers 16 heures, lors de la promenade. Les 31 prisonniers présents dans la cour ont arraché à mains nues des blocs de ciment du sol, qu'ils ont jetés en direction des bâtiments et du personnel pénitentiaire, pendant que leurs camarades les encourageaient depuis les cellules. Ils ont également mis le feu à des couvertures devant les grilles d'accès à la cour afin de retarder l'arrivée des forces de l'ordre.

Une trentaine de CRS, alertés par l'administration, sont intervenus peu après 17 heures. La verrière du bâtiment central ainsi que quelques portes vitrées ont été détruites mais aucun blessé n'est à déplorer. *« Ces incidents étaient prévisibles,* estimait dimanche 28 avril Jean-Paul Ricard, le directeur des prisons de Lyon. *Il y a un lien de causalité directe entre les événements dramatiques de vendredi et le mouvement de mauvaise humeur de ce soir. »*

Le décès des deux adolescents écroués dans le quartier des mineurs de la prison de Saint-Paul *« a fait la "une" de l'actualité de la prison depuis vendredi »*, témoigne un surveillant. Les détenus tiennent souvent le personnel de l'administration pénitentiaire pour responsable du drame et les mots *« matons assassins »* ont été entendus. Les surveillants qui ont tenté de secourir les deux jeunes détenus été placés en arrêt maladie, gravement choqués. *« On ne peut pas rester indifférent quand on découvre des corps à moitié calcinés »*, observe Thierry Mazoyer, un délégué de l'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire).

Vendredi après-midi, dans un geste de révolte, les deux mineurs avaient mis le feu à un matelas qu'ils avaient adossé contre la porte de leur cellule. Ils venaient de regagner leur cellule après une promenade au cours de laquelle ils avaient protesté contre leurs conditions de détention. L'incendie a ravagé les lieux en quelques minutes et les secours ont constaté peu après le décès des deux adolescents.

L'aîné, un Grenoblois âgé de 17 ans et demi, devait retrouver la liberté à l'automne après avoir purgé sa peine. Son codétenu, qui habitait Villeurbanne et venait d'avoir 17 ans, était mis en cause dans un dossier de cambriolage. Il avait été placé en détention provisoire le 21 avril. Sa famille a porté plainte. Une autopsie des corps devait être pratiquée lundi.

« SUR UN BARIL DE POUDRE »

« Cette affaire n'a été qu'un déclencheur du mouvement de colère », estime Laurent Seux, délégué CGT, qui souligne l'état de vétusté et de surpopulation constante des prisons de Lyon. *« Entre un sureffectif de détenus et un sous-effectif en personnel, il règne une tension permanente. Nous sommes assis sur un baril de poudre »*, déplore le directeur, Jean-Paul Ricard.

Les deux bâtiments mitoyens qui composent la maison d'arrêt de Perrache, Saint-Joseph et Saint-Paul, situés au sud de la gare ferroviaire, ont été construits respectivement en 1832 et 1864. Ils abritent 678 détenus pour une capacité théorique de 340 places, le quartier des mineurs affichant un taux d'occupation de 200 %. Des adolescents y sont parfois incarcérés à trois par cellule et certains doivent dormir sur un matelas posé par terre, faute de place ou de lits disponibles.

André Gerin, député et maire PCF de Vénissieux, a exigé, dimanche 28 avril, la fermeture *« pure et simple »* du quartier des mineurs de cet établissement *« qui est une honte pour la France »*. Les prisons de Lyon, dont l'état déplorable a été dénoncé il y a deux ans par une commission d'enquête parlementaire, doivent être reconstruites à l'horizon 2006-2007. La ville de Vaulx-en-Velin s'est portée candidate pour accueillir un des futurs établissements sur son sol.

Elise Victor

Des possibilités de restrictions touchent toutes les régions en déficit d'eau

Les météorologues attendent juin pour se prononcer

ALORS que le nord de la France, bien arrosé cet hiver, a failli connaître de nouvelles inondations, le Sud est à sec. La moitié seulement des pluies attendues cet hiver sont tombées. A Agen, le déficit est de 51 %, à Toulouse, de 46 %, à Bordeaux et Perpignan, de 44 %, à Nice, de 41 %, à Marignane, de 35 %, à Montélimar, de 27 %, et à Nîmes, de 22 %. Les régions Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, PACA et Corse sont concernées.

Seules les Pyrénées, qui ont connu un enneigement correct, sont relativement épargnées. En revanche les Alpes du Sud ont été peu enneigées. La fonte des neiges ne compensera pas le déficit.

On peut parler à ce stade de sécheresse, selon Météo-France. Au ministère de l'environnement, la direction de l'eau fait part d'un risque comparable à celui de la fin des années 1980.

NAPPES PHRÉATIQUES

Même un printemps très pluvieux n'y changerait rien. Les pluies d'automne et d'hiver sont des pluies « utiles », qui permettent de recharger les nappes phréatiques. Les pluies de printemps sont captées par la végétation en développement et, si elles peuvent recharger les eaux en surface et limiter les risques d'incendie, elles ne s'infiltrent pas dans le sol. En Languedoc-Roussillon, les pluies importantes de la première quinzaine d'avril ont comblé une partie du déficit des eaux de surface, mais cette situation est *« exceptionnelle »*, selon la direction de l'eau au ministère de l'environnement. Plus on avance dans le temps, moins les éventuelles pluies seront efficaces.

Les risques de coupures d'approvisionnement en eau potable ne concernent que les communes isolées qui n'ont qu'une seule ressource en eau, selon le ministère de l'environnement. L'agriculture irriguée, grande consommatrice d'eau en été, est plus menacée. Tout dépend de la source d'approvisionnement de l'agriculteur et de l'état des réserves. *« Si un barrage est correctement rempli, un volume réservé à l'agriculture peut être mis dans le cours d'eau au moment où elle est prélevée. Si l'agriculteur pompe directement dans le cours d'eau ou dans la nappe qui n'ont pas été réalimentés, il aura des problèmes »*, explique-t-on.

Les probabilités de restrictions – limiter l'irrigation à certains jours de la semaine et limiter les volumes – touchent toutes les régions en déficit. Les particuliers pourraient aussi être concernés par l'interdiction d'arroser leur jardin ou de laver leur voiture. Le risque d'incendie est également renforcé en cas de sécheresse. Un nombre élevé de départs de feux a déjà été constaté cette année. Dans le Médoc (Gironde), une zone particulièrement vulnérable, deux grands incendies ont eu lieu depuis le mois de mars, détruisant 2 300 hectares. La Corse concentre également les inquiétudes. Les météorologues attendent les précipitations de mai et de juin pour se prononcer sur le bon déroulement de l'été.

Gaëlle Dupont

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

OFFRES

OTAN
Etat-major régional des forces alliées dans le sud de l'Europe
Recherche de postes à pourvoir dans les domaines suivants :
SYSTÈME DE COMMUNICATION
SYSTÈME D'INFORMATION
FINANCE
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
RELATIONS PROTOCOLAIRES/CHANCELLERIE
Site Internet : www.afsouth.nato.int/civilianpersonnel

Ecole active bilingue Jeannine Manuel, rech. pour sept. 2002
PROFESSEUR
SVT (en français), classes de lycée, 12 à 15 h.
Envoyer CV, 70, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Ch. animateur-prof. FLE parlant anglais. Exp. indisp. Poste perm. 8 h 30 - 15 h 30. Ecr. CV : + photo : INSTITUT DE FRANCAIS, 06230 Villefranche-sur-Mer.

Associé(e) en recherche clinique/Angleterre et France
Une compagnie biopharmaceutique américaine recherche
un(e) associé(e) en recherche clinique.
● Un minimum de trois ans d'expérience est requis.
● La position est pour la surveillance d'études cliniques en France et en Angleterre.
● Un diplôme en sciences naturelles ou en pédiatrie est exigé.
● Le bilinguisme français/anglais est nécessaire.
● Une expérience en soins intensifs ou en pédiatrie est préférable.
● Doit être disponible pour des déplacements en France et en Angleterre.
Envoyer CV à hr@discoverylabs.com
Pour connaître Discovery Laboratories, Inc., visitez notre site Web au www.discoverylabs.com

Pour vos annonces dans la rubrique EMPLOI
Tél. : 01-42-17-39-42
FAX. : 01-42-17-39-38

DEMANDES

Offre individuelle de compétences
Cadre dirigeant
20 ans d'exp. BUSINESS PME MARKETING
OPÉRATIONNEL MANAGEMENT DE PROJETS
Gestion - Informatique - NTIC
(disponibilité juin - mobibilité Francophone)
CV détaillé sur : http://site.voila.fr/ricazoulay
Gsm : 06.07.06.54.58

Jeune diplômé Master relations internationales, trilingue, rech. emploi dans les services, consultant, conseil en entreprise PME-PMI export, intéressé par le marché maghrébin. Tél. : 06-21-76-51-27.

Anesthésiste allemande cherche poste à Paris dans un hôpital ou un cabinet médical. E-mail : angela76@surfeu.de

ENTREPRISES

FINANCE

Le procureur général de New York, **ELIOT SPITZER**, a engagé à l'été 2001 une enquête sur le comportement et l'indépendance des analystes financiers de Wall Street. Après l'affaire Enron et la découverte de courriels **COMPROMETTANTS** chez Merrill Lynch, la procédure a pris de l'ampleur, recevant l'appui du département de la justice, d'une dizaine d'Etats et de la SEC, la Commission des opérations de Bourse américaine, qui a ouvert une enquête jeudi 25 avril. Les établissements pourraient avoir à payer des amendes chiffrées en centaines de millions de dollars. **MERRILL LYNCH** a présenté des excuses à ses clients et engagé l'ancien maire de New York, **RUDOLPH GIULIANI**, pour sa défense. En Europe, les gérants d'actifs se disent peu influencés par les opinions d'analystes mais leur demandent plus d'indépendance.

Les autorités américaines veulent faire le ménage à Wall Street

Washington, une dizaine d'Etats et le gendarme de la Bourse ont décidé de rallier l'enquête du procureur général de New York sur l'indépendance des analystes. Plusieurs banques d'affaires sont suspectées d'avoir fait passer leur intérêt avant celui de leurs clients

NEW YORK
de notre correspondant

L'affaire Enron a au moins un mérite : inciter les autorités américaines à faire le ménage à Wall Street. Le département de la justice, une dizaine d'Etats (dont le New Jersey et la Californie) et la Securities Exchange Commission (SEC) ont annoncé ces derniers jours leur intention d'enquêter sur le comportement des analystes financiers des principales banques du pays. Ils se joignent à une procédure engagée à l'été 2001 par Eliot Spitzer, le procureur général de l'Etat de New York.

Cette affaire pourrait ébranler les plus grands établissements financiers américains ternissant leur réputation et leur coûtant des centaines de millions de dollars d'amendes et de dommages et intérêts à la suite de procédures collectives (*« class actions »*) et même criminelles. *« Il s'agit potentiellement d'une affaire de la dimension d'Enron »,* prévient Robert Mintz, un ancien procureur fédéral.

Les analystes de Merrill Lynch et d'autres « grandes maisons » comme Salomon Smith Barney, Morgan Stanley, Credit Suisse First Boston, Citigroup, UBS Paine Webber, Goldman Sachs, Lehman Brothers... sont soupçonnées d'avoir recommandé des titres à l'achat à seule fin de permettre à leurs employeurs de conserver ou d'obtenir des contrats de banque d'affaire. En février, des analystes ont reconnu devant plusieurs commissions d'enquêtes parlementaires avoir maintenu des avis favorables à l'action Enron sous la pression de *« l'environnement »*. L'enquête du procureur de New York a pris une autre dimension avec la découverte de courriers électroniques montrant que les opinions personnelles des analystes sur les entreprises étaient très différentes des recommandations publiées. Dans ces messages, certains qualifient de *« pourries »* des valeurs conseillées à l'achat.

« AFFLIGEANTS »

Henry Blodget, ancienne vedette de Merrill Lynch (la première société de Bourse du pays), décrivait par exemple dans des courriers internes la société AtHome, un fournisseur d'accès rapide à Internet, de *« piece of crap »* (« merde ») et dans le même temps recommandait aux investisseurs d'en acheter les actions. Merrill Lynch et M. Blodget sont poursuivis par des actionnaires d'AtHome. M. Spitzer demande à Merrill Lynch de créer un fonds d'au moins 100 millions de dollars (110,88 millions d'euros) pour rembourser les investisseurs. Il exige aussi de la banque qu'elle change ses structures et isole les activités de recherche et d'analyse de celles de la banque commerciale et d'investissement. Pour négocier avec le procureur, Merrill Lynch a décidé la semaine dernière de prendre comme conseil Rudolph Giuliani, l'ancien maire de New York.

Afin d'enrayer la baisse de son cours de Bourse et de montrer sa bonne volonté au procureur de New York, le directeur général de

Merrill Lynch, David Komansky, a présenté des excuses vendredi 26 avril lors de l'assemblée générale des actionnaires : *« Les courriers électroniques envoyés par certains de nos analystes sont affligeants et dérangeants. Ils sont sans rapport avec nos règles professionnelles et avec la politique suivie envers nos clients. Je veux publiquement présenter mes excuses à nos clients, nos actionnaires et nos employés. »* La banque a aussi annoncé le renvoi d'un de ces analystes les plus connus, Phua Young. Il aurait contourné les procédures internes de validation pour des notes sur le groupe Tyco International. *« Nous sommes ravis que la société ait fait ce premier pas important et reconnu l'existence d'un problème »,* a expliqué M. Spitzer. Selon David Trone, un analyste de Prudential Securities, cette affaire pourrait coûter 2 milliards de dollars à Merrill Lynch.

D'autres établissements sont sur la sellette, à commencer par Salomon Smith Barney. Le procureur de New York s'intéresse plus particulièrement aux conseils de l'analyste spécialiste des télécommunications, Jack Grubman, et à la façon dont son équipe a été rémunérée depuis 1998. Elle pourrait avoir été intéressée aux commissions perçues par les activités de banque commerciale.

Parallèlement, M. Spitzer mène une enquête sur des commissions abusives perçues par des établissements financiers afin d'introduire en Bourse des sociétés au moment de la bulle spéculative autour d'Internet. JP Morgan Chase et Robertson Stephens, une filiale de FleetBoston, seraient concernés.

La « croisade » solitaire du procureur démocrate de l'Etat de New York pour assainir Wall Street a longtemps été jugée avec une certaine commisération par les institutions et les établissements de la place financière. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Il est intervenu le mercredi 24 avril à Washington devant des parlementaires et les a pressés de renforcer la législation pour mettre fin aux conflits d'intérêt. Il a aussi reçu des renforts de poids. A commencer par celui de Michael Chertoff, le responsable des affaires criminelles du département de la justice. *« Mettre à jour les irrégularités commises par les commissaires aux comptes et les intermédiaires financiers est une priorité »,* a-t-il déclaré la semaine dernière. *« Comment le public est informé et comment il a été informé sur les sociétés cotées par les analystes me semble être une question majeure »*, a-t-il ajouté.

« POSITION DURE »

Après avoir minimisé l'importance de cette affaire, la SEC a fini aussi par lancer officiellement, jeudi 25 avril, une enquête avec l'organisme des professionnels des marchés (National Association of Security Dealer) et le New York Stock Exchange (la Bourse de New York). Il s'agit surtout pour l'autorité des marchés de participer à l'élaboration de la nouvelle législation sur les établissements financiers. *« La SEC n'avait plus le choix, elle était condamnée à prendre une position dure »*, explique Christopher Bebel, ancien avocat de la SEC. *« Sa réticence à aller plus avant dans cette affaire est l'une des plus graves erreurs d'une institution dont la mission consiste à protéger les investisseurs »,* poursuit-il.

Sentant le danger, Dick Grasso, le président du New York Stock Exchange, y est aussi allé de sa petite phrase la semaine dernière. *« Il n'y a pas de place sur les marchés et parmi les intermédiaires financiers pour ceux qui font passer leurs propres intérêt avant ceux de leurs clients »,* a-t-il déclaré. Une règle élémentaire, que les grandes maisons de Wall Street et leurs employés, trop occupés à s'enrichir rapidement, ont oublié à la fin des années 1990.

Eric Leser

Premières mesures de transparence

Depuis le mercredi 24 avril, la banque d'affaires et société de Bourse Merrill Lynch, première visée par l'enquête du procureur Spitzer, a mis en place un site Internet, sur lequel elle donne des détails sur les relations commerciales qu'elle entretient avec les sociétés suivies par son service de recherche. D'ici au 3 juin, ces informations seront publiées directement sur les rapports d'analystes. Il y sera également mentionné que la banque cherche à faire affaire avec les entreprises suivies. Lorsque la banque donne une recommandation d'achat sur un titre, elle doit préciser le pourcentage de conseil d'achat dans l'ensemble de ses recommandations sur un secteur, ce qui devrait la pousser à être plus agressive. Ces mesures ont fait l'objet d'un accord avec le tribunal de l'Etat de New York.

La Securities and Exchange Commission, le gendarme des marchés américains, souffre d'un manque de moyens

SCANDALE Enron, doutes sur les pratiques comptables des sociétés et soupçons de conflits d'intérêt dans les banques d'affaires : un malaise règne au sein des autorités de contrôle financières aux Etats-Unis et plus particulièrement à la Securities and Exchange Commission (SEC), l'équivalent de la Commission des opérations de Bourse. Remise en question dans son rôle de supervision et de régulation, l'institution veut reprendre les choses en main.

Côté analystes et conflits d'intérêt dans les banques d'affaires, elle a annoncé qu'elle rejoignait la croisade lancée par Eliot Spitzer, le procureur général de l'Etat de New York. Côté comptable, elle développe un nouveau programme informatique qui sera prêt d'ici à un an, a-t-elle indiqué mercredi 24 avril, afin de déceler les fraudes et les irrégularités dans les comptes des sociétés.

Un simple outil informatique ne devrait toutefois pas régler toutes les difficultés de fonctionnement qui se posent à l'institution américaine. D'après le General Accounting Office (GAO) – l'équivalent de la Cour des comptes –, la SEC manque cruellement de personnel et de moyens pour pouvoir mener à bien les missions qui lui sont confiées. Dans un rapport diffusé le 5 mars, le GAO rappelle que l'objectif premier de la SEC est de protéger l'intégrité des marchés financiers mais qu'elle se trouve dépassée par leur ampleur. En 2001, le gendarme des marchés avait la responsabilité de neuf Bourses, du marché de gré à gré, d'environ 70 systèmes de négociation alternatifs, de 12 chambres de compensation, de plus de 5 000 sociétés d'investissement, de près de 8 000 courtiers et de 7 400 conseillers en investissement... S'y ajoutent 14 000 entreprises cotées qui lui transmettent leur rapport annuel.

Or, elle ne dispose, au 30 septembre 2001, que de 3 285 salariés, dont 39 % de juristes, 18 % de comptables ou financiers et 6 % d'enquêteurs et examinateurs. Les 37 % restants sont des techniciens, des personnels administratifs et des employés de bureau. *« La contrainte des ressources a contribué à des délais substantiels dans les missions de la SEC, et notamment dans les approbations de documents réglementaires,* note le rapport de la GAO. *Cela a aussi contribué à former des goulots d'étranglement dans le domaine des examens et inspections à mesure que la charge de travail s'est accentuée. La limitation des ressources a conduit la SEC à être plus sélective dans ses activités et a rallongé le temps nécessaire pour mener ses investigations. Enfin, certains documents ont fait l'objet d'un examen moins fréquent et moins complet sous l'accroissement de la charge de travail. »*

PÉNURIE D'EFFECTIFS

Sur les dix dernières années, le personnel de la SEC a augmenté entre 9 % et 166 % selon les départements, mais la charge de travail s'est accrue de 60 % à 264 %. Ainsi, le nombre de plaintes reçues a progressé de 100 % tandis que le personnel associé aux investigations ne s'est étoffé que de 16 %. Le nombre d'actions de supervision de marchés ou d'entreprises a augmenté de 137 %, tandis que celui des personnes responsables de ces activités n'a progressé que de 51 %. Enfin, le nombre de documents transmis par les entreprises s'est accru de 108 %, contre 9 % pour les équipes.

Selon les professionnels, il faut à la SEC entre quatre et sept semaines pour achever l'analyse d'un dossier d'introduction en Bourse. Ces professionnels ne voient aucune raison pour que le processus soit aussi long, souligne le rapport. Dans le domaine des enquêtes, de nombreux dossiers ont aussi du mal à aboutir. Pour cause : le nombre des employés traitant les investigations a augmenté de 16 % entre 1991 et 2000, tandis que le nombre d'enquêtes traitées a progressé de 65 %. Le nombre d'enquêtes en suspens a augmenté de 77 % à la fin 2001. *« Les officiels de la SEC ont indiqué que cette évolution était en partie imputable à la rotation importante du personnel, qui a fait que d'anciens dossiers n'ont pas été terminés ou que de nouveaux n'ont pas été ouverts dans l'attente de l'arrivée de renforts »*, indique le rapport. En 2000, 58 personnes expérimentées ont quitté cette division.

De façon concomitante, la SEC a sorti un rapport le 6 mars intitulé *« Pay parity implementation »* qui soulève ses problèmes de rémunérations et d'effectifs et qui complète l'analyse faite par un précédent rapport du GAO sur ses effectifs, publié en septembre 2001. *« Les employés de la Commission, particulièrement les avocats et les enquêteurs, ont quitté l'institution à un rythme alarmant. Sur les quatre dernières années, plus de 1 300 employés (soit plus de 40 % du personnel) ont quitté la SEC, incluant 600 avocats »*, souligne la SEC. L'une des principales raisons de leur départ reste la différence de salaires avec le secteur privé. Depuis 2000, note la Commission, les salariés qui rejoignent le secteur privé se voient offrir des rémunérations supérieures de 185 000 à 250 000 dollars (de 205 145 à 277 223 euros) à celles de la SEC pour les avocats et entre 180 000 et 200 000 dollars pour les comptables.

Cécile Prudhomme

Rudolph Giuliani au secours de Merrill Lynch

NEW YORK
de notre correspondant

Merrill Lynch, la première société de Bourse américaine, cherche par tous les moyens une issue négociée aux multiples enquêtes et procédures judiciaires lancées contre les analystes de Wall Street, et contre les siens en particulier. Elle a même fait appel à Rudolph

L'ancien maire de New York a pour mission de trouver une solution à l'amiable

(Rudy) Giuliani, l'ancien maire de la ville de New York. Le héros du 11 septembre et sa société de conseil Giuliani Partners ont pour mission de trouver une solution à l'amiable avec le procureur de l'Etat de New York, Eliot Spitzer. *« Cette affaire est compliquée et nécessite une bonne compréhension des mécanismes de marché. Rudy Giuliani connaît bien ces domaines et a démontré ses talents de négociateur et sa capacité à trouver des solutions originales »,* explique Merrill Lynch. L'ancien maire de New York a surtout une image et un poids qui lui permettront de peser sur M. Spitzer, dont l'ambition de « nettoyer » Wall Street inquiète les établissements financiers.

« Il y a un grand respect pour M. Giuliani et ce qu'il a fait après le 11 septembre, mais je ne crois pas que cela puisse convaincre les autorités, et surtout M. Spitzer, de ne pas mener jusqu'au bout les enquêtes sur les analystes, estime John Coffer, professeur de droit à l'université de Columbia. *La présence de M. Giuliani illustre l'importance de l'enjeu pour Merrill Lynch. Mais la situation devient de plus en plus difficile pour eux. Le procureur Spitzer n'est plus seul contre tous maintenant. Il est soutenu à Washington au département de la justice et au Congrès. »*

La négociation entre Merrill Lynch et le procureur de New York porte à la fois sur le prix de l'amende à payer, sur l'importance des dédommagements versés aux investisseurs et sur la réforme des structures internes de la banque. Ces décisions devraient servir de modèle pour toute l'industrie financière. M. Giuliani a déjà commencé à en discuter avec M. Spitzer. Ce dernier a insisté sur la nécessité de défendre d'abord les intérêts des investisseurs.

« Il y a des points sur lesquels nous sommes d'accord et d'autres moins, notamment quand je lui ai présenté les arguments en faveur de Merrill Lynch », a expliqué M. Giuliani. *« Cette banque est une entreprise citoyenne, elle est revenue occuper son siège au sud de Manhattan après les attentats du 11 septembre. Il y a évidemment un problème et personne ne le nie. Nous devons trouver une solution pour le corriger et elle ne concerne pas seulement un procureur général mais toute la place et ses institutions »*, a-t-il ajouté. Avant de devenir maire, M. Giuliani était procureur fédéral à New York. Il s'était aussi lancé dans une croisade pour assainir la ville.

E. L.

Les gérants européens demandent plus d'indépendance aux analystes

LES INVESTISSEURS institutionnels, échaudés par l'affaire Enron et par la bulle spéculative sur les valeurs technologiques, se font de plus en plus sourcilleux sur l'indépendance des analystes financiers. Ces professionnels, qui décortiquent les comptes et les prévisions des sociétés, jugent si ces dernières sont sous-évaluées ou surévaluées par le marché, et émettent en conséquence des recommandations d'achat ou de vente sur les actions. Normalement, leur jugement ne doit pas être influencé par les autres activités de l'établissement qui les emploie, tels que les conseils financiers aux sociétés ou la réalisation d'opérations d'introduction en Bourse. Mais la *« muraille de Chine »* ne fonctionne pas toujours.

UNE RÉPONSE SANS APPEL

Selon une enquête réalisée en septembre 2001 auprès de 103 sociétés de gestion européennes par le magazine *Global Investor*, 14 % des gérants de fonds estiment que les publications des analystes influencent entre 0 % et 20 % de leurs décisions d'investissement, et 40 % des gérants pensent être influencés à hauteur de 20 % à 40 %. Seuls 32 % des gérants s'estiment influencés à hauteur de 40-60 % dans leurs décisions. Et ils ne sont que 14 % à leur faire une réelle confiance. *« Si la recherche des analystes était plus indépendante, aurait-elle un poids plus important dans vos décisions d'investissement ? »* demande le magazine. La réponse est sans appel : à 80 %, les gérants disent oui, à 11 % peut-être, et seulement 9 % ne seraient pas influencés.

Le magazine avait également demandé aux gérants de fonds de citer trois établissements ayant les analystes les plus indépendants. Ce sondage met en tête la banque UBS Warburg, suivie de la Deutsche Bank, de Lehman Brothers, d'ABN Amro et de la société de Bourse Exane. Cette dernière, seule française parmi les dix premiers établissements cités, n'exerce pas d'activité de conseil. Par ailleurs, si aucun établissement français n'apparaît dans la liste des meilleurs courtiers *« paneuropéens »*, selon l'enquête de *Global Investor*, trois figurent dans le classement des meilleurs courtiers dits *« locaux »* : Exane en premier, Cheuvreux (groupe Crédit agricole), en troisième position, et la Société générale au huitième rang.

Adrien de Tricornot

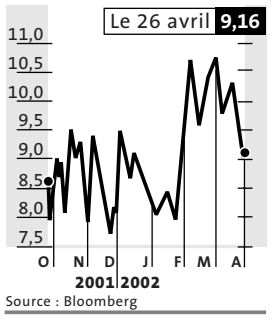
Havas Advertising obligé de réviser ses comptes

À LA DEMANDE de la Commission des opérations de Bourse (COB), le groupe de publicité Havas Advertising a été obligé de rectifier la présentation de son résultat d'exploitation pour l'exercice 2001. L'excédent brut d'exploitation avant intérêts d'emprunts et impôts (Ebit) s'établit ainsi à 81,3 millions d'euros *« après éléments inhabituels »*, alors que la présentation initiale des comptes faisait état d'un Ebit de 232,7 millions d'euros, en baisse de 7 %. Le résultat net consolidé de 2001, en perte de 57,8 millions d'euros reste inchangé.

Par ailleurs, la COB a renforcé, dans un décret paru au *Journal officiel* du 28 avril, les obligations de transparence auxquelles sont soumis les initiateurs d'offres publiques d'achat (OPA), qui devront notamment préciser *« leurs orientations en matière d'emploi »* et *« les changements prévisibles en matière de volume et de structure des effectifs »*.

RECHUTE

Action Havas Advertising
en euros à Paris



Source : Bloomberg

Total va transformer Elf en marque discount

TOTALFINAELF a confirmé qu'il envisage de transformer, *« probablement cet été »,* l'enseigne Elf en marque discount pour contrer la grande distribution, selon les révélations faites par *Le Figaro* de samedi 27 avril. Le groupe pétrolier équiperait 300 stations-service de ce nouveau panonceau Elf, doté d'un design de couleur jaune, pour proposer des carburants à prix réduits dans les zones urbaines. Elf disparaîtrait en revanche totalement des stations-service d'autoroutes.

Quelque 2 400 stations-service à l'enseigne Elf seraient débaptisées au profit de la marque Total, portant le réseau de ce dernier à 4 000 points de vente, tandis que quelques dizaines passeraient sous la marque Elan, qui chapeaute les stations rurales. *« Total demeurera la marque leader »,* Elf devra *« se battre plus sur les prix »,* a précisé TotalFinaElf.

INDUSTRIE

■ **VALEO : filiale de l'équipementier français, l'usine Sylea de Labastide-Saint-Pierre** (Tarn-et-Garonne) est bloquée par les salariés, qui dénoncent la décision de fermeture de cette unité de 450 personnes à la fin de 2003. Valeo a annoncé, le 11 janvier, la suppression de 5 000 emplois dans le monde, dont 1 440 dans ses usines françaises.

SERVICES

■ **ROUTIERS : le décret sur la durée du travail dans le transport routier de marchandises** et celui sur la fixation du contingent d'heures supplémentaires ont été publiés au *Journal officiel* du 28 avril. Pour les routiers *« longue distance »*, la durée est fixée à 43 heures, à 39 heures pour les conducteurs *« courte distance »* et à 35 heures dans les sociétés de messagerie. Ce texte avait suscité une grève des syndicats FO et CGT au début du mois de mars.

■ **VIVENDI UNIVERSAL : le groupe de médias et de communication devait déposer une plainte contre X au pénal,** lundi 29 avril, afin que les auteurs d'une éventuelle fraude lors des votes des résolutions, mercredi 24 avril, à son assemblée générale, soient *« identifiés, poursuivis et jugés »,* a annoncé dimanche un communiqué (*Le Monde* daté 28-29 avril).

FINANCE

■ **EURO : la monnaie unique européenne a regagné la quasi-totalité du terrain perdu face au dollar** depuis le début de l'année, repassant au-dessus de la barre des 0,90 dollar. Lundi matin, l'euro valait 0,9017 dollar, soit quasiment le niveau atteint dans les premiers jours de janvier.

L'assureur italien Generali rajeunit son équipe de direction

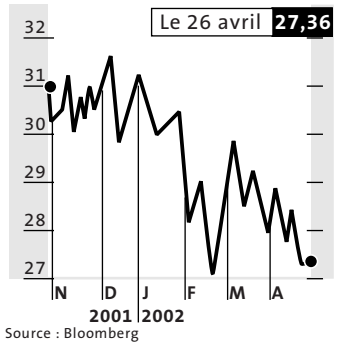
Le changement est orchestré par Mediobanca, le principal actionnaire

L'ÉQUIPE de direction de Generali, le premier assureur italien et quatrième en Europe, a une fois de plus été modifiée. Mais, cette fois, ce sont des quadragénaires qui arrivent aux commandes : du jamais vu dans l'histoire de l'assureur, né il y a 170 ans. Son conseil a nommé, samedi 27 avril, le jour de son assemblée générale, Sergio Balbinot, 44 ans, en tant qu'administrateur délégué (équivalent de directeur général) et confirmé Giovanni Perissinotto, 49 ans, à ce même poste. Ils ont *« tous deux l'esprit et le sang de Generali et en possèdent les gènes »*, selon les mots de Gianfranco Gutty, président. Agé de 63 ans, ce dernier conserve son poste mais perd son titre d'administrateur délégué. Il sera selon ses propres termes *« un président avec un rôle de représentation et de contrôle, au lieu de coordination, sans responsabilité opérationnelle »*. Fabio Cerchiai, 57 ans, vice-président administrateur délégué, reste uniquement administrateur.

Comme il est de coutume avant chaque assemblée générale du Lion de Trieste, la rumeur a couru que le président abandonnerait ses fonctions. Son mandat est en effet renouvelé chaque année, donnant lieu à des luttes de pouvoir. Le retour d'Antoine Bernheim (77 ans), actuellement vice-président, a même été évoqué. M. Bernheim avait été brutalement écarté de la présidence du groupe en 1999, après en avoir tenu les rênes pendant quatre ans. L'arrivée de M. Gutty s'était faite il y a un an de façon toute aussi brutale. La banque d'affaires Mediobanca, premier actionnaire de Generali avec 13,7 % du capital, serait à l'origine de ces changements d'hommes. Generali reste la principale participation et le principal joyau de la banque milanaise, surtout depuis qu'elle a perdu Montedison, passée sous la coupe de Fiat et d'EDF. Generali a affiché un bénéfice net de 1,1 milliard d'euros en 2001, en repli de 23 %, pour un chiffre d'affaires en progression de 6,3 %, à 45,5 milliards d'euros.

LE TITRE PLONGE

L'action Generali en euros à Milan



Source : Bloomberg

ATTACHÉ À LA BANCASSURANCE

Ce changement préfigure-t-il une nouvelle stratégie ? M. Gutty a justifié ces modifications par le choix *« d'hommes capables de gouverner le changement »*, ayant notamment *« un sens accru des activités à l'étranger »*. Generali regarde *« le rachat d'un assureur-vie de taille moyenne hors d'Italie »*. Le groupe, qui a racheté son concurrent italien Istituto Nazionale delle Assicurazioni (INA) fin 1999, a rappelé son attachement à la bancassurance. Deux sociétés communes vont être créées avec IntesaBci, première banque italienne, dont Generali détient 5,6 % du capital. En revanche, Generali n'exclut pas la cession des 7,5 % qu'il détient dans la banque transalpine Banca Nazionale del Lavoro (BNL). Malgré les appels de Commerzbank, l'assureur italien ne prévoit pas d'augmenter sa participation, aujourd'hui de 9,9 %, dans la quatrième banque privée allemande, même s'il la juge stratégique.

L'objectif est aussi d'*« accroître la valeur »* de Generali, qui ne s'estime pas à l'abri d'une attaque boursière, en raison d'un actionnariat émietté. La banque d'Italie (4,7 %) est le seul actionnaire identifié au côté de Mediobanca. Avec 34,9 milliards d'euros, le groupe est la cinquième capitalisation boursière italienne.

Pascale Santi

Les analystes financiers et la déontologie

EXPERTISE
Droit des affaires

UN CODE de déontologie vient d'être adopté concernant les analystes financiers (*Le Monde* du 12 avril). Mais qu'est-ce que la déontologie ? En substance, elle repose sur deux principes. Le premier est la garde des informations confiées, à travers le secret professionnel. Le second est la gestion des conflits d'intérêts qui oblige le professionnel en charge de l'intérêt d'un tiers mais en mesure d'en servir un autre, voire le sien propre, à préférer le premier. Les analystes financiers étaient en train de perdre leur crédit pour ne pas toujours respecter ces principes, notamment en préférant accroître leurs commissions liées à l'achat de certains titres plutôt que d'informer sincèrement les investisseurs sur la valeur des sociétés en cause.

La déontologie est une notion plus familière des systèmes anglo-américains que du droit français. En effet, elle a un statut particulier par rapport au droit et par rapport à la notion même de profession. Tout d'abord, en France, on préfère le droit. Or la déontologie est plutôt un ensemble d'obligations morales, renvoyant avant tout à la droiture et à la conscience professionnelle. La déontologie serait question de culture, cette imprégnation éthique d'une profession étant supérieure à un droit trop rigide. L'affaire Enron incite à relativiser cette courante affirmation. En outre, la déontologie, bien qu'autonome, a toujours un rapport étroit avec le droit. Tout d'abord, elle prend souvent la forme de code, c'est-à-dire de recueils de règles explicites et agencées, dont le code civil demeure le modèle.

ORGANE DE DISCIPLINE

Ensuite, la déontologie se fait de moins en moins à l'intérieur d'une profession. En l'espèce, le code adopté par la Société française des analystes financiers a été doublé par une décision juridique du Conseil des marchés financiers (CMF). De la même façon, le nouveau code de déontologie des commissaires aux comptes avait été conçu en étroite collaboration avec la Commission des opérations de Bourse (COB). Ainsi la déontologie est de plus en plus articulée, voire coécrite, avec les autorités juridiques extérieures.

Plus encore, la jurisprudence a établi une passerelle entre les types de fautes : la violation d'une obligation déontologique sera fréquemment analysée par le juge comme une faute, entraînant la responsabilité civile du professionnel. C'est aussi vers ce terrain que les actionnaires d'Enron s'orientent. Enfin, une défaillance déontologique est le plus souvent sanctionnée par un organe de discipline interne à la profession, par exemple le conseil de l'ordre pour les avocats ou pour les médecins. En cela, la déontologie s'apparente à un système juridique complet (édiction de normes, jugements de leurs violations, prises de sanctions) mais interne à une profession. Cela confirme le rapport étroit entre la déontologie et la notion même de profession : une profession qui a besoin d'être indépendante et digne de confiance se bâtit autour d'une déontologie. Sont principalement concernés les médecins et les avocats, existant par le secret professionnel sans lequel la relation de confiance avec le client est affectée.

RAPPORT DE SALARIAT

Cet impératif de confiance place aussi la déontologie au cœur des établissements de crédit et de service d'investissement, qui disposent de l'argent d'autrui, mais aussi des professions qui informent ou certifient, par exemple les commissaires aux comptes. Cette confiance est liée à la croyance en la droiture du professionnel mais aussi à l'effectivité d'un appareil disciplinaire interne à la profession. A cet égard, les analystes financiers sont en porte-à-faux. Non seulement, ils ne disposent pas d'organe disciplinaire particulier mais ils ne constituent pas une profession juridiquement indépendante, étant le plus souvent salariés. La déontologie, conçue à l'origine pour les professions libérales, substantiellement indépendantes, se superpose ici à un rapport de salariat, substantiellement subordonné : elle devient alors un moyen de défense contre des exigences de l'employeur, notamment en matière de secret professionnel. L'enjeu est le même pour les juristes d'entreprises qui voudraient se rapprocher en cela du statut des avocats.

A l'inverse, une profession pourrait se prêter à la déontologie : celle des magistrats. En effet, les juges sont indépendants et leurs fautes sont sanctionnées d'une façon interne par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Mais, pour l'instant, un répertoire des fautes professionnelles susceptibles d'engager la responsabilité disciplinaire des juges n'existe pas et l'idée d'un code de déontologie du magistrat ne paraît plus à l'ordre du jour.

Marie-Anne Frison-Roche (professeur de droit à l'Institut d'études politiques de Paris)

La fermeture de Ruwel marque la fin de la saga Sony à Bayonne

BAYONNE
de notre correspondant

Chaque jour ou presque, les 350 salariés de Ruwel mènent des opérations coups de poing contre l'oubli : leur brasero enfument tour à tour la mairie de Biarritz, celle de Bayonne ou la chambre de commerce. Leur avenir est plus qu'incertain depuis que la filiale française de l'entreprise allemande de composants a été mise en liquidation le 8 avril. Et ils engagent leur quatrième semaine d'occupation de l'usine. *« Après vingt ans passés ici, il faut une indemnisation juste,* martèle une ouvrière. *Les rares élus qui ont fait un détour pour nous voir, ils sont bien gentils avec leurs paroles, mais nous voulons une indemnité correspondant à trois ans de salaire et une vraie cellule de reclassement. Que l'Etat se bouge et amène du concret, sinon on passe à l'action.* »

En 1981, le groupe japonais Sony ouvre à Bayonne une première usine de cassettes audio. La municipalité lui a entièrement aménagé le terrain, car plus de 700 emplois se profilent à l'horizon. En 1992, Akio Morita, le président-fondateur, coupera lui-même le ruban d'un deuxième établissement consacré aux têtes de lecture laser et circuits imprimés. Toutefois Sony transmet dès 1997 cette production à l'allemand Ruwel qui devient son sous-traitant. Au passage il lui vend le terrain pour 16 millions de francs.

UNE PLAINTE DÉPOSÉE

Arguant de la conjoncture économique, Ruwel ouvre à l'été 2001 une période de chômage partiel et reconduit cette mesure au début de l'année. Ce site n'est pas à la hauteur de la concurrence asiatique, tranche ce leader européen des composants. Basé près de Düsseldorf, Ruwel compte cinq usines outre-Rhin et une au Danemark, qui lui assurent un chiffre d'affaires de 230 millions d'euros pour un effectif de 1 700 personnes. Les responsables allemands déclarent le 11 mars leur filiale française en cessation de paiements. Syndicats et comité d'entreprise voient les choses différemment. Le 5 avril, ils portent plainte contre Ruwel pour *« abus de biens sociaux et banqueroute »*. Selon l'avocat Jean-Baptiste Etcheverry, *« une subvention de 12 millions de francs, accordée par le ministère des finances à la fin 1998 afin d'aider à l'acquisition de matériel industriel par la SA Ruwel Bayonne, a été absorbée par la SA Ruwel Allemagne »*. De leur côté, les élus se demandent comment récupérer le foncier.

A deux pas de là, l'ancien site de cassettes de Sony qui, lui, a été transféré en avril 2001 au recycleur industriel RCC, travaille. Pour le moment.

Michel Garicoïx

2e édition
19, 20 & 21 juin 2002
le Symposium International des Ressources Humaines Palais des congrès de Marrakech
Il y a des endroits où il faut être
parce qu'il y a des moments qu'il faut vivre.
mediasystem.
"Mobiliser l'Intelligence Collective."
Les leviers organisationnels, managériaux
et technologiques de l'entreprise
Mercredi 19 juin 2002 :
Plénière 1 Création de valeur, homme, entreprise :
"La nouvelle équation"
Jeudi 20 juin 2002 :
Plénière 2 les leviers d'une coopération efficace
Vendredi 21 juin 2002 :
Plénière 3 "Manager la diversité"
les enseignements d'entreprises internationales
Dès aujourd'hui,
inscrivez-vous sur
www.planetc-rh.com
ou téléphonez
au 33 (1) 49 53 04 85
le SIRH
Marrakech 2002
le Symposium International
des Ressources Humaines
PARTENAIRES STRATÉGIQUES
PeopleSoft
mediasystem.
PARTENAIRES EXPERTS
BERNARD BRUNHES CONSULTANTS
PWC CONSULTING
Le Monde · Management Review · L'Expansion · L'Entreprise · Le Nouvel Hebdo · CONSULTING City · références · RH TRIBUNE · L'ECONOMISTE · Economie Entreprises · L'Expansion centre de management · Cigref · AGEF · CGEM · OFPPT

LA TENDANCE FINANCIÈRE

Tokyo s'interroge sur les réformes de M. Koizumi

TOKYO
correspondance

Fermée lundi 29 avril, pour cause de *Golden Week*, une succession de jours fériés qui ne laisseront que trois journées ouvrables, les 30 avril, 1er et 2 mai jusqu'au mardi 7, la Bourse de Tokyo est dans l'expectative des résultats des sociétés pour l'année fiscale 2002. Après ceux de l'électronique la semaine dernière, suivront ceux de l'automobile, de la distribution et des banques.

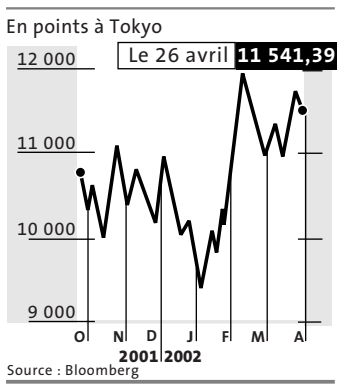
Vendredi 26 avril, qui marquait un an d'administration Koizumi (PLD), l'indice Nikkei terminait en baisse pour la troisième session consécutive, à – 0,9 %. Le bilan de l'action du premier ministre, dont la popularité record s'est un peu essoufflée depuis quelques mois, à la suite du limogeage de sa populaire ministre des affaires étrangères, est au centre des débats. « *Il a pris la barre du gouvernement avec la promesse de faire des réforme au mépris des "vaches sacrées", mais les membres du PLD et les bureaucrates ont mis en place une opposition formidable* », déplorait un éditorial récent du quotidien *Nihon Keizai Shimbun*.

Du côté des marchés, le bilan laisse aussi à désirer : en un an, le Nikkei a perdu 17 %, une chute en partie due aux événements du 11 septembre 2001 et à leurs conséquences. Le prochain rendez-vous est la réforme de la fiscalité, présentée comme essentielle. Jesper Koll, l'économiste en chef de Merrill Lynch à Tokyo, pronostique « *un certain nombre d'allègements fiscaux* ». Il estime que la levée de la garantie des dépôts, le 31 mars, en instillant la concurrence dans le secteur bancaire et une différenciation entre bons et mauvais éléments, va porter ses fruits.

La Bourse devrait continuer à bénéficier de l'engouement des investisseurs étrangers, devenus acheteurs nets depuis avril : la pondération du Japon dans les portefeuilles des grands fonds de pension reste à des niveaux anormalement faibles. Reste à connaître la position de Moody's qui se donne jusqu'au 13 mai pour confirmer la baisse de deux points de la note de la dette à long terme du Japon.

Brice Pedroletti

INDICE NIKKEI



Comme l'économie argentine, le peso est toujours en crise

CHRONIQUE DES MARCHÉS

SIGNE de la crise profonde que traverse l'Argentine, où, vendredi 26 avril, Roberto Lavagna a été nommé ministre de l'économie, la devise du pays, qui fluctue librement depuis l'abandon de la convertibilité fixe du peso contre dollar (à raison de 1 pour 1) le 6 janvier, s'est effondrée jeudi 25 avril jusqu'à 3,13 pesos pour 1 dollar, avant de se stabiliser à ce niveau.

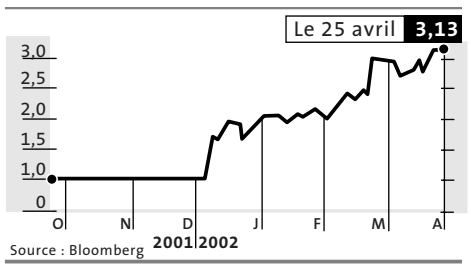
PAS DE RETOUR AU CHANGE FIXE

Après la démission, mardi 23 avril, de Jorge Remes Lenicov, le prédécesseur de M. Lavagna, le gouvernement argentin du président Eduardo Duhalde a envisagé d'imposer un nouveau change fixe du peso par rapport au dollar pour une période de 90 jours, selon l'Agence France Presse (AFP). Refusant le flottement libre de la monnaie argentine tel que le souhaite le Fonds monétaire international, M. Duhalde déclarait mercredi soir qu'un nouvel ancrage du peso au dollar était « *possible* » sans préciser à quel taux. La presse spécialisée estimait que la monnaie argentine pourrait être cotée à 3,50 pesos pour 1 dollar. M. Lavagna était toutefois peu favorable à un tel retour au système de change fixe. A l'issue d'une journée de travail qui a réuni, dimanche, le président, les gouverneurs de province et le ministre de l'économie, un porte-parole a indiqué à l'AFP que le chef de l'Etat avait demandé à M. Lavagna « *une politique des changes qui vise à la stabilité* ». Stabilité qui « *peut être atteinte sans fixer un taux fixe ou une convertibilité* ». Lundi devait être une journée test pour l'Argentine avec la réouverture des banques et du marché des changes, fermés depuis le 19 avril.

QUEL SYSTÈME POUR LES PAYS ÉMERGENTS ?

Dans une étude récente, Patrick Artus, responsable de la recherche de CDC Ixis Capital Markets, examine la pertinence de différents choix de régime de change pour les pays émergents. Il existe de nombreux systèmes de change : fixité avec contrôle des capitaux (Chine, Malaisie), flexibilité (Brésil, Chili, Corée, Thaïlande, Taïwan...), dollarisation (Equateur, Panama) ; *currency board* – lien fixe avec le dollar – (Estonie, Hongkong, Argentine avant la crise). « *Certains économistes préconisent la dollarisation, d'autres la création d'unions monétaires régionales*, indique l'étude. *Il existe des partisans des "solutions en coin", parfaite flexibilité ou fixité crédible (par exemple avec dollarisation) ; mais aussi des "solutions intermédiaires" (flexibilité contrôlée avec interventions de change). Enfin, se développe la théorie selon laquelle le même régime de change n'est pas désirable à toutes les périodes, et qu'il faut donc pouvoir sortir d'un régime donné.* » La conclusion de M. Artus est « *que la flexibilité contrôlée est un meilleur régime de change que la dollarisation, le* currency board *ou l'union monétaire dans des régions peu intégrées économiquement* », « *que tout régime coordonné de change passe d'abord par une coordination des autres politiques et une surveillance multilatérale* » et enfin « *que les obstacles à l'entrée des capitaux évitent aux pays émergents de devoir compenser les effets de flux de capitaux internationaux considérables* ». Malheureusement, ces obstacles ne sont pas envisageables pour les pays qui manquent d'épargne.

DOLLAR CONTRE PESO



RISQUE ACCRU POUR LES BANQUES

Les provisions pour risque, faites en 2001 par les banques étrangères qui ont un réseau bancaire en Argentine, seront « *probablement insuffisantes à moins de trouver une stratégie de sortie* » du pays, a indiqué l'agence de notation Standard & Poor's (S & P) vendredi. « *Alors que le système bancaire argentin continue de s'affaiblir, l'impact négatif de la crise sur les banques détenues par des investisseurs étrangers continue de croître* », écrit Jesus Martinez, directeur chez S & P à Madrid. Selon lui, les provisions faites au premier trimestre par Citigroup constituent un indicateur avancé « *des pertes économiques à venir* ».

La banque a passé une provision de plus de 816 millions de dollars (906 millions d'euros) au premier trimestre 2002 sur le risque argentin. « *Pour les banques qui ne vendent pas ou ne transfèrent pas leurs opérations aux autorités de régulation, les provisions pourraient continuer à augmenter si la situation économique ne s'améliore pas* », indique M. Martinez. « *Tant que les banques maintiendront leur présence dans le pays, une crise prolongée fait augmenter la probabilité que les maisons mères doivent injecter des liquidités* », ajoute-t-il, citant l'exemple de la banque espagnole BBVA qui a versé 150 millions de dollars à sa filiale argentine.

Cécile Prudhomme

LES BOURSES DANS LE MONDE 29/4, 9h41

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	**4968,07** *29/4*	-0,65	**5467,31** *19/3*	**4706,00** *20/2*	**24,50**
	Euro Neu Markt Price IX	**874,64** *29/4*	-1,23	**1212,43** *4/1*	**881,76** *25/4*	
AUTRICHE	Austria traded	**1306,88** *29/4*	-0,67	**1338,41** *18/4*	**1109,88** *9/1*	**14,00**
BELGIQUE	Bel 20	**2790,15** *29/4*	-0,84	**2906,75** *24/4*	**2609,61** *15/1*	**13,70**
DANEMARK	Horsens Bnex	**251,80** *29/4*	0,35	**280,92** *26/3*	**248,53** *25/4*	
ESPAGNE	Ibex 35	**8106,10** *29/4*	-0,93	**8608,50** *4/1*	**7628,00** *22/2*	**18,80**
FINLANDE	Hex General	**6766,56** *29/4*	-2,08	**9224,38** *4/1*	**6580,85** *25/4*	**16,90**
FRANCE	CAC 40	**4418,09** *29/4*	-0,79	**4720,04** *4/1*	**4210,29** *20/2*	**20,40**
	Mid CAC	**2123,11** *26/4*	0,25	**2176,90** *2/4*	**1929,16** *2/1*	**15,10**
	SBF 120	**3088,66** *29/4*	-0,73	**3263,90** *28/3*	**2924,73** *20/2*	**20,50**
	SBF 250	**2952,04** *26/4*	-0,03	**3081,89** *28/3*	**2782,54** *20/2*	**20,30**
	Indice second marché	**2549,63** *26/4*	0,70	**2553,77** *19/4*	**2287,72** *2/1*	**15,10**
	Indice nouveau marché	**991,15** *29/4*	-1,11	**1175,41** *7/1*	**980,76** *22/2*	
GRÈCE	ASE General	**2225,14** *29/4*	0,00	**2655,07** *3/1*	**2160,28** *16/4*	**14,60**
IRLANDE	Irish Overall	**5111,10** *29/4*	-0,45	**6085,03** *18/1*	**4611,80** *20/3*	**12,30**
ITALIE	Milan Mib 30	**31925,00** *29/4*	-0,69	**33548,00** *17/4*	**29542,00** *20/2*	**20,70**
LUXEMBOURG	Lux Index	**1129,60** *26/4*	-0,76	**1169,48** *14/1*	**1103,43** *6/3*	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	**504,83** *29/4*	-0,87	**531,45** *18/4*	**475,19** *22/2*	**17,50**
PORTUGAL	PSI 20	**7589,44** *29/4*	-0,06	**7998,50** *4/1*	**7161,66** *25/2*	**18,00**
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	**5136,90** *29/4*	-0,43	**5362,29** *4/1*	**5015,50** *20/2*	**17,50**
	FTSE techMark 100 index	**1061,64** *29/4*	-1,39	**1569,61** *4/1*	**1072,18** *26/4*	**110,80**
SUÈDE	OMX	**707,62** *29/4*	-1,42	**878,88** *4/1*	**680,86** *25/4*	**23,40**
EUROPE						
HONGRIE	Bux	**8702,14** *26/4*	1,08	**8917,21** *22/4*	**7052,97** *3/1*	
ISLANDE	ICEX 15	**1314,40** *26/4*	-0,15	**1413,86** *21/3*	**1142,62** *7/1*	
POLOGNE	WSE Wig index	**15162,70** *26/4*	0,69	**16423,34** *25/1*	**13842,30** *2/1*	**199,00**
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	**455,80** *29/4*	-0,50	**458,10** *26/4*	**384,60** *2/1*	
RUSSIE	RTS	**391,51** *27/4*	2,91	**393,94** *26/4*	**267,70** *3/1*	
SUISSE	Swiss market	**6507,80** *29/4*	-0,34	**6723,10** *18/4*	**6059,10** *6/2*	**18,50**
TURQUIE	National 100	**11669,03** *29/4*	-3,09	**15071,83** *8/1*	**10443,80** *18/3*	**10,70**
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	**419,68** *19/4*	4,78	**471,33** *6/2*	**323,69** *2/1*	
BRÉSIL	Bovespa	**13075,54** *26/4*	-1,12	**14495,28** *18/3*	**12300,70** *30/1*	**9,40**
CANADA	TSE 300	**7629,62** *26/4*	-0,74	**7992,70** *7/3*	**7402,70** *20/2*	**20,40**
CHILI	Ipsa	**95,56** *26/4*	0,20	**102,37** *4/1*	**94,80** *20/2*	
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	**9910,72** *26/4*	-1,15	**10673,09** *19/3*	**9529,45** *30/1*	**21,60**
	Nasdaq composite	**1663,89** *26/4*	-2,83	**2098,87** *9/1*	**1663,78** *26/4*	**44,60**
	Nasdaq 100	**1250,89** *26/4*	-3,82	**1710,22** *9/1*	**1250,81** *26/4*	**40,60**
	Wilshire 5000	**10208,26** *26/4*	-1,34	**10983,40** *19/3*	**10040,54** *20/2*	
	Standards & Poors 500	**1076,32** *26/4*	-1,34	**1176,96** *7/1*	**1074,35** *20/2*	**20,40**
MEXIQUE	IPC	**7491,78** *26/4*	0,24	**7611,12** *11/4*	**6365,72** *14/1*	**12,80**
ASIE-OCÉANIE						
AUSTRALIE	All ordinaries	**3304,20** *29/4*	-0,75	**3443,89** *14/2*	**3301,50** *12/4*	
CHINE	Shangaï B	**144,61** *26/4*	3,28	**171,72** *4/1*	**121,09** *23/1*	**21,40**
	Shenzen B	**226,81** *26/4*	3,29	**265,91** *4/1*	**182,43** *23/1*	**14,30**
CORÉE DU SUD	Composite	**869,65** *26/4*	-0,34	**943,54** *22/4*	**690,36** *2/1*	
HONG KONG	Hang Seng	**11824,28** *29/4*	-0,89	**11919,41** *7/1*	**10387,49** *1/3*	**17,20**
	All ordinaries	**4957,99** *29/4*	-0,64	**5104,37** *7/1*	**4548,50** *7/2*	
INDE	Bombay SE 30	**394,87** *26/4*	-1,53	**415,77** *5/4*	**339,26** *1/1*	**1,30**
ISRAËL	Tel Aviv 100	**370,90** *25/4*	-0,56	**468,92** *7/1*	**370,90** *25/4*	
JAPON	Nikkei 225	**11541,39** *26/4*	-0,92	**12034,04** *11/3*	**9420,85** *6/2*	**29,30**
	Topix index	**1087,23** *26/4*	-1,01	**1128,35** *11/3*	**921,08** *6/2*	**35,00**
MALAISIE	KL composite	**791,33** *29/4*	-1,25	**816,94** *23/4*	**681,50** *2/1*	**16,50**
NOUVELLE-ZÉLANDE	All ordinar.	**740,71** *29/4*	0,11	**771,18** *4/2*	**735,66** *26/4*	
SINGAPOUR	Straits Time	**1707,90** *29/4*	-1,18	**1848,99** *5/3*	**1606,09** *2/1*	**21,10**
TAÏWAN	Weighted	**6306,93** *26/4*	-1,55	**6484,93** *22/4*	**5375,39** *17/1*	**22,00**
THAILANDE	Thaï SE	**372,38** *29/4*	-1,08	**396,70** *8/3*	**302,38** *2/1*	
AFRIQUE						
AFRIQUE DU SUD	All share	**11152,70** *29/4*	-0,06	**11472,09** *22/4*	**10138,29** *30/1*	**10,30**
COTE D'IVOIRE	BVRM	**70,11** *25/4*		**77,38** *2/1*	**70,08** *22/3*	

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : Jacques Chahine Finances ; données : la Cote Bleue.
n/d : valeur non disponible.

EUROPE Lundi 29 avril 9h42

INDICES

SECTEURS EURO STOXX

	Indice	% var.
EURO STOXX 50	**3524,23**	-1,03
AUTOMOBILE	**226,57**	-1,09
BANQUES	**291,34**	-0,74
PRODUIT DE BASE	**199,35**	-0,69
CHIMIE	**349,34**	-1,16
TÉLÉCOMMUNICATIONS	**386,66**	-0,58
CONSTRUCTION	**237,73**	-0,32
CONSOMMATION CYCLIQUE	**131,75**	-1,02
PHARMACIE	**471,00**	-0,62
ÉNERGIE	**339,40**	-0,97
SERVICES FINANCIERS	**233,76**	-0,65
ALIMENTATION ET BOISSON	**248,54**	-0,60
BIENS D'ÉQUIPEMENT	**361,94**	-0,39
ASSURANCES	**314,49**	-0,47
MÉDIAS	**258,36**	-0,86
BIENS DE CONSOMMATION	**384,15**	-0,74
COMMERCE ET DISTRIBUTION	**269,82**	-1,21
HAUTE TECHNOLOGIE	**393,71**	-2,40
SERVICES COLLECTIFS	**293,37**	-0,54

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

	Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	NL	**21,92**	-0,77
AEGON NV	NL	**26,08**	-0,04
AIR LIQUIDE	FR	**165,90**	-0,48
ALCATEL A	FR	**14,14**	-1,67
ALLIANZ N	AL	**262,20**	-0,17
AVENTIS	FR	**77,20**	-0,71
AXA	FR	**23,40**	-1,06
BASF AG	AL	**44,84**	-0,86
BAYER	AL	**35,93**	-3,10
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	**38,81**	-0,74
BBVA	ES	**12,93**	-1,15
BNP PARIBAS	FR	**57,40**	-0,17
BSCH	ES	**9,89**	-1,59
CARREFOUR	FR	**48,55**	-0,84
DAIMLERCHRYSLER N	AL	**49,92**	-1,19
DANONE	FR	**144,10**	-0,69
DEUTSCHE BANK AG	AL	**71,25**	-0,70
DEUTSCHE TELEKOM	AL	**14,84**	0,27
E.ON	AL	**56,80**	-0,35
ENDESA	ES	**17,02**	-0,70
ENEL	IT	**6,60**	0,00
ENI SPA	IT	**16,67**	-0,66
FORTIS	BE	**25,06**	-0,48
FRANCE TELECOM	FR	**27,76**	-0,57
GENERALI ASS.	IT	**27,25**	-0,55
ING GROEP CVA	NL	**29,06**	-0,79
KONINKLIJKE AHOLD	NL	**27,28**	-0,80
L'OREAL	FR	**84,75**	-0,70
LVMH	FR	**57,10**	-0,26
MUENCHENER RUECKV	AL	**271,97**	-0,56
NOKIA OYJ	FI	**17,61**	-3,61
PINAULT PRINTEMPS	FR	**126,30**	-0,86
REPSOL YPF	ES	**13,50**	-1,17
ROY.PHILIPS ELECTR	NL	**32,90**	-2,11
ROYAL DUTCH PETROL	NL	**57,35**	-1,12
RWE	AL	**41,63**	-0,57
SAINT GOBAIN	FR	**188,10**	-0,37
SANOFI-SYNTHELABO	FR	**70,15**	-0,14
SANPAOLO IMI	IT	**12,57**	-0,55
SIEMENS	AL	**64,78**	-2,13
SOCIETE GENERALE A	FR	**75,40**	-0,53
SUEZ	FR	**32,39**	-1,19
TELECOM ITALIA	IT	**8,80**	-0,79
TELEFONICA	ES	**12,16**	-0,65
TIM	IT	**4,87**	-1,02
TOTAL FINA ELF	FR	**165,20**	-0,96
UNICREDITO ITALIAN	IT	**5,15**	-0,39
UNILEVER CVA	NL	**68,20**	-0,44
VIVENDI UNIVERSAL	FR	**36,26**	-1,33
VOLKSWAGEN	AL	**53,40**	-1,29

ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

FRANCFORT

26/4 : 139 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
MANAGT DATA MEDIA	0,09	28,57
AECO	0,18	28,57
D.LOGISTICS AG	2,17	24,00
SOFTMATIC AG	0,16	23,08
CAPITALSTAGE	4,10	20,59
KLING JELKO	1,30	20,37
M&S ELEKTRONIK	0,06	20,00
Plus mauvaises performances		
REFUGIUM HOLDING A	0,05	-37,50
CAMELOT	0,50	-35,90
INFOMATEC	0,08	-27,27
CARRIER ONE	0,08	-20,00
TISCON AG	1,35	-19,16
CONSORS DISC BRKER	9,50	-17,32
IPC ARCHTEC	3,25	-17,09

TOKYO

26/4 : 502 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (¥)	% var.
Meilleures performances		
AICHI CORP	242,00	26,04
CO-OP CHEMICAL CO	93,00	19,23
ORIGINAL ENG CONS	669,00	18,41
V TECHNOLOGY	464,00	16,29
JUNTENDO	185,00	15,63
NITTOC CONST	430,00	14,06
TOKICO LTD	270,00	13,92
Plus mauvaises performances		
HOKO FISHING	12,00	-71,43
NIPPON KAKOH SEISH	30,00	-21,05
HASEKO CORP	21,00	-16,00
NIPPON YAKIN KOGYO	36,00	-12,20
DOW CHEMICAL	4100,00	-12,02
SHIRAISHI	232,00	-10,77
SUMIKURA INDL	18,00	-10,00

NEW YORK

Séance du 26/4

NYSE
1361 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture ($)	% var.
3M	124,40	-1,99
AM INTL GRP	68,71	0,51
ALCOA	34,64	-0,63
AOL TIME WARNER	18,72	-3,90
AMERICAN EXPRESS	42,05	-0,87
AT & T	13,30	-1,78
BOEING CO	41,51	-0,95
BRISTOL MYERS SQUI	29,32	-1,97
CATERPILLAR	54,15	1,31
CITIGROUP	43,05	-1,97
COCA-COLA	54,45	-0,82
COLGATE PALMOLIVE	55,09	-0,84
COMPAQ COMPUTER	10,15	-3,06
DOW CHEMICAL	31,20	1,17
DUPONT DE NEMOURS	43,90	-0,63
EASTMAN KODAK	32,60	-1,69
ENDESA ADR	15,26	0,79
EXXON MOBIL	40,00	-1,33
FORD MOTOR	16,30	0,00
GENERAL ELECTRIC	31,50	-1,53
GENERAL MOTORS	64,52	-0,45
GILLETTE CO	35,46	0,08
HEWLETT PACKARD	16,96	-2,47
HOME DEPOT INC	48,09	-1,11
HONEYWELL INTL	36,92	-2,04
IBM	84,71	-2,18
INTL PAPER	40,35	-0,30
JOHNSON & JOHNSON	63,61	0,44
J.P.MORGAN CHASE	34,99	-0,34
LUCENT TECHNOLOGIE	4,66	-3,94
MC DONALD'S CORP	28,23	-0,39
MERCK AND CO	54,47	-0,75
MOTOROLA	15,00	0,40
NORTEL NETWORKS	5,46	-5,52
PEPSICO	52,23	-0,32
PFIZER INC	36,76	-2,00
PHILIP MORRIS	54,84	0,02
PROCTER AND GAMBLE	89,80	0,60
SBC COMMUNICATIONS	31,40	-1,72
TEXAS INSTRUMENTS	30,41	-3,40
UNITED TECHNOLOGIE	68,35	-1,17
WAL-MART STORES	55,80	-2,14
WALT DISNEY COMPAN	24,10	-3,68

NASDAQ
1894 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture ($)	% var.
ALTERA CORP	20,00	-4,53
AMAZON.COM	16,91	0,65
AMGEN INC	53,84	-2,36
APPLIED MATERIALS	23,77	-5,71
BED BATH & BEYOND	36,35	-1,44
CISCO SYSTEMS	13,91	-4,46
COMCAST A SPECIAL	26,81	-0,70
CONCORD EFS	30,51	-4,95
DELL COMPUTER	25,88	-3,28
EBAY	49,70	-4,04
FLEXTRONICS INTL	13,46	0,07
GEMSTAR TV GUIDE	9,37	-15,89
GENZYME	39,12	-2,50
IMMUNEX	27,36	-3,01
INTEL CORP	28,12	-3,37
INTUIT	38,15	-1,98
JDS UNIPHASE	4,53	-9,74
LINEAR TECHNOLOGY	37,74	-3,01
MAXIM INTEGR PROD	48,19	-3,47
MICROSOFT	51,50	-4,04
ORACLE CORP	10,13	-3,14
PAYCHEX	37,33	-1,65
PEOPLESOFT INC	21,26	-2,83
QUALCOMM INC	30,65	-5,37
SIEBEL SYSTEMS	22,59	-7,17
SUN MICROSYSTEMS	8,05	-3,81
VERITAS SOFTWARE	26,22	-3,92
WORLDCOM	3,27	-7,37
XILINX INC	36,83	-4,40
YAHOO INC	14,50	1,11

LONDRES

26/4 : 2050 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (£)	% var.
Meilleures performances		
SCOOT.COM	0,01	20,48
MARCONI	0,07	11,36
QXL RICARDO	0,01	4,21
UNILEVER	5,99	3,63
DE VERE GROUP	3,81	3,61
ARRIVA PLC	3,50	3,24
SMITH & NEPHEW	4,06	2,92
Plus mauvaises performances		
CMG PLC	1,90	-11,63
PSION PLC	0,49	-7,55
MMO2	0,44	-7,37
CAMBRIDGE ANTIBODY	11,75	-6,60
BALTIMORE TECHNOL	0,08	-6,25
MISYS PLC	2,61	-6,21
IQE	1,16	-6,10

PARIS

26/4 : volume d'échange non disponible

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
RODRIGUEZ GROUP	64,75	6,50
WAVECOM	40,20	6,35
VALTECH	1,54	4,76
COMPLETEL EUROPE	0,54	3,85
INGENICO	26,01	3,58
GEMPLUS INTL	1,82	2,82
TF1	33,13	2,79
Plus mauvaises performances		
EQUANT	10,88	-6,04
EASY ETF EURO TELE	392,00	-4,65
SONY	60,60	-4,04
EASY ETF EURO ENER	342,70	-4,03
THOMSON MULTIMEDIA	30,35	-3,80
BUSINESS OBJECTS	36,45	-3,57
CARBONE LORRAINE	37,65	-3,44

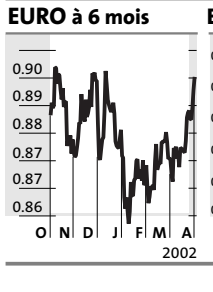
MARCHÉ DES CHANGES 29/4, 9h41

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK ($)		0,78280	**0,90155**	1,45930	0,61585
TOKYO (¥)	127,77000		**115,19000**	186,42555	78,67350
PARIS (€)	1,10915	0,86820		1,61845	0,68305
LONDRES (£)	0,68525	0,53640	**0,61765**		0,42200
ZURICH (FR. S.)	1,62400	1,27110	**1,46405**	2,36980	

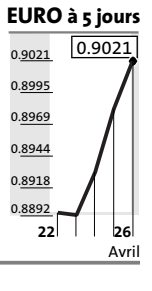
COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4307	7,4317
COURONNE NORVÉG.	7,5576	7,5586
COURONNE SUÉDOISE	9,2397	9,2407
COURONNE TCHÉQUE	30,0695	30,5271
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6590	1,6600
DOLLAR CANADIEN	1,4082	1,4092
DOLLAR HONGKONG	7,0287	7,0297
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.	2,0033	2,0065
FORINT HONGROIS	241,4938	242,2237
LEU ROUMAIN	29910,0000	29970,0000
ROUBLE	28,1730	28,1980

EURO à 6 mois



EURO à 5 jours



TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 29/4

	Taux j.le j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,30	3,39	5,18	5,48
ROYAUME-UNI	4,25	4,15	5,19	5,10
ITALIE	3,30	3,39	5,34	5,75
ALLEMAGNE	3,30	3,39	5,13	5,56
JAPON	0,05	0,08	1,37	2,06
ÉTATS-UNIS	1,81	1,92	5,15	5,95
SUISSE	1,53	1,54	3,46	3,94

MARCHÉS A TERME LE 29/4, 9h42

	Echéance	Premier prix	Dernier prix	Contrats ouverts
PARIS				
CAC 40 TER.	4/2	4435,00	4419,00	545441
EURO NOTIO.	6/2	87,60	87,55	725
EURO ST. 50	6/2	NC	NC	4820
FRANCFORT				
BUND 10 ANS	6/2	106,44	106,23	667905
LONDRES				
EURIBOR 3M.	6/2	96,55	96,54	449363
NEW YORK				
DOW JONES	6/2	10055,00	9869,00	28059
S. & POORS	6/2	1095,50	1071,50	472728

TAUX COURANTS

Taux de base bancaire	6,60 %
Taux des oblig. des sociétés privées	5,05 %
Taux d'intérêt légal	4,26 %
Crédit immobilier à taux fixe	
taux effectif moyen	6,05 %
usure	8,07 %
Crédit immobilier à taux variable	
taux effectif moyen	6,00 %
usure	8,00 %
Crédit consommation (- de 1 524 euros)	
taux effectif moyen	15,74 %
usure	20,99 %
Crédit renouvelable, découverts	
taux effectif moyen	12,90 %
usure	17,20 %
Crédit consommation (+ de 1 524 euros)	
taux effectif moyen	8,19 %
usure	10,92 %
Crédit aux entreprises (+ de 2ans)	
moyenne taux variable	5,59 %
usure taux variable	7,45 %
moyenne taux fixe	6,11 %
usure taux fixe	8,15 %

(Taux de l'usure : taux maximum légal)

OR

LUNDI 29 AVRIL 9h42

	Cours	% var.
OR FIN KILO BARRE	**10900,00**	0,00
OR FIN LINGOT	**11000,00**	1,38
ONCE D'OR EN DOLLAR	**306,60**	0,79
PIÈCE 20 FR. FRANCAIS	**63,00**	0,64
PIÈCE 20 FR. SUISSE	**63,00**	0,80
PIÈCE UNION LAT. 20	**62,60**	0,16
PIÈCE 10 US$	**190,25**	0,00
PIÈCE 20 US$	**400,00**	0,00
PIÈCE 50 PESOS MEXICAINS	**410,00**	1,74

DENRÉES

LUNDI 29 AVRIL 9h42

	Cours	% var.
BLE ($ CHICAGO)	**266,00**	-0,84
CACAO ($ NEW YORK)	**1510,00**	0,53
CAFE (£ LONDRES)	**505,00**	0,57
COLZA (€ PARIS)	**235,00**	0,53
MAÏS ($ CHICAGO)	**203,00**	0,00
ORGE (£ LONDRES)	**53,50**	-0,84
JUS D'ORANGE ($ NEW YORK)	**0,90**	0,39
SUCRE BLANC (£ LONDRES)	**183,80**	-1,23
SOJA TOURT. ($ CHICAGO)	**158,50**	-2,10

MÉTAUX

LUNDI 29 AVRIL 9h42	Cours	% var.
LONDRES		
ALUMINIUM COMPTANT ($)	**1376,50**	0,33
ALUMINIUM À 3 MOIS ($)	**1397,00**	0,28
CUIVRE COMPTANT ($)	**1602,25**	0,53
CUIVRE À 3 MOIS ($)	**1619,04**	0,48
ETAIN COMPTANT ($)	**4107,00**	1,53
ETAIN À 3 MOIS ($)	**4140,00**	1,44
NICKEL COMPTANT ($)	**7120,00**	0,57
NICKEL À 3 MOIS ($)	**7139,90**	0,52
PLOMB COMPTANT ($)	**472,75**	0,91
PLOMB À 3 MOIS ($)	**484,02**	0,81
ZINC COMPTANT ($)	**811,00**	0,62
ZINC À 3 MOIS ($)	**829,90**	0,63
NEW YORK		
ARGENT À TERME ($)	**472,50**	0,53
PLATINE À TERME ($)	**547,00**	-0,73

PÉTROLE

LUNDI 29 AVRIL 9h42	Cours	% var.
BRENT (LONDRES)	**25,89**	0,27
WTI (NEW YORK)	**27,05**	1,31
LIGHT SWEET CRUDE	**27,05**	1,31

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANCAISES

Lundi 29 avril 9h30

Valeur		Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ACCOR	◗	44,26	44,42	-0,36	8,40	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE		40,00	40,00	n/d	8,40	40,05	30,34	1,20	3610
AGF	◗	55,10	54,90	0,36	2,22	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	◗	20,02	20,28	-1,28	21,77	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	◗	165,80	166,70	-0,54	5,33	174,00	149,80	3,00	12007
ALCATEL A	◗	14,00	14,38	-2,64	-27,08	21,62	13,33	0,16	13000
ALCATEL O		5,07	5,29	-4,16	-34,32	9,62	5,00	0,10	13015
ALSTOM	◗	14,16	14,37	-1,46	13,37	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	◗	57,25	57,55	-0,52	12,80	66,40	48,50	0,14	3463
ARBEL#		5,25	5,20	0,96	69,35	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP		196,00	197,70	-0,86	22,88	201,00	160,00	22,85	4524
ASF	◗	27,25	27,31	-0,22	n/d	27,44	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	◗	81,90	83,20	-1,56	11,35	94,40	71,15	n/d	5173
AVENTIS	◗	77,00	77,75	-0,96	-3,44	85,95	73,90	0,50	13046
AXA	◗	23,37	23,65	-1,18	-0,42	26,09	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ		n/d	118,80	n/d	35,00	121,90	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA		141,70	141,80	-0,07	17,01	141,80	122,50	7,16	12018
BEGHIN SAY	◗	44,20	44,27	-0,16	8,33	45,50	39,20	n/d	4455
BIC	◗	42,50	42,60	-0,23	10,79	44,66	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	◗	57,20	57,50	-0,52	13,83	60,45	49,77	2,25	13110
BOLLORE	◗	261,00	260,20	0,31	8,65	262,00	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.		51,65	52,50	-1,62	0,58	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAIN		49,00	49,67	-1,35	8,88	50,00	41,70	1,40	12010
BOUYGUES	◗	33,19	33,24	-0,15	-9,80	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	◗	47,50	47,45	0,11	18,60	49,50	38,60	1,10	13070
BULL#	◗	0,82	0,82	n/d	-33,33	1,36	0,81	n/d	5260
BURELLE (LY)		54,45	54,80	-0,64	9,71	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	◗	35,60	36,45	-2,33	-5,19	51,00	35,60	n/d	12074
CANAL +	◗	3,74	3,72	0,54	4,46	3,90	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI	◗	63,70	64,50	-1,24	-21,45	90,70	61,90	0,40	12533
CARBONE-LORRAINE	◗	37,35	37,65	-0,80	24,50	39,48	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	◗	48,62	48,96	-0,69	-16,74	58,80	48,51	0,56	12017
CASINO GUICH.ADP		64,50	66,00	-2,27	3,20	67,30	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	◗	87,15	88,60	-1,64	0,57	89,90	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	◗	61,60	61,80	-0,32	6,48	63,90	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)		74,40	74,45	-0,07	-5,04	90,50	70,00	2,00	12470
CEREOL	◗	33,41	33,51	-0,30	17,43	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR	◗	33,01	33,01	n/d	7,17	33,01	30,70	n/d	4457
CFF.RECYCLING		45,41	45,00	0,91	13,52	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP	◗	32,20	32,20	n/d	n/d	38,30	31,20	n/d	12102
CHARGEURS		85,00	86,50	-1,73	13,40	88,00	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	◗	43,50	43,71	-0,48	26,19	45,55	32,50	0,28	13040
CIC -ACTIONS A		123,50	123,00	0,41	2,48	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTS FRANCAIS	◗	50,35	50,40	-0,10	4,89	52,50	46,20	1,40	12098
CLARINS	◗	68,00	67,00	1,49	7,25	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	◗	43,90	44,60	-1,57	7,07	56,40	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES	◗	39,90	40,30	-0,99	11,76	40,50	33,60	1,08	12022
COFACE SVN CA	◗	60,55	60,45	0,17	27,74	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP		n/d	169,90	n/d	6,85	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS		74,70	74,50	0,27	17,91	74,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.		40,70	41,00	-0,73	-8,94	46,90	40,00	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	◗	23,35	23,47	-0,51	31,25	24,00	17,58	n/d	4507
CRED.FON.FRANCE		16,00	16,00	n/d	10,04	16,00	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	◗	45,70	46,01	-0,67	21,86	48,80	36,14	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES		11,95	12,10	-1,24	43,97	12,20	7,60	n/d	7896
DAMART		106,00	106,10	-0,09	31,51	108,00	79,50	3,80	12049
DANONE	◗	144,70	145,10	-0,28	5,62	147,80	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION		n/d	360,00	n/d	13,56	381,00	284,90	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES	◗	49,89	49,70	0,38	-7,61	59,40	47,60	0,31	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #		14,75	14,40	2,43	2,43	15,00	14,25	0,55	12423
DEVEAUX(LY)#		71,00	70,10	1,28	-11,80	77,80	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN		n/d	77,00	n/d	26,22	77,00	61,10	2,74	3747
DMC (DOLLFUS MI)		9,60	9,53	0,73	28,17	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACTION		29,20	29,00	0,69	8,55	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	◗	91,60	92,00	-0,43	33,91	92,00	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR		23,73	23,73	n/d	5,46	24,90	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA	◗	8,82	8,82	n/d	9,42	9,88	8,05	0,07	12127
ENTENIAL(EX CDE)		31,60	31,73	-0,41	24,65	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET		38,50	38,86	-0,93	11,27	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	◗	44,90	45,30	-0,88	32,25	45,30	31,20	3,90	12166
ESSO		90,10	90,20	-0,11	12,34	96,80	79,50	2,75	12066
EULER	◗	43,01	43,44	-0,99	1,20	47,40	40,60	1,40	12130
EURAZEO	◗	59,45	59,50	-0,08	-7,03	63,85	57,60	0,48	12112
EURO DISNEY SCA	◗	0,90	0,91	-1,10	2,27	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL	◗	1,03	1,02	0,98	-8,84	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA	◗	54,80	55,00	-0,36	-7,11	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NY)	◗	116,00	115,90	0,09	19,52	121,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC	◗	47,25	47,79	-1,13	17,24	49,75	40,01	0,90	3794
FINAXA		n/d	96,00	n/d	21,28	107,50	68,00	2,20	3313
FONC.LYON.#		31,88	31,84	0,13	19,40	32,50	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM	◗	27,68	27,92	-0,86	-38,35	48,16	27,00	1,00	13330
FROMAGERIES BEL		109,40	102,00	7,25	9,45	118,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE	◗	144,90	142,50	1,68	-5,23	168,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #		49,20	49,00	0,41	19,41	53,00	39,00	0,57	3489
GECINA	◗	95,50	95,60	-0,10	4,37	95,75	90,00	3,34	13151
GENERALE DE SANTE		17,15	17,35	-1,15	19,42	17,85	13,71	n/d	4447
GEOPHYSIQUE	◗	45,00	45,39	-0,86	27,65	47,27	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE	◗	11,15	11,19	-0,36	-7,46	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION CA#	◗	17,86	17,84	0,11	17,11	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE		79,50	79,45	0,06	7,14	81,90	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #		74,50	74,50	n/d	0,33	82,85	63,00	1,68	5354
GR.ZANNIER (LY) #		81,00	80,30	0,87	3,05	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE	◗	84,95	85,25	-0,35	-0,05	87,70	79,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING	◗	9,06	9,16	-1,09	11,43	11,00	7,82	0,17	12188
IMERYS	◗	125,90	125,60	0,24	16,79	135,40	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE		n/d	20,92	n/d	-4,90	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.		n/d	125,70	n/d	n/d	132,50	118,00	n/d	5793
INFOGRAMES ENTER.	◗	10,23	10,19	0,39	-21,00	15,98	9,57	n/d	5257
INGENICO	◗	25,95	26,01	-0,23	14,82	28,50	22,50	0,10	12534
ISIS		173,00	173,30	-0,17	9,49	177,00	137,00	n/d	12000
JC DECAUX	◗	14,00	13,90	0,72	11,55	14,50	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD		21,00	21,15	-0,71	27,27	22,00	16,21	0,82	12105
KLEPIERRE	◗	119,80	119,90	-0,08	11,64	123,40	108,20	3,10	12196
LAFARGE	◗	105,20	105,50	-0,28	0,28	108,10	96,85	2,20	12053
LAGARDERE	◗	50,30	50,40	-0,20	7,02	54,85	41,92	0,78	13021
LAPEYRE		n/d	62,00	n/d	40,08	62,50	44,10	1,08	13051
LEBON (CIE)		56,00	55,80	0,36	11,55	56,00	48,75	2,30	12129
LEGRAND ORD.		n/d	171,90	n/d	19,37	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRAND ADP		n/d	140,50	n/d	13,30	143,20	110,00	1,50	12528
LEGRIS INDUST.	◗	23,00	23,03	-0,13	4,54	25,39	18,20	1,20	12590
LIBERTY SURF		3,44	3,59	-4,18	20,70	3,80	2,90	n/d	7508
LOCINDUS		135,00	135,10	-0,07	7,14	136,00	126,00	10,18	12135
L'OREAL	◗	84,65	85,35	-0,82	4,63	87,90	75,15	0,44	12032
LOUVRE #		73,00	73,50	-0,68	16,24	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA		n/d	12,80	n/d	-1,53	13,48	10,42	1,83	3630
LVMH MOET HEN.	◗	57,05	57,25	-0,35	24,83	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL	◗	61,40	61,00	0,66	n/d	72,80	60,00	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM.	◗	49,45	47,80	3,45	-9,09	57,60	47,34	n/d	6494
MATUSSIERE FOREST.		8,91	8,80	1,25	0,22	9,85	8,15	0,10	6057
MAUREL ET PROM		24,00	24,25	-1,03	54,83	24,98	15,10	0,91	5107
METALEUROP		3,87	3,87	n/d	25,64	4,90	3,15	0,61	12038
MICHELIN	◗	42,80	43,40	-1,38	15,51	45,05	36,36	0,80	12126
MONTUPET SA		15,22	15,25	-0,20	45,92	16,40	10,50	0,17	3704
NATEXIS BQ POP.	◗	92,10	92,30	-0,22	-4,95	97,50	87,30	2,50	12068
NEOPOST	◗	41,23	42,70	-3,44	26,00	44,50	32,31	n/d	12056
NEXANS	◗	21,20	21,25	-0,24	30,78	22,00	16,25	n/d	4444
NORBERT DENTRES.#		25,00	25,00	n/d	11,85	27,99	21,52	0,40	5287
NORD-EST		26,78	26,80	-0,07	-1,14	27,90	25,20	0,94	12055
NRJ GROUP	◗	23,90	23,80	0,42	14,13	26,00	17,90	0,28	12169
OBERTHUR CARD SYS.	◗	6,49	6,40	1,41	-27,48	9,40	5,62	n/d	12413
ORANGE	◗	6,38	6,49	-1,69	-37,32	10,74	6,21	n/d	7919
OXYG.EXT-ORIENT		411,80	417,50	-1,37	16,32	426,00	351,00	14,68	3117
PECHINEY ACT ORD A	◗	54,60	54,80	-0,36	-5,69	63,80	54,50	1,00	13290
PECHINEY B PRIV.		55,50	52,75	5,21	2,02	59,60	52,50	3,31	3640
PENAUILLE POLY.#	◗	31,75	31,50	0,79	-19,62	45,59	29,11	0,28	5338
PERNOD-RICARD	◗	99,20	99,95	-0,75	14,02	102,50	82,75	0,80	12069
PEUGEOT	◗	53,00	53,50	-0,93	10,99	58,15	43,42	5,00	12150
PINAULT-PRINT.RED.	◗	126,20	127,40	-0,94	-12,72	154,69	109,50	2,18	12148
PLASTIC OMN.(LY)		79,00	77,95	1,35	33,89	83,10	59,05	2,00	12457
PROVIMI	◗	21,51	21,50	0,05	0,89	23,78	20,16	n/d	4458
PSB INDUSTRIES LY		90,00	90,10	-0,11	0,55	92,70	85,00	3,50	6032
PUBLICIS GR. SA #	◗	35,01	35,25	-0,68	17,68	39,90	26,80	0,20	13057
REMY COINTREAU	◗	33,20	33,00	0,61	33,49	34,10	24,87	0,90	13039
RENAULT	◗	50,35	51,10	-1,47	27,11	57,35	39,30	0,91	13190
REXEL	◗	68,80	69,20	-0,58	4,32	75,40	58,60	1,61	12595
RHODIA	◗	12,15	12,22	-0,57	35,30	12,40	8,87	0,40	12013
ROCHETTE (LA)		12,17	12,18	-0,08	24,18	12,90	11,81	0,18	12580
ROUGIER #		63,95	63,90	0,08	12,09	64,50	57,00	3,05	3764
ROYAL CANIN	◗	142,30	142,40	-0,07	5,79	143,50	133,20	1,10	3153
RUE IMPERIALE (LY)		150,00	150,00	n/d	-3,22	182,00	146,30	21,19	12400
SADE (NY)		n/d	53,00	n/d	15,21	53,00	45,20	2,15	12431
SAGEM S.A.	◗	61,05	61,85	-1,29	-11,20	75,50	59,20	0,60	7327
SAINT-GOBAIN	◗	188,00	188,80	-0,42	10,91	194,80	161,00	4,30	12500
SALVEPAR (NY)		55,50	55,20	0,54	10,44	56,50	50,10	3,05	12435
SANOFI SYNTHELABO	◗	70,05	70,25	-0,28	-16,40	84,30	66,90	0,44	12057
SCHNEIDER ELECTRIC	◗	53,10	53,75	-1,21	-1,66	59,85	48,28	1,60	12197
SCOR SVN	◗	37,70	38,50	-2,08	6,46	46,80	31,50	1,70	13030
S.E.B.	◗	91,80	93,00	-1,29	46,52	95,85	61,00	1,90	12170
SEITA		54,00	54,40	-0,74	12,03	56,00	45,10	1,40	13230
SELECTIBAIL(EXSEL)		17,70	17,60	0,57	11,18	17,70	15,80	1,56	12599
SIDEL		35,00	34,41	1,71	-30,00	53,00	30,25	n/d	13060
SILIC		174,00	173,00	0,58	10,96	174,00	151,00	6,68	5091
SIMCO	◗	82,20	82,40	-0,24	6,06	82,50	76,10	2,60	12180
SKIS ROSSIGNOL		12,80	13,00	-1,54	-11,60	15,90	12,75	0,28	12041
SOCIETE GENERALE	◗	74,90	75,80	-1,19	19,17	79,35	60,05	2,10	13080
SODEXHO ALLIANCE	◗	43,83	44,10	-0,61	-8,70	49,70	42,65	0,56	12122
SOPHIA	◗	32,20	32,20	n/d	6,69	32,33	30,00	1,52	12077
SOPRA GROUP CB#	◗	51,75	53,00	-2,36	33,51	59,20	39,05	0,62	5080
SPIR COMMUNIC. #	◗	88,90	88,50	0,45	13,97	91,00	74,05	3,00	13173
SR TELEPERFORMANCE	◗	27,05	27,25	-0,73	15,10	29,68	21,56	0,15	5180
STERIA GROUPE #		35,00	34,32	1,98	17,44	38,80	28,06	0,48	7291
SUCR.PITHIVIERS		424,20	432,30	-1,87	10,12	444,00	361,10	12,00	3331
SUEZ	◗	32,25	32,78	-1,62	-5,14	34,90	30,80	3,30	12052
TAITTINGER		n/d	137,90	n/d	6,15	142,00	120,00	11,62	3720
TECHNIP-COFLEXIP	◗	153,50	154,60	-0,71	2,33	162,90	131,50	3,30	13170
TF1	◗	32,42	33,13	-2,14	14,19	36,88	24,94	0,65	5490
THALES	◗	40,81	40,87	-0,15	5,31	44,21	36,35	0,62	12132
THOMSON MULTIMEDIA	◗	30,04	30,35	-1,02	-12,92	37,15	28,50	n/d	18453
TOTAL FINA ELF	◗	165,30	166,80	-0,90	3,05	179,40	151,60	3,30	12027
TRANSICIEL #	◗	36,86	37,20	-0,91	6,25	40,56	31,50	0,50	6271
UBI SOFT ENTERTAIN	◗	30,75	31,50	-2,38	-18,00	39,97	29,46	n/d	5447
UNIBAIL (CA)	◗	64,00	64,50	-0,78	12,18	64,90	54,00	5,00	12471
UNILOG	◗	73,00	73,85	-1,15	6,80	90,00	68,00	0,39	3466
VALEO	◗	47,50	47,50	n/d	6,02	53,00	42,80	1,35	13033
VALLOUREC	◗	61,80	62,80	-1,59	16,05	66,65	53,50	1,30	12035
VINCI	◗	71,45	72,00	-0,76	8,52	74,90	61,30	1,65	12548
VIVARTE		136,80	141,00	-2,98	6,45	143,00	124,00	1,98	13041
VIVENDI ENVIRON.	◗	38,00	37,80	0,53	1,44	39,20	33,55	0,55	12414
VIVENDI UNIVERSAL	◗	36,35	36,75	-1,09	-40,89	64,40	35,31	1,00	12777
WANADOO	◗	6,08	6,09	-0,16	7,99	6,70	5,37	n/d	12415
WORMS & CIE NOM		20,55	20,75	-0,96	5,38	21,02	18,50	0,50	6336
ZODIAC	◗	27,65	27,65	n/d	35,60	28,00	20,40	5,20	12568

VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO

Valeur		Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ALTADIS	◗	22,83	23,00	-0,74	19,65	24,11	17,55	0,23	12975
AMADEUS PRIV. A	◗	7,46	7,55	-1,19	13,54	8,44	6,44	0,07	12823
ARCELOR	◗	15,10	15,30	-1,31	n/d	16,69	14,35	n/d	5786
B.A.S.F. #	◗	44,69	45,31	-1,37	5,67	48,29	40,10	1,47	12807
BAYER #	◗	36,01	37,09	-2,91	2,56	40,52	32,80	1,03	12806
COMPLETEL EUROPE	◗	0,52	0,54	-3,70	-55,17	1,30	0,48	n/d	5728
DEUTSCHE BANK #	◗	71,00	71,80	-1,11	-10,52	82,60	62,55	0,96	12804
DEXIA	◗	17,93	18,00	-0,39	10,67	18,88	14,99	3,23	12822
EADS(EX-AERO.MAT.)	◗	16,31	16,60	-1,75	19,57	17,45	12,52	0,38	5730
EQUANT N.V.	◗	10,72	10,88	-1,47	-20,35	14,95	8,97	n/d	12701
EURONEXT N.V	◗	23,40	23,39	0,04	10,11	23,50	19,02	0,26	5777
GEMPLUS INTL	◗	1,80	1,82	-1,10	-36,61	3,08	1,73	n/d	5768
NOKIA A	◗	17,59	18,15	-3,09	-38,71	30,32	17,04	0,27	5838
ROYAL DUTCH #	◗	57,30	57,75	-0,78	1,14	63,15	52,60	0,53	13950
ROYAL PHILIPS 0.20	◗	32,80	33,65	-2,53	-0,84	35,73	27,74	0,27	13955
SIEMENS #	◗	64,75	66,70	-2,92	-12,61	79,75	62,00	0,74	12805
STMICROELECTRONICS	◗	33,90	34,55	-1,88	-5,96	39,70	31,50	0,03	12970
TELEFONICA #	◗	12,11	12,23	-0,98	-16,94	15,32	12,00	0,28	12811
UNILEVER NV #	◗	68,40	68,50	-0,15	3,79	68,70	61,45	0,38	13953

VALEURS INTERNATIONALES HORS ZONE EURO

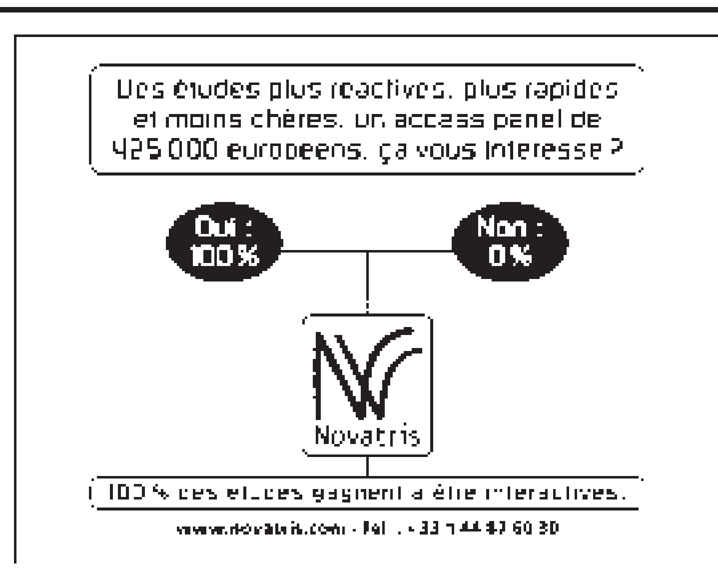
Valeur		Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicovam
ERICSSON #	◗	2,71	2,81	-3,56	-55,28	6,69	2,46	0,04	12905
GENERAL ELECT. #	◗	35,15	36,11	-2,66	-23,81	47,80	35,10	0,18	12943
HSBC HOLDINGS	◗	13,06	13,11	-0,38	-1,95	13,85	12,32	0,33	12976
I.B.M #	◗	94,55	95,15	-0,63	-32,36	141,90	94,30	0,14	12964
KINGFISHER SICO	◗	6,15	6,28	-2,07	-2,07	6,83	5,86	0,12	22046
MERCK AND CO #	◗	59,90	60,00	-0,17	-11,65	73,20	58,25	0,34	12909
NESTLE SA NOM. #	◗	258,60	258,60	n/d	8,20	260,90	233,10	2,84	13911
PHILIP MORRIS #	◗	60,25	61,05	-1,31	14,76	62,25	50,40	0,56	12928
SCHLUMBERGER #	◗	62,50	61,65	1,38	-2,19	70,95	56,00	0,22	12936
SONY CORP. #	◗	61,00	60,60	0,66	18,21	65,45	46,31	0,13	12903

Cours en euros. VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO et HORS ZONE EURO : une sélection.
◗ : valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD). En gras : CAC40. # : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2002. n/d : valeur non disponible.

NOUVEAU MARCHÉ

26/4 : volume d'échange non disponible

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
LA TETE DS NUAGES#	1,66	9,93
WESTERN TELECOM #	0,46	9,52
AB SOFT #	3,60	9,09
GUILLEMOT BS 99	3,27	8,64
V CON TELEC.NOM.#	0,80	8,11
OLITEC #	9,55	7,30
ALPHA MOS #	4,15	6,96
HI MEDIA	0,66	6,45
BRIME TECHN.BON 02	8,30	6,41
WAVECOM #	40,20	6,35
VALTECH	1,54	4,76
BARBARA BUI #	12,60	4,56
AUTOMA TECH #	2,35	4,44
HIMALAYA #	0,97	4,30
Plus mauvaises performances		
MEMSCAP	1,48	-17,78
ARTPRICE COM #	2,27	-8,47
GUYANOR ACTION B #	0,23	-8,00
BUSINESS ET DECIS.	7,79	-7,26
METROLOGIC GROUP #	32,30	-6,10
CONSORS FRANCE #	2,33	-5,67
STACI #	1,04	-5,45
THERMATECH ING.#	9,50	-5,00
ORCHESTRA KAZIBAO	0,95	-5,00
CHEMUNEX	0,48	-4,00
GENUITY INC A	0,76	-3,80
SWORD GROUP	44,00	-3,30
KEYRUS	0,93	-3,13
NET2S #	2,91	-3,00
Plus forts volumes d'échange		
A NOVO #	15,49	0,91
BAC MAJESTIC	2,31	0,43
BRIME TECHNO. #	40,50	0,40
BUSINESS ET DECIS.	7,79	-7,26
CEREP #	19,23	-0,10
CRYO #	2,24	-2,18
EUROFINS SCIENT.#	15,50	0,00
HIGHWAVE OPTICAL	1,66	-2,35
INFO VISTA	3,24	-1,82
IPSOS #	74,55	-1,71
MEDIDEP #	30,75	2,50
MEMSCAP	1,48	-17,78
METROLOGIC GROUP #	32,30	-6,10
MILLIMAGES	11,65	0,09
NICOX #	58,90	-1,01
PROSODIE #	35,25	0,69
RISC TECHNOLOGY	8,28	2,22
SOI TEC SILICON #	16,55	2,03
VALTECH	1,54	4,76
WAVECOM #	40,20	6,35



SECOND MARCHÉ

26/4 : volume d'échange non disponible

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
ANDRE TRIGANO(LY)#	16,40	10,66
GROUPE GO SPORT	57,10	9,81
LABEYRIE	78,00	9,78
TONNA ELECTRO.NY#	5,50	9,78
NETRA SYSTEMS	4,28	9,74
CGBI ACT.DIV.	3,41	9,65
BISC. GARDEIL (B)	9,90	8,67
CIDER SANTE SA #	20,40	7,94
C.A. MIDI CCI(LY)#	91,00	6,81
RODRIGUEZ GROUP #	64,75	6,50
ETAM DEVELOPPEMENT	19,80	6,45
KINDY #	3,02	6,34
LVL MEDICAL GPE	36,30	5,95
SABATE-DIOSOS SA #	16,00	5,54
Plus mauvaises performances		
CLAYEUX (LY)	9,21	-12,29
CASCADES #	3,36	-10,40
SEEVIA CONSULTING	10,15	-9,86
FLO (GROUPE) #	14,85	-8,62
LEON BRUXELLES	1,26	-8,03
PETIT BATEAU	14,62	-7,99
GRAINES VOLTZ #	9,02	-7,96
SIPAREX CROIS.(LY)	23,50	-7,66
SYS-COM	15,85	-7,58
PAUL PREDAULT	3,55	-7,55
BIJOUX ALTESSES LY	102,00	-7,44
JESTIN #	3,26	-6,59
SOLERI	86,05	-6,47
CIBOX INTER. NOM.	0,21	-4,55
Plus forts volumes d'échange		
ALTEDIA	39,60	-0,63
BONDUELLE	70,05	1,52
BRIOCHE PASQ.(NS)#	77,50	3,96
CAMAIEU	37,38	2,50
ETAM DEVELOPPEMENT	19,80	6,45
FONCIA GROUPE	54,50	0,46
HERMES INTL	169,90	1,98
LDC	100,00	0,00
LECTRA (B) #	5,65	0,00
LVL MEDICAL GPE	36,30	5,95
M6-METR.TV ACT.DIV	30,00	0,07
MANITOU #	75,25	-0,86
ORPEA	16,39	4,39
PIERRE VACANCES #	78,70	0,90
PINGUELY HAULOTTE	12,27	-1,13
RALLYE	53,00	0,47
RODRIGUEZ GROUP #	64,75	6,50
RUBIS #	27,65	0,36
SOLVING #	38,90	0,28
STEDIM #	126,00	3,70

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 29/4 à 9h

Valeur	Cours en euro	date valeur	% var. 31/12
AGIPI — www.agipi.com — 01 40 08 93 00			
AGIPI ACTIONS	25,88	26/4	-3,07
AGIPI AMBITION	25,37	26/4	-0,19
BNP PARIBAS Asset Management — 3615 BNP (0,34 €/min)			
BNP ASSOC.PREMIERE	9881,39	28/4	1,00
BNP EURIBOR ASSOC.	52497,60	28/4	1,05
BNP MONE C.TERME	2533,16	28/4	1,00
BNP MONE EURIBOR	18761,73	28/4	1,08
BNP MONE PLACEM.C	13876,07	28/4	0,93
BNP MONE TRESORE.	79213,53	28/4	1,05
Fonds communs de placements			
BNP MONE ASSOCIAT.	1853,88	28/4	0,92
Banque populaire Asset Management — www.bpam.fr — 01 58 19 40 00			
FRUCTI CAPI	112,73	28/4	0,40
FRUCTI EURO PEA	244,40	24/4	-0,08
FRUCTIDOR	37,91	28/4	-0,73
FRUCTIFRANCE C	81,23	28/4	-1,21
PLANINTER	397,04	28/4	-6,79
Fonds communs de placements			
BP CYCLEOEUROPECR.	92,64	25/4	-21,79
BP CYCLEOEUROPECYC	116,20	25/4	5,41
BP CYCLEOEUROPEDEF	103,12	25/4	1,21
FRUCTI EURO 50	89,71	26/4	-8,85
FRUCTI PROFIL 3	186,82	25/4	0,23
FRUCTI PROFIL 6	204,69	25/4	-0,81
FRUCTI PROFIL 9	213,39	25/4	-1,38
FRUCTI VAL. EURO.	96,55	28/4	-1,46
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne 08 36 68 09 00 (0,34 €/min)			
ECUR.1,2,3...FUTUR	49,95	28/4	-0,88
ECUR.ACT.EUROP.C	17,32	28/4	-0,62
ECUR.ACT.FUT.D/PEA	61,38	28/4	-2,67
ECUR.CAPITAL.C	44,37	28/4	0,20
ECUR.DYNAMIQUE +	41,49	28/4	-1,90
ECUR.ENERGIE	42,46	28/4	-2,01
ECUR.EXPANSION C	14995,30	28/4	1,07
ECUR.EXPANSIONPLUS	42,73	24/4	0,80
ECUR.INVEST.D/PEA	51,06	28/4	-1,49
ECUR.MONETAIRE C	226,39	28/4	0,78
ECUR.MONETAIRE D	185,66	28/4	-0,77
ECUR.OBLIG.INTER.	177,22	28/4	0,28
ECUR.TECHNOLOGIESC	33,76	15/4	-13,52
ECUR.TECHONOLGIESD	33,65	15/4	-14,96
ECUR.TRIMESTR.D	271,48	28/4	-0,81
ECUREUIL PRUDENCED	33,94	28/4	0,29
EPARCOURT-SICAV D	27,54	28/4	-3,43
GEOPTIM C	2366,57	28/4	0,98
Fonds communs de placements			
ECUR.EQUILIBRE C	37,33	28/4	-0,66
ECUR.PRUDENCE C	34,78	28/4	0,52
ECUR.VITALITE	39,87	28/4	-1,54
NECTRA 2 C	1008,15	28/4	-0,82
NECTRA 2 D	1008,15	28/4	-0,82
NECTRA 5 C	992,12	28/4	-2,24
NECTRA 5 D	992,12	28/4	-2,24
NECTRA 8 C	970,49	28/4	-3,66
NECTRA 8 D	970,49	28/4	-3,66
CDC IXIS Asset Management — www.cdcixis-am.fr			
Multi-promoteurs			
LIV.BOURSE INV.D	181,21	22/4	-0,03
NORD SUD DEVELOP.C	516,68	21/3	-0,27
NORD SUD DEVELOP.D	382,48	25/4	-4,34
CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT — 08 36 68 56 55 (0,34 €/min)			
ATOUT CROISSANCE	365,63	26/4	6,86
ATOUT EUROPE	492,18	26/4	-4,44
ATOUT FCE ASIE	76,42	26/4	-1,06
ATOUT FRANCE C	189,64	26/4	-3,70
ATOUT FRANCE D	168,64	26/4	-3,70
ATOUT FRANCE EUR.	166,88	26/4	-6,23
ATOUT FRANCE MONDE	42,34	26/4	-5,80
ATOUT MONDE	49,55	26/4	-6,61
ATOUT SELECTION	99,17	26/4	-5,39
CAPITOP EUROBLIG C	101,92	26/4	0,49
CAPITOP EUROBLIG D	80,87	26/4	-3,35
CAPITOP MONDOBLIG	45,83	26/4	1,57
CAPITOP REVENUS	169,68	26/4	-2,11
DIEZE	421,92	26/4	-4,38
INDICIA EUROLAND	105,71	25/4	-6,50
INDICIA FRANCE	351,13	25/4	-6,00
INDOCAM AMERIQUE	38,77	26/4	-6,23
INDOCAM ASIE	18,76	26/4	5,92
INDOCAM FRANCE C	326,54	26/4	-3,07
INDOCAM FRANCE D	264,60	26/4	-4,44
INDOCAM MULTIOBLIG	195,03	26/4	3,92
Fonds communs de placements			
ATOUT VALEUR	75,88	25/4	-2,94
CAPITOP MONETAIREC	194,32	30/4	0,79
CAPITOP MONETAIRED	184,22	30/4	0,79
INDO.FONCIER	96,89	26/4	4,02
INDO.VAL.RES.	262,78	25/4	-1,41
MASTER ACTIONS	40,09	24/4	-2,67
MASTER DUO	14,19	24/4	0,00
MASTER OBLIG.	30,88	24/4	0,09
MASTER PEA	12,38	24/4	-0,40
OPTALIS DYNAMIQUEC	18,08	25/4	-2,84
OPTALIS DYNAMIQUED	16,95	25/4	-2,86
OPTALIS EQUILIBREC	18,52	25/4	-1,54
OPTALIS EQUILIBRED	16,85	25/4	-1,57
OPTALIS EXPANSIONC	14,54	25/4	-2,21
OPTALIS EXPANSIOND	14,19	25/4	-2,20
OPTALIS SERENITE C	17,90	25/4	-0,27
OPTALIS SERENITE D	15,72	25/4	-0,31
PACTE SOLIDAR.LOG.	77,33	23/4	0,46
PACTE VERT TIERS-M	82,35	23/4	0,45
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT — www.clamdirect.com			
EURCO SOLIDARITE	226,95	26/4	0,68
MONELION JOUR C	496,65	26/4	0,84
MONELION JOUR D	418,26	26/4	0,84
SICAV 5000	154,42	26/4	-3,95
SLIVAFRANCE	267,09	26/4	-3,11
SLIVARENTE	39,84	26/4	0,86
SLIVINTER	148,06	26/4	-4,91
TRILION	737,88	24/4	-1,32
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMI.C	177,35	26/4	-2,45
ACTILION DYNAMI.D	167,05	26/4	-2,45
ACTILION EQUIL.C	177,30	24/4	1,79
ACTILION EQUIL.D	162,15	24/4	-0,43
ACTILION PEA DYNAM	65,46	26/4	-1,38
ACTILION PEA EQUI.	164,50	26/4	-0,86
ACTILION PRUDENCEC	173,73	26/4	0,21
ACTILION PRUDENCED	161,89	26/4	0,21
INTERLION	237,44	24/4	0,96
LION ACTION EURO	87,47	26/4	-3,25
LION PEA EURO	89,62	26/4	-2,04
CIC BANQUES — www.cic-am.com			
CIC AMERIQ.LATINE	111,12	26/4	-3,34
CIC CONVERTIBLES	5,39	26/4	-1,64
CIC COURT TERME C	34,54	26/4	0,64
CIC COURT TERME D	26,49	26/4	-2,39
CIC DOLLAR CASH	1432,97	26/4	0,51
CIC ECOCIC	354,18	26/4	-3,38
CIC ELITE EUROPE	124,28	26/4	-5,55
CIC EPARG.DYNAM.C	2090,18	26/4	0,68
CIC EPARG.DYNAM.D	1648,61	26/4	0,68
CIC EUROLEADERS	368,69	26/4	-6,35
CIC FINUNION	178,69	26/4	0,69
CIC FRANCE C	34,07	26/4	-4,21
CIC FRANCE D	34,07	26/4	-4,21
CIC HORIZON C	67,99	26/4	-0,29
CIC HORIZON D	65,54	26/4	-0,36
CIC MONDE PEA	28,35	26/4	1,17
CIC OBLI C T.D	141,25	26/4	-90,13
CIC OBLI LONG T.C	15,40	26/4	-0,45
CIC OBLI LONG T.D	15,21	26/4	-0,45
CIC OBLI M T.C	35,85	26/4	-0,13
CIC OBLI M T.D	26,31	26/4	-1,27
CIC OBLI MONDE	136,94	26/4	0,30
CIC OR ET MAT	139,20	26/4	31,30
CIC ORIENT	174,37	26/4	10,20
CIC PIERRE	36,74	26/4	8,09
UNION AMERIQUE	388,05	26/4	-11,82
Fonds communs de placements			
CIC EURO OPPORT.	31,74	26/4	3,53
CIC EURO PEA C	9,79	26/4	-6,79
CIC EURO PEA D	9,56	26/4	-6,58
CIC FRANCEVALOR C	36,41	26/4	-1,97
CIC FRANCEVALOR D	36,41	26/4	-1,97
CIC GLOBAL C	237,77	26/4	-3,19
CIC GLOBAL D	237,77	26/4	-3,19
CIC HIGH YIELD	391,59	26/4	-3,46
CIC JAPON	8,08	26/4	3,19
CIC MARCHES EMERG.	113,22	26/4	5,12
CIC NOUVEAU MARCHE	5,15	26/4	-6,36
CIC PEA SERENITE	169,02	19/4	-0,57
CIC PROF.DYNAMIQUE	22,81	25/4	-2,85
CIC PROF.EQUILIB.D	18,21	25/4	-2,56
CIC PROF.TEMPERE C	136,11	25/4	0,22
CIC TAUX VARIABLE	198,83	26/4	0,65
CIC TECHNO.COM	68,27	26/4	-15,46
CIC USA	16,75	26/4	-10,33
CIC VAL.NOUVELLES	268,96	26/4	-5,37
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EUR.TECHNOLOG.	4,06	26/4	-7,65
CM EURO PEA C	21,30	26/4	-1,87
CM FRANCE ACTIONSC	33,81	26/4	-1,81
CM MID-ACT.FRA	33,27	26/4	9,54
CM MONDE ACTIONS C	300,12	26/4	-5,60
CM OBLIG.CT C	165,95	26/4	0,29
CM OBLIG.LONG T.	104,14	26/4	0,15
CM OBLIG.MOYEN T.C	342,10	26/4	0,16
CM OBLIG.QUATRE	163,16	26/4	-0,55
CM OPTION DYNAM.C	30,71	26/4	-0,54
CM OPTION EQUIL.C	53,60	26/4	-0,42
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODER.	19,41	26/4	0,10
Legal & General — www.lgfrance.com			
STRATEG.IND.EUROPE	191,00	25/4	-6,60
Fonds communs de placements			
STRATEGIE CAC	5722,00	25/4	-3,95
STRATEGIE IND.USA	8835,20	25/4	-6,65
LA POSTE — www.lapostefinance.fr — Sicav Info Poste : 08 92 68 50 10 (0,34 €/min)			
ADDILYS C	108,54	28/4	0,93
ADDILYS D	105,33	28/4	-1,27
AMPLITUDE AMERIQ.C	24,77	28/4	-5,13
AMPLITUDE AMERIQ.D	23,99	28/4	-5,14
AMPLITUDE EUROPE C	31,44	28/4	-2,47
AMPLITUDE EUROPE D	30,12	28/4	-2,48
AMPLITUDE FRANCE C	82,45	28/4	0,49
AMPLITUDE MONDE C	219,98	28/4	-2,66
AMPLITUDE MONDE D	195,33	28/4	-3,64
AMPLITUDE PACIFI.C	17,24	28/4	14,61
AMPLITUDE PACIFI.D	16,47	28/4	14,60
ELANCIEL EUROD PEA	94,35	28/4	-3,53
ELANCIEL FR.D PEA	39,21	28/4	-1,59
EM.EUROPOSTE D PEA	29,52	28/4	-2,55
ETHICIEL	110,43	28/4	7,64
GEOBILYS C	122,61	28/4	0,55
GEOBILYS D	111,79	28/4	0,55
INTENSYS C	20,88	28/4	0,57
INTENSYS D	17,22	28/4	-2,43
KALEIS DYNAM.FCE C	78,42	28/4	-1,21
KALEIS DYNAM.FCE D	77,57	28/4	-1,21
KALEIS DYNAMISME C	216,19	28/4	-1,52
KALEIS DYNAMISME D	208,89	28/4	-1,52
KALEIS EQUILIBRE C	201,79	28/4	-0,68
KALEIS EQUILIBRE D	194,16	28/4	-0,68
KALEIS SERENITE C	192,24	28/4	-0,01
KALEIS SERENITE D	184,61	28/4	-0,01
KALEIS TONUS C	68,01	28/4	-1,76
KALEIS TONUS D	67,18	28/4	-1,76
LIBERT.ET SOLIDAR.	101,12	28/4	-0,76
OBLITYS C	114,17	28/4	-0,05
OBLITYS D	110,65	28/4	-1,59
PLENITUDE	41,21	28/4	-2,24
POSTE GESTION C	2654,66	28/4	0,99
POSTE GESTION D	2256,24	28/4	-3,17
POSTE PREM.	7208,85	28/4	0,96
POSTE PREM.1AN	42928,07	28/4	0,59
POSTE PREM.2-3ANS	9261,83	28/4	0,20
PRIMIEL EURO C	59,85	28/4	10,40
PRIMIEL EURO D	58,82	28/4	10,37
REVENUS TRIMESTR.	783,70	28/4	-0,83
SOLSTICE D	361,32	28/4	-0,39
THESORA C	190,23	28/4	0,07
THESORA D	156,74	28/4	-1,21
TRESORYS	48210,12	28/4	1,08
Fonds communs de placements			
DEDIALYS FINANCE	85,05	28/4	4,07
DEDIALYS MULTI SEC	62,98	28/4	-0,17
DEDIALYS SANTE	94,18	28/4	2,48
DEDIALYS TECHNO.	26,10	28/4	-26,85
DEDIALYS TELECOM	34,94	28/4	-26,17
OBLITYS INSTIT.C	99,26	28/4	0,09
POSTE EURO CREDIT	100,83	28/4	0,00
POSTE EUROPE C	92,94	28/4	-0,13
POSTE EUROPE D	88,64	28/4	-0,13
POSTE PREM.8ANS C	199,14	28/4	-0,10
POSTE PREM.8ANS D	179,53	28/4	-0,10
REMUNYS PLUS	104,41	28/4	0,94
SG Société Générale Asset Management — www.sgam.fr			
CADENCE 1 D	153,51	26/4	-2,01
CADENCE 2 D	153,18	26/4	-0,87
CADENCE 3 D	151,52	26/4	-0,87
CONVERTIS C	224,73	26/4	-1,58
INTEROBLIG C	59,39	26/4	0,06
INTERSELECTION F.D	73,00	26/4	-2,48
SELECT.DEFENSIF C	192,50	26/4	-0,08
SELECT.DYNAMIQUE C	239,37	26/4	0,28
SELECT.EQUILIBRE 2	168,99	26/4	0,51
SELECT.PEA 1	205,00	26/4	0,01
SELECT.PEA DYNAM.	142,45	26/4	0,45
SG FRANCE OPPORT.C	441,43	26/4	4,26
SG FRANCE OPPORT.D	413,33	26/4	4,26
SOGEFAVOR	98,95	26/4	-1,08
SOGENFRANCE C	451,62	26/4	-3,02
SOGENFRANCE D	405,05	26/4	-3,48
SOGEOBLIG C	113,48	26/4	0,05
SOGEPARGNE D	44,53	26/4	0,29
SOGEPEA EUROPE	216,88	26/4	-2,77
SOGINTER C	51,30	26/4	-3,02
Fonds communs de placements			
DECLIC ACT.EURO	15,29	25/4	-1,41
DECLIC ACT.FSES	52,71	25/4	0,66
DECLIC ACT.INTLES	33,04	26/4	-3,75
DECLIC BOURSE EQ.	16,53	25/4	-0,36
DECLIC BOURSE PEA	50,77	25/4	-0,52
DECLIC OBLIG.EUROP	16,56	25/4	-5,20
DECLIC PEA EUROPE	23,37	25/4	-2,46
DECLIC SOG.FR.TEMP	58,35	25/4	-0,98
SOGESTION C	48,05	25/4	0,25
SOGINDEX FRANCE	509,69	25/4	-2,28

AUJOURD'HUI
SPORTS

Pour la première fois dans l'histoire du **CHAMPIONNAT DE FRANCE** de football, le titre se jouera lors d'un match de la dernière journée opposant les deux prétendants. La rencontre qui verra Lyon recevoir Lens, samedi 4 mai, constituera donc la « finale » du championnat. Avant celle-ci, **LES LYONNAIS,** qui sont allés s'imposer à Bordeaux samedi 27 avril (0-1), comptent un point de retard sur les Lensois, vainqueurs de Guingamp (4-1). Ils devront donc s'imposer s'ils veulent décrocher leur premier titre national. Quant à l'**ÉQUIPE DE LENS,** qui a compté jusqu'à huit points d'avance avant de s'effondrer en fin de championnat, elle a affiché devant Guingamp un net regain de forme. *« Nous disputerons ce match avec l'intention de le gagner et non pour nous cantonner en défense »*, a déclaré Joël Muller, l'entraîneur lensois.

Lens et Lyon disputeront une « finale » à suspense

Football • Incapables de s'imposer depuis quatre journées, les Lensois ont renoué avec la victoire en s'imposant devant Guingamp (4-1). Mais le titre de champion se jouera samedi 4 mai contre Lyon, vainqueur à Bordeaux, dans un match que les Lensois ne doivent pas perdre

LENS
de notre envoyé spécial

Tous les ingrédients semblaient réunis pour que le Racing Club de Lens écrive, en cette journée du samedi 27 avril, l'une des plus belles pages de son histoire. Comme il est de tradition lors du dernier match à domicile des Sang et Or, le carnaval des supporteurs avait bruyamment défilé dans les rues de la ville une bonne partie de la journée. En début de soirée, le rendez-vous était fixé au stade Bollaert, qui, pour la venue de Guingamp, battait son record d'affluence, avec plus de 40 000 spectateurs. Un peu plus tard, il y eut aussi et surtout une belle victoire des Artésiens (4-1).

Mais l'essentiel se faisait attendre. *« Pour l'instant, Lyon mène 1 à 0 à Bordeaux,* lançait le speaker du stade. *Mais il reste cinq minutes à jouer. »* Accompagnés par la musique du générique de la Ligue des champions – qu'ils sont assurés de disputer l'an prochain –, les hommes de Joël Muller ont entamé un tour d'honneur. Puis le verdict est tombé. Lyon s'imposait à Bordeaux et reportait d'une semaine les espoirs de sacre des Lensois. *« Tant pis pour le feu d'artifice ! »*, a regretté le speaker.

PHILIPPE HUGUEN/AFP

Le joueur lensois Daniel Moreira, devancé ici par le gardien guingampais, Amoukou Gnanhouan, a marqué le quatrième et dernier but des Nordistes face aux Bretons. Mais cette victoire n'a pas suffi à Lens pour être assuré de devenir champion de France : tout se jouera samedi 4 mai face à Lyon, à l'occasion d'un match qui constituera une véritable finale du championnat de France.

LENS-GUINGAMP 4-1

Championnat de France de D1, 33e journée
Stade Félix-Bollaert ; 40811 spectateurs ; terrain bon ; temps pluvieux ; arbitre : M. Colombo

BUTS

LENS : Diouf (19e, 54e), A. **Coulibaly** (42e), **Moreira** (55e)

GUINGAMP : Drogba (69e)

AVERTISSEMENTS

LENS : Ismaël (38e)

GUINGAMP : Guillaume (31e), **Baret** (92e)

LES ÉQUIPES

- **LENS (entraîneur : Muller)**
Warmuz (cap.) • Coly, Wallemme, Ismaël (Traoré, 72e) • A. Coulibaly • Coridon (P.B. Diop, 68e), Blanchard, Sibierski, Pédron • Diouf (Sikora, 86e), Moreira.
- **GUINGAMP (entraîneur : G. Lacombe)**
Gnanhouan • Guillaume (Ferrier, 65e), Fournier, Kouassi, Al. Yahia - Malouda, C. Michel (cap.), Baret, Guyot (Bardon, 29e) • Tallhaoui (Drogba (46e), Saci.

1 POINT D'AVANCE

Les victoires de Lens et de Lyon n'ont rien changé à la situation en tête du championnat de France de D1. Les Nordistes conservent un point d'avance sur leurs rivaux lyonnais, chez lesquels ils se rendront, samedi 4 mai, pour le dernier acte de la saison 2001-2002. L'épilogue se jouera donc sur la pelouse de Gerland. Auxerre, tenu en échec à Monaco (1-1), s'est définitivement mis hors course. Lyon, qui ne s'est jamais incliné à domicile cette année, aura un avantage indéniable. Mais Lens, qui compte un point d'avance, pourra se contenter d'un match nul pour décrocher le titre.

« Nous irons à Lyon en position de leader et avec le souci d'y rester, a prévenu Joël Muller. *Nous disputerons ce match avec l'intention de le gagner et non pour nous cantonner en défense. Une rencontre de cette nature se joue aussi beaucoup dans la tête. Il faut maîtriser ses nerfs... Lyon sera en quelque sorte le premier match de Ligue des champions de notre saison. »* Ce que tait l'Ardennais, c'est que son équipe aurait pu s'épargner bien des angoisses. En tête depuis vingt-huit journées, Lens – qui s'est révélé en début de saison plus solide à domicile qu'Auxerre et plus constant que Lyon en déplacement – a compté jusqu'à 8 points d'avance sur ses poursuivants. Mi-janvier, les Nordistes semblaient promis à un sacre anticipé, même si plusieurs matches reportés n'offraient qu'une lecture incomplète du classement.

Le départ en février de plusieurs joueurs-clés pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) et la peur de gagner qui s'est immiscée dans un groupe relativement jeune ont bouleversé la donne. Sur le terrain, Lens a perdu de son aisance, s'est mis à piétiner, et finalement à douter. Avant cette large victoire face à Guingamp, les Lensois n'avaient pris que 2 points lors de leurs quatre derniers matches. Lyon, leur principal adversaire, n'en espérait pas tant. Face à Guingamp, Lens a retrouvé ses valeurs et le sens du but. Jusqu'à ce que la victoire ne puisse plus leur échapper, les Nordistes ont présenté un jeu vif et solide, tourné vers l'attaque. Le Sénégalais El Hadji Diouf, après un slalom dans la défense guingampaise, a ouvert le score d'un tir contré dès la 18e minute. Avant la pause, Adama Coulibaly (42e) a creusé l'écart, donnant un avant-goût de victoire à ses partenaires tant la défense lensoise, composée de vieux grognards comme Jean-Guy Wallemme et Valérien Ismaël, se montrait sereine.

A la 55e minute, El Hadji Diouf, au terme d'une nouvelle incursion dans un bloc adverse devenu fébrile, a inscrit son dixième but de la saison. Daniel Moreira, bien lancé par Stéphane Pédron sur le côté gauche, a parachevé le succès une minute plus tard. Les 3 points de la victoire assurés, les hommes de Joël Muller se sont alors déconcentrés, attendant des tribunes l'annonce d'un dénouement favorable en Gironde. D'une tête, Tebily Drogba (69e) a profité de ce relâchement pour réduire le score. Guillaume Warmuz, capitaine influent des Sang et Or, a ensuite capté des deux mains un penalty tiré par Cédric Bardon.

« Nous avons renoué avec la victoire. Mentalement, on est regonflés ! Je viens de finir de prendre ma douche et je pense déjà au match de Lyon », déclarait Antoine Sibierski. *« Il faudrait revoir le calendrier des matches,* déplorait pour sa part Gervais Martel, le président lensois. *Il serait bien que les finales des coupes nationales soient disputées après le championnat. Même si les Bordelais* [victorieux de la Coupe de la Ligue, NDLR] *ont essayé de s'imposer, il existe une forme de décontraction qui se crée après une victoire en coupe. Quelque part, c'est dommageable. »*

El Hadji Diouf, lui, a lancé le branle-bas de combat pour le 4 mai : *« Avec nos tripes, nous irons à Lyon pour gagner ! C'est une question d'état d'esprit, de fierté et d'honneur. Cela aurait été beau d'être champion devant notre public. Mais je crois que ce sera encore plus glorifiant d'être sacrés chez eux ! »*

Pierre Lepidi

Pauleta élu meilleur joueur du championnat

L'attaquant portugais des Girondins de Bordeaux, meilleur buteur du championnat avec 21 buts, a été élu par ses pairs, dimanche 28 avril, meilleur joueur du championnat de France. Cette cérémonie, organisée par l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) et retransmise par Canal+ depuis l'Olympia, à Paris, a également récompensé Joël Muller (Lens), élu meilleur entraîneur, l'attaquant auxerrois Djibril Cissé (Auxerre), désigné meilleur espoir, et Ulrich Ramé (Bordeaux), meilleur gardien de but. En D2, Alain Caveglia, qui a contribué à la remontée du Havre et qui arrêtera sa carrière en fin de saison, a été sacré meilleur joueur et Jacky Bonnevay (Beauvais), meilleur entraîneur. Enfin, Marinette Pichon, meilleure marqueuse de l'équipe de France féminine et première Française à rejoindre le championnat professionnel nord-américain à Philadelphie, a été élue meilleure joueuse.

Après leur victoire à Bordeaux, les Lyonnais croient dur comme fer à un premier titre de champion de France

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« On est conditionnés pour aller jusqu'au bout. » Mâchoires carrées et épaules de portefaix, Grégory Coupet assène, sans ciller, une certitude qui l'habite depuis maintenant plusieurs mois : l'Olympique lyonnais sera sacré champion de France à l'issue de la 34e et dernière journée de D1. Après avoir concédé jusqu'à huit points de retard sur le RC Lens à plusieurs reprises au cours de cette saison, l'OL, revenu à un point, n'a jamais été aussi proche d'un titre qu'il n'a jamais gagné depuis sa création, en 1950.

« On y a toujours cru, appuie le gardien de but lyonnais, samedi 27 avril, en sortant des vestiaires du stade Chaban-Delmas de Bordeaux où son équipe s'est imposée (0-1). *Mais maintenant le plus dur reste à faire. »* Le *« plus dur »* consistera donc à battre Lens, samedi 4 mai, au stade Gerland. Les statistiques seront-elles bonnes conseillères ? Invaincu cette saison à domicile, l'OL a gagné treize de ses seize matches disputés à Gerland et a concédé trois nuls.

Au vu de la victoire ramenée samedi de Bordeaux, l'équipe entraînée par Jacques Santini a manifestement l'étoffe d'un futur champion. Privés de trois de leurs joueurs-clés – Philippe Violeau, suspendu ; Eric Carrière et le Brésilien Edmilson, blessés –, les Lyonnais ont fait montre d'une grande lucidité pour s'imposer face à un adversaire qui, même s'il n'a plus rien à gagner une semaine après son succès en Coupe de la Ligue, n'a pas levé le pied. Sonny Anderson a, lui, marqué un but de grande classe à la 69e minute. Sidney Govou, insatiable farfadet des surfaces de réparation, a confirmé, de son côté, son statut de grand espoir du football français. Quant à la défense, conduite par les discrets Patrick Müller et Florent Laville, elle a bouclé, samedi, sa quatrième rencontre consécutive sans encaisser le moindre but. Sa victoire à Bordeaux garantit, pour l'heure, à l'OL de participer à la Ligue des champions la saison prochaine. *« C'est une grande satisfaction*, a souligné Jean-Michel Aulas, son président. *C'est la quatrième fois de suite que nous nous qualifions pour la Ligue des champions ou pour son tour préliminaire. Et il s'agira de notre septième participation en huit ans à une Coupe d'Europe. »* Parmi les « grands clubs », supposés ou réels, qui visent chaque année le haut du championnat, l'OL est, à l'évidence, l'équipe la plus régulière. Seul ce « damné » titre de champion de France fait défaut à sa crédibilité : les Gones ont terminé deuxièmes en 1994 et 2001 et troisièmes en 1999 et 2000.

BORDEAUX-LYON 0-1

Championnat de France de D1, 33e journée
Stade Chaban-Delmas ; 37 000 spectateurs ; terrain bon ; temps doux ; arbitre : M. Duhamel

BUT

LYON : Anderson (70e)

AVERTISSEMENTS

BORDEAUX : Pauleta (73e)

LYON : Govou (32e)

EXCLUSIONS

BORDEAUX : Dugarry (34e, altercation avec Foé)

LYON : Foé (34e, altercation avec Dugarry)

LES ÉQUIPES

- **BORDEAUX (entraîneur : Baup)**
Ramé • Jemmali (Osmanovski, 87e) • Afanou (Alicarte, 62e), Sommeil, Bruno Basto • Dhorasoo, Costa, Smertine (Miranda, 79e), Meriem • Dugarry (cap.), Pauleta.
- **LYON (entraîneur : Santini)**
Coupet • Chanelet, Laville (Caçapa, 73e), Müller, Bréchet • Juninho Pernambucano (Delmotte, 77e), Foé, Linarès, Laigle • Anderson (cap.) (Luyindula, 91e), Govou.

UN RESPECT MUTUEL

Si près du but, un nouvel échec conduirait immanquablement à une révolution de palais dont Jacques Santini serait le premier à faire les frais. Même s'il affirme le contraire, Jean-Michel Aulas a déjà en tête le nom de celui qui pourrait lui succéder : il s'agit d'Alain Perrin, l'entraîneur de Troyes. Très affecté par ces tractations en coulisse, qui ne sont d'ailleurs pas les premières de la saison, Jacques Santini sait donc qu'il n'a pas le choix : gagner samedi ou redevenir directeur technique de l'OL. Adepte des « mises au vert » prolongées, l'ancien joueur de l'AS Saint-Etienne va très certainement imposer à ses joueurs un isolement quasi total jusqu'au jour du match.

Car la pression sera à son comble dans la deuxième ville de France pendant toute la semaine. Jamais, dans l'histoire du championnat de France, un titre ne s'est joué sur une « finale ». Plus de 200 000 demandes de places sont arrivées au siège du club. Jean-Michel Aulas a prôné la sérénité. Passé maître dans l'art de déstabiliser l'adversaire en usant de petites phrases prononcées à dessein, le président de l'OL a promis *« qu'il n'y aura pas de dérapage »* dans les jours précédant la rencontre. *« Entre Lens et Lyon, il y a un respect mutuel »*, a-t-il précisé.

Il semble, en fait, que les relations entre les deux clubs aillent bien au-delà du simple *« respect »*. Comme le révélait *L'Equipe* dans son édition du samedi 27 avril, Lens et Lyon ont passé un étrange accord de non-concurrence, il y a quatre mois, lors du transfert sous forme de « prêt » du Polonais Jacek Bak. Ce dernier n'aurait ainsi pas le droit de disputer le match du 4 mai, sous peine de contraindre son actuel employeur, Lens, à verser une pénalité de 200 000 € à son ancien club, Lyon. Contraire au droit du travail le plus élémentaire, cette disposition n'est pas permise par les règlements de la Ligue nationale de football, dont Jean-Michel Aulas et Gervais Martel, le président du RC Lens, sont pourtant les principaux dirigeants, depuis deux ans. L'affaire pourrait toutefois ne pas faire le bruit qu'elle mérite : victime d'une fracture du pouce, Jacek Bak est très incertain pour la « finale » du 4 mai.

Frédéric Potet

David Trezeguet devient le meilleur buteur du Calcio

DAVID TREZEGUET a été le grand artisan de l'écrasante victoire de la Juventus Turin face à Brescia (5-0), dimanche 5 mai, lors de la 33e et avant-dernière journée du championnat d'Italie. L'attaquant de l'équipe de France a en effet réalisé un triplé, son premier dans le Calcio. Avec 23 buts, il prend la tête du classement des buteurs du championnat transalpin et fait mieux que Michel Platini, qui avait marqué vingt buts en une saison de championnat sous le maillot de la Juve, terminant meilleur buteur du championnat.

David Trezeguet et son équipe restent en course pour le titre. Car, comme en France, la dernière journée du Calcio sera décisive. L'Inter Milan, victorieux de Plaisance (3-0) grâce notamment à un nouveau but de son attaquant brésilien Ronaldo, conserve la première place, avec un point d'avance sur la Juventus Turin de David Trezeguet. L'AS Rome, champion en titre, qui a écrasé Chievo Vérone (5-0), est troisième, à deux points des Milanais. Lors de l'ultime journée, dimanche 5 mai, les trois équipes se déplaceront, l'Inter effectuant le voyage le plus périlleux à Rome face à la Lazio, alors que la Juventus jouera à Udine et l'AS Rome à Turin face au Torino.

A un mois du début de la Coupe du monde, l'attaquant international italien de l'Inter Milan Christian Vieri s'est de nouveau blessé. Il souffrirait d'une entorse à la cheville droite. Côté tricolore, l'inquiétude se porte sur Christian Karembeu. L'international français de l'Olympiakos Pirée (D1 grecque) s'est blessé à la jambe, samedi, lors de la finale de la Coupe de Grèce. Le premier diagnostic parlait d'une déchirure aux adducteurs. Le joueur devait passer d'autres examens, lundi 29 avril, afin de connaître la durée de son indisponibilité.

Par ailleurs, le Français Stéphane Guivarc'h, champion du monde en 1998, a annoncé sur son site Internet qu'il mettait fin à sa carrière, à 31 ans. Le Breton (13 sélections, 1 but) traîne depuis le mois de janvier une blessure au genou et a expliqué que *« même avec du temps on n'y arrivera pas, alors mieux vaut arrêter. »* L'ancien champion de France (avec Auxerre en 1996) a semble-t-il déjà pensé à sa reconversion. Il est en effet annoncé comme probable directeur sportif au Stade rennais la saison prochaine.

E. La.

Les joueuses de Valenciennes sur le toit de l'Europe

Basket • Au terme d'une partie longtemps indécise, les Nordistes ont dominé les Polonaises de Gdynia (78-72) et remporté la couronne européenne, succédant aux joueuses de Bourges qui les avaient battues en finale en 2001

LIÉVIN
de notre envoyé spécial

Le centre de gravité du basket féminin européen s'est brutalement déplacé ces dernières années. Pour choisir de se poser un temps en France. Le pays en a d'abord profité pour s'offrir un premier titre continental, en 1999, son équipe nationale s'imposant sur ses propres terres. Puis deux de ses clubs, Bourges et Valenciennes, se sont retrouvés l'an passé en finale de l'Euroligue. Le premier l'avait emporté, d'un seul panier, dans l'ultime seconde de la partie. Le second s'était promis de se venger. Il a tenu parole, dimanche 28 avril 2002, dans une salle de Liévin grondant comme le tonnerre avant même l'entrée des joueuses.

L'équipe nordiste a bousculé du coude et des épaules son adversaire polonais, Gdynia, bouclant la partie avec une courte avance de six points (78-72). Deux jours plus tôt, elle avait transformé la demi-finale en tranquille séance d'entraînement, se jouant des Slovènes de Ruzomberok pour gagner de quarante-huit points (108-60). Absent de ce Final Four, Bourges abandonne donc son trophée. Mais l'Europe du basket féminin reste française, pour un nouveau bail de douze mois.

FRANÇOIS LO PRESTI/AFP

De gauche à droite, Claire Tomaszewski, Sandra Le Drean, Audrey Sauret, et Ann Wauters, quelques instants après leur victoire face aux Polonaises de Gdynia. Un an après le succès de Bourges, les joueuses de Valenciennes triomphent à leur tour en Euroligue.

FINALE PÉRILLEUSE

En football, les apprentis champions apprennent dès les bancs de l'école que les plus belles victoires se préparent en France mais se goûtent à l'étranger. En basket, nul besoin d'un passeport valide pour connaître le grand frisson. Un court voyage vers les plaines du Nord est désormais suffisant. Même les Américaines, pourtant installées depuis un bon bout de temps sur le sommet du monde, ne rechignent plus à jouer les expatriées. La plus illustre de toutes, Teresa Edwards, 37 ans, quadruple championne olympique avec les Etats-Unis, l'a fait en tout début d'année. Dimanche soir, elle a passé le plus clair de la partie assise sur le banc, comme une simple remplaçante, laissant ses camarades françaises prendre le jeu à leur compte. Mais elle n'a pas semblé en prendre ombrage. Cette finale de l'Euroligue, les joueuses de Valenciennes l'avaient soulignée d'un trait épais avant même le début de la saison. Elles l'imaginaient périlleuse : les faits leur ont donné raison. La faute, comme souvent, à un adversaire plus coriace que prévu.

INVITÉE SURPRISE

Invitée surprise de cette finale, l'équipe de Gydnia n'a de polonais que le nom. Un budget rondelet, supérieur à 2 millions d'euros, l'a aidée à attirer dans ses vestiaires une belle brochette d'étrangères, russes, américaines ou croates. Sur la feuille de match, seulement cinq des dix joueuses avouent la nationalité polonaise. Et une seule, Malgorzata Dydek, est désignée par l'entraîneur pour débuter la partie. Mais on comprend très vite, en la voyant déplier sa silhouette, qu'elle n'aurait presque pas besoin des autres pour faire plier d'un geste toute l'équipe de Valenciennes.

Cette femme de 28 ans présente une telle allure qu'on la croirait inventée de toutes pièces pour réécrire les règles du basket. Au dernier recensement, elle mesurait 2,13 m. Aux Etats-Unis, où elle se pose une partie de l'été dans le championnat professionnel de la WNBA, on lui attribue volontiers quatre centimètres supplémentaires. Le résultat d'un usage, plutôt surprenant, qui veut qu'un joueur de basket soit mesuré non pas pieds nus mais chaussé, comme sur le terrain.

Face à une telle montagne, les Valenciennoises n'ont pas cherché à en vérifier la réelle altitude. Elles ont plus courageusement essayé de l'écarter de leur chemin. « On avait choisi comme stratégie de jouer contre elle de façon très agressive, pour l'obliger à commettre des fautes », explique Laurent Buffard, l'entraîneur nordiste. La tactique leur a plutôt réussi. La Polonaise a eu beau s'appliquer à contenir ses gestes, ses mains ont régulièrement confondu le ballon avec le visage de ses adversaires. A quatre minutes de la fin de la rencontre, alors que Gdynia venait de recoller à un seul petit point de Valenciennes, l'arbitre a sifflé la cinquième faute de l'interminable Polonaise, la renvoyant pour toujours sur le banc. Un coup dur pour son équipe. Et la fin brutale du suspense, dans une rencontre longtemps indécise, les deux équipes s'étant quittées à la mi-temps (38-35 pour Valenciennes) sans trop savoir quel camp la victoire finirait par choisir.

Une année presque jour pour jour après avoir laissé échapper le titre, l'équipe nordiste a quitté le stade couvert de Liévin en portant à bout de bras son premier trophée européen. « La victoire d'un groupe qui sait jouer, perdre et gagner ensemble », a soufflé Nathalie Lesdema, l'une des nouvelles recrues de Valenciennes. « Ce titre, on le voulait plus que tout, mais on ne réalise pas encore », a avoué Sandra Le Drean, auteur de 14 points en finale. Le basket féminin, lui, a compris bien avant le coup de sifflet final qu'il n'allait pas quitter de sitôt Valenciennes et la France.

Alain Mercier

TROIS QUESTIONS À... LAURENT BUFFARD

1 L'équipe de Valenciennes, où vous occupez depuis trois saisons le poste d'entraîneur, avait été battue l'an passé en finale de l'Euroligue. Comment a-t-elle réussi à franchir la dernière marche ?

La défaite de l'an passé nous a permis de mieux comprendre comment gérer une fin de match. Cette expérience nous a sûrement aidé à résister au retour des Polonaises de Gdynia, lorsque notre avance a été réduite à un seul point, à quatre minutes du coup de sifflet final. Ce groupe est le résultat de trois années de travail. Aujourd'hui, les filles savent vraiment jouer ensemble. On s'est fait peur, pendant cette finale. Mais l'équipe est désormais assez solide pour assurer un résultat. Aujourd'hui, nous venons de vivre un aboutissement.

2 Quelles consignes aviez-vous données à vos joueuses ?

On savait que la rencontre serait difficile, mais que les Polonaises auraient du mal à nous contrer. Il fallait pousser Malgorzata Dydek à la faute, car avec sa taille elle nous posait beaucoup de problèmes. Cette tactique a plutôt bien fonctionné : elle a été sortie du terrain. On devait également essayer de jouer très en rythme, en serrant fort notre défense. Il nous a fallu un certain temps pour entrer vraiment dans la partie. Nous y sommes parvenus en jouant le rebond et en faisant courir le ballon, pour procéder en contre-attaques, notre point fort cette saison.

3 Quels objectifs vous reste-t-il encore à atteindre ?

Les choses seront forcément plus difficiles. Mais je ne crois pas que nous risquions de manquer de motivation. Les filles de cette équipe en veulent encore. Ann Wauters, par exemple, sait qu'elle ne gagnera jamais rien avec son pays, la Belgique. Elle est venue à Valenciennes pour gagner des titres. Et elle ne veut pas s'arrêter là. Et puis la saison n'est pas terminée. Nous voulons faire le grand chelem, le Tournoi de la Fédération, la Coupe de France, l'Euroligue et le championnat de France. Nous avons remporté les trois premières levées, il reste la dernière. Dès mardi, nous prenons l'avion pour Tarbes. Les filles iront pour gagner : elles sont toutes de vraies professionnelles.

Propos recueillis par A. M.

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : Claude Puel succèdera à Vahid Halilhodzic comme entraîneur de Lille** la saison prochaine. L'ancien entraîneur de l'AS Monaco, qui avait conduit l'équipe au titre de champion de France 2000, a signé avec le LOSC pour trois ans.

■ **HANDBALL : l'équipe allemande de Magdebourg** – qui compte dans ses rangs les Français Joël Abati, Christian Gaudin et Guéric Kervadec – a remporté, samedi 27 avril, la Ligue des champions aux dépens des Hongrois de Veszprem en gagnant (30-25) la finale retour.

■ **TENNIS : Sergi Bruguera a annoncé, dimanche 28 avril, sa retraite sportive.** Vainqueur des Internationaux de France en 1993 et 1994 et finaliste en 1997, l'Espagnol âgé de 31 ans, s'était adjugé quatorze titres, tous sur terre battue, en quinze saisons sur le circuit professionnel.

■ **En Fed Cup,** les Etats-Unis ont été battus (2-3) par l'Autriche, dimanche 28 avril. La capitaine américaine, Billie Jean King, a exclu, samedi, Jennifer Capriati de l'équipe, offrant ainsi une victoire par forfait en simple à l'Autriche. Elle reprochait à Capriati de n'avoir pas su se plier à la discipline du groupe en refusant d'annuler un entraînement privé avec son père.

■ **VOLLEY BALL : le Tourcoing Lille Métropole a remporté la finale aller** du championnat de France par 3 sets à 0 (25-17, 25-19, 26-24) face au Paris Volley, tenant du titre et invaincu depuis le début de la compétition. Le match retour est prévu samedi 4 mai à Paris.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 34 effectués le 27 avril. Premier tirage :** 11, 12, 20, 24, 37, 44 ; numéro complémentaire : 10. Rapports pour 6 numéros : 481 315,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 16 563,30 € ; 5 numéros : 1 008,00 € ; 4 numéros et le complémentaire : 41,20 € ; 4 numéros : 20,60 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4 ,20 € ; 3 numéros : 2,10 €).
Second tirage : 2, 4, 12, 16, 29, 48 ; numéro complémentaire : 33 . Rapports pour 6 numéros : 690 643,00 € ; 5 numéros et le complémentaire : 12 517,10 € ; 5 numéros : 674,00 € ; 4 numéros et le complémentaire : 32,40 € ; 4 numéros : 16,20 € ; 3 numéros et le complémentaire : 3,80 € ; 3 numéros : 1 ,90 €.

Michael Schumacher écrase la formule 1

MICHAEL SCHUMACHER (Ferrari) a signé, dimanche 28 avril, sa quatrième victoire de la saison et la 57e de sa carrière au Grand Prix de Barcelone. Parti en pole position au volant du mulet à cause d'un problème hydraulique survenu sur sa voiture de course le matin même, le pilote allemand a écrasé la course de sa supériorité.

Son coéquipier de la Scuderia et principal adversaire, le Brésilien Rubens Barrichello, également en première ligne sur la grille de départ mais victime d'un calage au départ du tour de formation, ne l'a pas menacé bien longtemps. Cette magistrale victoire de Schumacher prouve encore que la F2002, dernière née de l'écurie Ferrari, évolue dans une dimension inaccessible aux actuelles Williams-BMW et McLaren-Mercedes.

Le Colombien Juan Pablo Montoya (Willimas-BMW), deuxième, et l'Ecossais David Coulthard (McLaren-Mercedes), troisième, ont en effet terminé respectivement à plus de 35 et plus de 42 secondes de l'Allemand. Parti en 7e position, Coulthard a réussi une belle remontée, profitant des déboires des uns et des autres : casse de l'aileron arrière pour Kimi Raikkonen (McLaren-Mercedes), problème d'aileron après une incursion hors piste, puis de moteur, pour Ralf Schumacher (Willimas-BMW), et abandons des Renault de l'Italien Jarno Trulli et du Britannique Jenson Button dans les derniers tours.

Au classement général provisoire, Michael Schumacher, qui totalise 44 points, a conforté son avance sur Montoya (23 points) et sur son frère cadet, Ralf (20 points). Le Grand Prix d'Autriche, prochaine épreuve du championnat du monde, aura lieu dimanche 12 mai, à Spielberg. – *(Avec AFP.)*

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT
LEGRAND
Tailleur
Hommes et Femmes
Depuis 1894
Chemises sur mesures
TRÈS GRAND CHOIX DE TISSUS DE VESTE
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e
Tél : 01.47.42.70.61

FORMULE 1 - GRAND PRIX D'ESPAGNE

Barcelone

Dimanche 28 avril • Circuit de Catalunya (Barcelone) • 65 tours de 4,730 km (307,327 km) • Temps : couvert • Environ 91 000 spectateurs

Classement

1	**Michael Schumacher** (All/Ferrari) les 65 tours en 1 h 30 min 29 s 981 à 203,753 km/h de moyenne. Age : 32 ans. Nationalité : allemande. Début en F1 : 1991. 166 courses, 57 victoires. Palmarès : champion du monde 1994, 1995 (Benetton), 2000 et 2001 (Ferrari).		
2	**Juan Pablo Montoya** (Col)	Williams BMW	à 35 s 630
3	**David Coulthard** (GRB)	McLaren Mercedes	à 42s 623
4	**Nick Heidfeld** (All)	Sauber-Petronas	à 36 s 087
5	**Felipe Massa** (Bré)	Sauber-Petronas	à 1 min 6 s 697
6	**Heinz-Harald Frentzen** (All)	Arrows-Cosworth	1 min 18 s 973

7. Jacques Villeneuve (Can/BAR-Honda) à un tour ; **8. Allan McNish** (GBR/Toyota) à un tour ; **9. Mika Salo** (Fin/Toyota) à un tour ; **10. Jarno Trulli** (Ita/Renault) à 2 tours ; 11. Ralf Schumacher (All/Williams-BMW) à 2 tours ; **12. Jenson Button** (GBR/Renault) à 5 tours. **Principaux abandons : Rubens Barrichello** (Bré/Ferrari) : problème électrique ; **Pedro de la Rosa** (Esp/Jaguar-Cosworth) : sortie de piste 3e tour ; **Kimi Raikkonen** (Fin/McLaren-Mercedes) : perte aileron arrière 5e tour ; **Olivier Panis** (Fra/BAR-Honda) : échappement 44e tour ; **Jenson Button** (GBR/Renault) : hydraulique 61e tour (classé) ; **Ralf Schumacher** (All/Williams-BMW) : moteur 64e tour (classé) ; **Jarno Trulli** (Ita/Renault) : moteur 64e tour (classé).

Pole position

M. Schumacher
1 min 16 s 364 (222,984 km/h).

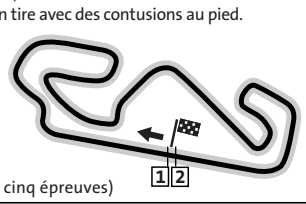
Meilleur tour en course

M. Schumacher
1 min 20 s 355 (211,909 km/h), 49e tour.

Les faits marquants

1 Au départ du tour de formation, la Ferrari de Rubens Barrichello, en deuxième position sur la grille, rencontre un problème électrique. La monoplace du Brésilien est poussée vers les stands pour tenter de réparer, elle refuse de redémarrer et Rubens Barrichello ne peut prendre le départ du Grand Prix.

2 Juan Pablo Montoya, deuxième de la course, s'arrête au 45e tour pour effectuer son deuxième ravitaillement. Suite à une erreur du mécanicien préposé au panneau, le Colombien repart avant que le ravitaillement soit terminé, mais, renverse le mécanicien entravé. Celui-ci s'en tire avec des contusions au pied.



Classements des championnats (après cinq épreuves)

Pilotes : **1**. M. Schumacher , 44 pts (+10) ; **2.** Montoya , 23 (+6) ; **3**. R. Schumacher, 20 ; **4**. Coulthard, 9 (+4) ; **5**. Button (G-B), 8 ; **6.** Barrichello, 6.
Constructeurs : **1**. Ferrari, 50 pts (+10) ; **2**. Williams, 43 (+6); **3**. McLaren, 13 (+4).
Prochain grand prix : Autriche à Spielberg (12 mai).
Infographie : *Le Monde* avec Pierre Lepidi.

La Coupe d'Europe n'a pas permis à Castres de sauver une saison globalement décevante

Rugby • Les Tarnais ont été battus en demi-finales par le Munster (25-17)

BÉZIERS
de notre envoyé spécial

C'est de l'autre côté de la montagne Noire que se jouait le destin européen du Castres Olympique, samedi 27 avril : au stade de La Méditerranée de Béziers, cirque de béton de 20 000 places ouvert à tous les souffles, que l'ERC, société organisatrice de la Coupe d'Europe, avait désigné comme théâtre de la première demi-finale de l'édition 2001-2002. Les Tarnais étaient tenus d'y franchir la défense du Munster, province irlandaise finaliste en 2000 après avoir désarçonné les Toulousains.

Las, elle leur a servi de butée : défaits 25-17, les joueurs du CO ont été incapables d'élever leur niveau de jeu devant une formation qui alignait près du tiers de l'équipe du Trèfle. *« Que dire, sinon que nous avons été pris partout »*, abrégeait d'un haussement d'épaules le deuxième-ligne Nicolas Spanghero. Il n'avait ni le cœur ni de raisons valables pour dénoncer, comme l'avait fait son entraîneur, l'intransigeance de l'arbitre. Le sifflet de l'ancien instituteur Chris White s'est d'abord employé à contenir les ardeurs du vétéran irlandais Peter Clohessy, dont les provocations ont trouvé un écho inespéré chez Brent Moyle, son vis-à-vis castrais. Leur expulsion temporaire a permis à Romain Teulet d'ouvrir le score d'une pénalité (20e).

Les coups de pied de pénalité du même joueur offraient une marge de neuf points aux Castrais (35e). Mais l'excellent replacement défensif irlandais annihilait toute tentative de débordement. *« Ils ne se sont pas cassés pour faire le jeu, ils ont attendu nos fautes »*, déplorait Rémy Trémoulet, l'entraîneur. Celles-ci sont arrivées, par paquets, en seconde période. Contre le vent et sans Raphaël Ibanez, leur leader souffrant d'un gros hématome au péroné, les Tarnais ont permis à la botte de Ronan O'Gara de faire passer le Munster en tête et à John Kelly de serrer d'un essai sec et définitif (81e) le collet irlandais. La réplique (86e) de l'ailier écossais de Castres, Shaun Longstaff, n'était qu'un vain sursaut d'énergie : celle du désespoir.

« Je suis déçu mais réaliste par rapport à notre niveau de jeu, trop irrégulier, trop désordonné, notre manque d'efficacité sur les points de rencontre. Eux, ils avaient la maîtrise et l'expérience, mais surtout une excellente organisation. Alors que nous manquions vraiment de repères communs », analysait Raphaël Ibanez, pour qui seule une finale européenne pouvait compenser l'échec cuisant du CO cette année dans le Top 16. *« Malheureusement*, affirmait Arnaud Costes, *cette rencontre est à l'image de notre saison : aléatoire. »*

VALSE DES ENTRAÎNEURS

Et mouvementée. Castres a inauguré en effet la valse, endiablée cette année, des entraîneurs, remerciant dès le mois d'octobre son ex-mentor, Alain Gaillard. *« J'ai une pensée très affectueuse pour lui. Il sentait que sa soif de perfection n'était pas totalement partagée et le message n'est plus passé »*, notait à l'issue de la demi-finale Jacques Cauquill, le manager castrais. Sur les rives de l'Agout, les supporteurs craignaient que le successeur d'Alain Gaillard, Rémy Trémoulet, n'ait pas la carrure pour diriger le CO. Ils en sont désormais convaincus. Les Tarnais se trouvent dans l'obligation de gagner samedi 4 mai à La Rochelle pour assurer leur place dans l'élite. *« Ce match va se dérouler dans un contexte difficile. Certains joueurs font la gueule parce qu'ils n'ont pas disputé l'Europe, d'autres sont en train de renégocier leurs contrats*, explique Jean-François Beltran, l'entraîneur adjoint. *C'est sûr, il faudra reconcentrer tout le monde parce que nous voulons, avec Rémy, laisser le club où nous l'avons trouvé. »*

A la différence, de taille, que le CO ne sera plus européen. Ce qui va certainement accélérer la nouvelle politique sportive voulue, et déterminée aussi par un budget revu à la baisse, par le président, Pierre-Yves Revol. *« Le gros dilemme, c'est que nous n'avons pas tous la même vision du rugby dans le groupe. Castres ressemble au loft du rugby. Mais il ne faut pas que le club se trompe sur le casting, en choisissant à l'avenir des joueurs qui peuvent s'intégrer, qui ont une bonne mentalité »*, estime un des avants, venu se relancer dans la sous-préfecture du Tarn.

Terriblement frustré par cette saison en club, Raphaël Ibanez ne sait pas encore s'il sera castrais l'an prochain, mais il assure garder une opinion très positive du CO. Et, même si le club ne jouera pas la prochaine Coupe d'Europe, à un an de la Coupe du monde, le talonneur international semble disposé à y rester. *« A la condition*, dit-il, *que j'y sois plus impliqué. Dans ma vie de joueur, je me suis toujours investi dans des fonctions de responsabilité. Je crois que le président Revol pourrait s'appuyer sur moi. »* Plus clairement, il voudrait être nommé capitaine. Devenir le guide que n'ont pas su trouver cette saison les Tarnais.

François Aubel

Une autre finale à Metz

SI LE TITRE de champion de France se jouera samedi 4 mai à Lyon, une autre rencontre s'avèrera décisive. Elle opposera Metz à Lorient en Lorraine. L'enjeu : Le maintien en division 1. Les Messins, 16e, battus samedi soir au Parc des princes, accueilleront Lorient, 18e dernier, mais seulement à deux points de Metz. Les Merlus, qui samedi soir ont égalisé pendant les arrêts de jeu face à Marseille (2-2), devront donc s'imposer en Moselle pour avoir une chance de rester en D1. Ils devront également compter sur un résultat défavorable (un nul ou une défaite), de Guingamp, 17e avec 32 points, qui recevra Troyes. A noter en haut du classement que les places européennes sont désormais attribuées. Lyon et Lens sont assurés d'être en Ligue des champions, Auxerre et le PSG se disputeront pour leur part le troisième billet pour la C1. Auxerre, 3e, avec 59 points, recevra Rennes pendant que le PSG, 4e avec 58 points, ira à Lille, 5. Quoi qu'il advienne, les Parisiens sont assurés de participer à la Coupe UEFA la saison prochaine.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL DE D1 (33e JOURNÉE)

Les résultats

				Spectateurs
Lens	4	1	Guingamp	40 811
Diouf (18e et 55e), A.Coulibaly (42e), Moreira (56e)		Drogba (69e)		
Bordeaux	0	1	Lyon	32 780
		Anderson (69e)		
Troyes	3	0	Bastia	15 795
Goussé (51e), Loko (59e), Meniri (82e)				
Sochaux	0	0	Lille	17 596
Rennes	1	0	Sedan	20 702
Monterrubio (72e)				
PSG	2	0	Metz	42 425
Fiorèse (61e), Ronaldinho (68e)				
Montpellier	3	0	Nantes	19 658
Bamogo (78e), Fugier (83e), Mansaré (87e)				
Monaco	1	1	Auxerre	9 000
Nonda (19e)		D.Cissé (66e)		
Lorient	2	2	Marseille	15 990
Darcheville (79e, s.p.), Esceth-N'Zi (90e)		Fernandao (33e), Sakho (87e)		

Le classement

		Points	Joués	Gagnés	Nuls	Perdus	Marqués	Encais.	Diff.	Cartons J	Cartons R
1	Lens	64	33	18	10	5	54	27	+27	63	2
2	Lyon	63	33	19	6	8	59	31	+28	40	3
3	Auxerre	59	33	16	11	6	46	35	+11	54	4
4	Paris SG	58	33	15	13	5	43	23	+20	77	4
5	Lille	53	33	14	11	8	38	32	+6	58	5
6	Bordeaux	50	33	14	8	11	33	29	+4	60	6
7	Troyes	47	33	13	8	12	40	34	+6	61	2
8	Sochaux	43	33	11	10	12	38	40	-2	73	7
9	Marseille	41	33	10	11	12	33	39	-6	60	6
10	Montpellier	40	33	9	13	11	28	30	-2	75	6
11	Nantes	40	33	11	7	15	33	40	-7	69	7
12	Monaco	39	33	9	12	12	36	38	-2	89	5
13	Sedan	39	33	8	15	10	35	37	-2	67	5
14	Bastia	38	33	11	5	17	36	44	-8	64	8
15	Rennes	38	33	10	8	15	37	49	-12	67	5
16	Metz	32	33	9	5	19	30	46	-16	66	5
17	Guingamp	32	33	8	8	17	33	57	-24	68	8
18	Lorient	30	33	7	9	17	42	63	-21	55	2

La phrase : *« Il nous reste à aller gagner à Lyon. »* (Elhadji Diouf, attaquant de Lens)

34e journée

Samedi 4 mai
Sochaux-Monaco
Sedan-Bastia
Nantes-Bordeaux
Metz-Lorient
Marseille-Montpellier
Lille-Paris-SG
Guingamp-Troyes
Auxerre-Rennes
Lyon-Lens

Les buteurs

1. Pauleta (Bordeaux), 21 buts.
2. D. Cissé (Auxerre),+1, 20.
3. Darcheville (Lorient), +1, 18.

DANIEL GARCIA/AFP

TENNIS
Sandrine Testud hors de forme, c'est Nathalie Dechy, ici face à l'Argentine Diaz Oliva, qui a apporté le point de la victoire : l'équipe de France féminine accède aux quarts de finale de la Fed Cup.

GERRY PENNY

RUGBY
Après dix huit mois de convalescence à la suite d'une rupture du tendon d'Achille, Thomas Castaignède a renoué avec la compétition pendant 24 minutes samedi et marqué 4 points pour les Saracens, battus par Northampton. Il n'avait plus disputé de match officiel depuis le 4 novembre 2000.

FRANK FIFE/AFP

CYCLISME
Il peut laisser éclater sa joie : l'Italien Michele Bartoli, coureur de Fassa Bartolo, remporte dimanche l'Amstel Gold Race.

YANNIS BEHRAKIS/REUTERS

GYMNASTIQUE
Au cours des championnats d'europe à Patras en Grèce, le bulgare Jordan Jovtchev emporte l'épreuve des anneaux et se classe deuxième au concours général.

RÉSULTATS

FOOTBALL

France

DIVISION 2 (37e journée)

Le Havre-Laval	4-1
Ajaccio-Beauvais	1-0
Martigues-Strasbourg	0-1
Nice-Istres	3-0
Le Mans-Caen	1-2
Saint-Etienne - Châteauroux	1-0
Gueugnon-Niort	1-2
Amiens-Nîmes	2-1
Grenoble-Créteil	1-2
Wasquehal-Nancy	0-3

Classement : 1. Ajaccio, 72 pts ; 2. Le Havre, 65 ; 3. Strasbourg, 65 ; 4. Nice, 63 ; 5. Le Mans, 58 ; 6. Beauvais, 56 ; 7. Caen, 55 ; 8. Châteauroux, 50 ; 9. Laval, 50 ; 10. Nancy, 48 ; 11. Amiens, 46 ; 12. Saint-Etienne, 46 ; 13. Niort, 45 ; 14. Gueugnon, 44 ; 15. Wasquehal, 43 ; 16. Grenoble, 42 ; 17. Istres, 38 ; 18. Créteil, 38 ; 19. Martigues, 32 ; 20. Nîmes, 29.

NATIONAL (35e journée)

Dijon - Louhans-Cuiseaux	4-1
Pau-Reims	2-0
Saint-Maur - Boulogne-sur-Mer	3-2
Calais - Noisy-le-Sec	3-0
La Roche-sur-Yon - Valence	0-0
Besançon-Brest	2-1
Angoulême-Angers	1-2
Racing CP-Cannes	3-1
Toulouse-Clermont Foot	1-2
Sète-Alès	1-2

Classement : 1. Clermont Foot, 72 pts ; 2. Reims, 69 ; 3. Toulouse, 67 ; 4. Valence, 65 ; 5. Angoulême, 63 ; 6. Cannes, 63 ; 7. Louhans-Cuiseaux, 48 ; 8. Besançon, 47 ; 9. Alès, 47 ; 10. Angers, 44 ; 11. Racing CP, 42 ; 12. Sète, 42 ; 13. Boulogne-sur-Mer, 41 ; 14. La Roche-sur-Yon, 41 ; 15. Brest, 39 ; 16. Dijon, 38 ; 17. Pau, 36 ; 18. Saint-Maur, 33 ; 19. Noisy-le-Sec, 31 ; 20. Calais, 19.

Allemagne

BUNDESLIGA (33e journée)

Wolfsburg-Bayern Munich	0-1
1860 Munich 1860-Stuttgart	3-3
Kaiserslautern-Cottbus	4-0
FC Cologne-Fribourg	2-0
Hambourg-Borussia Dortmund	3-4
Werder Brême-St-Pauli	3-2
Nuremberg-Leverkusen	1-0
Hertha Berlin-Schalke 04	2-0
Rostock-Moenchengladbach	1-1

Classement : 1. Dortmund, 67 pts ; 2. Leverkusen, 66 ; 3. Bayern Munich, 65 ; 4. Berlin, 61 ; 5. Schalke 04, 61 ; 6. Brême, 56 ; 7. Kaiserslautern, 56 ; 8. Stuttgart, 47 ; 9. 1860 Munich, 47 ; 10. Wolfsburg, 43 ; 11. Hambourg, 40 ; 12. Moenchengladbach, 39 ; 13. Cottbus, 35 ; 14. Rostock, 34 ; 15. Nuremberg, 31 ; 16. Fribourg, 27 ; 17. Cologne, 26 ; 18. St-Pauli, 22.

Angleterre

PREMIER LEAGUE (37e journée)

Tottenham-Liverpool	1-0
Newcastle-West Ham	3-1
Middlesbrough-Chelsea	0-2
Derby-Leeds	0-1
Aston Villa-Southampton	2-1
Fulham-Leicester	0-0
Charlton-Sunderland	2-2
Ipswich-Manchester United	0-1
Everton-Blackburn	1-2
Lundi : Bolton-Arsenal	

Classement : 1. Arsenal, 78 pts ; 2. Manchester United, 76 ; 3. Liverpool, 74 ; 4. Newcastle, 71 ; 5. Chelsea, 64 ; 6. Leeds, 63 ; 7. Tottenham, 50 ; 8. West Ham, 50 ; 9. Aston Villa, 47 ; 10. Middlesbrough, 45 ; 11. Fulham, 44 ; 12. Blackburn, 43 ; 13. Everton, 43 ; 14. Charlton, 43 ; 15. Southampton, 42 ; 16. Bolton, 40 ; 17. Sunderland, 39 ; 18. Ipswich, 36 ; 19. Derby, 29 ; 20. Leicester, 25.

Espagne

LIGA (36e journée)

FC Barcelone-Villarreal	4-1
Valence-Espanyol Barcelone	2-1
Real Sociedad Saint Sébastien-Real Madrid	3-0
Rayo Vallecano Madrid- Athletic Bilbao	4-2
FC Séville-Alavés Vitoria	2-0
Saragosse-Celta Vigo	0-1
Majorque-Betis Séville	1-3
Osasuna Pampelune-Las Palmas	3-2
Tenerife-Valladolid	1-5
Deportivo La Corogne-Malaga	2-2

Classement : 1. Valence, 69 pts ; 2. Real Madrid, 65 ; 3. Deportivo La Corogne, 62 ; 4. Celta Vigo, 60 ; 5. FC Barcelone, 60 ; 6. Betis Séville, 59 ; 7. Alavés Vitoria, 51 ; 8. Malaga, 50 ; 9. Athletic Bilbao, 49 ; 10. Valladolid, 48 ; 11. FC Séville, 47 ; 12. Espanyol Barcelone, 47 ; 13. Rayo Vallecano Madrid, 43 ; 14. Real Sociedad Saint Sébastien, 43 ; 15. Osasuna Pampelune, 41 ; 16. Villarreal, 40 ; 17. Las Palmas, 39 ; 18. Majorque, 39 ; 19. Saragosse, 36 ; 20. Tenerife, 35.

Italie

SERIE A (33e journée)

Atalanta-Pérouse	2-1
Bologne-Lazio Rome	2-0
Fiorentina-Parme	1-2
Inter Milan-Plaisance	3-1
Juventus Turin-Brescia	5-0
Lecce-Udinese	1-2
AS Rome-Chievo Vérone	5-0
Venise-Torino	1-1
Hellas Vérone-Milan AC	1-2

Classement : 1. Inter Milan, 69 ; 2. Juventus, 68 ; 3. AS Rome, 67 ; 4. Milan AC, 52 ; 5. Bologne, 52 ; 6. Chievo Vérone, 51 ; 7. Lazio Rome, 50 ; 8. Bergame, 45 ; 9. Torino, 43 ; 10. Pérouse, 43 ; 11. Parme, 41 ; 12. Udinese, 40 ; 13. Plaisance, 39 ; 14. Hellas Vérone, 39 ; 15. Brescia, 37 ; 16. Lecce, 28 ; 17. Fiorentina, 22 ; 18. Venise, 18.

RUGBY

COUPE D'EUROPE
Demi-finales

Castres (FRA)-Munster (IRL)	17-25
Leicester (ANG)-Llanelli (GAL)	13-12

BOUCLIER EUROPÉEN
Demi-finales

Cloucester (ANG)-Sale (ANG)	27-28
London Irish (ANG)-Pontypridd (GAL)	27-33

PRO D2 (25e journée)

Métro-RCF-Bayonne	28-29
Lannemezan-Tarbes-Tyrosse	30-18
Auch-Mont-de-Marsan	18-63
Périgueux-Toulon	25-43
Rumilly-Marmande	19-16
Montpellier-Brive	17-22
Grenoble-Aurillac	43-16
Aubenas-Tours	17-6

Classement : 1. Mont-de-Marsan, 67 pts ; 2. Grenoble, 64 ; 3. Brive, 63 ; 4. Lannemezan-Tarbes, 61 ; 5. Toulon, 56 ; 6. Montpellier, 55 ; 7. Auch, 51 ; 8. Aurillac, 51 ; 9. Bayonne, 48 ; 10. Métro-RCF, 44 ; 11. Tyrosse, 43 ; 12. Aubenas, 43 ; 13. Périgueux, 43 ; 14. Marmande, 38 ; 15. Rumilly, 37 ; 16. Tours, 36.

BASKET-BALL

PRO A (27e journée)

Montpellier-Paris Basket Racing	62-71
Limoges - Chalon-sur-Saône	72-78
Gravelines-Le Havre	92-78
Nancy-Antibes	96-93 (a.p.)
Strasbourg - Bourg-en-Bresse	89-81
Villeurbanne-Dijon	58-81
Hyères-Toulon - Pau-Orthez	61-108
Cholet-Le Mans	94-76

Classement : 1. Pau-Orthez, 48 pts ; 2. Villeurbanne, 47 ; 3. Chalon-sur-Saône, Cholet, 45 ; 5. Nancy, 44 ; 6. Gravelines, 44 ; 7. Strasbourg, Le Mans, 43 ; 9. Paris Basket Racing, Dijon, 42 ; 11. Limoges, 37 ; 12. Hyères-Toulon, 35 ; 13. Montpellier, 34 ; 14. Antibes, 33 ; 15. Le Havre, 32 ; 16. Bourg-en-Bresse, 31.

PRO B (27e journée)

Saint-Etienne - Mulhouse	98-91
Châlons-en-Champagne - Beauvais	90-75
Saint-Quentin - Reims	77-87
Roanne-Besançon	64-62
Rueil-Golbey Epinal	86-82
Vichy-Evreux	104-95
Nantes-Maurienne	89-86 (a.p.)
Brest-Bondy	119-108

Classement : 1. Vichy, 49 pts ; 2. Roanne, 45 ; 3. Rueil, 44 ; 4. Reims, Evreux, Golbey Epinal, 42 ; 7. Châlons-en-Champagne, Saint-Quentin, Besançon, 41 ; 10. Beauvais, 40 ; 11. Mulhouse, Saint-Etienne, Nantes, 38 ; 14. Maurienne, 37 ; 15. Brest, Bondy, 35.

EUROLIGUE FÉMININE
Demi-finales :

Parme (Ita)-Gdynia (Pol)	58-74
Valenciennes (Fra)-Ruzemberok (Slq)	108-60

Match de classement :

Parme-Ruzemberok	75-57
Finale : Valenciennes-Gdynia	78-72

HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (25e JOURNÉE)

Bordeaux-Nancy	25-29
Paris-SG - Ivry	26-25
Chambéry-Sélestat	34-23
Nîmes-Istres	18-21
Dunkerque-Toulouse	27-26
Créteil-ACBB	27-22
Angers-Livry - Gargan	35-29
Exempt : Montpellier	

Classement : 1. Montpellier, 67 pts ; 2. Chambéry, 61 ; 3. Dunkerque, 60 ; 4. Paris-SG, 54 ; 5. Créteil, 53 ; 6. Ivry, 51 ; 7. Istres, 48 ; 8. Toulouse, 45 ; 9. Nancy, 42 ; 10. Nîmes, 41 ; 11. Angers, 40 ; 12. ACBB, 38 ; 13. Sélestat, 34 ; 14. Livry-Gargan, 34 ; 15. Bordeaux, 32.

COUPES d'EUROPE
Coupe des coupes
Finale : Ciudad Real (Esp)-SG Flensburg-Handewitt (All) 27-32 (aller : 31-22)
LIGUE DES CHAMPIONS
Finale : SC Magdebourg (All)-KC Fotex Veszprem (Hon) 30-25 (aller :21-23)
COUPE EHF
Finale : Kiel (All)-Barcelone (Esp) 24-28 (aller : 36-29)

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE (SUÈDE)
Première phase, première journée

Groupe B :	
Slovaquie-Pologne	7-0
Finlande-Ukraine	3-0
Groupe D :	
Etats-Unis - Italie	5-2
Canada-Lettonie4-1	
Première phase, deuxième journée	
Groupe C :	
Russie-Autriche	6-3
Suède-Slovénie	8-2
Groupe A :	
Allemagne-Suisse	3-0
République tchèque-Japon	5-3

RUGBY À XIII

Quarts de finale aller

Villefranche-de-Rouergue-Villeneuve-sur-Lot	8-24
Saint-Gaudens-Pia	28-14
Lézignan-Toulouse	8-31
Lundi :	
Carcassonne-Union treiziste catalane	

AUTOMOBILE

F3000
Grand Prix d'Espagne
1. Giogio Pantano (Ita, Coloni), les 151,327 km en 51 min 44 s 572, (moyenne: 175,371 km/h) ; 2. Enge (Tch, Arden International), à 00 s 987 ; 3. Bourdais (Fra, Super Nova), 08 s 159 ; 4. Mauricio (Bré, Red Bull Junior), 11 s 960 ; 5. Haberfeld (Bré, Astromega), 19 s 684 ; 6. Toccacelo (Ita, Coloni), 20 s 383 ; 7. Sperafico (Bré, Durango Formula), 25 s 182 ; 8. Wirdheim (Suè, Arden International), 26 s 317 ; 9. Sperafico (Bré, Petrobras Junior), 26 s 630 ; 10. Pizzonia (Bré, Petrobras Junior), 31 s 535.
Classement du championnat (après 3 courses) : 1. Rodrigo Sperafico (Bré), 16 pts ; 2. Bourdais (Fra), Pantano (Ita), 14 ; 4. Haberfeld (Bré), 8 ; 5. Mauricio (Bré), 7 ; 6. Enge (Tch), Pizzonia (Bré), 6 ; 8. Wirdheim (Suè), Friesacher (Aut), Toccacelo (Ita), 2.

CYCLISME

AMSTEL GOLD RACE
1. Michele Bartoli (Ita, Fassa Bortolo), les 254,4 km en 6 h 49 min 17 s ; 2. Ivanov (Rus, Fassa Bortolo) ; 3. Boogerd (PBs, Rabobank) ; 4. Armstrong (Usa, US Postal), t.m.t. ; 5. Freire (Esp, Mapei-Quick Step) à 52 s ; 6. Planckaert (Bel, Cofidis) ; 7. Van Petegem (Bel, Lotto-Adecco) ; 8. Bettini (Ita, Mapei) ; 9. Zabel (All, Telekom) ; 10. Mattan (Bel, Cofidis), t.m.t.... 25. Brochard (Fra, Jean Delatour), à 53 s.
Classement de la Coupe du monde
1. Johan Museeuw (Bel, Domo-Farm Frites), 170 pts ; 2. Bettini (Ita, Mapei), 134 ; 3. Van Petegem (Bel, Lotto), 121 ; 4. Cipollini (Ita, Acqua e Sapone), 120 ; 5. Tafi (Ita, Mapei), 109 ; 6. Bartoli (Ita, Fassa Bortolo), 100 ; 7. Hincapie (USA, US Postal), 88 ; 8. Planckaert (Bel, Cofidis), 83 ; 9. Rodriguez (USA, US Postal), 79 ; 10. Freire (Esp, Mapei), 76. ;... 30. Gouvenou (FRA, BigMat), 28.

GYMNASTIQUE

CHAMPIONNAT D'EUROPE MESSIEURS, À PATRAS (GRÈCE)
Concours général individuel : 1. Dan Potra (Rou), 55,710 pts ; 2. Jovtchev (Bul), 55,623 ; 3. Bondarenko (Rus), 55,612 ; 4. Podgorni (Rus), 55,361 ; 5. Revelinsh (Let), 55,061.
Finales par appareils :
Saut de cheval :
1. Dimitri Kasparovich (Blr), 9,656 pts ; 2. Dragulescu (Rou), 9,656 ; 3. Jackson (Gbr), 9,581.
Barres parallèles :
1. Vasilios Tsolakidis (Grè), 9,837 pts ; 2. Petkovsek (Slo), 9,750 ; 3. Sinkevich (Blr), 9,687 ; ... 5. Cucherat (Fra), 9,425 ;... 8. Maree (Fra), 9,250.
Anneaux :
1. Jordan Jovtchev (Bul), 9,750 pts ; 2. Tampakos (Grè), 9,737 ; 3. Csollany (Hun), 9,725.
Sol :
1. Alexei Nemov (Rus), 9,825 pts ; 2. Jovtchev (Bul), 9,762 ; 3. Dragulescu (Rou), 9,687.
Cheval d'arçons :
1. Marius Urzica (Rou), 9,812 pts ; 2. Suciu (Rou), 9,662 ; 3. Busnari (Ita), 9,637.
Barre fixe:
1. Vlassios Maras (Grè), 9,812 pts ; 2. Maree (Fra), 9,712 ; 3. Cassina (Ita), 9,687 ;... 5. Karbanenko (Fra), 9,500.

HALTÉROPHILIE

CHAMPIONNAT D'EUROPE À ANTALYA, (TURQUIE).
HOMMES
85 kg : 1. George Asanidze (Géo), 380 kg (175 kg + 205 kg) ; 2. Rytkowski (Pol), 380 (172,5 + 207,5) ; 3. Ediev (Rus), 367,5 (165 + 202,5).
94 kg :
1. Alexei Petrov (Rus), 400 kg (215 kg + 185 kg) ; 2. Dobrev (Bul), 397,5 (215 + 182,5) ; 3. Pashayev (Aze), 395 (215 + 180).
105 kg :
1. Alan Tsagaev (Bul), 420 kg (235 kg + 185 kg) ; 2. Gotfrid (Ukr), 417,5 (230 + 187,5) ; 3. Sudas (Tur), 417,5 (232,5 + 185).
Plus de 105 kg :
1. Ronny Weller (All), 450 kg (202,5 kg + 247,5 kg) ; 2. Najdek (Pol), 430 (185 + 245) ; 3. Kolokoltsev (Ukr), 427,5 (187,5 + 240).

TENNIS

TOURNOI DE BARCELONE, ESPAGNE (TERRE BATTUE)
Finale : Gaston Gaudio (Arg), b. Albert Costa (Esp), 6-4, 6-0, 6-2.
FED CUP

Etats-Unis - Autriche	0-2
Croatie-République tchèque	3-2
Espagne-Hongrie	4-1
Allemagne-Russie	3-2
Slovaquie-Suisse	3-2
Argentine - France	2-3
Italie-Suède	5-0
Belgique-Australie	3-2

VOILE

GRAND PRIX DE LORIENT (MULTICOQUES)
1. Franck Cammas (*Groupama*), 10 pts ; 2. Peyron (*Fujifilm*), 6 ; 3. Guillemot (*Biscuits-La-Trinitaine-Team-Ethypharm*), 4 ; 4. Le Cam (*Bonduelle*), 3 ; 5. Roucayrol (*Banque-Populaire*), 2.
SEMAINE OLYMPIQUE DE HYÈRES
2.4 hommes :
1. Damien Seguin (Fra), 17 pts ; 2. Smith (GBr), 26 ; 3. Balle (Fra), 29 ; 4. Reich (GBr), 31 ; 5. Milleand (GBr), 37.
Mistral homme :
1. Alexandre Guyader (Fra), 11 pts ; 2. Tidey (GBr), 21 ; 3. Beudou (Fra), 29 ; 4. Obremko (Ukr), 29 ; 5. Fridman (Isr), 31.
Mistral dames :
1. Alessandra Sensini (Ita), 16 pts ; 2. Jian (Chn), 17 ; 3. Nuvolone (Fra), 44 ; 4. Kosuge (Jap), 50 ; 5. Shan (Chn), 53.
49er hommes :
1. Iker Martinez/Xabier Fernandez (Esp), 43 pts ; 2. Lopez Vasquez/De La Plaza (Esp), 44 ; 3. Brotherton/ Asquith (GBr), 57 ; 4. Rivas/Gelabert (Esp), 62 ; 5. Draper/ Hiscoks (GBr), 65.
470 dames :
1. Sofia Bekatorou/Emilia Tsoulfa (Grè), 26 pts ; 2. Komizki/ Bouskila (Isr), 36 ; 3. Petitjean/Douroux (Fra), 36 ; 4. Armstrong/Stowell (Aus), 39 ; 5. Lucas/Heeley (Gbr), 50.
470 hommes :
1. Nathan Wilmot/ Malcom Page (Aus), 25 pts ; 2. Kosmatopoulos/Trigonis (Grè), 27 ; 3. Conte/De La Funte (Arg), 31 ; 4. Kosmatopoulos/Trigonis (Grè), 34 ; 5. Zandona/Trani (Ita), 47.
Finn hommes :
1. Mateusz Kusznierewicz (Pol), 10 pts ; 2. Florent (Fra), 26 ; 3. Papathanasiou (Grè), 28 ; 4. Godefroid (Bel), 28 ; 5. Ainslie (GBr), 42.
Laser hommes :
1. Paul Goodison (GBr), 16 pts ; 2. Scheidt (Bré), 26 ; 3. Suneson (Suè), 33 ; 4. Holman (GBr), 54 ; 5. Martinez-Doreste (Esp), 56.
Europe dames :
1. Petra Niemann (All), 18 pts ; 2. Dezillie (Bel), 25 ; 3. Multala (Fin), 34 ; 4. Smidova (Tch), 38 ; 5. Livbjerb (Dan), 39.
Tornado hommes :
1. Olivier Backes/Laurent Voiron (Fra), 16 pts ; 2. Bundock/Forbes (Aus), 17 ; 3. Mourniac/Cuzon (Fra), 38 ; 4. Hagar/Steinacher (Aut), 42 ; 5. Lange/Espinola (Arg), 56. Yngling
dames :
1. Llaca/Rios/Garces (Esp), 23 pts ; 2. Azon/Garcia/Cuadras(Esp), 34 ; 3. Robertson/Leaks/Ayton (GBr), 38 ; 4. Thies/Bes/De Jong (GBr), 44 ; 5. Jensen/Wass/Jespersen (Dan), 53.

CALENDRIER

LUNDI 29 AVRIL

FOOTBALL
Euro 2002 moins de 17 ans, au Danemark, jusqu'au 10 mai **(Eurosport).**
Championnat d'Angleterre (37e journée, match décalé) : Bolton-Arsenal **(Canal+, 0 h 15).**

HOCKEY SUR GLACE
Suite du championnat du monde, en Suède, jusqu'au 10 mai **(Pathé Sport).**

TENNIS
Tournois masculins de Munich et Majorque et tournois féminins de Hambourg et Bol, jusqu'au 5 mai.

MARDI 30 AVRIL

FOOTBALL
Ligue des champions (demi-finale retour) : Bayer Leverkusen - Manchester United **(Canal+, 20 h 20).**

MERCREDI 1ER MAI

BASKET-BALL
Championnat de France Pro A (match en retard) : Pau-Orthez - Nancy.

ÉQUITATION
Saut d'obstacles – Coupe du monde, finale à Leipzig (All.), jusqu'au 5 mai.

FOOTBALL
Ligue des champions (demi-finale retour) : Real Madrid - FC Barcelone **(TF1, 20 h 35).**

VOLLEY-BALL
Championnat de France messieurs (match aller pour la 3e place).

JEUDI 2 MAI

GOLF EPGA
Open de France, à Guyancourt, jusqu'au 5 mai **(Pathé Sport).**

VENDREDI 3 MAI

BASKET-BALL
Euroligue messieurs – Finale à quatre, à Bologne, jusqu'au 5 mai.

ESCRIME
Coupe du monde de fleuret dames, à Paris, jusqu'au 4 mai.

FOOTBALL
Championnat de France de D2 (dernière journée).

HANDBALL
Championnat de France dames, jusqu'au 4 mai.
Championnat de France messieurs, jusqu'au 5 mai.

SAMEDI 4 MAI

BASKET-BALL
Championnat de France Pro A et Pro B, 28e journée.

FOOTBALL
Championnat de France de D1, 34e et dernière journée. Coupe d'Angleterre (finale) : Arsenal-Chelsea à Cardiff **(Canal+, 17 heures).**

RUGBY
D1 Play-off (4e journée), jusqu'au 5 mai **(Canal+, 15 heures).**

VOLLEY-BALL
Championnat de France messieurs (finale retour et match pour la 3e place retour).
Championnat de France dames (finale et match pour la 3e place aller).

DIMANCHE 5 MAI

MOTO
Grand Prix d'Espagne, à Jerez.

VOLLEY-BALL
Championnat de France messieurs (finale et match pour la 3e place).

Chaque lundi avec
Le Monde
DATÉ MARDI
retrouvez
LE MONDE ECONOMIE

Chaque samedi avec
Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI
retrouvez
LE MONDE ARGENT

AUJOURD'HUI

Pluie sur le Nord-Ouest

MARDI 30 AVRIL
Lever du soleil à Paris : 6 h 34
Coucher du soleil à Paris : 21 h 03

Les hautes pressions se sont décalées sur l'Atlantique au large du Portugal. Une perturbation atlantique arrive sur le Nord-Ouest, apportant pluie et vent de sud-ouest. Les régions proches du Sud-Est seront encore sous le soleil.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Les pluies arrivent lentement par les cotes de la Manche. Elles seront par moments modérées. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort : 90 km/heure sur les côtes de la Manche, 70 km/heure sur le sud de la Bretagne.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel sera souvent nuageux le matin. Il pleuvra un peu sur les côtes le matin, puis la pluie progressera vers l'est dans la journée, pour toucher en soirée toutes les régions. Le vent de sud-ouest soufflera fort, à 70 km/h environ.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel va rester souvent nuageux mais lumineux. Le vent de sud-ouest se fera un peu sentir. Les températures seront comprises entre 16 et 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes, le ciel sera souvent très nuageux, avec quelques gouttes en soirée sur le Nord. Sur Aquitaine, la matinée sera ensoleillée, puis le ciel se voilera bien l'après-midi. Sur Midi-Pyrénées, le soleil continuera de briller. Il fera très doux, entre 21 et 26 degrés.

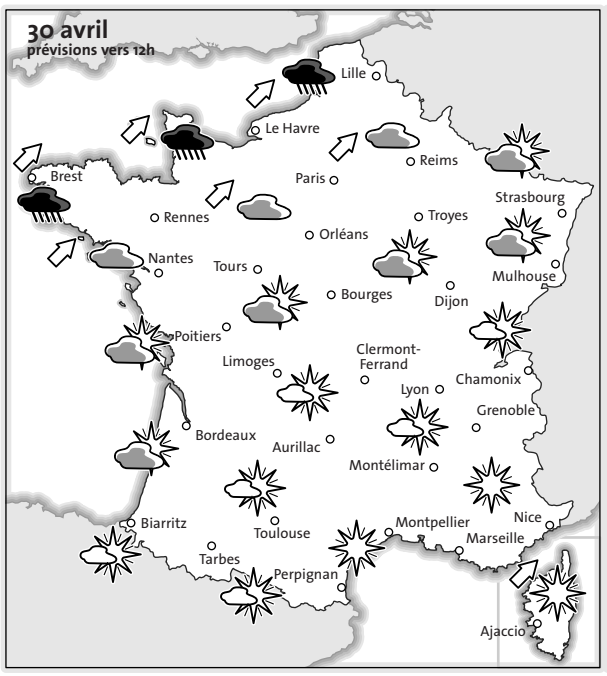
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La journée sera dans l'ensemble ensoleillée, avec un peu plus de nuages d'altitude l'après-midi sur le Limousin. Les températures seront comprises entre 20 et 25 degrés.

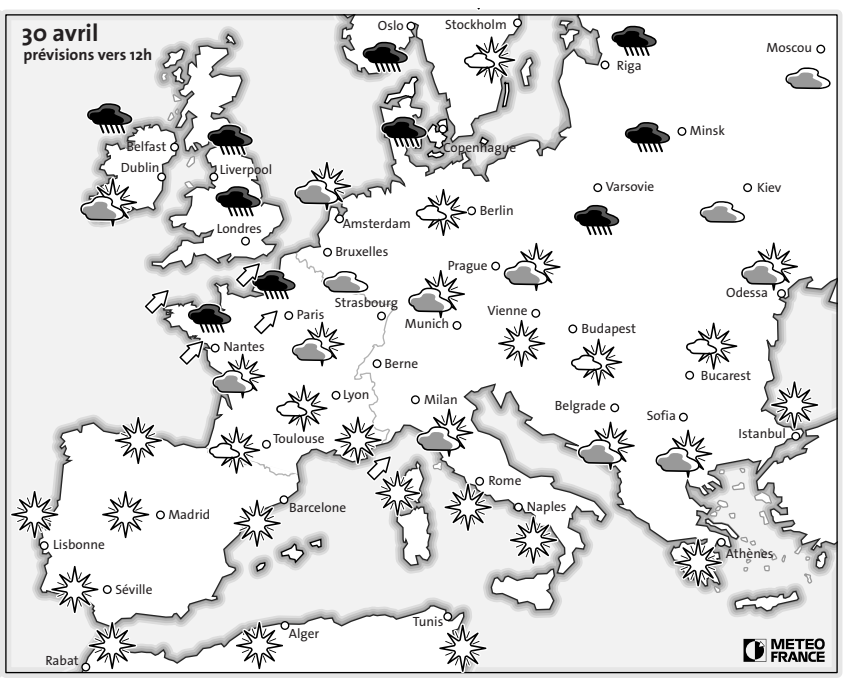
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes - Côte d'Azur, Corse. Le soleil brillera largement sur ces régions. Les températures seront comprises entre 20 et 24 degrés.

30 AVR. 2002 PRÉVISIONS

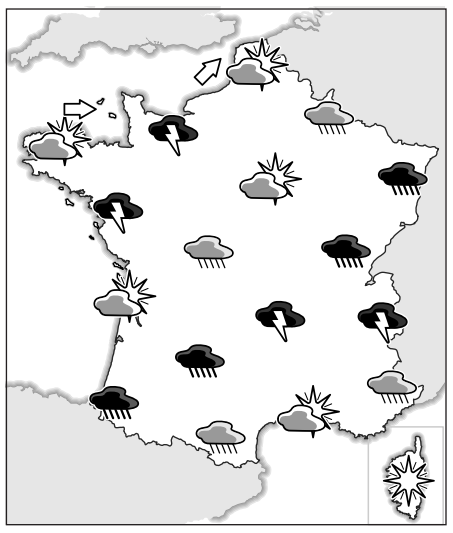
*Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.*

FRANCE MÉTROPOLE	
Ajaccio	11/20 S
Biarritz	6/20 S
Bordeaux	6/21 N
Bourges	6/20 N
Brest	8/14 P
Caen	8/13 P
Cherbourg	8/13 P
Clermont-F.	3/23 S
Dijon	5/20 S
Grenoble	7/23 S
Lille	7/14 P
Limoges	5/19 S
Lyon	6/25 S
Marseille	9/20 N
Nancy	6/16 N
Nantes	8/15 P
Nice	12/19 S
Paris	7/18 C
Pau	5/24 S
Perpignan	11/20 S
Rennes	8/14 P
St-Etienne	2/24 S
Strasbourg	7/18 N
Toulouse	6/25 S
Tours	6/18 C
FRANCE OUTRE-MER	
Cayenne	24/28 P
Fort-de-Fr.	25/28 P
Nouméa	22/27 S
Papeete	25/30 P
Pointe-à-P.	23/28 P
St Denis Réu.	22/27 P
EUROPE	
Amsterdam	7/14 N
Athènes	14/22 S
Barcelone	11/18 S
Belfast	5/11 P
Belgrade	10/19 N
Berlin	9/13 N
Berne	5/19 S
Bruxelles	8/16 C
Bucarest	9/20 S
Budapest	9/19 N
Copenhague	7/11 P
Dublin	5/12 N
Francfort	9/16 S
Genève	5/20 S
Helsinki	7/16 N
Istanbul	11/20 S
Kiev	12/16 C
Lisbonne	12/20 S
Liverpool	7/11 P
Londres	8/12 P
Luxembourg	8/15 N
Madrid	9/26 S
Milan	9/22 S
Moscou	5/18 C
Munich	7/15 N
Naples	12/21 S
Oslo	4/7 P
Palma de M.	11/21 S
Prague	8/12 N
Rome	9/20 S
Séville	13/28 S
Sofia	9/18 N
St-Pétersb.	7/16 N
Stockholm	6/14 S
Ténérife	17/22 C
Varsovie	6/12 P
Venise	13/18 N
Vienne	10/16 S
AMÉRIQUES	
Brasilia	17/28 S
Buenos Aires	9/19 S
Caracas	25/30 P
Chicago	7/18 P
Lima	19/23 P
Los Angeles	11/15 S
Mexico	10/30 S
Montréal	2/7 P
New York	9/17 S
San Francisco	9/13 P
Santiago Ch.	4/19 S
Toronto	5/10 P
Washingt. DC	10/22 S
AFRIQUE	
Alger	10/25 S
Dakar	20/25 S
Kinshasa	23/28 P
Le Caire	15/25 S
Nairobi	17/23 P
Pretoria	14/28 S
Rabat	13/22 S
Tunis	14/26 S
ASIE-OCÉANIE	
Bangkok	28/34 P
Beyrouth	16/21 S
Bombay	25/32 S
Djakarta	25/31 S
Dubaï	27/36 S
Hanoï	26/30 P
Hongkong	24/28 S
Jérusalem	7/20 S
New Delhi	21/41 S
Pékin	11/21 S
Séoul	13/19 P
Singapour	27/30 P
Sydney	16/20 S
Tokyo	15/20 P

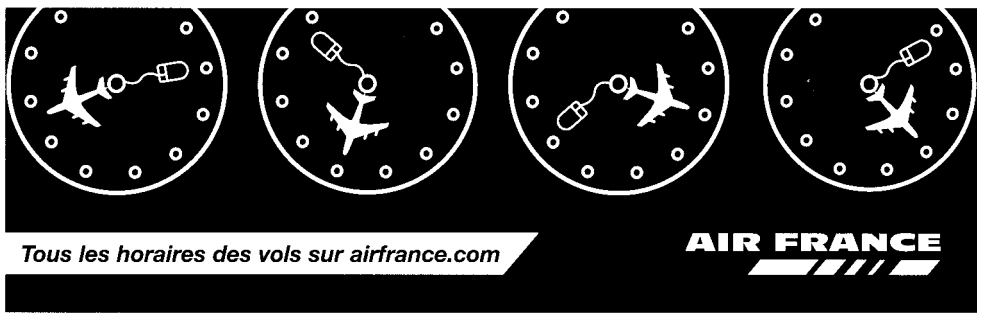




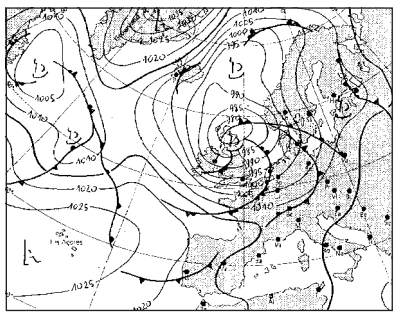
Soleil · Peu nuageux · Couvert · Brèves éclaircies · Averses · Pluie · Orage · Neige · Brouillard · Vent fort



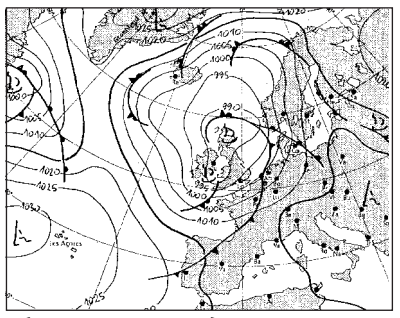
PRÉVISIONS POUR LE 1er MAI



Le 1er mai
La perturbation se décale vers les régions du Sud-Est, apportant pluies parfois soutenues et orages. Un ciel de traîne avec des averses gagne une grande partie du pays. La Corse sera encore sous le soleil.
Le thermomètre va perdre quelques degrés.



SITUATION LE 29 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1er MAI À 0 HEURE TU

Ciel de mai

ASTRONOMIE
Tous les lundis datés mardi, la vie des astres

« CAR LE CIEL, chère Mélanie, est une mer navigable sur les rives terrestres de laquelle nous nous tenons à l'envers ; la tête en bas. » Le héros du dernier roman de Joyce Carol Oates (*Mon cœur mis à nu,* Stock, 625 p., 23,75 €), Abraham Licht, fondateur d'une famille d'escrocs patentés, connaît un crépuscule poignant. Son esprit inventif n'a pas résisté au fameux krach boursier de 1929, dont il aurait tant voulu lire les signes annonciateurs dans les astres... qui ne révèlent toutefois jamais rien d'autre que leur beauté mystérieuse. Sombrant dans une nuit dont on ne revient pas, jamais Licht ne pourra emmener sa fillette Mélanie voguer sur l'océan noir mais pourtant translucide, jamais il ne pourra lui léguer sa science du ciel.

A ceux qui se plaisent à voyager du regard sur la voûte étoilée, disons tout net que mai sera une des plus agréables périodes d'observation de l'année. Les planètes se plieront en quatre pour le plaisir – et le confort – des astronomes amateurs. Qu'on en juge : au début du mois, les cinq planètes des Anciens (les cinq visibles à l'œil nu soit, dans l'ordre, Mercure, Vénus, Mars, Jupiter et Saturne) défileront à la queue leu leu, dégringolant sur l'horizon ouest comme une cascade d'astres. Et ce, au crépuscule, lorsqu'il fait bon se promener.

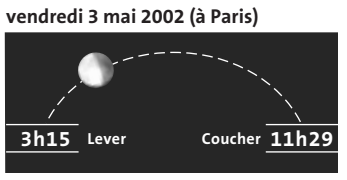
Le 6 mai, Mars, Vénus et Saturne formeront un magnifique triangle équilatéral. Quatre jours plus tard, le 10, Vénus et Mars – dont les dieux éponymes étaient amants – s'accoleront pour un céleste baiser. Les deux astres seront si proches que, annonce l'Association française d'astronomie (AFA), *« à l'œil nu ils sembleront n'être qu'une seule et même planète. L'événement est rare et ne se reproduira pas avant 2020 et 2040 ».* Le 14 mai, la Lune se mêlera au cortège et, au cours d'une seule nuit, n'occultera pas moins de trois planètes : Saturne, Mars et Vénus. Malheureusement, la première occultation se fera de jour et les deux autres seront invisibles de France.

A l'occasion de ce mois de mai riche en conjonctions, l'AFA a décidé d'ouvrir au public une centaine de sites d'observation dans notre pays et en Belgique, où seront également proposés, suivant les lieux, conférences, projections, expositions et initiation à la découverte du ciel. La liste des sites sera disponible à partir du 2 mai sur le site Internet de l'AFA (www.cieletespace.fr) ou sur Minitel (3615 bigbang).

Pierre Barthélémy

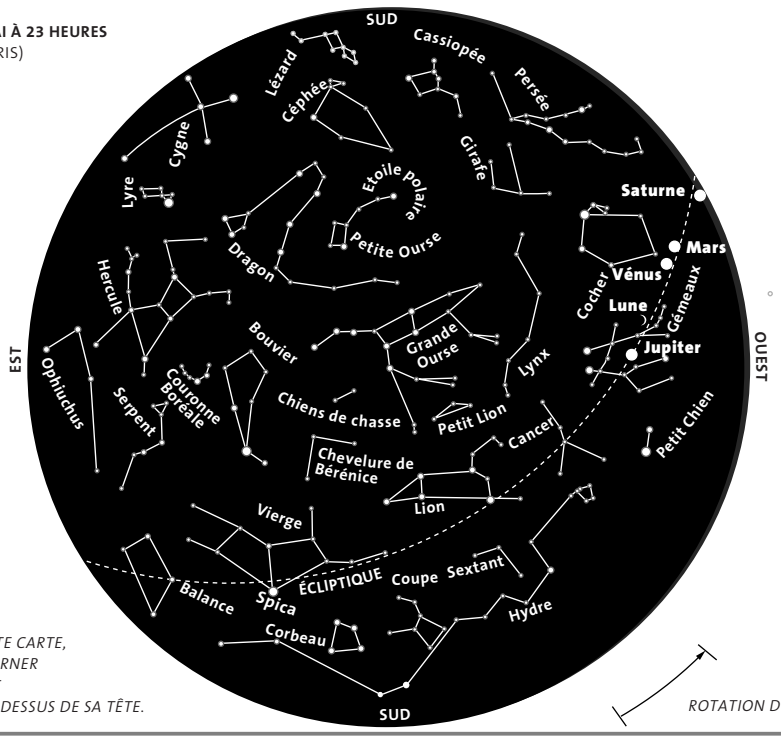
LUNE DE LA SEMAINE

vendredi 3 mai 2002 (à Paris)



CASCADE DE PLANÈTES SUR L'HORIZON

CIEL DU 15 MAI À 23 HEURES
(HEURE DE PARIS)



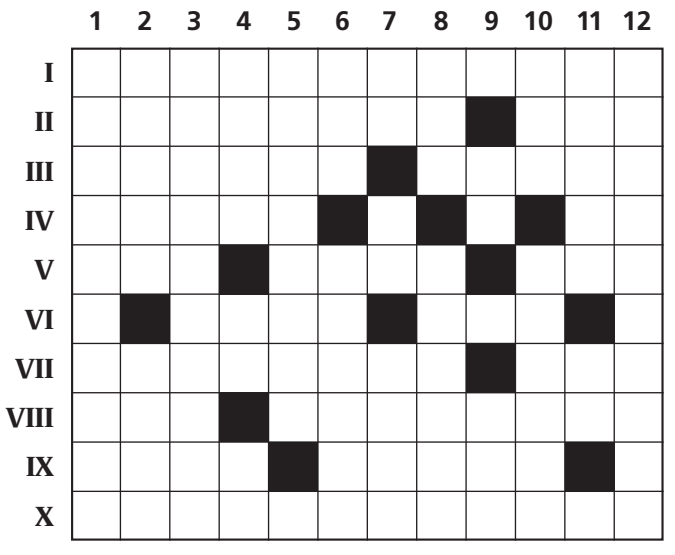
POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE SUD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

ROTATION DU CIEL EN 1 HEURE : 15°

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 103

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Laisse tomber et écrase. - II. Voit les choses du bon côté. La vie du mauvais côté. - III. La grenouille, mais pas la rainette. Crapaud s'il est petit. - IV. Sa méthode a laissé passer beaucoup de monde. Fatal à la fin. - V. Ouverte. Rapporte. Le seigneur des anneaux. - VI. Ouverture sur l'extérieur. Marque le doute. - VII. Petits coins à la campagne. Mouvement au Maghreb. - VIII. Travaille en cellules. Belles déclarations après coup. - IX. Impeccables. Pour voir ou ne pas voir. - X. Fait mâle en grandissant.

VERTICALEMENT

1. Trop beau pour être vrai. - 2. Propos plein de bon sens. Plus facile à mettre en œuvre si elle est simple. - 3. Marches arrière. - 4. Pour préparer de bonnes glaces. Piégé. Petit patron. - 5. Jardin des délices. - 6. Vient d'avoir. Ont subi la traction. - 7. Etats-Unis en VO. Fait circuler l'information. Bonne approche. - 8. Du tonus un peu poivré. Convoite. - 9. Personnel. Poisson ou tête de poisson. - 10. Fit un rapprochement. Précis dans le temps. - 11. Mis en beauté. Recommence à chaque tour. - 12. Sa place n'est pas dans la grille.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 102

Horizontalement

I. Protège-tibia. - II. Hérédité. Ans. - III. Opère. Orties. - IV. Se. Pneu. Hère. - V. PR. Etoffé. Ts. - VI. Haine. Fumées. - VII. Ogre. Gates. - VIII. Rée. Urnes. Lu. - IX. Nabote. Der. - X. Rhésus. Sinus.

Verticalement

1. Phosphorer. - 2. Repérage. - 3. Ore. Irène. - 4. Terpène. As. - 5. Edenté. Ubu. - 6. GI. EO. Gros. - 7. Etouffant. - 8. Ter. Futées. - 9. Thèmes. - 10. Baie. Es. Dn. - 11. Inerte. Leu. - 12. Assesseurs.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 272

La zone américo

UNE NOUVELLE MONNAIE, l'américo, vient de voir le jour . Tous les prix de la zone sont exprimés en nombres entiers d'américos. Il a été décidé de frapper des pièces de différentes valeurs comprises entre 1 et 100 américos de telle sorte qu'avec un jeu de pièces (une de chaque sorte) un prix donné ne puisse pas être obtenu de plus d'une façon (quand il peut être obtenu).

Est-ce possible en frappant sept pièces ?

Est-ce possible en frappant dix pièces ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 2002

Solution du problème dans *Le Monde* du 7 mai.

Solution du problème n° 271 paru dans *Le Monde* du 23 avril.

Les trois pesées suffisent. A et E sont à la liqueur et pèsent 126 grammes.

Les trois autres sont fourrés à la crème et pèsent 147 grammes.

Les œufs fourrés à la liqueur pèsent un nombre de grammes x inférieur à celui, y, des œufs fourrés à la crème.

Pesées 1 et 2 :

En remplaçant E par B et C, le poids moyen augmente. La différence, 168 grammes, représente soit y, soit $2y - x$.

Pesées 2 et 3 :

En remplaçant A par D et E, le poids moyen augmente encore. La différence, 147 grammes, représente encore soit y, soit $2y - x$.

Or on sait que $2y - x > y$. C'est que $y = 147$ et que $2y - x = 168$, soit $x = 126$.

Il est ensuite facile de constater que $A = E = 126$, puis que $B = C = D = 147$.

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE/AGENDA
Tous les mercredis datés jeudis
TARIFS 2002

PARTICULIERS :
FORFAIT 5 LIGNES
(25 caractères ou espaces par ligne)
- 2 Parutions : **93 € / 610,04 F TTC**
- 4 Parutions : **132 € / 865,86 F TTC**
18,50 € / 121,35 F TTC la ligne suppl.

ABONNÉS :
FORFAIT 5 LIGNES
(25 caractères ou espaces par ligne)
- 2 Parutions : **80 €/ 524,77 F TTC**
- 4 Parutions : **112 € / 734,67 F TTC**
17,50 € / 114,79 F TTC la ligne suppl.

☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

Chaque jeudi avec
Le Monde
DATÉ VENDREDI
retrouvez
LE MONDE DES LIVRES

CARNET

DISPARITIONS

Hans Heinrich von Thyssen-Bornemisza

Un des plus importants collectionneurs d'art du monde

LE BARON Hans Heinrich von Thyssen-Bornemisza est mort d'une attaque cardiaque, samedi 27 avril à Sant Feliu de Guixols (Espagne), à l'âge de 81 ans. Il sera inhumé en Allemagne, dans le château familial de Schloss Landsberg.

Né à Scheveningen (Pays-Bas) le 13 avril 1921, il était le fils de l'homme d'affaires et industriel allemand Heinrich Thyssen et d'une baronne hongroise, Margarita Bornemisza. Inquiète de la montée du fascisme en Europe, la famille quitte les Pays-Bas pour la Suisse en 1932. Le goût de l'art était ancré dans la famille depuis longtemps : son grand-père, le magnat allemand de la sidérurgie August Thyssen (1842-1926), commença de réunir la collection, qui fut complétée par Heinrich von Thyssen-Bornemisza (1875-1947), le père de Hans Heinrich. A sa mort en 1947, la collection fut dispersée entre plusieurs héritiers. Certains vendirent : Hans Heinrich racheta. Des 500 œuvres qui constituaient sa part d'héritage, il porta la collection à plus de 1 500 pièces, allant du Moyen Age à l'art contemporain. Elle était considérée comme la seconde collection privée au monde, après celle de la reine d'Angleterre.

Son père, le baron Heinrich von Thyssen-Bornemisza, avait rassemblé dans les premières années de ce siècle un bel ensemble de peintures allemandes sur bois, des XVe et XVIe siècles (Altdorfer, Dürer, Baldung-Grien). Il était l'ami d'historiens d'art réputés comme Max Friedlander, Bernard Berenson, Friedrich Dörnhöffer qui le conseillèrent et élargirent son champ de vision. Des maîtres de l'école allemande, il passa à ceux des Flandres et de Hollande, de Hals à Ruysdael. Puis se tourna vers l'Italie, où il acheta d'abord les panneaux anciens sur fond or des peintres siennois, florentins et vénitiens, avant de s'intéresser aux œuvres des frères Bellini, à Carpaccio ou au Caravage, et d'acheter quelques représentants des écoles françaises ou espagnoles, Fragonard ou Ribera. En 1932, il acheta en Suisse, près de Lugano, la villa Favorita. Il y fit construire une aile pour abriter ses trésors. A sa mort, en 1947, son fils cadet Hans-Heinrich s'y installe, reconstitue l'empire industriel des Thyssen-Bornemisza dévasté par la guerre, et la collection dispersée par la succession. Il continue à acquérir de la peinture ancienne : un Rubens en 1957, quatre toiles du Tintoret en 1967, 1977 et 1980, un portrait d'homme d'Antonello de Messine en 1964, deux natures mortes de Chardin en 1986, *La Toilette* de Boucher en 1967, un saint Sébastien du Bronzino en 1985. Mais il s'intéresse également au XIXe et au XXe siècle.

AFP

INSTALLATION À MADRID

La collection comporte quelques belles œuvres d'impressionnistes français (*Amazone de face* de Manet, *Le Dégel à Vétheuil* de Monet ou *Mata Mua* de Gauguin, mais aussi des toiles de Van Gogh, et de Toulouse-Lautrec). Peu d'œuvres de Picasso, en dehors de *L'Homme à la clarinette*, un chef-d'œuvre cubiste, et d'un bel Arlequin des années 1920, mais un ensemble important de l'avant-garde russe de Kandinsky à Filonov, de l'expressionnisme allemand et de la nouvelle objectivité (Beckmann, Dix, Grosz). Le surréalisme est, entre autres, représenté par l'étonnant *Rêve provoqué par le vol d'une abeille autour d'une grenade trente secondes avant le réveil* de Dali. L'abstraction géométrique par un chef-d'œuvre de Mondrian, *New York City*, de 1940-1942. L'art moderne et contemporain compte des œuvres des Américains Gorky, Pollock, Rothko, De Kooning, l'exceptionnel *Express* peint en 1963 par Robert Rauschenberg, des tableaux de Bacon et le portrait de Thyssen par Lucian Freud. En 1985, Thyssen épouse en cinquièmes noces Carmen Cervera, ex-Miss Espagne. La baronne sera pour beaucoup dans l'installation d'une partie de la collection à Madrid.

En effet, de coûteux travaux d'aménagement étaient nécessaires pour que la villa Favorita puisse accueillir l'ensemble de la collection. Celle-ci étant ouverte au public, le baron en demanda le financement aux autorités du canton de Tessin qui firent la sourde oreille. Commença alors un feuilleton à suspens (*Le Monde* des 20 avril et 21 août 1987, et du 8 avril 1988), qui se termina par l'installation au palais Villahermosa, une dépendance du Musée du Prado dans le centre de Madrid. L'édifice du XVIIIe siècle, réhabilité par l'architecte Rafael Moneo, fut inauguré en octobre 1992, avec une collection d'abord mise en dépôt pour dix ans. Il s'agissait en fait d'une location, l'Etat espagnol, qui avait de surcroît financé les travaux, ayant versé une somme estimée à 500 millions de francs de l'époque. La collection était alors estimée à 1,7 milliard de dollars par Sotheby's. En juin 1993, le gouvernement acheta les 775 tableaux pour 350 millions de dollars (1,925 milliard de francs de l'époque). La baronne Thyssen n'hésita pas à renoncer à une partie de son héritage en faveur des quatre enfants du baron pour que son pays puisse acquérir définitivement la collection. La Fondation Thyssen doit prochainement s'agrandir pour accueillir la propre collection particulière de Carmen Cervera, riche de quelque 700 œuvres.

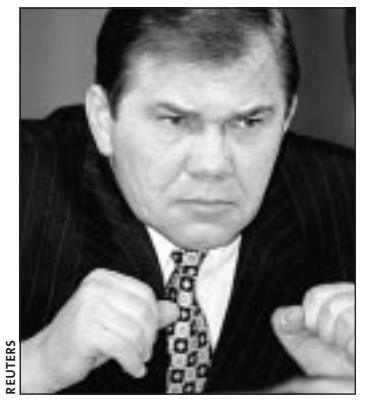
Harry Bellet

Le général Alexandre Lebed

Un moment considéré comme un successeur potentiel de Boris Eltsine

LE GÉNÉRAL Alexandre Lebed, ancien candidat à l'élection présidentielle en Russie, gouverneur de la région de Krasnoïarsk, personnalité populaire par son franc-parler contre la corruption des élites et son discours en faveur d'un ordre musclé dans le pays, est mort, dimanche 28 avril, à l'âge de 52 ans, dans un accident d'hélicoptère en Sibérie. L'appareil qui le transportait, avec dix-neuf autres passagers, vers un site sportif où devait se tenir une cérémonie d'inauguration de pistes de ski, près de Krasnoïarsk, s'est écrasé après avoir heurté un câble à haute tension en raison du mauvais temps, ont indiqué les autorités. Six autres personnes ont été tuées. Le général Lebed a été transporté vers un hôpital de Krasnoïarsk où il est décédé de ses blessures dans la matinée. Le président russe Vladimir Poutine a envoyé ses condoléances aux familles des victimes. Une commission d'enquête a été dépêchée dans la région pour établir les causes de l'accident.

Pendant des années, le général Alexandre Lebed avait été pressenti comme un successeur potentiel de Boris Eltsine, tant son image correspondait à un désir, répandu dans la population, de reprise en main du pays. Mais son élection, en 1998, comme gouverneur de Krasnoïarsk, région quatre fois grande comme la France et riche en minerais, ne lui avait pas procuré le tremplin espéré vers le Kremlin, mais au contraire avait conduit à sa marginalisation de la scène politique fédérale. A Moscou, on n'entendait plus guère parler, ces derniers temps, du général Lebed, sauf lorsque des problèmes économiques locaux le mettaient aux prises avec des mafias de Krasnoïarsk, dominées par l'un de ses rivaux, le « parrain » Anatoli Bykov.


REUTERS

Avec sa voix caverneuse, sa carrure de boxeur et ses manières bourrues, Alexandre Lebed entretenait une image d'homme à poigne. Mais il était tout le contraire d'un partisan de la fuite en avant militaire, et sa disparition prive la Russie d'une des rares personnalités capables de contribuer à un éventuel processus de paix en Tchétchénie. En août 1996, cet ancien commandant d'une unité de parachutistes soviétiques en Afghanistan avait joué un rôle-clé dans la préparation des « accords de Khassaviourt », qui accordaient, à la suite de la défaite militaire russe, une indépendance de fait à la Tchétchénie et prévoyaient que le statut de la République soit fixé en 2001.

INDÉPENDANT D'ESPRIT

D'origine modeste, né le 20 avril 1950 à Novotcherkesk, la « capitale des Cosaques du Don », Alexandre Lebed s'était d'abord fait remarquer, en août 1991, en se tenant aux côtés de Boris Eltsine pendant les heures troubles du putsch communiste. Plus tard, à la tête de la XIVe armée, il mettait fin aux affrontements entre l'armée moldave et les séparatistes de Transnistrie. Une dispute avec le ministre de la défense de l'époque le fit quitter l'armée en 1995 pour se lancer en politique. Il se joignait à un petit parti défendant les droits des communautés russes de l'ex-URSS.

En 1996, l'entourage de Boris Eltsine cherche en la personne d'Alexandre Lebed un appui contre les communistes. Le général Lebed, soutenu par la télévision ORT contrôlée par un financier de la famille Eltsine, crée la surprise en remportant près de 15 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Son ralliement à Eltsine avant le deuxième tour lui vaut d'être nommé secrétaire du Conseil de sécurité. Mais ses critiques contre la corruption et le cynisme de la classe dirigeante mènent à son renvoi de ce poste en octobre 1996. Boris Eltsine fustige publiquement l'*« insubordination »* du général.

Alexandre Lebed était sans doute trop perçu comme un trublion indépendant d'esprit pour inspirer confiance à l'entourage de Boris Eltsine lorsqu'il s'agit, à partir de 1998-1999, de chercher un successeur au président vieilli et malade. La personnalité, plus grise, et jugée plus fiable, de Vladimir Poutine devait l'emporter. Dans un entretien au *Figaro*, le général Lebed déclarait, en 1999, qu'il était *« presque convaincu »* que le pouvoir russe avait organisé les explosions d'immeubles qui facilitèrent le lancement de la guerre en Tchétchénie. Alexandre Lebed comptait des appuis en France, notamment parmi les groupes proches de Charles Pasqua, et il avait noué une amitié avec le comédien Alain Delon, qui était venu le soutenir en 1998, pendant sa campagne électorale en Sibérie.

Natalie Nougayrede

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde *(www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au* Journal officiel, *ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.*

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 27 avril sont publiés :

● **Décorations :** plusieurs décrets portant promotion, nomination et élévation dans les ordres nationaux de la Légion d'honneur et du Mérite au titre du ministère de la défense.

● **Gaz :** un arrêté prévoyant une baisse de 4,5 % du prix du gaz combustible vendu à partir des réseaux publics de distribution.

● **CNED :** un décret portant organisation et fonctionnement du Centre national d'enseignement à distance.

● **Enseignement supérieur :** deux décrets et trois arrêtés relatifs aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur et à la création du grade de master.

NOMINATION

Françoise Saliou a été nommée conseiller-maître à la Cour des comptes au tour extérieur, lors du conseil des ministres de mercredi 24 avril. Depuis mars 1999, Françoise Saliou était directrice des monnaies et médailles au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Chaque vendredi avec
Le Monde
DATÉ SAMEDI
retrouvez
LE MONDE TELEVISION

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

Organisme créancier : ***Société Editrice du Monde***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)
"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Gilles LE BAIL
et
Céline COLLARD,
Manon et **Gwenaëlle,**
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Nolwenn,

le 27 avril 2002, à Evry.

64, allée des Acacias,
94520 Périgny-sur-Yerres.

– A **Corinne PÉHAUT-ILLOUZ,**
la maman : un grand bravo,
et à

Rose Lorraine Aziza,

née le 27 avril 2002, à Epinal.

Tu es belle.

De la part de
Léa, Simon et Gérard PÉHAUT.

« Le hasard de la naissance est moindre que le hasard du scrutin. »

Décès

– M. et Mme Guy Dubau,
Mme Michèle Méniolle d'Hauthuille,
M. et Mme Hervé Gallais,
M. et Mme Alain Dubau,
M. et Mme François Roussely,
Et leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Mme Andrée FALCHIER.

Elle a cessé de se battre, ce 26 avril 2002, à Aix-en-Provence.

– Mlle Annette Fester,
M. et Mme Philippe Scheinberg,
Mlles Agnès et Béryl Scheinberg,
M. Cyril Scheinberg,
Mlle Céline Scheinberg,
M. et Mme Rubinstein,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, tante et cousine,

Mme Rachel FESTER,
née **SCHEINBERG**,

le 26 avril 2002, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 avril, à 15 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira dans l'allée centrale du cimetière.

Mlle Annette Fester,
70, boulevard Aristide-Briand,
66000 Perpignan.

– Mme veuve Philippe Koenig,
Roland et Marie-Françoise Féron,
Et Vincent, Valérie et Céline,
leurs enfants,
Jean-Paul et Isabelle Laronde,
et Charlotte, leur fille,
Christian et Mylène Koenig,
et Léa, Arthur et Clémentine,
leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Olivier KOENIG,
ingénieur ECP,

survenu brutalement le 24 avril 2002, dans sa cinquante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, Paris-15e.

– Les personnels du lycée-collège Jean-Moulin, Lyon-5e,
ont la tristesse de faire part du décès, le 24 avril 2002, de

Claude MARDIROSSIAN,
professeur de lettres.

– Mme Paule Thionet,
son épouse,
François et Anne-Marie Thionet,
Jean Thionet et Médard Breter,
Hélène et Rosario Retoux,
Anne-Marie et Luc Aquilina,
ses enfants,
Céline, Quentin, Léna, Solène,
Clément, Coline et Lucile,
ses petits-enfants,
Ainsi que toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre THIONET,
professeur honoraire d'Université,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 avril 2002, à son domicile, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Secours, 31, rue du Général-Leclerc, à Bois-Colombes, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de la Guillotière, à Lyon.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

92, rue Paul-Déroulède,
92270 Bois-Colombes.

Souvenir

– 1er mai 2001 - 1er mai 2002.

Marie-Claude
GRUMBACH-PALIARD

s'en est allée, il y a un an.

Celles et ceux qui l'ont estimée, admirée, aimée, se souviennent.

Avis de messe

– Le 3 mai 2001, décédait accidentellement, dans sa quatre-vingt-treizième année,

Amélia TOURÉ.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le 1er mai 2002, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph, à Montgeron (Essonne).

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Extrait du programme 2002

Séminaires

Robert Harvey : **« Qu'est-ce qu'un témoin ?»**
6 mai, 18 heures-20 heures, 15 et 22 mai, 18 h 30-20 h 30, 29 mai et 5 juin, 18 heures-20 heures, amphi A, 12 juin, 20 heures-22 heures, amphi B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e.

Patrick Vauday : **« L'(a)politique de l'espace pictural (I). Au XIXe siècle, la mondialisation de l'art ».**
6, 13 et 27 mai, 3 juin, 18 heures-20 heures, amphi B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris-5e.

Serge Margel : **« La crise de l'aristotélisme ».**
2 mai, amphi B, 18 heures-20 heures, 16 mai, amphi A, 18 heures-20 heures, 23 mai, amphi B, 18 h30-20 h 30, 30 mai, amphi B, 18 heures-20 heures, 6 juin, amphi A, 18 heures-20 heures, 13 juin, amphi B, 18 heures-20 heures, Carré des sciences, 1, rue Descartes Paris-5e .

Colloque
« Le phénomène de l'attention entre théorie et pratique (II) »,
sous la responsabilité de Natalie Depraz et Anthony Steinbock.
2 et 3 mai, 10 heures-17 heures, 4 mai, 10 heures-17 h 30, grande salle, maison Heinrich-Heine, Fondation de l'Allemagne, 27 C, boulevard Jourdan, Paris-14e.

Samedi autour d'un livre
La dramatique des phénomènes, de **Didier Franck,**
sous la responsabilité d'Alain David et Jean-Michel Salanskis avec Alain David, Didier Franck, Dominique Pradel et Jean-Michel Salanskis.
4 mai, 9 h 30-12 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes Paris-5e.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.
Consultation du site : www.ci-philo.asso.fr

En Languedoc-Roussillon, région dirigée par l'UDF grâce à son alliance avec le Front national, Jean-Marie Le Pen, en tête au premier tour, obtient ses meilleurs scores dans les départements les mieux dotés en équipements culturels. Les artistes s'interrogent sur l'impact de leurs actions

L'accès à l'art, rempart contre l'intolérance ?

J.-M. MART/LE MIDI LIBRE/MAXPPP

Manifestation contre le Front national, à Montpellier, samedi 27 avril.

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale

Réunions presque quotidiennes, manifestations et, surtout, appel à voter Jacques Chirac au deuxième tour : le Collectif du 20 mars, qui regroupe la plupart des acteurs culturels de la région Languedoc-Roussillon, a vite retrouvé le chemin du militantisme. Il s'était constitué après les élections régionales de mars 1998 pour combattre l'alliance du président du conseil régional, Jacques Blanc (UDF), avec le Front national (FN). Dès la semaine dernière, il s'est réuni à nouveau : dans l'ensemble de la région, Jean-Marie Le Pen arrive en tête (22,33 %) ; il fait ses meilleurs scores dans le Gard et l'Hérault, les deux départements les plus peuplés et les mieux dotés sur le plan culturel ; à Béziers, deuxième ville de l'Hérault, il obtient plus de voix que Jacques Chirac et Lionel Jospin réunis.

« *Je ne comprends pas* », répète presque incrédule René Koering, directeur de l'Orchestre philharmonique de Montpellier et du festival Montpellier-Radio France. Après la consternation, les artistes donnent leur analyse. « *En s'alliant avec le Front national, Jacques Blanc a lissé l'*extrême droite, estime Daniel Bedos, directeur du festival de théâtre Le Printemps des comédiens, qui avait appelé à voter Jean-Pierre Chevènement. *Il est responsable de sa banalisation.* »

Directrice du Centre chorégraphique national, Mathilde Monnier a été l'une des plus vives dénonciatrices de l'entente entre Jacques Blanc et le FN. Les élus FN avaient d'ailleurs exigé sa tête, ainsi que celles de René Koering, Jean-Paul Montanari, directeur du festival Montpellier-Danse et Jean-Claude Fall, responsable du Centre dramatique national. « *Les onze conseillers régionaux FN sont toujours en place. Peu à peu, bien des gens s'habituent à ce qu'ils soient dans le paysage. Une fois cette légitimité installée, la machine est lancée...* », dit-elle.

LE POINT NODAL DE L'ALGÉRIE

Derrière le silence des électeurs frontistes, qui frappe ces artistes, Jean-Paul Montanari devine la question du racisme. D'autres, comme Daniel Bedos ou l'éditrice Jeanine Gdalia, rappellent que la région a accueilli deux millions de pieds-noirs et abrite aussi des harkis et des immigrés du Maghreb. La question postcoloniale y demeure vive et influe sur les votes. « *Mon père votait Front national parce qu'il était enfermé dans la souffrance du départ d'Algérie*, explique Jean-Paul Montanari. *La guerre d'Algérie – dans laquelle Le Pen a joué le rôle que l'on sait – reste un point nodal en France et dans la région. Du coup, la société ne sait pas parler aux jeunes de la deuxième génération, qui sont français, et à qui elle n'arrive pas à faire une place. Dans les paroles du rap, j'entends une extraordinaire demande d'amour.* »

La question de l'étranger est aujourd'hui la plus importante dans la création contemporaine, observe Mathilde Monnier. « *C'est là qu'on se retrouve en opposition totale à l'âme du FN, car les artistes voyagent, accueillent des étrangers, ont un fonctionnement européen. Les électeurs du FN ne veulent pas faire entrer l'étranger au fond d'eux-mêmes et se murent ainsi dans le silence, car ce rapport à l'étranger, c'est d'abord un rapport de soi à soi.* »

Ces responsables culturels, réunis dans le Collectif du 20 mars, s'interrogent néanmoins sur leur propre travail. En dehors des théâtres de Sète, Narbonne, Nîmes et Alès, la plupart des institutions culturelles de la région se trouvent à Montpellier, seule ville où Lionel Jospin est arrivé en tête le 21 avril. « *S'agit-il d'un vote de la région contre Montpellier, ville fantasmée comme celle des privilégiés, l'ennemie des petites gens de l'arrière-pays, ville multiconfessionnelle et multiethnique ?* », se demande Jean-Claude Fall.

« CULTURE TROP ÉLITISTE »

« *Ce vote, c'est l'échec cuisant de tout ce qu'on fait*, affirme Daniel Bedos. *La culture demeure trop élitiste. Je n'arrive pas à capter d'autres publics que les milieux cultivés de Montpellier. J'ai commencé à développer le secteur du nouveau cirque car, en plus de ses qualités artistiques, il attire de nouveaux publics.* »

A Montpellier, les salles de concert et de théâtre sont presque toujours pleines, ce qui n'est pas le cas partout en France. De nombreux artistes ont multiplié les expériences sociales, dans les hôpitaux, les prisons, les quartiers sensibles. « *Le festival de Radio France propose des places à 6 euros, des concerts gratuits. On met des pianos sur des camions pour aller jouer dans les villages. On envoie toute l'année des musiciens dans les maternelles des quartiers difficiles. Et, en plus, on est bien accueillis* », rappelle René Koering. Jean-Paul Montanari pense que les attaques du Front national contre les « *cultureux* » viennent de là : « *Nous aussi on va sur le terrain de l'exclusion, alors que le FN voudrait faire croire qu'il est le seul à s'occuper du peuple.* »

Le travail avec le public est toujours à remettre en chantier, reconnaît pourtant Mathilde Monnier. Les lieux culturels ont mis l'accent sur la recherche de nouveaux publics dans les années 1980-1990, dit-elle. « *Quand on va chercher les gens, ils viennent. C'est faux de dire qu'ils ont envie de rentrer chez eux et de regarder la télé.* » Cette préoccupation serait moins présente aujourd'hui, d'autant que les artistes ont eu parfois le sentiment de se faire « *piéger* » par des élus qui comptaient sur eux pour résoudre les problèmes sociaux. « *Il n'y a aucune concession possible sur la question même de l'art, mais il faut travailler en permanence sur celle de l'accès à l'art.* » Le théâtre et la danse sont quasiment absents des programmes de télévision et les artistes ne sont plus jamais invités dans les autres émissions, déplore Mathilde Monnier : « *C'est pourtant le lieu qui permettrait de rapprocher le public de la création.* »

Catherine Bédarida

Patrick Bruel, chanteur et acteur

« Pour dire que nous sommes de gauche, il y aura les législatives »

CHANTEUR et acteur, Patrick Bruel, né le 14 mai 1959 à Tlemcen (Algérie), a souvent témoigné de son engagement contre le totalitarisme. Cible régulière de Jean-Marie Le Pen, il revient pour *Le Monde* sur les enjeux du 5 mai.

La colère est passée ?

Non. Mais maintenant place à l'action. Et sans se boucher le nez ou faire des manières. Il faut voter pour Jacques Chirac et sa victoire doit être écrasante. Point. Ce vote doit être un vote de raison d'Etat, de garantie de la démocratie. Pour dire que nous sommes de gauche, il y aura les élections législatives, avec un nouveau débat, un nouveau parcours. Tout de suite, la droite et la gauche doivent se prononcer clairement, sans formulations ambiguës. Le Pen dit qu'il serait déçu à moins de 30 %, mais il ne faut certainement pas s'en contenter. Il doit retomber à son pourcentage habituel et même plus bas. Au second tour le minimum pour que la France retrouve sa fierté c'est 85 % pour Chirac.

Des artistes ou des personnalités de la société civile se manifestent aujourd'hui, mais n'aurait-il pas dû y avoir des appels plus nets à aller voter de leur part ?

Voter est la première garantie de la démocratie. La politique c'est la vie de la cité, c'est fondamental. Les artistes, en dehors des soutiens de campagne, ont probablement été un peu absents. Mais souvent on nous dit que ce n'est pas notre place, que nous devrions rester dans notre rôle d'amuseurs, ne pas nous mêler de ces affaires trop sérieuses... Tu incites les gens à aller voter et tu es épinglé.

Cela vous est arrivé ?

En 1991, après un passage à la télé avec Anne Sinclair. Comme chanteur ou acteur, qu'on me moque, pas de problèmes. Mais sur cette question basique du vote, non. Ça, ce n'est pas passé. Pareil en 1995, j'avais décidé de ne pas aller chanter dans les villes qui étaient passées au Front national, Orange, Toulon, Marignane. Je ne pouvais pas, c'était viscéral. Les principales critiques ne sont pas venues de mes « ennemis ». Aujourd'hui, j'attends les résultats du second tour et des législatives pour savoir où je vais aller chanter. J'ai une tournée cet été, le répertoire des années 1934-1937, le Front populaire. C'est cette France-là que j'ai envie de chanter, mais pas n'importe où, pas devant n'importe qui.

La réaction de tous ces jeunes qui manifestent...

Les lycéens me font chaud au cœur. Ils sont magnifiques. Ils ne peuvent pas voter, leur seul moyen d'expression c'est d'aller manifester. Mais surtout qu'ils ne cèdent pas aux provocations, d'où qu'elles viennent. Prudence le 1er mai, chacun son cortège. N'allez surtout pas vous frotter aux frontistes. Ne transformons pas cet enthousiasme en fantasme du grand soir. C'est un jeu trop dangereux.

Il y a des grands égarés dans cette histoire. Dans la communauté juive, des gens penseraient que si Le Pen vient au pouvoir, beaucoup de juifs vont partir en Israël, et donc que c'est bien pour Israël. Ou que l'arrivée de Le Pen serait un signe envoyé aux musulmans... Mais enfin, la communauté juive sait quand même ce qu'elle doit au racisme, à l'antisémitisme, au fascisme. Elle réclame un devoir de mémoire à tout le monde, bien sûr. Mais qu'elle n'oublie rien elle non plus. Ne nous trompons surtout pas d'ennemi.

Propos recueillis par Sylvain Siclier

Le monde de la culture uni au Zénith en faveur du vote Chirac

MOUSSE/MAXPPP

Jane Birkin au Zénith de Paris, dimanche 28 avril.

C'ÉTAIT une première depuis la Libération : cent trois organisations représentant les arts plastiques et le cinéma, le cirque, la danse et l'édition, la musique et le théâtre s'étaient réunies pour rédiger en un temps record une résolution commune et appeler à un rassemblement au Zénith, dimanche 28, à 17 heures.

En quelques jours s'était improvisé un plateau où les artistes s'exprimeraient en leur nom propre, dans une série de variations sur le thème unique de la défense de la démocratie : « *Parce que chaque abstention, chaque bulletin blanc, chaque bulletin nul est une voix pour Le Pen, nous vous appelons à déposer, dimanche 5 mai, dans l'urne, le bulletin Chirac. Nous vous appelons à faire de ce vote un référendum pour la démocratie et la République, contre l'extrême droite.* » Une quarantaine de chanteurs et acteurs, romanciers et cinéastes, danseurs et metteurs en scène allaient mettre en mots et en musique leur interprétation de cette problématique devant un public de plus de 6 000 personnes.

Dans la salle, les rares réfractaires au nom du président de la République s'étaient tus dès la deuxième intervention. Et les sept mille présents se mirent à applaudir « *sans états d'âme* » le leitmotiv de la soirée, devant un parterre où se mêlaient artistes et politiques de droite et de gauche, comme Emmanuelle Béart, Jane Birkin, Romane Bohringer, Isabelle Carré, Philippe Clay, Gad Elmaleh, Claude Lelouch ou Firmine Richard ; membres du gouvernement, comme Jack Lang, ministre de l'éducation, Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, et Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine ; députés, comme Patrick Braouezec (PCF), Noël Mamère (Verts) ou Henri Plagnol (RPR), ainsi que Bertrand Delanoë (maire de Paris) ou Roch-Olivier Maistre (conseiller culturel de Jacques Chirac), Jacques Toubon (RPR, ancien ministre de la culture) et de très nombreux responsables d'établissements privés ou publics, comme Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Pompidou.

« UN DEVOIR, PAS UN CHOIX »

Après Régine Juin, ancienne exploitante du cinéma de Vitrolles, venue décrire les conséquences sur la culture de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir (disparition des animateurs de rue, fermeture des maisons de quartier, sabordage du café-musique...), Costa-Gavras en a détaillé le programme destructeur. Le metteur en scène Jean-Claude Fall – l'un des initiateurs du mouvement, avec le directeur de l'Orchestre de Paris, Georges Hirsch – stigmatisait « *l'effondrement culturel* » et la télévision – fort malmenée au cours de la soirée – et concluait : « *En chassant les oligarques, les Athéniens inventaient le théâtre en même temps que le vote. Il faut voter le 5 mai.* »

On entendra Viviane Forrester : « *Jamais bulletin de vote n'a été aussi précieux. C'est un devoir, pas un choix : votez Chirac !* » Didier Daeninckx, dénonçant en tant qu'auteur de polars la manipulation des chiffres de l'insécurité, et martelant : « *Le vote blanc, c'est le vote petit-blanc.* » Patrice Chéreau, se souvenant de *Kühle Wampe* (1932), le film de Slatan Dudow et Bertolt Brecht : « *Pas une seule fois, on n'y voit les nazis, ils luttaient contre la social-démocratie, et n'ont pas vu le véritable ennemi. Je ne voudrais pas connaître pareille mésaventure : hier après-midi, à la manifestation, j'ai entendu des "Ni Chirac ni Le Pen !" Ceux-là, je ne dirai pas qu'ils sont criminels, mais je le pense.* » Emmanuelle Laborit, rappelant le sort réservé aux handicapés par les nazis, appelait à voter Chirac dans le langage des sourds, devant une forêt de mains levées.

Sous l'unanimité républicaine, apparaissaient discrètement d'autres fils : la critique – ou la défense – de la gestion socialiste ; la mobilisation contre la mondialisation. Colline Serreau appelait au « *combat pour la dignité des petites gens* ». L'appel à tirer la leçon du scrutin, en renouant avec les exclus, en reprenant le chemin du militantisme, s'exprimait par la voix d'Ariane Ascaride lisant un message de Robert Guédiguian ou celle de Xavier Durringer : « *Soyons le coupe-feu, votons dimanche, et continuons l'effort de chaque jour pour redonner la parole.* »

Comme Jean-Claude Grumberg ou Marcel Bluwal, particulièrement émouvants, Laure Adler faisait se lever la salle : « *Il ne faut pas tomber dans la gueule du loup pour échapper au diable : il faut que Chirac s'exprime sur les voix de gauche qui auront contribué à l'élire.* » La France plurielle, celle des rappeurs – condamnés par le programme culturel du FN – ou de Khader Belarbi, danseur étoile à l'Opéra, « *enfant de la République* », martelait sa nécessité de voter. « La Marseillaise *est à nous* », concluaient Elie Seimoun, Bruno Solo ou Yasmina Benguigui, avant de donner rendez-vous mardi à 19 heures sur le parvis des Droits-de-l'Homme, pour une *Marseillaise* géante organisée par un nouveau collectif d'acteurs et de chanteurs baptisé « Vive la France ! ».

Jean-Louis Perrier

Arts Des mondes à penser pour les crocodiles soumis

VILLENEUVE-D'ASCQ *« Observez le visiteur dans un musée bien équipé, crocodile soumis qui suit les étapes ordonnées de la carrière de l'artiste moderne, qui s'approche pour regarder l'œuvre avec respect et attention lorsque le signal émis par un chef-d'œuvre identifié fait bourdonner ses écouteurs »*, écrit le critique Charles Harrison, dans le catalogue de l'exposition rétrospective que le Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq consacre au mouvement d'origine britannique Art & Language, fondé en 1968. A quoi Michael Baldwin, un des artistes du groupe, ajoute : *« Notre travail tend souvent des pièges au sens où nous cherchons à provoquer des attentes dans le seul but de les rendre intenables, à demander une attitude cognitive de la part du spectateur, afin de le confronter à un problème. »* Et son compère, Mel Ramsden, de conclure : *« Dans ce sens, le spectateur incompétent est un consommateur paresseux et beaucoup de ceux qui savent tout sont, selon moi, des consommateurs paresseux. »*

On l'aura compris, il ne faut pas compter sur Art & Language pour passer un moment de détente au musée. Sauf à considérer que se cultiver, se poser des questions inédites, réfléchir ou apprendre peut être une détente. En ces heures sombres, il s'agit même d'une détente nécessaire. De celle que provoque n'importe quelle rencontre ou découverte, qui sont, chez les gens ouverts, donc pas paresseux, enrichissantes. Rencontrons donc Michael Baldwin, et méditons son message : *« Une ancienne définition de la culture était liée au pragmatisme des langues naturelles : si X et Y partagent une culture, alors X peut enseigner à Y et Y peut enseigner à X. Ils peuvent apprendre l'un de l'autre. Si nous avions une conception de la culture qui prenait cela en compte, nous nous porterions tous bien mieux. Parce que bon nombre des "différences" culturelles apparaîtraient alors comme n'étant que des illusions, liées au racisme et aux préjugés, et une bonne partie de la culture élitiste serait éliminée tant elle paraîtrait ridicule. »*

Dans les années 1970, le groupe comptait une trentaine de membres (les fondateurs, Terry Atkinson, Michael Baldwin, David Bainbridge et Harold Hurrell, rejoints petit à petit par Ian Burn, Joseph Kosuth, Mel Ramsden et Charles Harrison...) répartis dans le monde, publiait une revue *(Art & Language)* et fut un des éléments les plus actifs de cet art que l'on a nommé « conceptuel ». La rétrospective organisée par Joëlle Pijaudier-Cabot à Villeneuve-d'Ascq a l'intelligence de ne pas tenter d'en faire une histoire encyclopédique. Les œuvres se bousculent, les époques s'intercalent, une pièce récente dialogue avec une plus ancienne, une installation historique, comme l'*Index* des classeurs métalliques exposé en 1972 à la Documenta de Cassel, se voit dédoublée par une version ironique, composée de châssis entoilés, peints et empilés, intitulée *Index : Wrong Healed in Official Hope*, et datant de 1998.

Art & Language fait feu de tout bois. Ils utilisent les mots, en déclinant par exemple le mot « surf » dans des jeux typographiques complexes, pour mieux faire comprendre la complexité pour un peintre de se confronter à la « surf'ace » du tableau. Ils utilisent le châssis et la toile traditionnels pour en faire des meubles (*« Un tableau doit être aussi confortable qu'un bon fauteuil »*, disait Matisse). Ils copient *L'Origine du monde* de Courbet et la recouvrent d'un voile de peinture rose et d'une vitre qui rend le sexe bien lointain. Ils sont aussi capables de faire des tableaux parfaitement figuratifs qui révèlent un vrai métier de peintre. Mais les bougres les exécutent en tenant le pinceau avec la bouche. Art & Language, vous dit-on.

Bref, ils bousculent tout, et le visiteur, ce « crocodile soumis » dénoncé par Harrison, et qu'il contribue avec ses amis à libérer, se sent soudain l'envie de dévorer à pleines dents ce cadeau merveilleux d'artistes encore capables de lui donner des mondes à penser.

Harry Bellet

Art & Language. Too Dark to Read. Musée d'art moderne Lille-Métropole, 1, allée du Musée, 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 03-20-19-68-68. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 mai. Entrée : 6 €, accompagné 3,70 €, pour les 12-25 ans 1,50 € et gratuit pour les moins de douze ans. Catalogue (livre et CD-ROM) : 280 p., 54 €.

Photo : *Couverture de vynil*, huile sur toile. © Coll. Joséphine Fabre / Art & Language.

OPÉRA • Marc Minkowski a choisi de donner ce drame lyrique tel qu'il fut conçu par Debussy

La révolution définitive de « Pelléas et Mélisande », cent ans après

LE 30 AVRIL 1902, le Théâtre national de l'Opéra-Comique, à Paris, était le lieu d'une des principales révolutions du monde musical : *Pelléas et Mélisande,* drame lyrique en cinq actes d'après Maurice Maeterlinck, de Claude Debussy, allait modifier pour toujours la conscience lyrique internationale. Lorsqu'en 1911 Marcel Proust disait à Reynaldo Hahn avoir l'impression, à propos de *Pelléas,* de quelque chose d'*« antérieur à Wagner »*, il disait bien ce à quoi Debussy était parvenu : une table rase en forme de retour aux origines, même si le compositeur, à l'époque où il était *« follement wagnérien »*, avouait : *« C'est* Tristan*, qui nous empêche de travailler. On ne voit pas... Je ne vois pas ce que l'on pourrait faire au-delà de* Tristan*. »*

REUTLINGER/ARCHIVES LAROUSSE-GIRAUDON

Mary Garden dans le rôle de Mélisande en 1908.

Cent ans après, l'Opéra-Comique fête l'événement en coproduisant une exécution en concert de *Pelléas* confiée à Marc Minkowski (très inattendu en ce cadre), à la tête d'une distribution de jeunes chanteurs français (à l'exception de la Tchèque Magdalena Kozena, dont le français est excellent). Minkowski a choisi de donner l'opéra tel qu'il fut d'abord conçu par Debussy, de 1893 à 1902, c'est-à-dire sans les fameux interludes orchestraux, ajoutés au dernier moment parce qu'il fallait « meubler » les temps morts dus aux changements de décor. Ainsi Debussy écrit-il, dans une lettre du 2 avril 1902, quelques jours avant la première, le 30 : *« Claude Debussy propose et M. Messager dispose... Hier soir vers 10 heures, ce dernier est venu me demander un raccord de soixante-quinze mesures pour le second acte de* Pelléas*... »*

UN PARLÉ-CHANTÉ CHOQUANT

Même si le chef d'orchestre Arturo Toscanini avait envisagé de le faire, il est difficilement concevable de supprimer la musique symphonique de Debussy pour ces interludes. Aussi sera-t-il intéressant de constater comment ce drame fonctionne avec des césures dramatiques plus resserrées interrompant ce flux continu auquel l'oreille moderne associe désormais la continuité dramatique exemplaire de *Pelléas.*

Si Debussy dut ajouter de la musique, il retrancha du texte. Maurice Maeterlinck, qui avait tout fait pour imposer sa maîtresse Georgette Leblanc pour chanter Mélisande, devait s'en ouvrir publiquement au *Figaro,* quelques jours avant la première, regrettant les coupures *« arbitraires et absurdes »* et souhaitant une chute *« prompte et retentissante »* à l'opéra.

Cependant, la découverte, en 1893, de la pièce de l'écrivain belge devait bouleverser Debussy et lui permettre de trouver le poète de ses rêves, qu'il avait si bien décrit, quelques années avant, en 1889, devant son ami Maurice Emmanuel : *« Ce sera celui qui, disant les choses à demi, me permettra de greffer mon rêve sur le sien ; qui concevra des personnages dont l'histoire et la demeure ne seront d'aucun temps, d'aucun lieu.* (...) *Je rêve de poèmes qui ne me condamnent pas à perpétrer des actes longs, pesants ; qui me fournissent des scènes mobiles, diverses par les lieux et le caractère ; où les personnages ne discutent pas, mais subissent la vie et le sort. »*

Les personnages de *Pelléas* ne bavardent pas en effet, mais ils parlent plus qu'ils ne chantent. La révolution la plus audible portée par Debussy est celle de la prosodie : ce parlé-chanté ou chanté-parlé qui allait tant choquer et faire couler d'encre – rarement sympathique. A l'époque où est créé *Pelléas,* les ouvrages qu'on entend à l'Opéra-Comique sont *Louise,* de Charpentier, *Grisélidis* et *Manon,* de Massenet, *Mireille* de Gounod. Qu'on imagine la stupeur du public d'abonnés devant cette nudité, ce presque rien au bord de l'ineffable, cet opéra sans airs...

Cent ans après, *Pelléas* est un classique pour le public, et une référence incontournable pour les compositeurs. Si un Gilbert Amy, dans *Le Premier Cercle,* souscrit à ce type de prosodie, d'autres, comme Philippe Boesmans, dans son *Conte d'hiver,* en allemand, préfèrent l'usage exogène d'une langue étrangère, pour ne pas frapper à la porte de fantômes musicaux qui, cent ans après, sont encore trop vivants et dérangeants...

Renaud Machart

PELLÉAS ET MÉLISANDE, de Claude Debussy. Par Magdalena Kozena, Jean-Sébastien Bou, François Le Roux, Jérôme Varnier, Nathalie Stutzmann, le Mahler Chamber Orchestra, Marc Minkowski (direction).
OPÉRA-COMIQUE, 5, rue Favart, Paris-2e. M° Richelieu-Drouot. 20 heures, le 30 avril. Tél. : 08-25-00-00-58. De 7 € à 42 €.

Expositions

PARIS

L'Ecole militaire

L'Ecole militaire est une réalisation majeure de l'architecture du XVIIIe siècle, due à Ange-Jacques Gabriel (1698-1782). L'édifice est aussi l'élément moteur d'une vaste opération d'urbanisme. Le bâtiment est en effet le pivot d'un axe Trocadéro - tour Eiffel - Champs-de-Mars - avenue de Breteuil, qui mit presque deux siècles à trouver la physionomie qu'on lui connaît aujourd'hui. Une exposition réunit 230 œuvres, rassemblées par Yoann Brault, Frédéric Jiméo et Claude Trabuc. Elle retrace les grandes heures de cet axe perpendiculaire à la Seine : du projet (inachevé) de Gabriel, aux grands événements dont le Champ-de-Mars a été le cadre (fêtes de la Fédération, puis de l'Etre suprême, distribution des Aigles). Cet axe a également été le théâtre de nombreuses expositions universelles, dont témoignent encore la tour Eiffel et le palais du Trocadéro. En revanche, la formidable galerie des Machines, élevée en 1889, parallèlement à l'Ecole militaire, a été détruite.

L'Ecole militaire et l'axe Breteuil -Trocadéro, Ecole militaire, 21, place Joffre, Paris-7e. M° Ecole-Militaire. Tél. : 01-43-25-30-30. Tous les jours de 12 heures à 18 heures, jusqu'au 23 juin. 3,5 €.

SOMME

Anne Rochette

L'exposition s'intitule « Un jour après l'autre, sculptures ». Un jour après l'autre, en effet, sans s'enfermer dans une méthode ou un langage, Anne Rochette expérimente des manières différentes d'inventer des volumes, d'allier des matériaux, de donner naissance à des formes, lesquelles peuvent être lourdes d'une présence corporelle ou légèrement constellées d'allusions à d'autres cultures, proches ou lointaines. La porcelaine, le métal, le tissu : polychromes et divers, les assemblages se développent et s'étendent dans l'espace en liberté et le plaisir physique que l'artiste ressent dans son travail est immédiatement transmis au spectateur.

Maison de la culture, place Léon-Gontier, Amiens (Somme). Tél. : 03-22-97-79-79. Du mardi au vendredi de 13 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 mai. Entrée libre.

Musiques

PARIS

Essaouira

Chaque année, depuis 1998, les ruelles étroites, les places d'Essaouira, petite cité portuaire située sur la côte atlantique du Maroc, sont envahies par des milliers de candidats à la plus belle des aventures : la fête. Car c'est avant tout cela, le festival d'Essaouira, une immense fête populaire, un rassemblement axé autour de la culture gnaoui à travers des rencontres musicales au cours desquelles s'organise le dialogue entre les musiciens gnaoua et d'autres venus du rock, du jazz, de partout. Pour avoir un avant-goût de ce qui se passera sur les scènes installées dans la ville cette année, du 13 au 16 juin, on pourra se rendre au Cabaret Sauvage le soir du 1er mai, où les Maâlems Abdelkebir Merchane, Abdeslam Alikane et Mahmoud Guinéa recevront leurs invités : Bojan Z, Julien Lourau, Louis Bertignac, Solorazaf, Karim Ziad, Loy Ehrlich, Vincent Segal, Michel Alibo, Aziz Sahmaoui, etc.

Cabaret sauvage, parc de La Villette, Espace Au bord du canal, Paris-19e. M° Porte-de-la-Villette. Tél. : 01-42-09-01-09. Le 1er mai, à 20 heures. 15,24 €.

Rock

PARIS

Chokebore

Longtemps stakhanoviste du rock alternatif américain, ce quatuor originaire d'Hawaï avait fini par s'absenter, lassé peut-être de ne jamais dépasser son statut de groupe culte. Après quatre années sabbatiques, un nouvel album, *It's a Miracle,* Chokebore semble croire à une possible renaissance. On y retrouve de vieux atouts – un chant émotif et mélodique sur fond de tension sonique à mi-chemin des Pixies et de Nirvana – mais aussi une aptitude nouvelle aux sonorités acoustiques, qui pourraient donner en concert de jolis contrastes.

Le Trabendo, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. M° Porte-de-Pantin. Le 30 avril, à 20 heures. Tél. : 01-42-54-07-07. 18 €.

Sélection revues théâtre et cirque

Parade

Le n° 1 de *Parade, revue internationale des arts du cirque*, vient de sortir, lancée par la revue *Alternatives théâtrales*. Le cirque, *« une forme de spectacle sorcier »*, notent Bernard Debroux et Pascal Jacob dans leur introduction, a survécu aux révolutions et aux deux guerres mondiales, pour connaître une renaissance importante ces dernières années. Aujourd'hui, il se trouve à la croisée du théâtre, de la danse, des arts plastiques et des nouvelles technologies. Son public se diversifie en même temps que se multiplient les compagnies, les écoles et les lieux.

Parade propose des dossiers sur le patrimoine du cirque (« Le cirque en Union soviétique », par Pascal Jacob), les écoles (celle de Montréal, en particulier) ou les rencontres avec d'autres arts. Le dessinateur belge de bande dessinée François Schuiten explique son attrait pour le monde de la piste. Une étude sur le graveur Edgar Chahine, Arménien né en 1874, permet de redécouvrir ses œuvres touchantes consacrées aux danseurs de corde ou aux parades de rue, traitées dans la veine du *« socialisme romantique »*. Beau portfolio de Christophe Raynaud De Lage sur *Mondes*, spectacle des élèves de l'école du cirque de Bruxelles. – C. Ba

***Parade,* n° 1. 80 p., 13 €.**

Frictions

Frictions décline les vertus d'une indépendance aux frontières du secret. Les *« frictions »* pratiquées sont de celles qui déclenchent de petites étincelles, au frottement d'objets de pensées suffisamment inattendus pour provoquer des réflexions inédites. *Frictions* a un goût particulier pour les voix atypiques, les angles inattendus, la remontée de courants adverses. Illustrations dans sa cinquième livraison, avec des textes du Canado-Libanais Wajdi Mouawad par exemple, renvoyant dans un jeu de miroirs les mots et les concepts entre Orient et Occident : *« L'Occident aussi a ses kamikazes qui lui permettent de vivre comme un sacrifice collectif inconscient le suicide. »* Emouvant témoignage de Marie Vitez, sur la *Phèdre* mise en scène par son père, Antoine ; et conclusion avec le grand metteur en scène allemand Einar Schleef – disparu l'été dernier – qui raconte *« l'expérience-clé »* de son travail avec un groupe de bègues. Un récit d'écriture si intense qu'il paraît toucher la plus haute fiction. – J.-L. P.

***Frictions* (27, rue Beaunier, Paris-14e), 128 p., 13 €.**

Les Cahiers de Prospero

A l'automne 2001, le Centre national des écritures du spectacle, installé à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, a accueilli en résidence plusieurs auteurs venus des Antilles, de Nouvelle-Calédonie ou de la Réunion. L'écrivain guadeloupéenne Gerty Dambury a dirigé ce numéro des *Cahiers de Prospero* consacré aux auteurs de ces îles et continents lointains et à leurs interrogations sur l'écriture.

« Qu'est-ce qu'écrire, sinon habiter le silence ? », questionne le romancier malgache Raharimanana au cours d'un texte éblouissant. Avec son souffle poétique, il plonge dans l'histoire de son île aux racines multiples – ses silences, ses interdits, ses blessures – en un chant d'amour et de haine pour cette terre qu'il rêve de posséder et de détruire. La terre et le silence sont aussi au cœur des lignes poétiques de deux auteurs liés à la Nouvelle-Calédonie, Cécile Mozziconacci et Nicolas Kurtovitch, tandis que le romancier haïtien Lyonel Trouillot se penche sur le *« flottement »* de l'écrivain caribéen. – C. Ba

***Les Cahiers de Prospero,* n° 12. Mars 2002. 154 p., 9 €.**

Cassandre

Sous le titre « Nouveaux territoires, vieux enjeux », le bimestriel s'inquiète de la récupération, voire de la notabilisation, des lieux alternatifs, tout en pointant plus que jamais la misère en milieu artistique et le besoin de relais aux exclus. Christian Poitevin-Julien Blaine, initiateur de la Belle-de-Mai, à Marseille, dénonce *« l'esprit collabobo »*, en pamphlétaire, et introduit à la vision de ce que *Cassandre* nomme *« la friche Canada Dry »* du palais de Tokyo. Les rapports de l'urbanisme, du social et de la création sont au cœur de la problématique. En témoigne notamment l'entretien avec l'architecte Patrick Bouchain (le Lieu Unique, à Nantes, la Ferme du bonheur en Ile-de-France, la Condition publique à Roubaix). L'actualité renvoie au site Internet de la revue (cassandre@horschamp.org), la préparation de rencontres dédiées à la *« refondation d'une politique culturelle »*. Elles auront lieu les 24, 25 et 26 mai à La Parole errante, à Montreuil. – J.-L. P.

***Cassandre,* n° 46, 60 p., 5 €.**

Brian De Palma, rock star des cinéphiles

En exil à Paris, le cinéaste se dit heureux d'avoir quitté l'« asile hollywoodien » qui ne lui a jamais pardonné ses échecs commerciaux. « Femme fatale », son nouveau film produit en France, sort le 1er mai sur les écrans

GILLES COULON

ON SAVAIT la figure de Brian De Palma figée dans le temps : veste de safari, chaussures de sport, pantalon de toile taillé large et, surtout, même barbe soigneusement coupée. Une barbe commune à plusieurs réalisateurs américains apparus dans les années 1970 : Steven Spielberg, George Lucas, Martin Scorsese, Francis Ford Coppola, et qui fit dire à Billy Wilder que les barbus avaient pris le pouvoir à Hollywood. On ignorait en revanche que la figure de Brian De Palma pouvait être également figée dans l'espace. De son appartement à Manhattan à son nouvel habitat parisien, près de l'avenue Kléber, où il vit depuis deux ans, on ne peut guère déceler de changements. On croirait une caravane déplacée de New York à Paris.

L'intérieur d'un appartement de Brian De Palma reste désespérément le même, avec des murs vides, des pièces avec quelques meubles achetés chez Ikea, des rayonnages avec des cassettes et beaucoup de livres. On s'attendrait qu'un régisseur vînt, comme à la fin d'un tournage, nettoyer le décor et ranger De Palma dans une malle. Au fond de l'appartement de Brian De Palma se trouve un ordinateur. Ce dernier n'est pas seulement une machine. Il est une fenêtre sur le monde et apparaît comme l'élément central de l'intérieur « de palmien », comme HAL dans le vaisseau spatial de *2001 : l'odyssée de l'espace*. C'est essentiellement par courrier électronique que correspond Brian De Palma avec ses interlocuteurs. Et c'est sur Internet que le réalisateur passe une partie de son temps, sur des forums de discussion. *« Au cours de l'un d'entre eux, un internaute ne voulait pas croire qu'il discutait avec moi, il m'a posé deux questions obscures sur mes films. Comme j'étais incapable de répondre, il en a conclu que j'étais un imposteur. »*

En s'installant en France, De Palma perpétue une vieille tradition de réalisateurs américains – Orson Welles, Joseph Losey, Preston Sturges, Jules Dassin, Nicholas Ray – rejetés par le système hollywoodien et exilés en Europe. Curieusement, Orson Welles tenait un rôle important dans *Get to Know your Rabbit*, le premier film tourné par De Palma pour une grande compagnie, après une série de films indépendants. *« Welles incarne le drame de l'artiste américain. Il a commencé par réaliser* Citizen Kane *avec tous les moyens possibles mis à sa disposition et n'a jamais supporté de se les voir retirer. Je ne suis pas sûr qu'il ait vu l'un de mes films, je ne sais pas trop ce qu'il en pensait, mais sa position était extrêmement dangereuse. »* A la différence de ses prestigieux confrères, Brian De Palma a su tirer avantage du système français, le plier à sa mesure, et trouver au moins un interlocuteur, Tarak Ben Ammar, susceptible de produire son nouveau film, *Femme fatale*, dont la sortie en France est prévue le 1er mai, et de lui laisser une totale maîtrise artistique. *« Je suis issu de la génération des années 1960, qui était très politisée. Je pense que la dégradation du cinéma américain est due à l'afflux d'argent. Les réalisateurs gagnent trop d'argent. En France, j'ai découvert un système qui n'était pas corrompu. »* Ce bonheur inattendu se traduit par des signes tangibles. Lorsqu'il parle, Brian De Palma ne filme plus son interlocuteur avec sa caméra numérique comme cela pouvait être le cas auparavant, mais le regarde, lui sourit, et va même jusqu'à lui offrir un café.

« Aux Etats-Unis, je suis fini, je suis le plus gros sujet de rigolade après Jerry Lewis. » On pourrait légitimement croire à une plaisanterie, même si certains signes montrent en effet que l'artiste De Palma n'existe plus dans son pays d'origine depuis le désastre du *Bûcher des vanités* en 1990. *« Vous ne vous rendez pas compte de cette catastrophe. J'adaptais un best-seller sacré, un monument de la littérature américaine pour un résultat public désastreux. Je suis resté l'homme qui a ridiculisé Tom Wolfe, et l'establishment critique ne me l'a jamais pardonné. Depuis, je n'existe plus. »*

BIOGRAPHIE

▶ 1940
Naissance à Newark, dans le New Jersey.

▶ 1976
« Carrie », son dixième film, est son premier grand succès public.

▶ 1983
« Scarface » devient un film culte au sein de la communauté noire et latino.

▶ 2001
S'installe en France et réalise à Paris « Femme fatale ».

PROPHÈTE DANS SON PAYS D'ADOPTION

Le mot catastrophe revient toujours dans une conversation avec Brian De Palma. Un réalisateur américain se définit souvent en fonction de ses succès. Brian De Palma est toujours plus prompt à mettre ses échecs commerciaux en avant : *Blow Out*, *Outrages*, *L'Impasse*. Pour la plupart des gens, la catastrophe est une expérience terminale. Pour De Palma, elle apparaît comme une catharsis. *« Vous vous souvenez de Filmways, la maison de production qui a financé* Blow Out *? Regardez bien son nom, car elle a disparu juste après la sortie du film. Lorsqu'ils en ont découvert le dénouement, avec Nancy Allen assassinée, John Travolta dépressif avec son écouteur sur la tête, seul sur un banc au milieu d'un paysage enneigé, ils ont compris que le film n'allait jamais marcher. Mais il était trop tard, le film devait sortir une semaine plus tard, ils n'avaient plus le temps de retourner une autre fin. Si vous voulez, je peux maintenant vous parler de la catastrophe* Mission to Mars, *ça vous dit ? »*

En deux années passées en France, Brian De Palma a remarquablement su endosser son nouvel habit d'auteur certifié, maudit dans son pays natal et prophète dans son pays d'adoption. Une rétrospective de son œuvre au Centre Pompidou au mois de février a battu des records d'entrées et transformé le cinéaste en rock star. *« C'est surtout l'âge du public qui m'a marqué. Beaucoup de garçons, souvent très jeunes, connaissaient mes films par cœur. Je m'attendais qu'on me cite des dialogues de* Scarface, *mais pas de* Body Double *ou de* Pulsions. *»*

Cet engouement va bien au-delà d'un cercle cinéphile. Des dialogues de *Scarface* se trouvaient sur le premier album d'Akhenaton. Stomy Bugsy affirme se passer en boucle dans son bain une cassette des dialogues en français de *Scarface*. *« En français,* Scarface *? Des chanteurs de rap français ? Des banlieues qui se passent ce film en boucle ? Souvent je me demandais, à Hollywood, si c'était moi qui étais fou ou mon environnement qui ressemblait à un asile. Puis je suis parti en France, et là j'ai compris que j'avais quitté l'asile. »*

Samuel Blumenfeld

MOTS D'ARTISTES AVANT LE 5 MAI

■ *Avec son frère* **Calbo**, **Lino** *est l'un des chanteurs, d'origine congolaise, d'***Arsenik**, *groupe de rap de rue issu de la cité du Chaudron à Villiers-le-Bel :* « J'ai regardé les résultats de l'élection avec des Français qui étaient atterrés. Voir la tête de Le Pen ne nous a pas plus surpris que ça. Le racisme, nous le vivons depuis longtemps. Nous n'avons pas voté car nous n'avons qu'une carte de résident. Nous sommes arrivés en France en 1975. Nous avons essayé de prendre la nationalité française, tout semblait bien se passer jusqu'à ce qu'on nous annonce l'an dernier que nos dossiers avaient été égarés. Dans la cité, beaucoup de jeunes ne votent pas, ils ne se sentaient pas concernés, pas représentés, ce n'était pas dans leurs mœurs. Le résultat du premier tour semble avoir fait l'effet d'un électrochoc. Je ne compte plus les gamins à casquette Lacoste qui me disent qu'ils prendront la prochaine fois leur carte d'électeur. »

■ *Quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, le groupe* **Tryo** *avait publié un single intitulé* Tryo part en campagne, *sur lequel figurait, entre autres, la chanson* Les Extrêmes, *écrite par* **Christophe Mali**, *chanteur, guitariste et accordéoniste de cette formation de reggae-folk.* « J'ai écrit cette chanson à l'époque où les mairies d'Orange et de Vitrolles étaient passées à l'extrême droite. Le refrain disait alors : "Le FN c'est toi/ C'est toi quand tu ne votes pas." Quand nous sommes rentrés en studio pour enregistrer notre deuxième album (*Faut qu'ils s'activent*), le FN semblait mort. Pour ne pas leur faire de pub gratuite, j'avais transformé "le FN" par "les extrêmes". En tournée, nous jouerons la version originale ! La chanson dit aussi : "Alors tu descends dans la rue combattre la peste brune/ Toi qui n'a jamais pris le chemin vers les urnes." On en veut aux électeurs du FN, mais aussi à ceux qui n'ont pas voté et qui manifestent aujourd'hui. »

■ *Les artistes et les chercheurs français en résidence à la Casa de Velazquez, à Madrid, ont lu le 24 avril, lors d'un colloque consacré aux institutions artistiques, la déclaration suivante :* « Face aux résultats alarmants du premier tour de l'élection présidentielle, nous voulons exprimer et diffuser notre foi en la culture, la tolérance et la liberté. Aujourd'hui, en Espagne, et demain, ailleurs, nous défendrons toujours ces piliers de la démocratie contre les idéologies totalitaires. » *L'un des participants espagnols du colloque, le professeur* **Victor Nieto**, *historien d'art, a salué cette intervention dans ce lieu en rappelant que, durant le franquisme, la Casa de Velazquez était, à Madrid, un espace de liberté où ses compatriotes pouvaient venir s'informer des mouvements internationaux d'art et de culture alors interdits de cité en Espagne.*

DOMINIQUE DHOMBRES

Correcteur de mensonge

LES SONDEURS BOUDENT. Ils se sont tellement trompés le 21 avril qu'ils ne veulent surtout plus se risquer à donner des prévisions pour le 5 mai. Ils sont vexés. Ce n'est quand même pas de leur faute si l'électeur, jusqu'au dernier moment, ne sait pas ce qu'il va faire ou, tout simplement, leur ment. *« Il y a une vraie difficulté à évaluer le vote Le Pen. C'est un vote que les gens n'avouent pas »*, constatait dimanche soir, sur M6, Philippe Méchet, directeur de la Sofres. Le coefficient de correction utilisé pour ce type d'électeur coriace et sournois est impressionnant. Quand la Sofres annonçait, avant le premier tour, 14 % d'intentions de vote en faveur de Jean-Marie Le Pen, cela voulait dire que la proportion brute, celle des réponses réellement fournies, était de 8 %. Comment cela se calcule, la quantité de menteurs dans une population donnée ? Les instituts de sondages ont visiblement trouvé une méthode, une sorte de correcteur de mensonge, puisqu'ils appliquent ce genre de coefficient. Cela pourrait avoir un très grand intérêt dans la vie de tous les jours, et pas seulement avant les élections.

Lionel Jospin boude aussi. On ne lui fera pas prononcer, ni même écrire puisqu'il communique désormais par fax, le nom de Jacques Chirac. Il appelle seulement ses *« concitoyens »* à exprimer par leur vote *« leur refus de l'extrême droite »*. C'est, si l'on s'en tient au sens, exactement la même chose que de les inviter à voter Chirac. Il y manque seulement le son, l'image, et le cœur.

Un qui ne boude pas, c'est Bruno Gollnisch, le directeur de campagne de Jean-Marie Le Pen. Il était partout, ce week-end. La méthode est immuable, comme on a pu le voir dimanche soir, sur France 3, chez Christine Ockrent. Avant de répondre à la première question, Bruno Gollnisch se plaint d'abord aigrement et avec véhémence de la façon dont les médias parlent du Front national. Hier, on a dit ceci qui est abominable sur telle chaîne, et avant-hier cela qui est scandaleux sur telle autre. Bref il pratique, avec les médias, l'équivalent de l'incident de séance dans la vie parlementaire. Ce qu'il aime, avant tout, c'est une belle empoignade. Il en résulte fatalement invectives et confusion. On n'a strictement rien compris, dimanche soir, à ce que serait le budget de la France si Jean-Marie Le Pen parvenait jusqu'à l'Elysée. C'était peut-être le but de l'opération.

TÉLÉVISION

Deux « bêtes de médias »

Entre les deux tours de l'élection présidentielle, Match TV diffuse, sur les candidats en lice, deux documentaires uniquement composés d'images d'archives. Programmés l'un à la suite de l'autre, le portrait de Jean-Marie Le Pen précédera celui de Jacques Chirac. De leur présence télévisuelle depuis trente ans, le réalisateur, Michel Royer, a extrait les particularités les plus saillantes. La matière ne manque pas, chacun ayant très tôt intégré les médias dans sa stratégie politique. Du côté de Jacques Chirac prédominent les volte-face tactiques : le contexte et l'intérêt immédiat priment sur les positions affichées antérieurement. Mais aussi une grande fébrilité à se frotter aux gens et aux caméras, avec un art de la mise en scène pour emporter la sympathie. Du côté de Jean-Marie Le Pen, une même rhétorique médiatique est à l'œuvre, de l'attaque au positionnement comme victime, avec une volonté systématique de faire des « coups » : il se plaint de ne pas avoir accès aux médias, provoque des affrontements ou des scandales face aux caméras, puis accuse les journalistes d'avoir mal interprété ses propos et gestes, quand il ne les nie pas. Ce qui lui permet de se dire constamment victime d'un système médiatique aux mains de ses ennemis. – Ma. D.

« Le Pen image par image » et « Chirac image par image » : mardi 30 avril, 23 h 30 et 0 h 25 ; jeudi 1er mai à 0 h 35 et 1 h 30 ; vendredi 2 mai à 21 h 40 et 22 h 35, Match TV.

MARDI 30 AVRIL

▶ Les Maternelles
8 h 45, France 5
Qui sont les gens (surtout des femmes) qui travaillent dans les crèches et les lieux d'accueil pour les tout-petits ? Comment ont-ils été formés ? Quelles sont leurs compétences et leurs responsabilités ? Le magazine présenté par Maïtena Biraben (du lundi au vendredi, avec un florilège le samedi à 9 h 45) propose une série documentaire, « Prends soin de lui » (9 × 13 min), où Isabelle Doumenc répond à toutes ces questions.

▶ Thema : L'extrême droite en Europe
20 h 40, Arte
Suite aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle, la chaîne rediffuse deux documentaires, *Voyage au bout de la droite* et *Bienvenue à Vitrolles*, déjà programmés en mars 1999 et mai 1998. Le premier est une sorte de road-movie où Nicholas Fraser, journaliste à la BBC, rencontre tout ce que l'Europe compte de fascistes et de néonazis et commente à sa manière, candide, drôle, choquée, ce qu'il entend. Le second, réalisé par Guy Konopnicki, révèle le racisme effarant des militants FN à Vitrolles.

▶ Post mortem, quelle vie après la mort du travail ?
20 h 45, Planète
Dix ans après la fermeture du site de production de Sanofi à Vilvoorde (Belgique), Fabrice George a retrouvé quelques-uns des licenciés. A 40 ou 50 ans, ces travailleurs ont dû sévèrement remettre en question leur quotidien et s'interroger sur le sens de leur vie. Ce documentaire est suivi des *Esclaves du libre-échange*, qui montre un autre volet de la mondialisation et dénonce les conditions effroyables faites aux salariés du tiers-monde dans les territoires détaxés.

▶ Die Nacht / La Nuit
0 h 50, Arte
Au cœur de ce quatrième numéro, les sons, la musique, la voix et les mots, qui ont parfois *« le savoureux mérite de n'avoir aucun sens »*. Et toujours les vidéos, le carnet de voyage (Venise), les séries TV revisitées (« Derrick »). Et aussi *Tico Tico*, les Gilles de Binche et le poète Jacques Darras. Ludique et surprenant.

RADIO

MARDI 30 AVRIL

▶ Les Chemins de la musique
10 h 30, France-Culture
Rediffusion de la série « Les musiciens français face à l'Orient », de Véronique Puchal. De Dukas à Debussy, de Ravel à Messiaen, comment certaines grandes œuvres furent irriguées par un Orient perpétuellement réinventé. Du lundi au vendredi.

▶ Feuilleton politique en direct
11 heures, France-Culture
Suite du feuilleton mis en place à l'occasion de l'élection présidentielle et réalisé en direct (du lundi au vendredi, depuis le 15 avril et jusqu'au 3 mai) par une troupe de comédiens. Cette semaine, c'est Michel-Antoine Burnier qui clôt la série avec le feuilleton *Les Coriaces*, qui comprend exceptionnellement six épisodes (le dernier sera écrit dans la nuit du 5 au 6 mai après les résultats).

▶ Le monde change
13 h 10, RFI
Internet peut-il apporter quelque chose à la démocratie ? Démocratie locale en réseau, médias interactifs, pétitions mondiales, agoras en ligne... Verra-t-on la naissance d'une société civile planétaire ou d'un gouvernement mondial ? Avec Pierre Lévy (*La Cyberdémocratie*).

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 29 AVRIL

TF1

16.30 ET 1.30 **Exclusif 17.05 Melrose Place** Le meurtre était presque parfait. Série **17.55** 7 à la **maison** Remue-ménage. Série **18.55 Le Bigdil** Spéciale super dotation **19.55 Météo, Journal, Météo.**

20.55 Le Grand Patron La Loi du sang. Série. Avec Francis Huster, Frédéric Pierrot, Estelle Skornik, Jacques Spiesser. 2669788
Pour le docteur Fresnay les patients se suivent mais ne se ressemblent pas. Du truand, à la jeune femme refusant tous soins au nom d'une croyance au demi-frère atteint d'une maladie irréversible, le docteur doit s'adapter...

22.45 Y'a pas photo ! Magazine présenté par Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 4686900
0.20 Football Ligue des champions. Présentation des matchs retours **0.55 F1 magazine.**

2.05 Sept à huit Magazine **2.55 Reportages** Le combat du père Pedro 6352382 **3.20 Très pêche** Documentaire **4.15 Histoires naturelles** Documentaire **4.45 Musique 4.55 Appels d'urgence** Magazine (60 min).

FRANCE 2

16.00 En quête de preuves Série **16.55** Des chiffres et des lettres ◯ **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo **20.35** Elections 2002 Invité : Bruno Gollnisch.

20.55 La Bataille d'Hernani Téléfilm. Jean-Daniel Verhaeghe. Avec Arielle Dombasle, Alexandre Brasseur, Florence Darel, Jacques Dacqmine, Fabrice Pruvost (France, 2001). 7557962
Echappant de peu au couperet de la censure, Hernani, *la pièce de Victor Hugo déclenche en 1830 une véritable bataille entre bien-pensants.*

22.30 Mots croisés Débat. Invités : François Fillon, Carl Lang, J.-L. Borloo, Alain Finkielkraut, Noël Mamère. 5190146
0.05 Journal de la nuit, Météo 0.30 Musiques au cœur 8889672 **1.25 Doc Mezzo** UT 5e.

1.50 On aura tout lu ! **2.45** J'ai rendez-vous avec vous **3.05 Paul-Emile Victor, retour vers le futur 3.30** 24 heures d'info **3.50 Live for Love United 3.55 Soudan, la gomme à tout faire 4.05 La Pieuvre** Série (50 min).

FRANCE 3

16.35 TO3 Magazine **17.35** A toi l'actu@ Magazine **17.50** C'est pas sorcier **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.15** Loto Foot **20.20** Foot 3.

20.55 C'est mon choix Elisez l'invité au look le plus extravagant de l'année ! Magazine présenté par Evelyne Thomas. 7179368

23.25 Météo **23.30** Soir 3.

0.05 Strip-tease Magazine proposé par Jean Libon et Marco Lamensch. Au sommaire : Comme un poisson dans l'eau ; Ecoute Bibiche. 7832479

1.05 Ombre et lumière Magazine. Invitée : Gisèle Halimi 2095769 **1.30 La Case de l'oncle doc Documentaire 2.25** Foot 3 **2.50** Soir 3 **3.15 France Europe express 4.20 Côté maison 4.45 Un jour en France** (40 min).

CANAL+

► *En clair jusqu'à 20.45* **18.45 Futurama** Série **19.05** Le Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping Divertissement **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05 Burger Quiz.**

20.44 Soirée Brian de Palma - Mission to Mars ■ Film. Brian De Palma. Avec Gary Sinise, Tim Robbins, Don Cheadle, Connie Nielsen, Jerry O'Connell. *Science-fiction* (EU, 2000) ◯. 400350875
Partis à la rescousse d'un équipage resté sur Mars, des astronautes vont découvrir l'origine de l'humanité.

22.35 Brian de Palma, l'incorruptible Documentaire. K. Soumaïla ◯. 8755691
23.30 En aparté Magazine. Invités : Julien Clerc **0.15 Football** Championnat d'Angleterre (37e journée) : Bolton - Arsenal 1673672.

2.00 Les Trois Mousquetaires ■■■ Film. G. Sidney. Avec Lana Turner. *Cape et épée* (EU, 1948) 49304585 **4.05 Le Retour des Mousquetaires** Film. R. Lester. Avec Michael York. *Cape et épée* (Fr. - GB, 1989, 100 min) ◯ 2479818.

FRANCE 5 / ARTE

16.30 Alexandrie la magnifique 17.30 100 % Question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Nature Sauvés des eaux **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Elections, à qui la faute ?

20.40 Fargo ■■■ Film. Joel et Ethan Coen. Avec Steve Buscemi, William H. Macy, Frances McDormand, Peter Stormare. *Policier* (Etats-Unis, 1995, v.o.) ◯. 622504
Dans une petite ville du Dakota, deux truands minables enlèvent la femme d'un vendeur de voiture. Les cadavres s'accumulent. Une femme-shérif mène l'enquête.

22.20 Grand format - Les Enfants du bitume Documentaire. Edet Belzberg (Etats-Unis, 2001). 7098962
0.10 Court-circuit (le magazine) Spécial Festival d'Oberhausen. *Camouflage ; 31.* 5502837.

1.00 Fargo Film. Joel et Ethan Coen. Avec Steve Buscemi, William H. Macy. *Policier* (EU, 1995, v.o.) ◯ 7530092 **2.35 Des éléphants et des hommes** Une histoire millénaire (15 min) 1592498.

M6

16.40 Madame est servie Série **17.10 Highlander** Série **18.05** Le Flic de Shanghaï Série **19.00** ET 20.40 **Loft Story 19.45 Caméra Café** Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05 Notre belle famille** Série.

20.50 The Relic Film. Peter Hyams. Avec Penelope Ann Miller, Tom Sizemore, Linda Hunt, James Whitmore, Clayton Rohner. *Horreur* (EU - All., 1997) ◯. 834078
Une entité monstrueuse est libérée dans un musée. Une sentation de déjà-vu.

22.50 Hackers Film. Iain Softley. Avec Johnny Lee Miller, Angelina Jolie, Fisher Stevens, Matthew Lillard, Laurence Mason. *Suspense* (EU, 1995) ◯. 1598165
Pour les ados fans d'informatique.

0.40 Loft Story Divertissement 5737194 **1.20 Jazz 6** Marcus Miller, énergie pure ! Concert donné l'été dernier à Jazz à Vienne 2001 3196769 **2.20 M6 Music** Emission musicale (280 min) 72029634.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.50 A Scene at the Sea ■■■ Takeshi Kitano. Avec Kurudo Maki, Hiroko Oshima, Sabu Kawahara (Japon, 1992, 100 min) ◯ **Cinéfaz**
13.55 La Planète des singes ■■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) ◯ **CineCinemas 3**
15.30 Marathon Man ■■ John Schlesinger (Etats-Unis, 1976, 125 min) ◯ **Cinéfaz**
15.35 La Petite Apocalypse ■■ Costa-Gavras (France - Pologne, 1993, 105 min) ◯ **Cinéstar 1**
16.45 La Vie privée de dom Juan ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1934, N., 85 min) ◯ **Cinétoile**
17.35 La Machine à explorer le temps ■■ George Pal (Etats-Unis, 1960, v.m., 105 min) ◯ **CineCinemas 2**
18.55 A mort l'arbitre ! ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1984, 85 min) ◯ **CineCinemas 1**
20.40 Une histoire d'amour ■■ Guy Lefranc (France, 1951, N., 95 min). **Festival**
21.00 Gueule d'amour ■■■ Jean Grémillon (France, 1937, N., 90 min) ◯ **Cinétoile**
22.35 I Want to Go Home ■■ Alain Resnais (France, 1989, 105 min). **Paris Première**
23.55 Le Père Noël a les yeux bleus ■■ Jean Eustache (France, 1966, N., 45 min) ◯ **CineClassics**
0.20 Possession ■■ Andrzej Zulawski (France - Allemagne, 1981, 120 min) ◯ **CineCinemas 2**

DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. Thème : Culture et politique. Invité : Jean-Jacques Aillagon. **LCI**
17.05 Les Lumières du music-hall. François Deguelt. Charles Aznavour. **Paris Première**
19.00 Explorer. Ces animaux que l'on aime détester. La veuve noire. Le serpent à sonnettes. Docteur cafard. **National Geographic**
19.10 L'Invité de PLS. LCI
19.40 Le Vrai Journal des présidentielles. i Télévision
21.05 Le Point. La grève de l'amiante : Cinquante ans plus tard. Athènes : La course à obstacles. **TV 5**
22.55 La Route. Elie Semoun et Laurent Voulzy. **Canal Jimmy**
0.10 Pendant la pub. Invité : Marcel Desailly. **TMC**

MAGAZINES

16.05 FBI. Invités : Alexandre Arcad ; Guillaume Dustan ; Isild Le Besco. **Match TV**

DOCUMENTAIRES

18.05 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [1/5]. **Histoire**
18.25 Judy Garland. Planète
19.00 Lietuva, Lituanie libre. [1/2]. **Histoire**
19.45 Cinq filles et une balance. Planète
20.00 Les « Bronzés » en Amérique. Voyage
20.00 Télé notre histoire. Eliane Victor. **Histoire**
20.15 Des premières nations. Planète
20.20 Hollywood Stories. Brandon Lee. **Paris Première**
20.30 Le Vertige du désert. National Geographic
20.30 Civilisations. La muraille de Chine. **La Chaîne Histoire**
20.45 L'Histoire de la Coupe d'Angleterre de football. [1, 2 et 3/3]. **Planète**
21.00 Dinosaures. La disparition. **National Geographic**
21.00 Tribulations. L'Amérique de Stéphane. **Voyage**
21.00 L'Image instantanée. Dr Erich Salomon. **Histoire**
21.45 Nos cousins de la jungle. [3/3]. **Odyssée**
22.00 Pierre Mendès-France. La Chaîne Histoire
22.15 Danger réel. L'école du FBI. **13ème RUE**
22.25 California Visions. Canal Jimmy
22.50 Une vallée contre un empire. Histoire
23.00 Légendes. Ivana Trump. **Téva**
0.00 Les Combattants de l'insolence. Histoire

SPORTS EN DIRECT

17.00 Football. Championnat d'Europe des moins de 17 ans. Groupe A : Pays-Bas - Angleterre. **Eurosport**
20.00 Rugby à XIII. Championnat de France. Quart de finale. Match aller : Carcassonne - Union treiziste catalane. **Pathé Sport**
20.50 Football. Championnat d'Angleterre (37e journée) : Bolton - Arsenal. **Canal + vert**

MUSIQUE

18.40 Berg. *Suite lyrique pour orchestre à cordes.* Par l'Orchestre de la Radio-Télévision suisse italienne, dir. Youri Ahronovitch. **Mezzo**
19.15 Rimski-Korsakov. *Shéhérazade.* Avec Hans Kalafusz (violon). Par l'Orchestre symphonique du SDR de Stuttgart, dir. Sergiu Celidibache. **Mezzo**
21.00 Marciac Sweet 2000. Avec Thierry Eliez (piano), Thomas Bramerie (basse), A. Ceccarelli (tambours). **Mezzo**
23.30 La Nuit des musiciens. En 1999. Avec Guy Touvron, Daniel Humair, Juliette, F. Hadji-Lazaro, Pigalle. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

19.00 Le garçon qui venait de la mer. Duwayne Dunham. **Disney Channel**
22.15 Goupi-Mains Rouges. Claude Goretta. **Festival**
22.40 Le Voyage d'Eva. Patrice Gautier. **Monte-Carlo TMC**
23.15 Illegal in Blue. Stuart Segall ◯ **RTL 9**

SÉRIES

19.05 Homicide. Le point final ◯ **Série Club**
19.55 Le Caméléon. [1/2]. Instinct naturel. **Série Club**
22.30 Sex and the City. Esprit es-tu là ? (v.m.) ◯ **TSR**
23.10 New York District. Black, White and Blue ◯ **13ème RUE**
23.40 X-Files, aux frontières du réel. Peur bleue ◯ **TSR**
23.40 Les Soprano. La veste (v.o.) ◯. **Canal Jimmy**

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 L'Economie en question.
20.30 Décibels.
22.00 Journal. 22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Pascal Rophé : œuvres de Ravel, Finzi, Tiessen, Jolas.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème. *My Ship*.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. *La Belle Excentrique*, de Satie, par l'Orchestre des Concerts Lamoureux ; Œuvres de Poulenc, Chabrier. 20.40 Concert. Par l'Orchestre national des Pays de la Loire, dir. Hubert Soudant : œuvres de Florentz, Brahms.
22.05 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Alkan, Hamerik, Chopin, Berlioz.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

MARDI 30 AVRIL

TF1

12.05 Attention à la marche ! 12.50 A vrai dire 13.00 Journal, Météo 13.55 Les Feux de l'amour Feuilleton **14.45 L'Amour à l'imparfait** Téléfilm. Dagmar Damek. Avec Marushka Detmers, Michael von Au (Allemagne, 1998) **16.30 Exclusif 17.05 Melrose Place** Cas de conscience. Série **17.55** 7 à la **maison** La vie est trop belle. Série **18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal, Météo.**

20.55 Octopussy ■ Film. John Glen. Avec Roger Moore, Maud Adams, Louis Jourdan, Kristina Wayborn, Kabir Bedi. *Espionnage* (GB, 1983). 1713011
James Bond tente de récupérer un bijou rare aux mains d'un riche prince indien et d'un général russe aux rêves de conquête. Un film plutôt réussi grâce à quelques péripéties trépidantes.

23.20 Vis ma vie Magazine présenté par Laurence Ferrari. Invités : Marie Mylise ; Jean-Pierre Coffe ; Gaëlle. 9215189

1.05 Football Ligue des champions (Demi-finale, match retour). Bayer Leverkusen (All.) - Manchester United (GB) : Résumé 81879371.

1.40 Exclusif 2.15 Idéal Palace Le Grand Hôtel de Stockholm 4157536 **3.10 Très chasse** Documentaire **4.05 Reportages** J'ai été juré 2380739 **4.30 Histoires naturelles** Documentaire (30 min).

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.50** Derrick Série **14.55** Un cas pour deux Fatal héritage. Série **16.00** En quête de preuves Le diplomate. Série **16.45 Un livre 16.50 Des chiffres et des lettres 17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Le réel et l'incertain. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo **20.35** Elections 2002 Invité : Philippe Douste-Blazy.

20.55 Stargate, la porte des étoiles ■ Film. Roland Emmerich. Avec Kurt Russell, James Spader, Jaye Davidson, Viveca Lindfors, Alexis Cruz. *Fantastique* (Etats-Unis, 1995) ◯. 1708189
Un commando de l'armée est propulsé dans une galaxie lointaine. Un film de science-fiction évoquant les romans d'Edgar Rice Burroughs.

23.00 Fallait y penser ! Magazine présenté par Frédéric Lopez. Invités : Michel Boujenah, Chantal Goya, Mickael Young. 3796030

1.05 Journal, Météo 1.30 Pardaillan Téléfilm. Edouard Niermans. Avec Jean-Luc Bideau, Guillaume Canet (France, 1996) ◯ 5326826.

2.55 Chanter la vie 3.45 24 heures d'info **4.05 Live for Love United** 81468642 **4.10 Les Vitraux de Cracovie** Documentaire **4.25 Double Je** Magazine (95 min) 11711994.

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix Magazine **15.00 Les Feux de la passion** Téléfilm. Billy Hale. Avec Katharine Ross, Sam Elliott (Etats-Unis, 1981) ◯ **16.35** TO3 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister. **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier L'aventure de l'électricité **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.

20.55 Il était deux fois... les grands duos Divertissement. 645437
C'est par des extraits musicaux et des images d'archives que cette émission fait revivre des duos mythiques de la chanson française.

22.55 Météo **23.00** Soir 3.

23.30 Small Soldiers ■■ Film. Joe Dante. Avec Gregory Smith, Kirsten Dunst, David Cross. *Comédie* (EU, 1998) ◯. 6104360
Des jouets miniatures se mettent à s'attaquer aux habitants d'une petite ville. Une satire des films de guerre et de l'industrie du divertissement. Une férocité sympathique.
1.20 Libre court *La Gueule du loup*. Court métrage. César Campoy.

1.50 Ombre et lumière Invitée : Christine Ockrent **2.15** C'est mon choix... ce soir **2.40** Soir 3 **3.05 Strip-tease 4.05 La Case de l'oncle Doc** Les Mains bleues **4.55 Un jour en France** (40 min).

CANAL+

14.00 Le vieux qui lisait des romans d'amour ■ Film. R. de Heer. *Aventures* (Fr. - Austr., 2000) ◯ **15.45 Air Bud 3** Téléfilm. B. Bannerman (EU, 2000) ◯ **17.05 Destination finale** ■ Film. J. Wong. *Fantastique* (EU, 2000) ◯ ► *En clair jusqu'à 20.45* **18.45 Futurama** Série **19.05 Journal 19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55 Les Guignols 20.05 La grande course.**

20.20 Football Ligue des champions (Demi-finale, match retour) : Bayer Leverkusen (All.) - Manchester United (GB). 20.45 Coup d'envoi en direct. 322194
Cette demi-finale de Ligue des champions entre le Bayer et Manchester sera sans nul doute une rencontre intéressante, pour d'innombrables raisons.
22.50 Le Monde des ténèbres Le sacrifice ◯.

23.35 La Secte sans nom Film. Jaume Balagueró. Avec Emma Vilarasau, Karra Elejalde, Tristan Ulloa, Pep Tosar, Jordi Dauder. *Suspense* (Esp., 1999, v.o.) ◯. 5796276
Une femme entend au téléphone la voix de sa fille assassinée sept ans plus tôt. Un voyage macabre ponctué de meurtres horribles et de révélations atroces. Un peu trop chic pourtant.

1.10 Te quiero ■ Film. M. Poirier. Avec P. Bas. *Aventures* (Fr., 2001) ◯ **2.35 Intimité** ■ Film. P. Chéreau. Avec M. Rylance. *Drame* (Fr., 2000) ◯ **4.45 Belle arnaqueuse** Téléfilm. S. Schachter. Avec W. H. Macy (EU - All., 1998, 95 min).

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Le Monde d'Etienne Planète village **14.35 Les Ambassadeurs de la jungle** Documentaire **15.35** Descente aux enchères **16.30 Les Sept Merveilles du monde 17.30** 100 % question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Archimède **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Les Anti Berlusconi.

20.45 Thema - l'extrême droite en Europe : quelle réalité ? VOYAGE AU BOUT DE LA DROITE. Documentaire. Christian Poveda et Nicholas Fraser (1998). 100728740
Portraits de divers militants d'extrême droite à travers l'Europe.
22.40 Thema Débat. Invités : Pascal Perrineau, Ernst Stetter, Pascale Hugues. 6701566

22.15 Thema (suite) - l'extrême droite en Europe : quelle réalité ? BIENVENUE À VITROLLES. Documentaire. Guy Konopnicki, Vincent de Lestrade, Bernard Henri-Levy et Thierry Vincent (1998). 4046856
Bilan d'une année de gestion du Front national dans la ville de Vitrolles, quatrième conquête municipale du parti de Jean-Marie le Pen.

0.50 Die Nacht / La Nuit Jacques Darras ; Des mots coulent lentement dans l'eau ; Tico, Tico ; etc 6822265 **1.40 Kon Tiki** Documentaire. T. Heyerdahl **2.35 Camouflage** Court métrage. Jonathan Hodgson (8 min).

M6

13.35 Désir défendu Téléfilm. Félix Enríquez Alcalá. Avec Susan Lucci, David Charvet (EU, 1995) ◯ **15.15 La Famille du bonheur** Série **16.10** M6 **Music 16.40 Madame est servie** Série **17.10 Highlander** Série **18.05 Le Flic de Shanghaï** Série **19.00** ET 20.40 **Loft Story 19.45 Caméra Café** Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05 Notre belle famille** L'étrange affaire du journal volé. Série.

20.50 Normal, paranormal ? Magazine présenté par Stéphane Rottenberg. Au sommaire : Le corps fantastique ; La télépathie ; Voyance ou psychologie ; Les mains qui font guérir ; La numérologie ; Certains sont maudits. 364566

22.50 Virus Téléfilm. Armand Mastroianni. Avec Nicolette Sheridan, William Devane, Stephen Caffrey, Dakin Matthews, William Atherton (EU, 1995) ◯. 1554721
Après plusieurs cas de contamination au virus « Ebola », l'origine criminelle d'une telle situation semble être indéniable pour une biologiste. Dès lors, elle décide de tout mettre en œuvre pour éradiquer l'épidémie.

0.30 Loft Story Divertissement 3629197 **1.15 Culture pub** Magazine 8720333 **1.35 M6 Music** Emission musicale (395 min) 92645420.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.50 Une histoire d'amour ■■ Guy Lefranc (France, 1951, N., 95 min). **Festival**
14.15 Beau fixe ■■ Christian Vincent (France, 1992, 105 min). **TV 5**
15.10 La Planète des singes ■■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) ◯ **CineCinemas 1**
16.55 Les Milles, le train de la liberté ■■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) ◯ **TPS Star**
17.00 Brewster McCloud ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1970, v.m., 105 min) ◯ **CineCinemas 1**
18.45 Mes petites amoureuses ■■■ Jean Eustache (France, 1974, 120 min) ◯ **CineClassics**
19.00 20 000 Lieues sous les mers ■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1954, 120 min) ◯ **Disney Channel**
21.45 Bastogne ■■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1949, N., 115 min) ◯ **CineClassics**
22.20 Guiltrip ■■ Gerard Stembridge (Irlande, 1996, 95 min) ◯ **Cinéfaz**
22.40 Indiscrétions ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1940, N., 110 min) ◯ **TCM**
23.40 Ailleurs, l'herbe est plus verte ■■ Stanley Donen (Etats-Unis, 1960, 105 min) ◯ **CineClassics**
0.15 Les Milles, le train de la liberté ■■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) ◯ **Cinéstar 1**
0.15 A mort l'arbitre ! ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1984, 85 min) ◯ **CineCinemas 2**
0.20 La Vie privée de dom Juan ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1934, N., 85 min) ◯ **Cinétoile**

MAGAZINES

13.00 Explorer. Ces animaux que l'on aime détester. La veuve noire. Le serpent à sonnettes. Docteur cafard. **National Geographic**
14.30 Open club. Invité : Brian De Palma. **CineClassics**
17.05 Les Lumières du music-hall. Alain Bashung. Laurent Voulzy. **Paris Première**
19.00 Explorer. Le goût du risque. Une histoire de survie, l'expédition Shackleton. Les combattants du feu. Kayak dans la jungle mexicaine. **National Geographic**
19.10 L'Invité de PLS. LCI
20.45 Carnets de jour. Invités : Luis Fernandez ; Karl Zéro. **Match TV**
21.05 Temps présent. Expo, boulot, dodo. La folie du scooter. **TV 5**
22.15 Ça se discute. Fugues, disparitions, enlèvements : comment supporter l'absence ? **TV 5**
23.50 Pendant la pub. Marcel Desailly. **Monte-Carlo TMC**

DOCUMENTAIRES

17.25 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [3/5]. **Histoire**
17.50 Memoria. La déportation des juifs italiens. **Planète**
18.00 Civilisations. Dragons. **La Chaîne Histoire**
18.25 Coulisses d'une mission parlementaire franco-belge en Afghanistan. Histoire
18.45 Les Réalisateurs. Robert Altman. **CineCinemas 1**
19.00 Pilot Guides. Les montagnes Rocheuses. **Voyage**
19.25 Vies clandestines. Nos années afghanes. **Histoire**
20.00 Les Pilotes de la jungle. National Geographic
20.00 Berlin plage. Majorque, la petite Allemagne des Baléares. **Voyage**
20.15 Hollywood Stories. [1/2]. Elvis : les années Hollywood. **Paris Première**
20.30 Août 42, raid sur Dieppe. La Chaîne Histoire
20.30 Cameramen de l'impossible. National Geographic
20.55 Yann Tiersen, sur le fil. Odyssée
21.00 Les Chutes du Niagara. National Geographic
21.35 Les Esclaves du libre-échange. Planète
21.45 Un regard sur la tradition japonaise. Odyssée
22.00 Ours blancs en famille. National Geographic
22.10 De Gaulle ou l'éternel défi. [6/6]. **La Chaîne Histoire**
22.35 Les ordures, c'est la vie. Planète
22.55 Massoud, portrait d'un chef afghan. Histoire
23.30 Textile, déchiquetons et recyclons. Planète
23.35 Les Blacks : briser les chaînes. Odyssée
23.55 Les Damnés de l'URSS. Histoire

SPORTS EN DIRECT

16.00 Hockey sur glace. Championnat du monde Division 1. Groupe A : Finlande - Slovaquie. **Pathé Sport**
17.00 Football. Championnat d'Europe des moins de 17 ans. Groupe D : Allemagne - Hongrie. **Eurosport**
18.45 Cyclisme. Tour de Romandie. Prologue. **Eurosport**
20.00 Hockey sur glace. Championnats du monde. Groupe A. Etats-Unis - Canada. **Pathé Sport**
20.30 Boxe. Championnat de France. Poids super-moyens : Jean-Paul Mendy - Youssef Temsouri. **Eurosport**

MUSIQUE

18.40 Schumann. *Märchenbilder pour alto et piano*. En 2000. Avec Aïda Carmen Soanea (alto), Dominique Plancade (piano). **Mezzo**
21.00 Mahler. *Symphonie* n° 4. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Leonard Bernstein. **Mezzo**
22.00 Nuit celtique à Lorient. En 1999. Avec Alan Stivell, Dan Ar Braz, Tri Yann, Jacques Pellen, Martyn Bennett, The Christians, Ar Re Yaouank, The Chieftains. **Mezzo**
22.40 Pierre Rapsat. Au Cirque Royal de Bruxelles, lors du Parcours chanté du Botanique. **RTBF 1**
1.00 Ahmad Jamal Trio. En 1993. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.40 Théo et Marie. Henri Helman. **Festival**
21.00 Le Crépuscule des aigles. C. Menaul ◯ **Paris Première**
22.50 La Bascule à deux. Thierry Chabert. **Festival**

SÉRIES

17.55 21, Jump Street. Le mariage de Cory et Dean. **TMC**
119.55 Le Caméléon. [2/2]. Instinct naturel. **Série Club**
20.45 Friends. Celui qui voulait garder Rachel ◯. Celui qui engageait une strip-teaseuse (v.m.) ◯ **Canal Jimmy**
21.40 Absolutely Fabulous. Lifting sauvage ◯ **Canal Jimmy**
21.50 Ally McBeal. A Kick in the Head (v.o.). **Téva**
22.15 New York Police Blues. [1/2]. Le désespoir d'Israel ◯ **Canal Jimmy**
0.10 L'Immortelle. Agent de star. **Série Club**
0.30 I Love Lucy. Lucy's Show-Biz Swan Song (v.o.). ◯ **Téva**

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 In vivo. Invitée : Chantal Henri.
20.30 Fiction.
22.00 Journal. 22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Un mardi idéal. En public du studio Charles Trenet de la Maison de Radio France, à Paris.
22.00 En attendant la nuit. Vincent Bouchot.
23.00 Jazz, suivez le thème. *People Will Say We're in Love*.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Classique affaires soir.
20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Paganini, Rossini.
20.40 La Famille Erdödy. *Concerto pour piano et orchestre* n°16 K 451, de Mozart, dir. Sándor Vegh ; Œuvres de Haydn, Pleyel, Beethoven ; *Extraits de la musique de scène d'Egmont* op. 84, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. George Szell.
22.55 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Ravel, Debussy, Honegger.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

Les codes du CSA ◯ Tous publics ◯ Accord parental souhaitable ◯ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans ◯ Public adulte. Interdit aux moins de 16 ans ◯ Interdit aux moins de 18 ans.
Les cotes des films ■ On peut voir ■■ A ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. **Les symboles spéciaux de Canal +** DD Dernière diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants.

Le Monde

PIERRE GEORGES

La rue et les urnes

AU SORTIR de la station de métro Censier-Daubenton, ce lundi matin, des cohortes d'étudiants filaient vers leur fac toute proche. Avec, pour certaines et certains, du matériel pédagogique et civique : des banderoles roulées sur l'épaule, des autocollants sur les vêtements, des tee-shirts maculés de slogans et des journaux à la main.

C'était vraisemblablement la rentrée et déjà sortie des cours. Avec probables AG dans les amphis, grèves si peu surprises et préparations de manifs pour l'après-midi même. C'était aussi, chacun le sait et le sent, le début d'une semaine étrange, mouvementée, dangereuse et exaltée, à cheval sur avril comme sur mai, sur la rue comme sur les urnes.

Ces étudiants, ces lycéens rattrapés au galop précisément par notre présent et leur avenir, en retard d'un tour pour beaucoup et en attente d'un autre pour tous, se mobilisent. Ils étaient en vacances. Ils rentrent en république. Avec d'autant plus de détermination et d'empressement que se mêle à tout cela un vague sentiment de culpabilité – sous la plage, les urnes ! —, et une vraie, une commune envie de dire leur refus de cette France-là, poisseuse, haineuse et étriquée, réduite à ses frontières, à ses peurs et aux recettes mijotées dans la grande marmite du druide et seigneur de Montretout.

Ils ne veulent pas de cela. Et pas de ce pays-là. Et ils vont le clamer, dans une série de manifestations dont on peut imaginer, sans trop de peine, à commencer par celle de la République à Paris, cet après-midi, qu'elles vont être « maousses ». Comme un choc en retour, ou comme une réplique du fameux séisme politique enregistré le 21 avril. Ces jeunes n'entendent pas être les dindons de la farce tragique quoique républicaine qui a fait de la France la risée de l'Europe et ferait de leur âge, et contre une immense majorité d'entre eux, une génération Le Pen.

Manifester n'est pas voter. Mais cela peut y aider. Donc ils vont voter d'abord avec leur cœur plus qu'avec leurs pieds, un « non » ferme et définitif. Que l'on soit pour ou contre cette substitution de la rue aux urnes, que l'on puisse redouter, ici comme là, des provocations, des débordements, des violences qui iraient à l'encontre du but recherché, ne changera pas grand-chose à l'affaire. Ils veulent manifester. Ils iront manifester. Et s'ils ne le faisaient pas, alors c'est là véritablement que chacun pourrait s'angoisser sur l'état de la démocratie française.

Dire non dans la rue. Dire non dans les urnes. Et là évidemment le débat fait rage, souvent académique, parfois passionnel, sur la nécessité de voler au secours de la défaite républicaine du 21 avril. Pour nous, on ne va pas le radoter ici, ce débat est sans autre objet que le plaisir pervers et amer d'avoir raison, par l'abstention ou le vote blanc, dans un naufrage. Dimanche, sept jours encore, sept trop longs jours, il faut y aller. Et vivement !

D'autant que, s'il est une leçon à retenir du premier tour, c'est bien celle que l'impossible et l'inadmissible peuvent bien être français. Les sondeurs, un peu estourbis, ont, après une semaine de pénitence, recommencé à sonder. Ils parlent maintenant de fourchette de résultats. Grand bien leur fasse ! Nous avons déjà depuis certain dimanche une bien trop longue cuillère pour banqueter avec le pire.

CARNET DE CAMPAGNE

« C'est vrai que, parmi les jeunes, il y a aussi des fachos »

ROMORANTIN (Loir-et-Cher)
de notre envoyé spécial

« 20 % d'inconscients votent FN, c'est ça la France ? Honte sur vous ! Liberté pour tous ! », proclament les photocopies scotchées sur les cabines téléphoniques de Romorantin. Depuis le 21 avril, la *« jeunesse »* se mobilise. La « capitale de la Sologne », sous-préfecture industrieuse de 19 000 habitants, n'a pas échappé au mouvement.

Trois cents *« résistants grévistes »* du lycée Claude-de-France sont venus crier leur révolte en centre-ville. Il y a ceux qui ont participé aux manifestations, ceux qui ont refusé car *« il y a le bac à la fin de l'année »*, et puis ceux qui *« s'en foutent »* parce qu'ils sont *« pour Le Pen »*. Comme 20 % des électeurs de 18-24 ans. *« La plupart des grévistes, c'est pour louper les cours »*, raillent Romain et Karl-Henri.

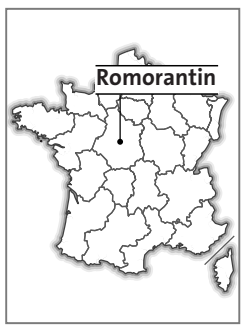
Les deux élèves de BEP maintenance ont failli prendre la poudre d'escampette. *« C'était plutôt un plaisir de manifester. Mais, finalement, on a préféré rester en cours. La manifestation, c'était surtout ceux du lycée général, ils avaient vraiment l'air motivés. »*

Myriam, 18 ans, militante active du mouvement lycéen, voudrait croire que le FN c'est *« un truc pour les vieux »*, comme son père. *« Mais c'est vrai que, parmi les jeunes, il y a aussi des fachos. Même chez les grévistes, il y avait des hypocrites. »* La manif des lycéens ? Cynthia, 18 ans, apprentie vendeuse au centre commercial, n'est pas au courant. Elle aurait voté Le Pen si elle avait eu le temps. *« Tout de suite, on dit qu'il est raciste, mais, pour la délinquance, il a raison. »* Evidemment, dans le programme du FN, il y a *« des trucs chelous »* [louches], comme *« revenir au franc »*. *« Mais de toute façon, en cinq ans, il va pas changer grand-chose, et globalement c'est vrai que ça ferait du bien à la France. »*

Romain et Karl-Henri n'ont pas encore l'âge de voter, mais, eux aussi, ils sont *« plutôt pour Le Pen »*. Parce que c'est le seul qui *« s'occupe des citoyens avant de s'intéresser aux alentours. Chirac, il ne fait rien, souhaite la bonne année, c'est tout. Tandis que Le Pen, il a des idées : de vrais emplois, et puis interdire les produits étrangers »*, atteste Romain, casquette « made in China » vissée sur les oreilles. Le plus important toutefois, *« c'est l'insécurité »*. *« Et pour ça, Le Pen, c'est quand même le champion. »* *« D'un côté, c'est con que les étrangers, ils partiraient, mais d'un côté c'est quand même eux les perturbateurs. »* Jérémie, 18 ans, élève en BEP mécanique auto, est bien d'accord. Il votera Le Pen de nouveau le 5 mai. *« Pour que ça foute le merdier. »* Dangereux Le Pen ? *« Non, s'il est élu, c'est qu'on a voté pour lui, donc ce sera pas vraiment une dictature »*, relativise Romain.

G. L. G.

Bachir, Mohamed, Khalid et Saïd, jeunes électeurs de la cité des Favignolles, à Romorantin.



A Romorantin, le jeune électeur lepéniste s'affiche sans complexes. Le discours sécuritaire s'est banalisé. Florian, 19 ans, votera contre Le Pen au second tour mais reconnaît *« qu'on vit un monde de fous »*. *« Il y a tellement d'insécurité à la télé »*, et puis, *« dans les grandes villes, comme Blois, Orléans et Paris, on se fait agresser pour une cigarette »*. Ici, en revanche, *« c'est plutôt calme »*, même si *« ça commence à monter »*, estime Jérémie. *« Ils sont pas trop nombreux, alors ils flippent, surtout depuis qu'on a Le Pen au second tour »*, fanfaronne le jeune électeur frontiste.

« Ils », ce sont les enfants d'immigrés de Saint-Marc et des Favignolles, les deux petites cités HLM de la ville. A la Maison des jeunes, entre deux barres d'immeubles, Saïd, Khalid, Bachir et Mohamed ont l'impression de découvrir la planète Mars. *« Au lycée, on essaye de prendre tout ça avec un petit style »*, explique Khalid, 18 ans. *« Mais, en fait, on hallucine, on n'imaginait pas qu'il y avait tant de gens qui votaient FN à Romorantin. »* Avec tous ces événements, les quatre lycéens, qui sont allés voter le 21 avril *« parce qu'il faut se responsabiliser »*, se posent des questions. *« Si les jeunes, ils votent pour l'autre facho, c'est qu'il doit y avoir de bonnes raisons. Les Français, ils en ont marre de se faire carotter* [racketter] *»*, affirme Khalid. Du racket à Romorantin ? *« Oui et non, c'est du 50/50. Dans ceux qui votent FN, y a ceux qu'ont eu des embrouilles et ceux qui compatissent. »* *« Mais, attention, ça ne justifie pas tous les préjugés contre les jeunes »*, nuance Mohamed. *« C'est même pas le problème d'être étranger »*, ajoute Alex, le copain *« français pure souche »* qui se fait insulter quand il se balade en ville. *« Le problème, c'est dès que t'as une casquette et un Lacoste, tu passes pour un délinquant. »*

Gurvan Le Guellec

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Elizabeth II sera couronnée le 2 juin 1953

LA NOUVELLE ATTENDUE par les citoyens du Commonwealth – et plus anxieusement encore par les hôteliers ou marchands de souvenirs – est enfin officielle : Elizabeth II sera couronnée reine d'Angleterre le 2 juin de l'année prochaine. Le choix du 2 juin s'explique facilement, car c'est à cette période de l'année que le soleil a le plus de chances de dissiper les brouillards de la Tamise. Mais la date a néanmoins soulevé des critiques très vives. La première semaine de juin, tous les hôtels de Londres sont bondés de visiteurs qui viennent assister au Derby d'Epsom, à la course des Royal Oaks et à la cérémonie militaire du Trooping of the Colour. Aussi n'est-il pas surprenant que le président des organisations touristiques de Grande-Bretagne considère le 2 juin comme *« une date stupide »*. En revanche, le communiqué de Buckingham Palace a fait renaître l'optimisme dans les « régions noires » des poteries, où les industriels se préparent à fabriquer d'innombrables pots à bière, services à thé, cendriers et bougeoirs décorés avec le portrait ou les armes de la reine. Selon les prévisions la vente des drapeaux et souvenirs représentera un total de plus de 1 million de livres sterling, rien qu'en Angleterre.

Jean Wetz
(30 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr

■ **Le Pen, itinéraire.** Lemonde.fr rappelle en images les points principaux de la carrière du président du FN, du poujadisme au *« détail »* des chambres à gaz et au soutien à Saddam Hussein.

■ **Surréalisme.** Un voyage en textes et en images à travers l'histoire de ce mouvement auquel le Centre Pompidou consacre une rétrospective.

■ **Checklist.** Un quotidien du matin envoyé par courriel aux abonnés du monde.fr.

CONTACTS

▶ **RÉDACTION**
21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

▶ **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr
Par courrier : bulletin p. 31
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

▶ **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : http://finances.lemonde.fr
Site nouvelles technologies : http ://interactif.lemonde.fr
Guide culturel : http://aden.lemonde.fr
Marché de l'emploi : http://emploi.lemonde.fr
Site éducation : http://educ.lemonde.fr
Marché de l'immobilier : http://immo.lemonde.fr

▶ **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde

▶ **DOCUMENTATION**
Sur Internet : http://archives.lemonde.fr

▶ **COLLECTION**
***Le Monde* sur CD-ROM :** 01-44-88-46-60
***Le Monde* sur microfilms** 03-88-71-42-30

▶ **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-42-17-32-90
En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du *Monde* daté dimanche 28 - lundi 29 avril 2002 : 620 161 exemplaires. **1 - 3**
Nos abonnés de province trouveront avec ce numéro un encart publicitaire « Jazzman ».

Le Monde

ECONOMIE

MARDI 30 AVRIL 2002

FOCUS

Le gouvernement néo-zélandais est à la recherche d'une recette miracle pour maintenir l'indépendance économique de ce pays qui compte quelque 4 millions d'habitants **p. V**

TRIBUNES

Selon Jean-Paul Piriou, maître de conférences à Paris-I-Panthéon-Sorbonne, le « recul » annoncé du produit intérieur brut français ne serait dû qu'à une erreur de calcul d'Eurostat **p. VI**

EMPLOI

● SPÉCIAL COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

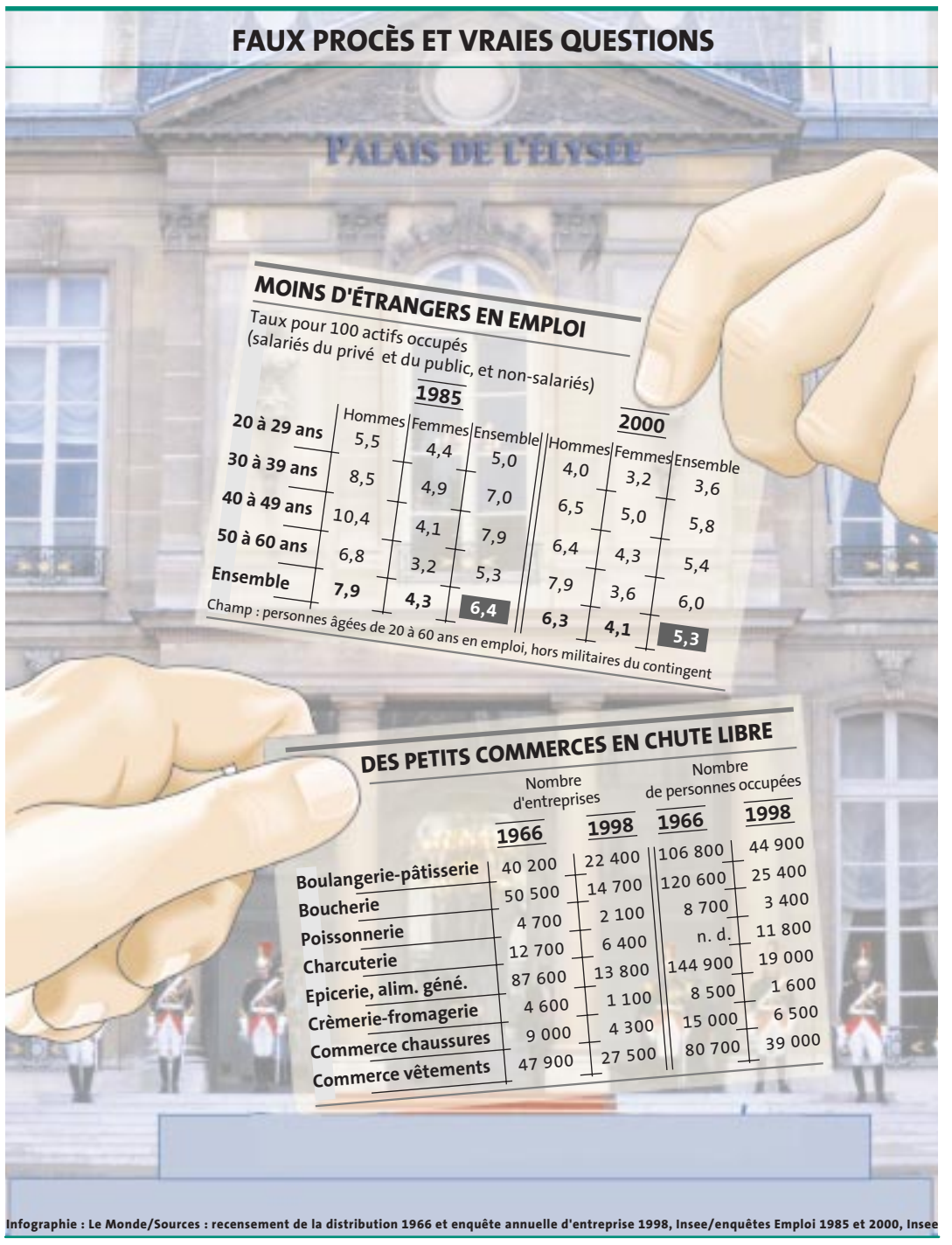
Formidable réservoir à emplois, les collectivités locales n'attirent pas les jeunes diplômés. Pourtant elles ne manquent pas d'atouts pour séduire leurs futurs cadres, en dépit d'un retard en matière de gestion des ressources humaines **p. VII**

OFFRES D'EMPLOI

- Dirigeants p. X
- Gestion et administration p. XI
- Ingénieurs p. XII
- Conseil p. XIII
- Carrières internationales p. XIV
- Collectivités territoriales p. XV à XVIII

OUVRIERS, EMPLOYÉS, PETITS PATRONS ET CHÔMEURS FORMENT LE SOCLE ÉLECTORAL DU FRONT NATIONAL

Ce monde du travail qui choisit l'extrême droite



Infographie : Le Monde/Sources : recensement de la distribution 1966 et enquête annuelle d'entreprise 1998, Insee/enquêtes Emploi 1985 et 2000, Insee

Rentrez dans l'espérance, vous les petits, les sans-grade, les exclus. (...) *Vous les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht. Vous, les agriculteurs aux retraites de misère et acculés à la ruine et à la disparition.* » Ainsi parlait Jean-Marie Le Pen au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril. Déjà, en 1995, le leader du Front national se présentait comme le premier parti des ouvriers de France, lesquels constituaient alors 30 % de son électorat. Auxquels il fallait ajouter 25 % de chômeurs. Cette fois, l'homme est allé chasser plus loin encore sur les terres de la gauche en élargissant l'éventail de ceux qui s'estiment abandonnés par les partis jusque-là majoritaires et par les organisations syndicales. A preuve, le succès remporté dans le Nord-Pas-de-Calais, fief historique de la classe ouvrière où le Front national a conquis la place de premier parti avec 19,03 % des voix, au détriment du Parti communiste, décimé.

C'est là, entre autres, le résultat d'un patient travail de terrain. En octobre 1996, Bruno Mégret, à l'époque bras droit du leader du FN, n'allait-il pas distribuer des tracts à la sortie de l'usine Moulinex de Mamers (Sarthe) dénonçant la mondialisation et les délocalisations...

L'allusion, cette fois, aux « sans-grade » est de la belle ouvrage électorale. Sous cette appellation lepéniste, on retrouve la galaxie très hétérogène des employés, un univers en majorité féminin, peu syndiqué hors secteur public, *« le plus exposé au chômage et à la précarité »*, selon le sociologue Alain Chenu. Généralement peu qualifiés, majoritairement employés à temps partiel, mal rémunérés, à des salaires, en moyenne, plus faibles que ceux des ouvriers et confrontés à un taux de chômage un peu plus élevé que les cols bleus, ils font aussi partie de ces *« gens d'en bas »* qui ont trouvé dans le secret de l'isoloir et dans le vote « frontiste » un exutoire à leurs inquiétudes quotidiennes.

Mais Jean-Marie Le Pen a bien sûr capitalisé sur les voix acquises depuis les années 1950-1960 et la période populiste de Pierre Poujade puis de Gérard Nicoud, dix ans plus tard, en ramenant à lui une partie des commerçants, artisans et petits patrons. Ceux-là ont des ennemis communs : le *« fiscalisme délirant »*, les charges qui *« les étouffent »*, le capitalisme sauvage et la mondialisation qui permettent aux produits étrangers d'inonder le marché, la grande distribution, sans oublier les 35 heures, cauchemar des PME. Le responsable du Front national, *« homme du peuple »* qui explique avoir *« connu le froid, la faim, la pauvreté »*, se déclare aussi du côté de *« ceux qui souffrent »*. Il ne devait pas oublier, en effet, le tiers de ses électeurs qui se déclarent chômeurs.

Cette typologie de l'électorat lepéniste n'est spécifique ni à la France ni à l'actualité immédiate. Ainsi, en Autriche, aux élections législatives de 1999, pratiquement un ouvrier sur deux avait voté pour le FPÖ, le parti d'extrême droite de Jörg Haider. De même, en dépit d'un contexte historique très différent, en mars 1933, à l'occasion des dernières élections « libres » que devait connaître l'Allemagne d'Adolf Hitler, lequel avait accédé au pouvoir deux mois plus tôt, 39 % des électeurs avaient opté pour le candidat du parti nazi. A cette date, 30 % des adhérents du NSDAP étaient des ouvriers, 24 % des employés, 18 % des travailleurs indépendants, 13 % des agriculteurs et 7 % des fonctionnaires. Des ordres de grandeur assez comparables...

En réalité, à chaque époque où l'édifice institutionnel est mis à mal et où les mutations économiques sont perçues comme menaçantes pour le monde du travail, l'extrême droite a toujours su adapter son discours à une population fragilisée. Même si les solutions avancées, qu'il s'agisse de l'économie ou du social, habillées de clientélisme, sont aussi incohérentes que profondément inégalitaires, outre leurs choix raciste et xénophobe. A chaque fois, c'est une stratégie du repli sur les frontières, contre l'immigration, pour la *« préférence nationale »* qui est privilégiée.

Ce discours démagogue trouve néanmoins son écho. *« Je pense à ce tiers à peu près constant de la population qui réagit très mal à l'accélération des changements sociétaux et au développement de la complexité,* analyse Alain Chouraqui, directeur de recherche au CNRS (Laboratoire d'économie et de sociologie du travail). *Cette perte des repères, sociaux, moraux, politiques, familiaux nourrit une angoisse diffuse qui favorise tous les intégrismes, nationaux, religieux, ethniques, en France comme ailleurs. Ces personnes sont à la recherche de certitudes, dans un monde qui en offre peu. Et elles croient les trouver dans le passé, en tournant le dos à la modernité qui, pourtant, forge l'avenir. »*

Comment freiner, sinon stopper cette poussée des thèses de l'extrême droite en France comme dans bien d'autres pays européens ? Pour Emilio Gabaglio, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), *« l'Union européenne, qui a accordé trop longtemps la priorité aux marchés et à la politique monétaire, doit maintenant changer de cap et répondre aux inquiétudes concrètes des gens »*. Le leader syndical constate, études à l'appui, que les inégalités ont augmenté en Europe, sur fond de croissance. La CES a donc décidé de faire *« de la maîtrise des restructurations »* le thème majeur des négociations sociales au sein des Quinze dans les mois qui viennent. Pour Emilio Gabaglio, en effet, et le résultat du premier tour de l'élection présidentielle en France en est une preuve supplémentaire, *« il aurait fallu mettre à plat depuis longtemps la question de l'insécurité sociale en Europe »*.

> « Ces personnes sont à la recherche de certitudes, dans un monde qui en offre peu. Et elles croient les trouver dans le passé, en tournant le dos à la modernité qui, pourtant, forge l'avenir »
>
> **ALAIN CHOURAQUI (CNRS)**

Marie-Béatrice Baudet et Serge Marti

★ EN RAISON DE LA COMMÉMORATION DE LA VICTOIRE DU 8 MAI 1945, LE « MONDE ÉCONOMIE » SUSPEND SA PARUTION. PROCHAIN NUMÉRO LE 13 MAI, DATÉ 14.

TROISIÈMES CYCLES

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Communication globale et information
- Net marketing et e-commerce
- Création d'entreprise, start-up et net business
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois : 7 mois de formation polyvalente et 8 mois de spécialisation et pratique en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • CADRES D'ENTREPRISE (pouvant justifier de plusieurs années d'expérience)

ISG INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION NEW-YORK · PARIS · TOKYO

DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury

ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 10/13

ETABLISSEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

Ils ont voté Le Pen

■ **FRANÇOISE, 50 ANS, AIDE-COMPTABLE. 20 ANS D'ANCIENNETÉ DANS UNE « SOCIÉTÉ PRIVÉE COMMERCIALE QUI COMPTE 700 SALARIÉS ». ELLE GAGNE 1 524 EUROS NET PAR MOIS ET HABITE DANS UNE HLM DE LA BANLIEUE-EST.**

« Je vote FN depuis les présidentielles de 1988. En 1981, j'avais voté Mitterrand, mais c'était un vote contre Giscard, un démago antisocial, un repoussoir pour des gens comme moi, qui ne sont pas fortunés »

« Il y a le fiscalisme : on est surchargés de taxes et d'impôts divers. On est passés de Giscard-Charybde à Mitterrand-Scylla. »

« Un gros point d'adhésion, c'est l'immigration et la préférence nationale. Je ne suis pas raciste, mais ces gens sont nocifs, foncièrement inassimilables, différents à cause de l'islam. Nous, on est français. Français de souche. »

Français de souche ? *« Du vieux fonds néolitihique qui fait qu'il n'y a pas de différence entre un Alsacien et un Allemand, un Belge et un habitant du Nord - Pas-de-Calais. »*

« Mon entreprise est dirigée par un Français pied-noir de Tunisie, eh bien la préférence étrangère joue à plein. Pour eux, ce n'est pas la promotion canapé, mais la promotion ascenseur, genre celui de la tour Montparnasse. Avec la mondialisation et les délocalisations, on a exporté nos emplois mais importé des estomacs, avec la loi sur le regroupement familial. »

Combien d'étrangers dans son entreprise ? 30 ? 500 ? *« Je ne peux pas chiffrer, mais la progression est très rapide. A qualification égale, c'est un Maghrébin ou un Africain qui est embauché. Un Ben machin-chose, ou un Ben truc... La France aux Français, l'Algérie aux Algériens. »*

« Les syndicats sont marxisés. Ils dépendent du système, tout ça parce qu'ils ont participé à la Libération, vous savez le pathos sur les heures les plus sombres de la France. Pendant que Goering disait « Pas de beurre, des canons », la France partait en congés payés. Y a eu la défaite et la soldatesque allemande et après on a été réenvahis par les Américains. »

■ **CHRISTOPHE MARTIN, 28 ANS, OUVRIER DU BÂTIMENT EN CDI. MILITE AU FN DEPUIS DIX ANS.**

« Je suis entré au FN à cause des problèmes d'insécurité et de chômage. Pour le chômage, il n'y a pas de solution miracle, comme on a voulu nous le faire croire avec les 35 heures. On ne peut pas être en concurrence avec des pays qui travaillent beaucoup plus que nous. »

La préférence nationale présentée comme une solution miracle ? *« Le Pen, c'est un programme général. Dans le monde ouvrier, en particulier dans le bâtiment, il y a beaucoup d'immigrés clandestins qui font une concurrence déloyale aux autres travailleurs, même si on n'a pas de chiffres, évidemment. Et il y a beaucoup de Français au chômage. On n'a pas besoin d'immigrés. Je n'en ai pas souffert directement, je n'ai jamais connu le chômage, j'ai accepté des emplois difficiles. Mais les salaires ont baissé à cause des clandestins et des immigrés, en général parce qu'ils sont moins exigeants. Ce n'est pas forcément la faute au patron, qui paye beaucoup de charges. »*

« J'ai un collègue marocain qui connaît mes positions. Il me comprend tout à fait. Sa famille est en France mais il ne compte pas y rester. Il a une carte de séjour et, si demain il doit rentrer au Maroc, il partira. Il est discipliné. Je ne me sens pas du tout gêné de voter ainsi. Ce n'est pas si atroce de rentrer dans son pays, cela doit même être un bonheur. Le Maroc n'est pas en guerre ! Il gagne sûrement plus d'argent ici qu'il n'en percevrait là-bas mais si on n'est attiré que par l'argent, alors.... »

« Je suis déjà allé au Maroc, j'aime assez les pays étrangers, découvrir d'autres cultures. Mon collègue m'a déjà invité à faire de l'alpinisme là-bas. On s'apprécie. Dans le monde ouvrier, il y a souvent des complicités entre collègues. Il n'y a pas de haine. »

■ **CHARLES PERRAUD, 42 ANS, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ÉLECTRONIQUE, 170 SALARIÉS, 15 MILLIONS D'EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRES. VIT À SAINT-ÉTIENNE (LOIRE) ET MILITE AU FN DEPUIS 1985.**

« Le programme économique de Jean-Marie Le Pen décrit dans son constat l'exacte réalité des difficultés que rencontrent les PME-PMI. Ce sont celles en tout cas que j'ai dû affronter tout au long de mes différentes expériences professionnelles. D'abord, une compétition permanente avec des produits de pays étrangers qui arrivaient de partout, entraînant une concurrence sur les prix que je ne pouvais plus suivre.

» J'ai toujours refusé de délocaliser, mais pour cela j'ai dû investir massivement dans la recherche-développement. Je vends beaucoup à l'étranger, mais quand, par exemple, l'Etat de Bombay a brutalement relevé ses droits de douanes pour privilégier ses entreprises, j'ai trouvé ça normal. Un pays devrait pouvoir protéger son territoire en fonction de ses intérêts. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les Etats-Unis en augmentant les taxes sur l'acier, et ils ne subissent aucune sanction.

Deuxièmement, les PME ne sont pas aidées, et il est souvent impossible de transmettre une entreprise à ses héritiers. On est obligé de vendre, et ce sont des groupes étrangers qui rafflent les affaires. L'Etat, les collectivités locales devraient réserver les aides aux PME qui créent de l'emploi et les supprimer aux grandes, qui sont cotées en Bourse et qui peuvent trouver de l'argent sur les marchés financiers. »

Mais, depuis 1997, la situation économique s'est beaucoup améliorée ? *« La reprise n'est pas un sentiment partagé, et beaucoup de chefs d'entreprise pensent comme moi. Les entreprises sont considérées comme des vaches à lait et les 35 heures sont certainement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. »*

Propos recueillis par F. A., M.-B. B. et L. C.

La précarité des employés en fait des « sans-grade » que Le Pen veut faire « rêver »

DE LA CAISSIÈRE AUX MILITAIRES, UNE MOSAÏQUE DE MOTIVATIONS

Le soir du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen ne s'est pas uniquement présenté comme le candidat des ouvriers et des chômeurs. Le leader de l'extrême droite s'est aussi tourné vers les employés : *« N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade... »* A en croire les différents instituts de sondage, les employés représenteraient entre 18 % et 20 % de l'électorat du FN. Mais à qui le patron du FN s'adresse-t-il véritablement ? Car s'il est une catégorie socio-professionnelle hétérogène, c'est bien celle-là.

Quantitativement, les employés sont aujourd'hui près de 7,8 millions en France, en progression de 13,6 % par rapport à il y a dix ans. Ils sont au chômage tout autant que les ouvriers (11 %). C'est un univers essentiellement féminin (à 75 %), très exposé à la précarité, avec des emplois à temps partiel rarement choisi, plutôt subi. Et présentant, en moyenne, un niveau de qualification assez faible. Les rémunérations perçues sont ainsi largement en dessous du salaire annuel moyen français, qui s'établissait en 2000 à 25 690 euros brut. Les employés gagnaient, eux, 18 700 euros brut, soit un peu moins que le salaire moyen ouvrier (18 800 euros brut). Une différence qui s'explique en partie par l'absence de primes. Les employés n'en touchent guère.

Drôle de galaxie, donc, où l'on recense aussi bien les caissières des hypermarchés, les agents qui servent dans les cantines, les employé(e)s dans les salons de coiffure, les femmes de ménage très prolétarisées, que les secrétaires, les convoyeurs de fonds, les hommes de troupe (jusqu'aux sergents), les gardiens de la paix ou les vigiles. *« Vous avez donc, d'un côté, des gens très peu qualifiés, sans repères, livrés à eux-mêmes, peu syndicalisés »*, note Alain Chenu, professeur de sociologie, membre du laboratoire de sociologie quantitative (Insee-Crest), et, *« de l'autre, des fonctionnaires (aides-soignants dans les hôpitaux, éboueurs, etc.), où la présence syndicale est assez importante et la sécurité de l'emploi réelle »*. Sans oublier les *« employés administratifs, qui comptent dans leurs rangs des assistantes dont les niveaux de qualification sont supérieurs au bac »*. Bref, reprend Alain Chenu, *« c'est un monde tertiaire, où vous ne trouvez pas l'équivalent de la culture ouvrière par exemple. C'est plutôt l'arbitraire qui domine »*.

UN UNIVERS FÉMININ

	Effectifs, en milliers 1990	Effectifs, en milliers 2001	Femmes, en % 2001
Employés	**6 806**	**7 737**	**75,9**
dont : Employés civils de la fonction publique	1 891	2 139	77,4
Policiers et militaires	472	523	10,3
Employés administratifs d'entreprise	2 341	2 319	81,4
Employés de commerce	921	1 064	76,0
Personnels des services directs aux particuliers	1 181	1 694	86,8

Source : Insee, enquêtes Emploi

FAIBLE QUALIFICATION

Cette lecture de l'univers des employés concorde sur certains points avec la sociologie habituelle de l'électorat du leader de l'extrême droite. Ainsi, plus le niveau de qualification est faible, plus le vote FN est élevé. Plus la précarité est forte, plus le sentiment d'avoir été *« abandonné »* par la gauche – pour reprendre le mot de Michel, employé dans un restaurant, qui a voté pour le FN le 21 avril – peut valoir. Mais quid, par exemple, du rapport hommes/femmes ? Les Français sont en effet beaucoup plus nombreux à choisir Jean-Marie Le Pen que les Françaises (21 % contre 13 %). *« Au sein de la catégorie employés,* reprend Alain Chenu, *les résultats des élections précédentes montraient que le vote Le Pen émanait surtout des vendeuses dans des petites boutiques, qui, finalement, font comme leur patron ou leur patronne. »*

Ainsi, à la présidentielle de 1988, 11 % des employés de bureau avaient voté pour le FN, contre 21 % de ceux du commerce. Les arguments développés tiennent *« au rejet des 35 heures, qui ne profitent qu'aux déjà nantis »* (Martine, employée dans une boucherie-charcuterie), *« au "budgétisme" habituel de la gauche, qui entretient depuis toujours les parasites que sont les fonctionnaires »* (Micheline, employée dans un bureau de tabac). *« Ces femmes ont peur de perdre leur niveau de retraite, leur protection sociale »*, explique Alain Chenu.

La problématique change du tout au tout si l'on se tourne vers une autre catégorie d'employés dont certains votes sont allés à l'extrême droite : les policiers et les militaires de petit grade (6,7 % des employés). Non seulement ils disposent de la garantie de l'emploi, mais en plus ce dernier est réservé aux nationaux. Quelles explications donner au vote FN ? Essentiellement, le sentiment de l'insécurité et du retour nécessaire à *« l'ordre »*.

Marie-Béatrice Baudet

Dans la vallée stéphanoise, les oubliés de la croissance

LE VERT N'EST PLUS LA COULEUR DE L'ESPOIR à Saint-Etienne (Loire). A l'image de sa mythique équipe de football, aujourd'hui aux portes de la deuxième division, la vallée stéphanoise déprime. Trente ans de déclin industriel ont eu raison des derniers bastions communistes et ouvert une voie royale à l'extrême droite. Les 20,66 % des suffrages obtenus dimanche par le candidat du Front national à Saint-Etienne feraient presque pâle figure comparés aux taux, proches de 30 %, des communes voisines de la vallée de l'Ondaine et du Gier, traditionnellement fief du Parti communiste.

« Cette zone, où Jean-Marie Le Pen a fait les scores les plus importants, est aussi la plus durement touchée par les difficultés économiques », constate Pierre Héritier, du Laboratoire économique et social Lasaire. Les stigmates des crises successives des houillères, de la sidérurgie, de Manufrance ou de Creusot-Loire, sont encore bien présents. Entre 1975 et 1990, le bassin industriel de Saint-Etienne a perdu le tiers de ses emplois. Cette saignée s'est accompagnée d'une redistribution des cartes industrielles. L'effondrement des grands groupes pourvoyeurs de travail et d'activités a contribué à l'émergence d'une économie de petites et moyennes entreprises autour d'unités de moins de deux cents salariés. Parallèlement, les services se sont développés. Aujourd'hui les trois premiers employeurs stéphanois sont le centre hospitalier universitaire, la mairie, le groupe de distribution Casino, suivis des services d'aide à domicile. Trente ans auparavant, l'orgueil de la ville tenait à trois fleurons, Creusot-Loire, Manufrance et les bennes Marrel.

GRANDES RESTRUCTURATIONS

Cette mutation économique s'est faite dans la douleur. *« Le tertiaire et le tissu de PME-PMI n'ont pas compensé les pertes d'emploi dans l'industrie »,* explique Etienne de Banville, économiste au Centre de recherches d'études sociologiques appliquées à la Loire, et certaines zones n'ont pas bénéficié de ce redéploiement d'activité. Parmi les plus touchées, les vallées de l'Ondaine et du Gier. Ici, le taux de chômage frise les 20 % alors que la moyenne régionale est de 9 %. *« Dans le canton de Firminy, on ne s'est jamais relevé des grandes restructurations »,* estime Pierre Héritier. Dans ce bassin d'emploi, beaucoup d'anciens salariés n'ont jamais retrouvé de travail après la fermeture de Creusot-Loire. *« Mon beau-frère a été licencié de Creusot-Loire à 39 ans,* se rappelle Saïd Belaïdi, adjoint au maire de Firminy et chef de projet politique de la ville de Saint-Etienne, *pendant quinze ans, il n'a connu que le chômage. »*

Pour Pierre Gallon, syndicaliste et ancien salarié de Creusot-Loire, *« la blessure ne s'est pas refermée. Beaucoup de gens sont déboussolés et ont encore aujourd'hui le sentiment très fort d'avoir été abandonnés »*. Faute de perspectives, la plupart des jeunes qualifiés ont fui pour s'installer dans la plaine du Forez, plus dynamique.

De nombreuses communes se meurent. Cette situation transparaît dans les recensements. A La Ricamarie, dans le canton du Chambon-Feugerolles, la population est passée en deux ans de 10 000 à 8 000 habitants. *« Géographiquement enclavée, économiquement sinistrée, socialement désemparée, une partie de ces vallées cumule les handicaps,* analyse Pierre Héritier, *tout est donc réuni pour que ces populations se voient comme des oubliées de la croissance. Ici, plus que le thème de l'insécurité et de l'immigration, c'est la question "Que vont devenir nos enfants ?" qui a été au cœur du vote Front national. »*

Catherine Rollot

Le vote ouvrier, reflet des frustrations d'une population sans perspective

LE TRAVAIL S'EST PARCELLISÉ, LE COLLECTIF A ÉCLATÉ

Le Front national confirme et même renforce son titre de premier parti de l'électorat ouvrier. Les sondages réalisés à la sortie des urnes lors du premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril indiquent que 24 % des suffrages exprimés par les ouvriers se sont portés sur Jean-Marie Le Pen selon l'institut CSA, 30 % selon Ipsos. Le parti d'extrême droite étend son influence à des anciens bastions du Parti socialiste et du Parti communiste. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, symbole des luttes ouvrières, le FN arrive en tête pour la première fois, de même qu'en Lorraine, terre historique de l'industrie sidérurgique et minière.

Quelles évolutions dans la vie des ouvriers ont pu conduire à un tel résultat ? D'abord leur place de plus en plus réduite dans le monde du travail. Alors qu'elle occupait 40 % des emplois dans les années 1950, la population ouvrière n'en représente plus que 27 %. Hormis les agriculteurs, les ouvriers forment la catégorie socioprofessionnelle qui a perdu le plus d'effectifs entre les deux derniers recensements, tandis que les cadres, les professions intermédiaires et les employés en ont gagné. Selon l'Insee, on comptait 7 623 300 ouvriers en 1990, contre 7 061 700 en 1999. Les mineurs ont quasiment disparu. Ils n'étaient plus que 7 000 environ en 1998, contre 300 000 à 400 000 au début des années 1950.

Le taux de chômage des ouvriers tend à décroître – 10,9 % en 2001, contre 15,8 % en 1997 –, mais *« ils sont la catégorie la plus sensible aux variations de la conjoncture économique et donc la plus exposée au chômage »,* souligne Alain Chenu, sociologue à l'Insee-Crest (Centre de recherche en économie et statistique). D'où un sentiment de précarité, accentué par la progression des emplois non permanents. En mars 2001, on comptait chez les ouvriers non qualifiés, 13 % d'intérimaires contre 7,5 % en 1995. Aussi, lorsque Jean-Marie Le Pen, le 21 avril, se pose en candidat des *« mineurs, métallos, ouvriers et ouvrières de toutes ces industries ruinées par l'euromondialisation »,* il tente de s'appuyer sur les frustrations d'une population qui a perdu la place qu'elle occupait *« au cœur du monde du travail »,* observe Alain Chenu.

Les plans sociaux successifs, dans la sidérurgie, l'automobile et plus récemment l'électronique ont affecté les ouvriers. De plus, dans les opérations de restructuration, *« il y a une forme de marginalisation, de dévalorisation du travail ouvrier qui se retrouve dans des expressions comme celle employée par Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel, d'"entreprise sans usine"»,* observe Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral CGT chargé des questions économiques. La théorie de la fin du travail a eu aussi des *« conséquences désastreuses, ou encore l'affaire AZF où l'on a dit que l'explosion, c'était la faute des ouvriers qui avaient fait des manipulations dangereuses. Tout cela est très mal ressenti, comme si on disait aux ouvriers que l'on n'a plus besoin d'eux. Ils ont l'impression de n'être plus dans le même bateau que le reste du salariat. »* A la télévision, les ouvriers n'apparaissent que lorsqu'ils sont licenciés de chez Moulinex , souligne-t-il.

C'est aussi une catégorie qui ressent *« une absence totale de perspective en termes de carrière et de salaires,* souligne Jacqueline Eyraud, secrétaire générale de l'union régionale CFDT de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. *La moyenne des rémunérations se situe autour de 900 à 1 050 euros nets mensuels. L'ascenseur social est bloqué, même pour leurs enfants »*. Un contexte qui conduit certains à *« croire ceux qui leur disent des contes de fées »*.

UNIVERS DISPERSÉ

Le vote ouvrier pour Jean-Marie Le Pen marque également l'affaiblissement de la culture ouvrière, malmenée par les évolutions de l'emploi. *« Plus de la moitié des ouvriers ne sont plus dans l'industrie,* précise Jean-Christophe Le Duigou. *Et dans ce secteur, seule une petite moitié travaille dans de grandes entreprises. »* Dans cet univers plus dispersé, les syndicats ont du mal à maintenir des relations de solidarité. *« Le travail s'est parcellisé, le collectif a éclaté »,* déplore Jacqueline Eyraud. Le patron, auprès duquel on revendiquait *« n'existe plus. Il y maintenant les salariés, les cadres, des directeurs qui se font virer et une holding avec un PDG, ailleurs »*. On ne peut plus se tourner vers lui. Alors on se retourne contre les immigrés, désignés comme ceux qui volent le travail des Français alors qu'ils sont deux fois plus au chômage que les nationaux et moins nombreux dans l'industrie ou le bâtiment (19 % d'immigrés en 1990, 15,1 % en 1999).

Certes, les ouvriers ont bénéficié d'avancées sociales, telles que les 35 heures. Mais *« cela n'a pas modifié leur regard sur ce qu'ils vivent dans les quartiers, où l'habitat ne s'est pas amélioré, où il y a un abandon total du service public »,* estime Philippe Bataille, sociologue au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Cadis)-CNRS, coauteur en 1997 d'une recherche pour la CFDT sur le racisme en entreprise. Tous les ouvriers ne vivent pas dans les cités. *« Dans les villages d'Alsace, le vote FN a pris aussi des proportions alarmantes. Ce ne sont pas des quartiers en difficulté. Mais il y a là aussi un sentiment d'isolement, de mobilité sociale arrêtée, d'être laissé sur le bord de la route. »*

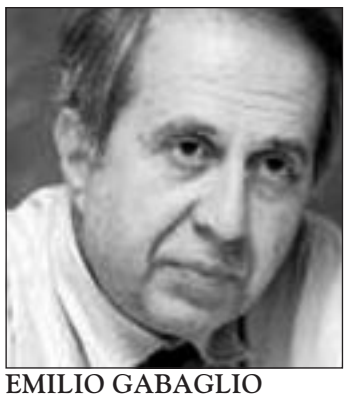
Francine Aizicovici

POUR EN SAVOIR PLUS

> **Ces Français qui votent FN**, de Nona Meyer (Flammarion, 1999, 380 p., 18,30 €).
> **Les Employés,** d'Alain Chenu (La Découverte, 1994, 128 p., 7,95 €).
> **Le Front national en face,** de Michel Soudais (Flammarion, 1996, 296 p., 16,77 €).
> **La Résistible Ascension du F. Haine,** collectif Ras l'front (Ed. Syllepse, 1996, 255 p., 15,24 €).
> **Au front**, d'Anne Tristan (Gallimard, 1988, 223 p., 6,30 €).
> **Le Racisme au travail**, de Philippe Bataille (La Découverte, 266 p., 18,29 €).
> **Petit dictionnaire pour lutter contre l'extrême droite,** de Martine Aubry et Olivier Duhamel (Éd. Points Seuil, 1996, 268 p., 4,95 €).
> **Précarisation du travail et lien social. Des hommes en trop ?,** coordonné par Frédéric Abécassis et Pierre Roche (L'Harmattan, 2001, 348 p., 27,44 €).

Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

« Il aurait fallu mettre à plat depuis longtemps la question de l'insécurité sociale en Europe »



EMILIO GABAGLIO

▶ **1937** Emilio Gabaglio naît à Come (Italie). Il suit des études à l'université catholique de Milan, où il obtient une licence de sciences économiques. Professeur dans l'enseignement supérieur, il rejoint le monde syndical en 1964.
▶ **1979** Il devient membre du comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES).
▶ **1991** Il est élu secrétaire général de la CES au congrès du Luxembourg, réélu en 1995, puis en juin 1999.

En France, Jean-Marie Le Pen, le responsable du Front national, se présente comme le candidat des sans-grade et des laissés-pour-compte. En Autriche, aux élections législatives de 1999, pratiquement un ouvrier sur deux avait voté pour le parti de Jörg Haider, le leader d'extrême droite. Qu'est-il arrivé à l'Europe des salariés et des travailleurs ?

Cette terrible réalité a gagné d'autres pays. Aux élections municipales d'Anvers, en octobre 2000, le Vlaams Blok, parti néofasciste, a remporté 33 % des suffrages alors que la ville belge était auparavant un fief du Parti socialiste. N'oublions pas la Ligue du Nord en Italie ou encore le Parti populaire danois.

Depuis des années, l'Europe est confrontée à des mutations économiques profondes qui provoquent des bouleversements dans le monde du travail. Le nombre de laissés-pour-compte augmente, les salariés perdent leurs repères et nous assistons à une rupture des liens sociaux. C'est ainsi que les inégalités ont augmenté au sein de l'Union.

L'extrême droite sait très bien exploiter le malaise des plus fragiles qu'elle entraîne dans l'idéologie de la haine.

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle vous ont-ils surpris ?

Cela a été un véritable choc. L'Europe serait-elle en train de perdre son âme ?

En France, le thème principal de la campagne électorale a été celui de l'insécurité. Je peux comprendre cette préoccupation, mais pourquoi ne pas avoir mis à plat la question de l'insécurité sociale ? La Confédération européenne des syndicats (CES) a alerté depuis longtemps sur la priorité accordée au marché et à la politique monétaire. L'Union européenne doit maintenant changer de cap et répondre aux inquiétudes concrètes des gens. Vous rendez-vous compte qu'il nous a fallu batailler dur pour que les droits sociaux figurent dans la charte des droits fondamentaux adoptée au sommet de Nice en décembre 2000 ? C'est de la folie ; nous avons perdu le nord.

La Convention pour la nouvelle Constitution européenne est un espace idéal de discussions qu'il faut absolument saisir – et les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française en sont une preuve supplémentaire – afin de définir de nouveaux droits au sein de l'Union.

La peur de l'étranger et des emplois qu'ils « voleraient » reste une raison très souvent mise en avant par les travailleurs qui votent pour l'extrême droite. L'élargissement de l'Europe va à nouveau entretenir ces fantasmes…

Les études les plus sérieuses montrent qu'il n'y aura pas une déferlante de travailleurs des pays de l'Est. Je sais bien que l'extrême droite est très habile pour entretenir la peur de l'autre. Nous devons, donc, tous collectivement faire preuve d'une grande pédagogie. L'Union européenne a décidé de mettre en place une politique de régulation des flux migratoires afin que l'intégration des nouveaux travailleurs se fasse de la meilleure façon. Mais il faut aussi comprendre que tous ces salariés vont aussi contribuer à l'avenir économique d'une Europe dont la population vieillit terriblement.

Les organisations syndicales, elles-mêmes, comptent parfois dans leurs rangs des militants d'extrême droite. Comment agir ?

Nous avons récemment assisté à des infiltrations de militants xénophobes et racistes au sein d'organisations syndicales belges. Une fois découverts, ils ont été immédiatement exclus.

Le mouvement syndical ne peut pas se réclamer des valeurs de justice et de liberté et accepter de compter dans ses rangs des antidémocrates.

L'Europe a péché par le tout-économique, dites-vous. Comment rétablir un meilleur équilibre entre économie et social ?

Nous avons décidé de faire de la maîtrise des restructurations au sein de l'Union le sujet majeur des mois qui viennent. Avant l'été, nous allons lancer des discussions exploratoires avec l'Unice, le patronat européen, afin de définir la manière de mieux gérer les transformations industrielles. J'espère, ensuite, si les négociations s'engagent bien, que nous pourrons faire des propositions à la Commission pour qu'elle puisse légiférer.

Le patronat européen se fait habituellement prier pour négocier. Qu'est-ce qui vous fait penser qu'il va accéder à votre demande ?

Rien, soyons clairs, sauf notre détermination à mener cette bataille. Aujourd'hui, les forces syndicales en Europe se mobilisent davantage. Regardez ce qui se passe en Italie, où un front uni a permis qu'un million de personnes défilent dans les rues de la Péninsule pour s'opposer à la réforme du droit du licenciement menée par Silvio Berlusconi. Les Allemands ont aussi montré leur détermination sur les récentes négociations salariales, sans oublier les syndicats britanniques – enterrés trop vite –, qui se battent pour l'amélioration des services publics anglais. Et je suis ravi d'apprendre que presque tous les syndicats français vont défiler sous une bannière unifiée le 1er mai.

Les mobilisations que vous évoquez sont essentiellement nationales. Les euro-manifestations et les euro-grèves restent limitées…

Nous avons réussi à bien mobiliser au sommet de Laeken en décembre 2001, sous la présidence belge de l'Union européenne, ou à celui de Barcelone, en mars dernier, sous la présidence espagnole. Mais, vous avez raison, il nous reste un gros travail unitaire à mener. Je crois que la CES a, aujourd'hui, beaucoup amélioré ses capacités à agir d'une seule voix et d'une seule force.

L'esprit parfois boutiquier des organisations syndicales se ferait donc moins prégnant ?

Nous devons tous nous retrouver contre la philosophie néolibérale qui frappe les pays de l'Union. On nous explique que les marchés se globalisent. Pourquoi pas la justice sociale et le droit des salariés ? Quant à l'esprit boutiquier dont vous parlez, je pense que les mentalités ont largement évolué.

> « Nous devons tous nous retrouver contre la philosophie néolibérale qui frappe les pays de l'Union européenne. On nous explique que les marchés se globalisent. Pourquoi pas la justice sociale et le droit des salariés ? »

Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet

CHRONIQUE

par **Serge Marti**

L'éclaircie hongroise

DEPUIS TROIS À QUATRE ANS, un vent mauvais, fait de populisme et de xénophobie, souffle sur l'Europe, où la vague rose des années 1997-1998 s'est dissoute dans les urnes au fur et à mesure que progressait l'extrême droite. Le vote surprise en faveur de Jean-Marie Le Pen, le 21 avril, n'est que le dernier avatar en date d'un mouvement qui, à des degrés divers, a contaminé l'Autriche, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, voire la Suisse, ainsi que le relève Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, ci-contre.

Si elles ont réussi, pour l'instant, à contenir la vague extrémiste, l'Allemagne et la Suède, qui votent au mois de septembre, ne peuvent pas écarter la perspective de l'arrivée au pouvoir d'une opposition davantage conservatrice que les gouvernements en place. A cet égard, la sévère défaite (la plus cruelle depuis 1950 dans ce type de consultation) que vient de subir le chancelier allemand Gerhard Schröder lors de l'élection locale qui s'est déroulée le week-end dernier en Saxe-Anhalt, le Land de l'ex-RDA le plus dévasté par le chômage, constitue un signal d'alarme supplémentaire pour le Parti social-démocrate avant le scrutin du 22 septembre.

Dans ce tableau solidement ancré à droite, la victoire surprise des socialistes hongrois qui, au cours du même week-end, ont refusé, à quelques sièges près, de redonner les clefs du Parlement au premier ministre sortant, Viktor Orban, pour les confier au leader de l'opposition de gauche, Peter Medgyessy, a valeur de contre-exemple. Elle prouve aussi que morale et conviction peuvent rimer avec raison. Cet ancien vice-premier ministre du dernier gouvernement communiste hongrois, chargé d'opérer la transition du pays vers l'économie de marché, a tiré profit des fortes réticences suscitées chez les électeurs par la dérive politique de Viktor Orban qui, pour gagner les élections, n'avait pas hésité à s'allier au parti d'extrême droite des « Hongrois de l'extérieur », allant jusqu'à faire voter une loi sur la « préférence nationale » qui assurait à ces derniers de confortables avantages.

Economiste de formation (il a été banquier) et soucieux des deniers de l'Etat, Peter Medgyessy, sans céder au populisme de son prédécesseur, a cependant dû sacrifier aux promesses électorales. Il s'est engagé à renforcer la politique sociale du gouvernement afin de comprimer les inégalités qui se sont creusées entre les couches sociales. Ainsi, il a d'ores et déjà accordé une augmentation de 50 % aux salariés de la santé et de l'enseignement ainsi qu'un treizième mois pour les retraités.

La Hongrie a beau présenter un bilan économique honorable qui place ses 10 millions d'habitants en bonne position pour la candidature à l'Union européenne dès 2004, il sait que les largesses ont un butoir : celui des comptes. Ceux-ci sont serrés. Jusqu'ici, la libéralisation du marché des changes, en mai 2001, a permis une appréciation du forint, une baisse de l'inflation et une décrue des taux d'intérêt. *« Mais les évolutions des taux d'intérêt et du taux de change semblent maintenant s'approcher d'un point d'inflexion »,* estiment les économistes du Crédit agricole dans leur dernier bulletin, *Perspectives*.

La mise en garde se précise : *« La politique budgétaire expansionniste menée à l'approche des élections, devrait finir par provoquer un creusement du déficit courant et des pressions inflationnistes au deuxième semestre 2002. Cette détérioration des fondamentaux économiques pourrait entraîner une forte dépréciation du forint et les taux d'intérêt pourraient commencer à remonter au quatrième trimestre 2002. »* Il reste à Peter Medgyessy à démontrer qu'un gouvernement de gauche peut piloter cette situation délicate. Dans un environnement assombri, l'éclaircie ne serait pas de trop.

> Dans une Europe ancrée à droite, le nouveau premier ministre socialiste doit piloter une situation budgétaire délicate

Ces petits patrons qui disent non au « capitalisme sauvage »

LA MONDIALISATION ET LES CHARGES SONT LEURS BÊTES NOIRES

Sur la liste du comité de soutien à Jean-Marie Le Pen, il y a surtout des militaires – souvent à la retraite – et des avocats. Mais on y trouve aussi quelques dirigeants de PME. Dans les Hauts-de-Seine, Thibaut de la Tocnaye est à la tête d'une entreprise de trente salariés, spécialisée dans la vente de matériel médical. Ingénieur et centralien, il a rejoint le Front national en 1988, *« beaucoup par adhésion à son programme économique, qui est proche de celui d'Alain Madelin, quand il prône la baisse des impôts et des charges, le désengagement de l'Etat, la simplification des règles administratives, mais qui s'en écarte radicalement dans son adhésion à l'ultralibéralisme »,* explique-t-il.

« Nous pensons qu'il faut lutter contre le capitalisme sauvage et revenir à un certain protectionnisme pour empêcher les produits étrangers d'inonder le marché », considère, de son côté, Edouard Ferrand, 37 ans, qui se revendique comme un « vieux » militant FN. Il pense *« que l'homme n'est pas une marchandise, que la mondialisation entraîne l'appauvrissement ».*

Un discours étrangement calqué sur des slogans de l'extrême gauche. Avant de créer avec quelques autres, il y a sept ans, un cabinet de conseil en stratégie auprès des entreprises à Dijon, il avait été licencié par la Fondation des études de défense, qu'il avait rejointe après avoir obtenu son DEA de sciences politiques à la Sorbonne.

« Ici le vote Front national s'est fait en dehors du thème sécuritaire et de l'immigration, pour dire non à la désertification économique et rurale », affirme-t-il, en mettant en avant sa casquette de conseiller municipal de Sens et de conseiller régional de la Bourgogne. *« Le vote Le Pen, c'est le vote des commerçants, des artisans, de tous ceux qui n'en peuvent plus de cette fiscalité délirante »,* poursuit-il. Ces deux membres officiels du comité de soutien à Jean-Marie Le Pen considèrent qu'il est tout à fait *« naturel »* de réserver en priorité l'emploi aux Français.

« Le vote lepéniste coupe à travers les clivages de classes, en atteignant précisément ses sommets dans les deux catégories politiquement les plus opposées, celle des petits patrons, où il frôle 20 % des suffrages exprimés, suivis par les ouvriers », notait déjà Nona Meyer, directrice de recherche au CNRS et au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), dans son livre *Ces Français qui votent FN* (Flammarion, 1999). Les petits commerçants et artisans (PCA) sont d'autant plus attachés à l'ordre qu'ils ont un petit patrimoine à défendre. Nona Meyer souligne aussi l'importance des trajets de mobilité sociale. Beaucoup d'entre eux sont arrivés difficilement à leur nouveau statut et ont peur de le perdre. D'autant que les années 1990 les ont durement frappés. Sur la décennie, le revenu des petits commerçants a baissé de 3 % en moyenne par an et, si la reprise, depuis 1997, a permis d'inverser la tendance, le rattrapage des années de vaches maigres n'est pas encore acquis dans beaucoup de branches.

> « Ici le vote Front national s'est fait en dehors du thème sécuritaire et de l'immigration pour dire non à la désertification économique et rurale »

De fait, le résultat du scrutin du 21 avril montre que les artisans, commerçants, travailleurs indépendants et les patrons des petites entreprises (moins de dix salariés) ont fourni 19 % des bulletins en faveur de Jean-Marie Le Pen. Au total, ces catégories sont à la tête de 95 % des entreprises françaises et emploient 20 % des salariés.

Les petits chefs d'entreprise ont de fait deux ennemis : les gros patrons, qui peuvent à tout moment les absorber ou les pousser à la faillite, et l'Etat, qui leur prend l'argent qu'ils ont gagné. Les tracasseries du fisc, les paperasseries administratives figurent parmi leurs griefs récurrents. Pas étonnant, dans ces conditions, qu'ils soient sensibles aux discours qui promettent un dégraissage de l'Etat par une diminution du nombre de fonctionnaires. Le déclin du magasin ou de la boutique, face au développement des grandes surfaces, a donné lieu, par le passé, à plusieurs mouvements de révolte : Pierre Poujade, en 1956 ; Gérard Nicoud, au début des années 1970. Entre 1966 et 1998, le nombre de petites épiceries a été divisé par six, celui des boucheries par trois et une commune sur deux n'a plus aucun commerce de proximité, selon une enquête de l'Insee. Actuellement, le petit commerce continue de perdre des parts de marché face aux grandes surfaces.

Joint par téléphone, Robert Poujade considère pourtant que *« la situation actuelle n'a rien à voir avec celle qu'*[il a] *connue ».* *« Nous assurions la défense de nos métiers, de nos familles et de nos régions, en faisant du corporatisme élargi »,* explique-t-il. Comme M. Poujade hier, Jean-Marie Le Pen prend la défense des *« petits »* contre les *« gros »*. De même, le mouvement de Jean-Marie Le Pen est longtemps resté essentiellement urbain. C'est dans les grandes villes et les banlieues que le FN faisait ses meilleurs scores. Or, fait notable, depuis le 21 avril, il gagne en influence dans les zones rurales. *« Chirac n'est plus l'élu des campagnes »,* confirme un élu frontiste.

Alain Beuve-Méry et Laurence Caramel

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
19.000 anciens de l'IAE de Paris dans les entreprises à travers le monde.
C'est rassurant pour l'entreprise, et pour vous.
CAAE MBA
Le DESS 2ème compétence
recherché par les entreprises
• en soirée
• en journée
• à distance
Réunions d'information : les lundis 13 mai et 24 juin à 19h.
Contact : caae.fc.iae@univ-paris1.fr
☎ 01 53 55 28 00
IAE DE PARIS
Un avantage décisif
www.iae-paris.com

La Pologne veut libéraliser le code du travail

CONFRONTÉ À UN TAUX DE CHÔMAGE DE 18 % ET À UNE QUASI-STAGNATION ÉCONOMIQUE, LE GOUVERNEMENT VEUT STIMULER LA LIBRE ENTREPRISE

VARSOVIE
correspondance

A moins de deux ans de la date supposée de l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, les restructurations nécessaires des industries lourdes, doublées de réformes du secteur agricole, font grossir les rangs des chômeurs, alors que de nombreuses barrières bureaucratiques freinent le développement des petites et moyennes entreprises. Pour s'attaquer à ce casse-tête, le gouvernement social-démocrate de Leszek Miller, un ancien apparatchik communiste, a choisi de mettre de côté ses idées de gauche. Il a misé sur un libéralisme pondéré, au grand dam des syndicats, espérant ainsi relancer la croissance et générer à terme de nouveaux emplois, même au prix d'une remontée du chômage.

L'idée générale consiste à donner aux chefs d'entreprises une plus grande liberté de mouvements pour se débarrasser des effectifs pléthoriques, réduire les coûts de fonctionnement et développer des activités nouvelles. Parmi les mesures les plus controversées figure celle qui autoriserait les employeurs à reconduire sans limite un contrat à durée déterminée (CDD) avec le même salarié, alors qu'actuellement un renouvellement de CDD doit déboucher sur un contrat à durée indéterminée. Cette proposition, incompatible avec la législation européenne, resterait en vigueur jusqu'à l'entrée de la Pologne dans l'Union.

Les procédures des licenciements collectifs, compliquées et coûteuses pour les employeurs, ne seraient pas appliquées aux PME employant moins de 20 salariés. Dans le cas de licenciements de ce type, les indemnités seraient calculées sur l'ancienneté dans l'entreprise qui licencie, et non sur celle dans la profession comme c'est le cas actuellement.

Une autre mesure, critiquée par les syndicats, concerne les heures supplémentaires. Chaque mois, les quatre premières heures ainsi effectuées ne seraient rémunérées qu'à 50 %, et les suivantes à 100 %. Enfin, les entreprises employant moins de 50 salariés ne seraient plus tenues de constituer un fonds social pour leur personnel, alors qu'aujourd'hui cette obligation s'applique aux sociétés qui comptent plus 20 salariés. D'autres propositions, beaucoup moins controversées, portent sur l'organisation du temps de travail et sur la simplification des procédures fiscales.

Pour satisfaire les organisations féministes, des initiatives portant sur l'égalité des sexes au travail seraient prises. Une nécessité dans un pays où les salaires des femmes sont en moyenne de 30 % inférieurs à ceux des hommes à des postes comparables, et où l'âge de départ en retraite varie selon le sexe : 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes.

Pour remédier au chômage des jeunes, le gouvernement envisage deux mesures. La première consiste à exonérer de cotisations sociales pendant un an les jeunes diplômés qui souhaitent fonder une entreprise ou travailler à leur compte. Selon les estimations gouvernementales, cette initiative concernerait quelque 10 000 jeunes. Très controversée, la seconde proposition, consisterait à priver les retraités et les pensionnés du droit – déjà restreint actuellement – à poursuivre des activités professionnelles rémunérées, sous peine de voir suspendu le versement de leur pension.

> « Il s'agit de soulager les patrons de certains fardeaux, pour améliorer la condition financière des entreprises, sans renoncer pour autant à la protection sociale des salariés »
>
> **JERZY HAUSNER, MINISTRE DU TRAVAIL**

Les adversaires de ce projet font valoir que le remplacement d'un retraité par un jeune chômeur est loin d'être automatique. Les employeurs qui préfèrent souvent une main-d'œuvre expérimentée et peu payée risquent de recourir plutôt au travail au noir que d'embaucher des jeunes diplômés.

Le gouvernement est donc en train de réexaminer son projet. Quoi qu'il en soit, le ministre du travail Jerzy Hausner est convaincu que l'actuelle législation polonaise *« est inadaptée aux conditions d'une économie en pleine mutation »*. Selon lui, *« les lois qui régissent le marché du travail doivent être modifiées en profondeur pour offrir une bien plus grande liberté économique, tout en codifiant les relations civiles »*.

Les amendements au code du travail ne constituent qu'une *« mesure partielle destinée à éliminer les dispositions qui gênent le développement de la libre entreprise. Il s'agit de soulager les patrons de certains fardeaux, pour améliorer la condition financière des entreprises, sans renoncer pour autant à la protection sociale des salariés »*, affirme le ministre. La présidente de la Confédération polonaise du patronat, Henryka Bochniarz, est prudente pour juger de la réforme du code du travail. *« Ce n'est certainement pas l'accomplissement de notre rêve, mais c'est un pas dans la bonne direction »*, estime-t-elle.

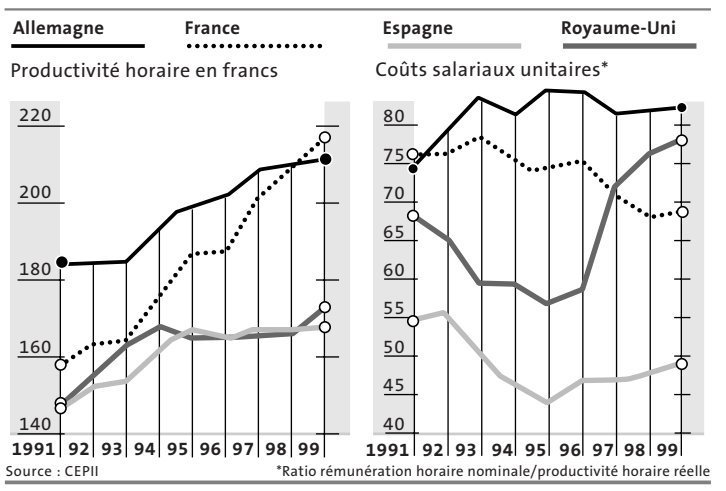
Les syndicats semblent divisés sur la question. Les dirigeants du syndicat de gauche OPZZ ont en principe accepté les grandes lignes de la réforme. Ceux du syndicat Solidarité (droite catholique) restent critiques mais enclins aux compromis. En revanche, la base des deux organisations s'accorde pour contester les changements. Plusieurs manifestations de rue ont déjà eu lieu, notamment à Varsovie et en Silésie (sud), à la fois contre le chômage et les amendements au code du travail. D'autres ont été annoncées par Solidarité *« pour défendre l'emploi »*.

Michel Gara

La France conserve une meilleure productivité que ses partenaires

LA POLITIQUE DE MAÎTRISE DES PRIX ET DES COÛTS, OBTENUE PAR LA MODÉRATION SALARIALE A PERMIS CE RÉSULTAT

L'IMPORTANCE DU COÛT DU TRAVAIL EN ALLEMAGNE



Source : CEPII
*Ratio rémunération horaire nominale/productivité horaire réelle

En ces temps d'interrogations multiples – et contradictoires – sur le fait de savoir si la France recule, se maintient ou progresse par rapport à ses concurrents européens, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) verse une pièce intéressante au dossier en examinant comment s'est comportée, jusqu'à la fin des années 1990, la compétitivité de l'industrie française au regard de ses principaux partenaires. De ces travaux, il ressort que, à cette période de basculement dans le nouveau siècle, l'Hexagone disposait notamment, vis-à-vis de l'Allemagne d'une part, du Royaume-Uni de l'autre, *« de prix et de coûts moins élevés, en même temps que d'un meilleur niveau de productivité »*.

Avant d'aboutir à cette constatation, cet organisme s'est d'abord penché sur l'évolution de la croissance française au cours de la décennie passée. De cet examen, il apparaît qu'après avoir connu, de 1991 à 1996, une période d'activité inférieure, en moyenne, à celle de l'Union européenne, la croissance s'est ensuite accélérée, *« le revenu par tête parvenant à dépasser légèrement la moyenne européenne »*. Cette deuxième phase de croissance plus forte de 1998 à 2001 a été aussi plus riche en emplois alors qu'il n'y a pas eu d'accélération des gains de productivité. Ce phénomène s'explique, selon le Cepii, par la modération salariale, les mesures d'allégement de charges sur les bas salaires et la baisse de la durée du travail.

A l'image des Pays-Bas où la modération salariale a été favorisée par l'importance de la main-d'œuvre disponible, la France dispose d'un niveau de productivité *« parmi les plus élevés au monde »*, ce qui a rendu possible une décélération des gains de productivité du travail, synonyme de croissance plus riche en emplois, assure le Cepii, faisant référence à une étude réalisée sur le sujet à partir de l'exemple britannique, publiée en janvier 2002 et selon laquelle la productivité française serait finalement très proche de celle des Etats-Unis.

Pour étayer sa démonstration, le Centre a comparé des niveaux de productivité, de prix et de coûts de l'industrie manufacturière de plusieurs pays à partir d'un taux de PPM (prix de production manufacturière). Celui-ci repose sur un taux de conversion monétaire issu du rapport de prix, exprimé en monnaie nationale, d'un panier de produits commun à deux pays.

STRATÉGIE DE DÉSINFLATION

Cette grille de lecture appliquée notamment à l'Allemagne et au Royaume-Uni, permet aux auteurs de cette étude d'affirmer qu'à la fin des années 1990, l'industrie manufacturière française disposait d'un avantage de prix et de coût unitaire, *« en même temps qu'un niveau plus élevé de productivité »* vis-à-vis de ces deux pays dont les niveaux de revenu par tête sont proches du revenu français. Une performance qui doit sans doute beaucoup à la stratégie de désinflation compétitive qui a permis la stabilité des prix manufacturiers durant la décennie passée. De même, si l'on prend en compte l'écart de prix entre la France et l'Espagne, on constate qu'il se réduit progressivement, une fois les taux de change stabilisés, *« compte tenu de l'inflation espagnole tendanciellement plus forte du fait du rattrapage économique du pays »*.

Pour ce qui est de la compétitivité, le recul de l'Allemagne durant les années 1990 s'explique en grande partie par l'augmentation des coûts salariaux, lesquels se situaient, en 1999, à plus de 20 % par rapport aux coûts français. De son côté, l'industrie manufacturière britannique est restée *« atone »* durant cette période (sa productivité ne représentait plus que 80 % du niveau français en 1999) tandis que s'affirmait la spécialisation du pays dans les services. Enfin, l'Espagne a connu, après 1995, un arrêt brutal de ses gains de productivité, creusant l'écart avec la France. Au total, après avoir longtemps subi la pression concurrentielle de ses partenaires sortis du système monétaire européen (SME), la France a redressé sa part de marché à partir de 1998 tandis que des pays comme le Royaume-Uni et l'Italie perdaient le bénéfice tiré de ces dévaluations.

Abordant la période en cours, les auteurs de l'étude relèvent une pression à la hausse des coûts unitaires *« du fait du passage aux 35 heures »*, laquelle devrait se poursuivre à l'avenir. *« Une fois passé le ralentissement conjoncturel actuel, une nouvelle période de croissance pourrait voir le compromis en faveur de l'emploi, caractéristique des années 1997-2001, s'inverser au profit des salaires »*, estime le Cepii. Une évolution qui incite à ne pas relâcher les efforts de compétitivité.

Serge Marti

DROIT ET ÉCONOMIE

par **Stéphane Corone**

La Grèce n'aime pas assez ses tortues

LA TORTUE MARINE *Caretta caretta* est apparue sur Terre il y a 80 millions d'années environ. Elle ne pond que tous les deux ou trois ans aux mois de juillet et d'août et toujours à l'endroit où elle est née. Elle sort de la mer pendant la nuit et se dirige vers l'endroit le plus sec de la plage. Elle creuse un trou de 40 à 60 centimètres de profondeur et pond en moyenne 120 œufs, puis elle retourne immédiatement à la mer. Les œufs éclosent deux mois plus tard et, par une nuit de pleine lune, les petites tortues sortent du sable puis vont vers la mer. Cette course est considérée comme le moment le plus délicat de leur existence car elles sont alors très vulnérables.

Sur mille nouveau-nés, un ou deux seulement atteint 30 ans, considéré comme l'âge adulte. La région la plus importante de reproduction de la tortue *Caretta caretta* en Méditerranée se situe sur l'île grecque de Zakynthos (ou Zante), et plus précisément sur les plages de Laganas et de Daphni. Or il semble que l'Etat grec n'ait pas pris les mesures qui permettent à ces animaux de se reproduire sereinement, comme il aurait dû le faire, en vertu du traité de Rome.

Rappelons que par l'article 130S de ce traité, les Etats européens se sont engagés à assurer la biodiversité sur leur territoire respectif. C'est plus précisément la directive 92/43 CEE qui fixe leurs obligations en la matière. L'article 2 de ce texte prévoit que les Etats membres doivent assurer la conservation d'un certain nombre d'espèces vulnérables, au titre desquelles figure en bonne place la tortue *Caretta caretta*. Pour y parvenir, les Etats doivent prendre les mesures adéquates pour que ces espèces ne soient pas affectées à long terme par l'activité humaine.

La directive prévoit trois critères qui permettent de dire qu'une espèce est correctement « conservée ». D'abord, sa population se reproduit de manière telle que l'espèce ne paraît pas menacée à long terme. Ensuite, son aire de répartition naturelle ne diminue pas. Enfin, il existe un habitat suffisamment étendu pour qu'elle puisse se renouveler. Or des organisations non gouvernementales ont dénoncé auprès de la Commission européenne la détérioration des conditions de reproduction des tortues *Caretta caretta* à Zakynthos. La Commission a dépêché sur place, en 1998, des membres de ses services. Ceux-ci ont constaté qu'il y avait des constructions illégales, des chaises longues et des parasols sur les plages de reproduction... des bateaux et des pédalos aux abords des plages.

La Commission a aussitôt demandé des explications à l'Etat grec. Celui-ci a répondu qu'un projet de décret présidentiel relatif à la création du parc maritime de Zante avait été transmis au Conseil d'Etat hellénique. Qu'en outre il allait prendre une série de mesures : destruction des habitations illégales, interdiction des véhicules sur les plages, enlèvement des chaises longues et des parasols... Les services de la Commission sont retournés sur l'île de Zakynthos en été 1999. Ils ont constaté un certain progrès, la présence de panneaux sur les plages, la distribution au public de brochures d'information et la mise en service d'une vedette rapide. Mais ils ont déploré la persistance de constructions illégales, de vélomoteurs, de pédalos et de chaises longues, selon les sites...

C'est dans ces circonstances que la Commission a demandé à la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) de constater que la Grèce avait manqué à ses obligations. Devant les juges européens, la Commission reproche à la Grèce de n'avoir pas pris des mesures suffisantes tant au niveau juridique que sur le terrain. Le gouvernement grec plaide au contraire qu'il a pris en décembre 1999 un décret présidentiel pour faire de l'île de Zante un parc national et que le règlement de ce parc instaure un système de protection stricte de la tortue *Caretta caretta*. Il souligne également que, selon les données disponibles, le nombre de nids n'a pas diminué au cours des quinze dernières années. Mais la Cour refuse de prendre en compte le décret de fin 1999 car il est intervenu après le délai (fixé au 14 août 1999) que la Commission avait imparti à la Grèce pour prendre les mesures adéquates... Elle estime par ailleurs que le maintien du nombre de nids ne dispense pas de protéger l'espèce. Elle ajoute que, lorsque les services de la Commission sont retournés sur place, ils ont constaté un manque de mesures concrètes, malgré les efforts entrepris.

> Les bonnes intentions ne suffisent pas : les Etats ont une obligation de résultat et non simplement de moyen

C'est dans ces conditions que les juges européens ont condamné la Grèce le 30 janvier 2002 (affaire 103/00). Cette décision peut paraître sévère. Au-delà du sort des tortues *Caretta caretta*, les juges européens émettent un message clair. Il ne suffit pas qu'un Etat prenne des mesures législatives pour pallier un problème, encore faut-il que ces mesures soient appliquées sur le terrain. En d'autres termes, les bonnes intentions ne suffisent pas : les juges veulent des résultats tangibles, ce qui met à la charge des Etats une obligation de résultat et non simplement de moyen. Pour nous Latins, qui avons la fâcheuse habitude de pondre une multitude de lois sans toujours les appliquer, c'est une petite révolution...

Agence Juris-Presse

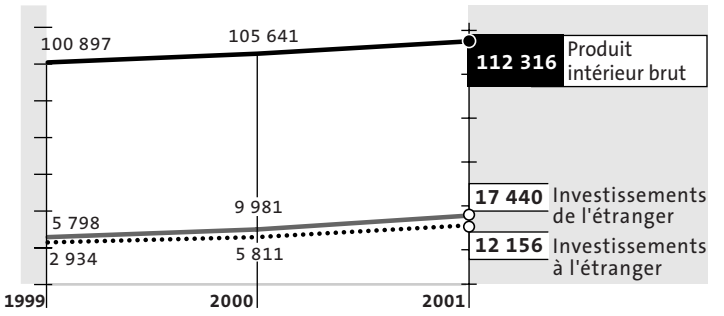
Formation Continue - Université de Rennes 1
DU biologie et écologie sous-marine
Service Formation Continue
4, rue Kléber - 35000 Rennes
tél. 02 23 23 39 50 - http://sfc.univ-rennes1.fr
rentrée juillet 2002
UFR sciences de la vie et de l'environnement

La Nouvelle-Zélande s'inquiète de sa dépendance économique

POUR SE DÉVELOPPER, LES ENTREPRENEURS LOCAUX EXPATRIENT UNE PARTIE DE LEURS ACTIVITÉS, VOIRE LEUR SIÈGE SOCIAL

L'OUVERTURE VERS LE MONDE

En millions de dollars



Source : Agence officielle statistique de Nouvelle-Zélande

AUCKLAND,
de notre envoyé spécial

La Nouvelle-Zélande devient une sorte de succursale des grandes entreprises étrangères. Dès qu'une société locale commence à réaliser de jolies performances, elle se fait racheter par un groupe international. » Jeremy Carr, avocat au cabinet Burton & Co, regarde, impuissant, les fleurons de son économie tomber sous le contrôle des multinationales. Parallèlement à l'arrivée massive de sociétés internationales, la Nouvelle-Zélande voit de plus en plus d'entreprises nationales expatrier une bonne partie de leurs activités, voire même leur siège social, vers d'autres pays plus peuplés. Ce phénomène n'est pas nouveau mais son ampleur devient telle qu'il commence à inquiéter les politiciens et les économistes « kiwis », qui aimeraient bien trouver une recette miracle pour maintenir un semblant d'indépendance économique dans ce pays de moins de 4 millions d'habitants.

En 2001, plus de 500 décideurs et homme d'affaires s'étaient réunis à Auckland pour parler de ce problème. Une initiative sans précédent dans cette nation qui a longtemps regardé sans réagir les sociétés étrangères s'implanter sur son territoire. La liste d'entreprises néo-zélandaises rachetées par des concurrents étrangers aux reins financiers plus solides s'allonge d'année en année. Le premier producteur de vin néo-zélandais, Montana, a été repris en 2001 par le britannique Allied Domecq. De même, Frucor, qui produit la boisson énergétique V, est tombé en 2001 dans l'escarcelle du français Danone. Dans le secteur financier, le phénomène est encore plus marquant. « *Toutes les banques locales ont été rachetées par des groupes étrangers,* souligne Ulf Schoefisch, l'économiste de la Deutsche Bank à Auckland. *La BNZ, l'ANZ et l'ASB ont été respectivement reprises par les banques australiennes NAB, WestPac et Commonwealth Bank. La National Bank appartient pour sa part au britannique Lloyds TSB. Les gestionnaires de fonds sont également tous contrôlés par des capitaux internationaux. Les deux leaders de ce secteur en Nouvelle-Zélande sont l'australien AMP et le français Axa.* »

ALLER DE L'AVANT

Depuis 1994, les investissements directs étrangers dans cette petite nation ont augmenté en moyenne de 15 % par an pour atteindre près de 35 milliards d'euros au total. Si les multinationales sont nombreuses à ouvrir des filiales aux antipodes, les sociétés néo-zélandaises ont, elles, tendance à quitter leur terre d'adoption pour se développer à l'international. « *Le marché local devient vite trop petit pour permettre aux entreprises nationales de continuer à se développer à un rythme suffisant* », remarque Ulf Schoefisch.

Une des solutions les plus simples pour les hommes d'affaires « kiwis » est d'ouvrir une filiale en Australie, le pays le plus proche. Mais, en cas de succès, une succursale peut rapidement devenir plus importante que sa maison-mère en termes de chiffre d'affaires. Le brasseur Lion Nathan a ainsi rencontré une telle réussite de l'autre coté de la mer de Tasman qu'il a récemment décidé de transférer son siège social en Australie. L'agence de crédit Baycorp et le groupe chimique Fernz ont eux aussi opté pour la même solution.

Pour ralentir ce phénomène, la plupart des économistes font appel au gouvernement travailliste dirigé par Helen Clarke. « *Le taux d'imposition fixé à 33 %pour les entreprises est le plus élevé de ceux des pays situés en Asie-Pacifique,* critique l'économiste de la Deutsche Bank. *On peut se demander si cette approche politique permettra au pays d'aller de l'avant.* »

« *Il serait instructif de s'inspirer de l'exemple irlandais en matière de taxation pour tenter de relancer notre économie,* suggère Michael Barnett, le directeur général de la Chambre de commerce d'Auckland. *Nous devrions également concentrer tous nos efforts dans des secteurs comme la pisciculture, le tourisme et les biotechnologies, dans lesquels nous pourrions devenir un des tout meilleurs acteurs mondiaux.* » Le pays dont 70 % des exportations sont constituées de produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la forêt continue également à écouler vers l'étranger des produits de base. « *Nous vendons nos vaches pour réimporter ensuite des articles en cuir fabriqués en Italie,* se lamente Jeremy Carr. *Nous devrions développer des industries de transformation sur notre territoire.* »

Une telle diversification nécessiterait toutefois l'apport d'importants capitaux. Un problème de taille dans un pays dont le marché boursier enregistre un net recul depuis plusieurs années. Plusieurs entreprises néo-zélandaises, comme le distributeur The Warehouse et l'aéroport international d'Auckland, ont déjà décidé de se faire coter à la Bourse australienne, l'ASX, pour trouver les fonds nécessaires au financement de leur expansion. « *La logique serait de fusionner l'ASX avec la Bourse néo-zélandaise* », juge Ulf Schoefisch. « *Si cette union se réalise, elle se fera selon les conditions dictées par les Australiens,* renchérit Michael Barnett. *Je serais désolé de voir une telle chose se concrétiser mais, si le gouvernement néo-zélandais ne change pas de position, il semblerait bien que nous nous dirigions vers ce mariage de raison.* »

Frédéric Thérin

UNE DETTE QUI MONTE QUI MONTE…

Le dernier excédent des paiements courants en Nouvelle-Zélande remonte à… 1973. « *Nous importons chaque année d'énormes quantités de produits de grande consommation qui ne rapportent aucun retour sur nos investissements* », condamne Ulf Schoefisch, l'économiste de la Deutsche Bank à Auckland. Cette stratégie alourdit la dette extérieure du pays, qui représentait en 1999-2000 105 % de son produit intérieur brut.

« *Chaque année, 6,5 % de notre PIB est dépensé dans le remboursement de cette dette,* calcule le banquier né en Allemagne. *C'est une charge énorme pour le pays. Pour en sortir, nous nous sommes toujours reposés sur les flux de capitaux investis par les entreprises étrangères. Mais, maintenant que l'économie locale est totalement contrôlée par les multinationales, nous voyons notre monnaie nationale chuter inexorablement.* » Au début de 1997, un dollar néo-zélandais valait 70 cents américains. Ce taux de change s'est depuis stabilisé aux alentours de 43 cents. Une chute inquiétante dans une économie qui enregistre depuis la fin des années 1980 une croissance annuelle supérieure, en moyenne, à 3 %.

Les « Kiwis » partent de plus en plus longtemps

LES JEUNES DIPLÔMÉS VONT TRAVAILLER AUX ÉTATS-UNIS OU EN AUSTRALIE AVANT DE REVENIR PROFITER DE LA DOUCEUR DE LA VIE LOCALE

AUCKLAND
de notre envoyé spécial

Monexemple est significatif de la situation actuelle : j'ai un fils de 27 ans qui dès ses études terminées est parti en Angleterre travailler à la City. Il est resté là-bas pendant cinq ans avant de s'expatrier à Francfort. On ne peut pas empêcher ses enfants de faire un tel choix. Cela brise les familles, mais je ferais la même chose si j'avais son âge. Il reviendra probablement au bout de dix ou quinze ans avec assez d'argent pour s'acheter deux ou trois maisons. » Michael Barnett, le directeur général de la chambre de commerce d'Auckland, est un des nombreux pères de famille néo-zélandais à avoir vu un de ses enfants partir chercher fortune à l'étranger.

Pendant des décennies, les jeunes Néo-Zélandais avaient pris l'habitude de prendre une année sabbatique en Europe ou en Asie avant de revenir travailler dans leur pays. « *Ils partaient s'amuser et faisaient des petits boulots pour boucler leurs fins de mois,* explique un diplomate français en poste à Wellington. *Ils cherchaient à fuir un monde qu'ils trouvaient étriqué.* » Jeremy Carr est un de ceux-là. Cet avocat au cabinet Burton & Co avait travaillé un an à Auckland avant de partir deux ans dans une station de ski suisse. *Mais, maintenant, les jeunes ne reviennent pas au pays avant leur trente-cinquième anniversaire,* remarque t-il. *Il n'y a pas assez d'occasions de travail ici.* »

Professionnellement, les « Kiwis » qui restent sur leurs terres atteignent vite un seuil de responsabilité qu'il leur est difficile de dépasser en raison de la petitesse du marché intérieur. La chute de près de 40 % de leur devise nationale ces cinq dernières années rend également très attractifs les salaires offerts à l'étranger. Une infirmière qualifiée peut facilement doubler ses revenus en s'exilant aux Etats-Unis et un spécialiste travaillant dans la finance ou les technologies de l'information peut multiplier ses émoluments par trois, voire même par cinq, en allant vivre en Grande-Bretagne. « *Le niveau de vie en Nouvelle-Zélande est tout juste supérieur à celui existant en Espagne* », note le diplomate français.

Ce phénomène commence à poser de sérieux problèmes aux entreprises néo-zélandaises, car « *ce sont les meilleurs jeunes diplômés qui partent les premiers* », ajoute Jeremy Carr.

VALEURS DE TOLÉRANCE

En 2000, les départs nets de résidents, vers l'Australie et les Etats-Unis principalement, ont atteint 11 300 personnes. « *Ce déficit est récent*, note Pierre Gaston, le consul honoraire de France à Auckland. *Il date de cinq à six ans.* » Environ 600 000 « Kiwis » vivraient aujourd'hui hors de leur pays, dont 460 000 de l'autre côté de la mer de Tasman. Et, chaque année, des milliers de Néo-Zélandais demandent la nationalité australienne. « *Ce phénomène a crée un dilemme pour les entreprises,* analyse Michael Barnett. *Les employeurs peuvent se contenter de recruter des jeunes diplômés « kiwis » de niveau moyen car les meilleurs quittent notre marché. Ils peuvent aussi embaucher des nouveaux émigrants. 20 % des chômeurs à Auckland sont des immigrés hautement qualifiés. Mais beaucoup d'hommes d'affaires doivent encore se faire à l'idée que certains de leurs principaux cadres puissent être d'origine étrangère. Il faut intégrer dans les entreprises des valeurs de tolérance qui ne sont peut être pas encore présentes aujourd'hui.* »

Le gouvernement néo-zélandais a récemment changé sa politique d'immigration pour permettre aux étrangers qualifiés d'obtenir plus facilement un permis de travail. Les départs prolongés des jeunes « Kiwis » sont toutefois rarement définitifs. La plupart de ces cadres aux revenus élevés reviennent sur leurs terres d'origine avec une épouse et plusieurs enfants. « *Ils rentrent sans aucune dette pour profiter de la qualité de vie dont nous bénéficions ici* », ajoute le directeur général de la chambre de commerce d'Auckland. Ils acceptent pour la plupart de grosses diminutions de salaire pour retourner au pays. La plupart achètent un bateau (cette nation compte 5 millions d'embarcations pour 3,9 millions d'habitants) et profitent de la douceur de la vie locale.

F. T.

UNE PRÉSENCE FRANÇAISE TRÈS DISCRÈTE

Comparée à l'Australie, où presque tous les principaux groupes hexagonaux sont bien implantés, la Nouvelle-Zélande semble bien peu intéresser les hommes d'affaires français. Ceux-ci détiennent moins de 1 % des investissements directs étrangers dans ce pays de moins de 4 millions d'âmes. Une cinquantaine de filiales de sociétés hexagonales sont toutefois présentes sur ce petit marché. Certaines, comme Accor, qui possède sept hôtels, et la filiale de Vivendi, Onyx, ont été développées à partir de l'Australie. D'autres sont nées de l'acquisition de groupes australiens ou britanniques déjà présents en Nouvelle-Zélande (Axa, Rexel…).

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par **Jacques-Marie Vaslin**

L'atroce impôt sur le revenu

LA NAISSANCE de l'Etat à la fin du Moyen âge, avec toutes les obligations que cela suppose – mise en place d'une armée pour défendre les frontières, centralisation de la justice – rend la perception de l'impôt, jusque-là extraordinaire, permanente. Les impôts sont alors indirects. Ils touchent presque exclusivement des biens de consommation tels que le sel, la farine ou encore le tabac et les épices. Qui plus est, avec la monarchie absolue, de nombreuses personnes en sont exonérées.

Ce système fortement inégalitaire sera une des causes majeures de la Révolution de 1789. La refonte de la fiscalité est la réforme plébiscitée par les Français dans les cahiers de doléances. Les révolutionnaires les ont entendus. Les privilèges sont désormais supprimés. La Constitution de 1793 précise même que « *nul n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques* ». L'égalité de tous devant l'impôt est inscrite jusque dans la Déclaration des droits de l'homme.

La forme des impôts fait aussi l'objet d'un débat entre les représentants des propriétaires et des consommateurs. Les impôts indirects, qui pénalisent ces derniers, seront remplacés par des « contributions » directes, assises principalement sur les biens fonciers. On retrouve ici la thèse des physiocrates, selon laquelle seule la terre crée des richesses. Le montant de l'impôt est désormais évalué en fonction de signes extérieurs de richesse, comme le nombre de portes et de fenêtres, ou encore le loyer estimé du logement.

La Révolution donne alors naissance à quatre nouveaux impôts directs : la contribution foncière, la contribution personnelle, la patente puis la contribution des portes et fenêtres. Ces impôts seront baptisés par la suite les « quatre vieilles ». Mais les guerres incessantes vont provoquer la résurgence des taxes sur des biens de consommation comme la boisson, le sel ou encore les cartes à jouer.

La contribution de Bonaparte en matière fiscale sera d'augmenter les impôts indirects et d'en améliorer la perception. En 1813 ceux-ci représentent près de 55 % des recettes de l'Etat, contre un tiers dix ans avant. Par la suite, la croissance et le développement des échanges accentuent le poids des taxes indirectes durant la révolution industrielle. L'impôt direct, qui représentait les deux tiers des recettes de l'Etat au début du XIXe siècle, n'atteint plus que 20 % un siècle plus tard. Tout au long du XIXe siècle le système fiscal français est resté sensiblement le même alors que l'économie a radicalement changé.

Le conservatisme et l'ancrage du libéralisme dans la classe politique expliquent son refus de taxer le revenu du travail et du capital. On préfère imposer le consommateur et avantager l'épargnant. Mais les « quatre vieilles » ne correspondent plus à la réalité économique et sociale du pays. Une infime partie de la population accapare l'essentiel des richesses. La France est encore l'un des rares pays avec la Russie, l'Espagne, le Portugal et la Serbie à ignorer la redistribution par l'impôt sur le revenu, alors que la Grande-Bretagne a institué l« 'Income tax » dès 1842 et l'Allemagne l'« Einkommensteuer » en 1893.

Le conservatisme et l'ancrage du libéralisme dans la classe politique du XIXe siècle expliquent son refus de taxer le revenu du travail et du capital

Et, pourtant, les projets n'ont pas manqué. Montesquieu à la veille de la Révolution de 1789 ou encore Proudhon en 1848 voyaient dans ce système un mode de lutte contre les inégalités. La gauche, radicaux et socialistes confondus, ne cessera de réclamer un système plus juste. La droite s'y refusera systématiquement, à l'image de Thiers, méprisant cet « *atroce impôt sur le revenu* ».

De 1871 à 1909, pas moins de deux cents propositions d'impôt sur le revenu atterrissent à l'Assemblée nationale. Le Sénat, conservateur, les repoussera toutes. Pour le ministre Méline, cet impôt représente « *l'instrument admirable de confiscation et de nivellement des fortunes* ». Il faut attendre le retour au pouvoir de Clemenceau, en 1907, pour que les choses changent. Son ministre des finances, Joseph Caillaux, dépose dès 1907 un projet d'impôt sur le revenu. Il est adopté par l'Assemblée nationale en mars 1909. Après d'âpres négociations, le Sénat votera en faveur du projet… le 3 juillet 1914, en contrepartie du maintien de la durée du service militaire à trois ans. La loi est appliquée pour la première fois en 1916 et les « quatre vieilles » sont définitivement supprimées en 1917.

L'impôt sur le revenu peut désormais devenir un instrument de la politique économique et sociale du pays. L'Etat, par sa politique fiscale, peut arbitrer entre la baisse des impôts indirects, synonyme de soutien à la consommation, et la baisse de l'impôt sur le revenu, soutien de l'épargne. Aujourd'hui l'impôt sur le revenu ne représente que 20 % des recettes de l'Etat. La Révolution n'a pas changé grand-chose.

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'université d'Amiens et chercheur au Criisea

sans interruption de votre vie professionnelle
CADRES EN ACTIVITÉ
DEA e-management
Septembre 2002 - Juillet 2003
UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Département d'Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 05 40 88 - giovanangeli@dep.dauphine.fr
www.dauphine.fr/crepa/dea128fc.htm

Le « recul » du PIB français : une erreur

par Jean-Paul Piriou

« Europe : les Français moins riches que les autres », titre à la « une » *Le Monde* du 15 janvier 2002. D'après de nouvelles données d'Eurostat, la France enregistrerait *« un recul au douzième rang »* de l'Union européenne (UE) pour le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Est-ce vrai ? Que dit exactement Eurostat ? En 1992, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) est en France de 108,8 pour une moyenne de l'UE égale à 100. Derrière le Luxembourg et la Belgique, elle est alors au troisième rang, ex aequo avec l'Allemagne. Que s'est-il passé depuis ?

D'après les sources nationales, le PIB par habitant a augmenté de 1,5 % en moyenne chaque année en France, de 1992 à 2000 ; plus qu'en Allemagne (1,25 %), mais moins que dans l'ensemble de l'UE (1,9 %). Le palmarès 2000 devrait donc montrer un recul de la France, mais moins important que celui de l'Allemagne. Or Eurostat annonce 105,4 pour les Allemands (septième place) et 99,2 pour les Français (douzième rang, acquis dès 1997). Abracadabrantesque ! Comment la France a-t-elle pu reculer plus que l'Allemagne alors qu'elle avançait plus vite ?

Inutile de prolonger ce suspense insoutenable. C'est tout simplement en raison d'erreurs d'Eurostat dans le calcul des parités de pouvoir d'achat. Explications. Les variations annuelles du PIB de chaque pays doivent évidemment être corrigées pour faire abstraction de l'inflation ; on obtient ainsi des évolutions en volume (les 1,5 % et 1,25 % précédemment évoqués). Les indices de prix temporels nécessaires à cet exercice sont délicats à établir parce que les produits et les modes de vie évoluent, mais tous les instituts statistiques de l'UE retiennent à peu près les mêmes méthodes, ce qui rend leurs résultats comparables. De 1992 à 2000, les prix français, ainsi mesurés par l'Insee, ont augmenté un peu moins vite que la moyenne des prix dans l'UE : – 0,4 point.

Pour les comparaisons internationales, la tâche est encore plus ardue. Il ne suffit pas de comparer directement le PIB français en euros au PIB allemand en euros ; il faut aussi tenir compte du fait que les prix ne sont pas les mêmes dans les deux pays, ce qui implique que le pouvoir d'achat de l'euro y est différent. On a donc besoin de calculer des indices de prix spatiaux. C'est difficile car les différences entre les produits et les modes de vie sont plus délicates à prendre en compte entre différents pays à une même date qu'entre deux dates pour un même pays. Il ressort des évaluations d'Eurostat que les prix français auraient augmenté de 6 points de plus que la moyenne européenne de 1992 à 2000. Alors, moins 0,4 ou plus 6 ?

Intrigué, l'Insee a cherché à comprendre. La principale erreur découverte par les efficaces François Magnien, Jean-Luc Tavernier et David Thesmar (voir www.insee.fr) est une surévaluation manifeste de la hausse du prix de la construction en 1997 : quelque 45 points de plus que la moyenne de l'UE pour Eurostat, 2,4 pour l'Insee ! Ce type de dysfonctionnement – sur lequel Eurostat reste muet – suffit à résoudre notre énigme : si le calcul des parités de pouvoir d'achat surévalue de 6,4 % les prix français, alors Eurostat sous-évalue d'autant les volumes. Il faut donc rectifier : la France n'est pas à 99,2 en 2000 mais à 105,5 (99,2 multiplié par 1,064).

Cette utilisation pour chacun des quinze pays des données nationales – manifestement plus fiables –, afin de mesurer les mouvements de prix de 1992 à 2000, conduit à un nouveau classement dans lequel la France est septième devant l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie (résultats présentés par la *Lettre de l'OFCE* – Observatoire français des conjonctures économiques – du 13 mars 2002). *« La France recule »*, ont écrit certains en 2002. Il est plus conforme à la rigueur intellectuelle de dire que, jusqu'en 1997, elle reculait. Mais que, depuis, elle progresse. Facile à comprendre : la croissance française a été inférieure à celle de l'UE de quelque 3 % de 1992 à 1997, alors qu'elle lui est supérieure de 1 % de 1997 à 2000.

Ce qui inquiète toutefois presque plus que l'erreur d'Eurostat, ce sont les réactions françaises à ce « recul » du PIB. Elles confirment que la culture statistique, voire le simple bon sens, ont encore de belles perspectives de croissance. Le fétichisme manifesté à l'égard de ce classement, rectifié ou non, est puéril parce que l'incertitude sur les résultats n'est pas négligeable : supérieure à 5 %, selon les professionnels de l'Insee ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Avec eux il faut rappeler que, si la méthode des PPA permet bien de faire apparaître des groupes de pays de niveaux différents, elle n'autorise pas, en revanche, un classement fiable à l'intérieur de chaque groupe. Il faut donc ne pas avoir peur de proclamer haut et fort que les quatre « grands » de l'UE (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, soit tout de même près des trois quarts du PIB de l'UE) sont dans une fourchette telle qu'elle rend illusoire tout classement de leur PIB-PPA par habitant : moins de 6 points séparent le premier (Allemagne) du dernier (France) dans le palmarès douteux d'Eurostat ; moins de 4 points (France première, Italie dernière) si l'on adopte l'autre approche ! Mais attention ! Bien qu'elle soit perfectible et imprécise, la méthode des PPA est celle qui donne l'image la plus fidèle des performances des différents pays.

> « Il serait temps de renoncer à cette obsession de vouloir tout synthétiser par un indicateur unique. Pour éviter que – à défaut du PIB – ce ne soit l'intelligence et, finalement, la démocratie qui reculent »

Reste la question tout de même essentielle : quelle est la signification du PIB ? Le PIB est une mesure de la production qui résulte de l'emploi socialement organisé. Autrement dit, ce n'est pas un indicateur de résultats (niveau de vie, bien-être...), mais un indicateur de moyens. Plus précisément l'indicateur d'une partie des moyens dont nous disposons, puisqu'il exclut la production qui résulte du travail « domestique » non salarié (une valeur comprise entre le tiers et les deux tiers du PIB selon la méthode de calcul retenue) et celle du travail bénévole. Cette distinction entre moyens et résultats n'est pas rhétorique. Par exemple, les Etats-Unis sont ceux qui consacrent la plus grande proportion du PIB à la santé (14 %), mais dans le classement établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2000 à partir d'indicateurs de résultats, ils ne sont que trente-septième. La France obtient la médaille d'or de ce palmarès alors que sa dépense de santé est inférieure de 4 points de PIB, ce qui correspond à un coût par habitant deux fois moins élevé.

Si le PIB est d'abord un indicateur de moyens, le calculer par habitant n'est peut-être pas une bonne idée pour mesurer notre efficacité. Mieux vaut, sans doute, ne prendre en compte que la population en âge de travailler (les statisticiens retiennent les 15-64 ans) ou celle qui a effectivement un emploi. Au PIB-PPA par habitant de 105,5 de la France correspondent alors 108 pour le PIB par personne en âge de travailler et 112 pour le PIB par actif occupé (cinquième rang dans l'UE, largement devant l'Allemagne à 97 ou le Royaume-Uni à 94). Le PIB par heure de travail conduit à un résultat voisin. Pour alimenter les débats, on peut utiliser aussi certains des quelque 40 « indicateurs structurels » suivis par... Eurostat. Ceux qui portent sur les inégalités et les innovations ne sont pas les moins inintéressants. Il serait temps de renoncer à cette obsession de vouloir tout synthétiser par un indicateur unique. Pour éviter que – à défaut du PIB – ce ne soit l'intelligence et, finalement, la démocratie qui reculent.

Jean-Paul Piriou est maître de conférences d'économie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, directeur de la collection « Repères » des éditions La Découverte

LIVRES

par **Philippe Arnaud**

Un retour au XIXe siècle ?

> MALHEUR AUX VAINCUS,
de Philippe Labarde et Bernard Maris
(Albin Michel, 2002, 183 p., 14,90 euros)

JAMAIS DEUX SANS TROIS. Avec *Ah Dieu ! que la guerre économique est jolie !* (1998) et *La Bourse ou la vie* (2000), les deux « tontons flingueurs » de l'économie avaient réussi le casse parfait. Ils y dénonçaient, dans le premier, les mensonges de l'idéologie néolibérale ; dans le second, les illusions de la nouvelle économie. C'était juste avant l'éclatement de la bulle Internet en avril 2000. *Malheur aux vaincus,* sous-titré « Ah, si les riches pouvaient rester entre riches... », est le troisième volet de la saga.

UNIVERS D'INSTABILITÉ

Un vrai travail de professionnel, précis, bien renseigné... Les deux complices ne font pas dans la dentelle. Ils ne causent pas, ils flinguent. Cible privilégiée, le président du Medef, monsieur le baron Seillière, et sa fine équipe, rassemblée sous l'appellation-valise : Kessler-Seillière-Ewald (Denis Kessler est vice-président du Medef ; François Ewald, ex-disciple de Michel Foucault, est aujourd'hui une des éminences grises de l'organisation patronale). Constat avéré : la mondialisation triomphe, les inégalités explosent, un nouveau *« darwinisme social »* est à l'œuvre...

Pour Labarde et Maris, les discours tenus par le Medef sur les riscophiles (ceux qui ont le courage d'innover, de bouger) et les riscophobes (les frileux, les ennemis du progrès) ne sont que les habits neufs de la *« régression sociale »*, qui plonge les salariés dans un univers d'instabilité et de *« peur »*. Craig Barret, PDG d'Intel, déclarait récemment (au Forum de Davos) que *« la peur et la paranoïa* [lui paraissaient] *les caractéristiques intériorisées du modèle américain »*.

Reprenant ce propos, les auteurs s'interrogent. Ne sommes-nous pas en train de revenir au XIXe siècle ? Les uns penseront que les deux desperados poussent le bouchon trop loin quand ils disent : *« Le progrès s'est toujours fait contre le marché, ou hors marché. »* Ils trouveront leurs arguments déloyaux : quand, pour comprendre comment fonctionne le pouvoir dans l'économie contemporaine, ils citent Bruno Bettelheim, qui, à propos de l'expérience concentrationnaire, disait que le camp, en *« maintenant perpétuellement l'homme dans l'improbable, l'incertain, le risque, l'indéterminé »*, condamnait chacun à vivre dans *« le présent immédiat »*, et le ramenait à la *« condition du petit enfant »*.

Les autres apprécieront la satire jubilatoire de l'*homo economicus* – un *« idiot rationnel »*, dit Amartya Sen, Prix Nobel d'économie 1998 —, et applaudiront à cette critique, extrêmement mesurée, au fond, du néolibéralisme : *« victorianisme (le capitalisme compassionnel dont parle George Bush), l'idéologie du marché et la science économique ont justifié la supériorité de l'Occident, et la loi des forts contre les faibles. Mais le capitalisme – autre nom du darwinisme social – suscite des rancœurs, des frustrations, des passions, des nationalismes, des intégrismes. Il est même une machine à fabriquer de l'insatisfaction. Dans l'insatisfaction perpétuelle réside le secret de l'accumulation. »*

Un plan Marshall pour la jeunesse

par Hubert Bouchet

« Les jeunes gagnaient 15 % de moins que leurs parents, en 1975. Aujourd'hui, ils gagnent 35 % de moins. » Ce constat a été établi par Luc Chauvel, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). En 1975 un jeune finissant ses études entrait sur le marché du travail avec un taux de chômage de 4 %. Aujourd'hui, ce taux est cinq fois supérieur puisqu'il ne descend pas en dessous de 20 %, avec des variations de grande ampleur.

Comment expliquer ces résultats ? Tout simplement parce que l'on joue au Yo-Yo avec les jeunes, traités comme des variables d'ajustement à la conjoncture. Quand embellie il y a, on les recrute de la manière la plus précaire possible pour les jeter dès que les vents tournent. Jamais pareil recul ne fut enregistré alors qu'aucune contestation formelle d'ampleur ne semble à l'ordre du jour.

Naturellement, cette apparente apathie peut être un trompe-l'œil qui masque la violence inorganisée d'enfants des cités sans aucun espoir dès l'âge de dix ans. Ils cassent parce que rien d'autre ne leur est offert. Que penser aussi des chiffres récents d'une enquête Insee qui établit qu'un tiers des SDF recensés ont entre 18 et 29 ans ? Pour ajouter au tableau, il faut dire un mot des 800 adolescents qui se suicident chaque année alors que 40 000 échouent dans leur tentative de se supprimer.

Impossible de ne pas voir dans tout cela l'absence d'espoir en face de générations qui sont au pouvoir et qui souhaitent y vieillir. Un chiffre parmi tant d'autres mérite citation : en 1983, 29,5 % des députés avaient moins de 45 ans. En 1999, le taux est tombé à 12 %. Rien d'étonnant donc à ce que l'attention soit si aiguë sur les retraites de retraités qui votent, eux. Naturellement, s'occuper des retraites ou encore des « seniors » est une nécessité absolue, mais pas au prix de la marginalisation de ceux qui construiront l'avenir dont dépendra le niveau des retraites...

S'agissant de l'attention portée aux seniors, peut-être n'est-il pas inutile d'inviter Michelet au débat. Dans sa leçon du 22 mai 1849 au Collège de France, le célèbre historien avançait : *« Il suffit à l'enfant de naître pour être initié à tous les secrets de la vie contemporaine. C'est là l'utilité de la mort. Elle simplifie les questions en détruisant l'impuissance de comprendre, en ménageant sans cesse des hommes nouveaux pour des choses nouvelles... »*.

Alors oui, il y a urgence et nécessité d'un plan Marshall pour la jeunesse. Il faut créer une allocation minimale d'existence (AME) versée inconditionnellement à partir du moment où les parents n'ont plus obligation de subvenir. Il s'agit d'une mise à l'abri du besoin vital sans laquelle l'esprit ne peut être disponible. Si ventre affamé n'a pas d'oreille, esprit occupé à survivre n'a pas d'entendement. Tout aussi naturellement, l'école, depuis le primaire jusqu'au supérieur, doit être plus et de meilleure manière sollicitée. Il faut sortir du sommeil des formes d'intelligence que l'offre actuelle d'instruction ne *« branche pas »*. Le fait que l'on sache que tout un chacun ne peut pas être polytechnicien ne saurait laisser croire que tout a été essayé pour les autres, à qui il faut inlassablement tendre et retendre la main.

En tout état de cause, plus ne sera jamais assez car la société de la connaissance, qui est déjà le quotidien du grand nombre, exige, pour devenir celui de tous, des capacités qui puisent de plus en plus dans l'instruction. D'ores et déjà, la distribution des êtres humains sur l'échiquier de nos sociétés est largement fonction d'un savoir-faire de nature « intellectuelle ». La quasi-disparition du travail sans qualification est inscrite dans ce devenir. Elle est d'ailleurs déjà là et serait patente si nombre d'emplois non qualifiés n'étaient artificiellement maintenus. Il faut voir ici la grande victoire de l'humanité qui, dans le travail, substitue progressivement l'intelligence à l'application de la puissance physique. Animaux et surtout machines effectuent cette substitution, libérant l'être humain pour les tâches de son apanage.

> De nos jours, le fonds qui manque le moins est celui de l'intelligence et toute part laissée en jachère relève d'une forme de criminalité. Quand il s'agit de la jeunesse, c'est pire encore, car c'est l'avenir qu'on assassine

Le plus de moyens possibles devraient être dédiés à la fertilisation du complexe immatériel sous toutes les formes envisageables : recherche, innovation, prospective... On sait en effet que là est le gisement de la prospérité, les Etats-Unis d'Amérique en administrent le plus clairement la preuve. C'est au bout de cet effort qu'apparaîtra la nécessité de travailler davantage en France et de sortir de l'idée fausse qu'il suffirait aux Français de travailler plus pour accroître les richesses du pays. Nous ne sommes plus au temps de La Fontaine et du « Laboureur et ses enfants », ou plutôt si nous y sommes, c'est par le raisonnement. Du temps du grand fabuliste, la terre était le fonds qui manquait le moins et la cultiver mieux la faisait produire plus. De nos jours, le fonds qui manque le moins est celui de l'intelligence et toute part laissée en jachère relève d'une forme de criminalité. Quand il s'agit de la jeunesse, c'est pire encore, car c'est l'avenir qu'on assassine. Pour faire face, il nous reste à inventer les pratiques appropriées à ce qui n'a pas de précédent. La période est propice. Remettre la France à l'endroit, c'est mettre la jeunesse en avant, en regardant vers les antipodes de l'attrait sécuritaire.

Hubert Bouchet est secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs FO

PARUTION

■ **OÙ VA L'ÉCONOMIE MONDIALE ? SCÉNARIOS ET MESURES D'URGENCE,**
sous la direction de Jean-Marie Chevalier et Olivier Pastré

Que faire ? Les événements du 11 septembre constituent une agression sans précédent, dont la portée sur le long terme requiert toute l'attention des Etats, des entreprises et des citoyens. Une quinzaine d'économistes ont pris la plume pour analyser les conséquences de cette attaque terroriste sur les grands secteurs de l'économie, comme l'énergie, les transports, le tourisme, l'assurance, et surtout pour tracer des scénarios d'avenir soit de reconstruction, soit de dérivation. *« La prospective n'est pas une science exacte ; son seul mérite est d'éclairer l'avenir »*, avertissent Jean-Marie Chevalier et Olivier Pastré, les deux professeurs d'économie à l'origine de ce livre collectif.

Il s'agit selon eux d'établir *« un diagnostic honnête »*. Ainsi Jean-Paul Pollin, professeur à l'Université d'Orléans, plaide-t-il pour *« une réintermédiation de notre système de financement »*. Il est en quelque sorte rejoint par Christian de Boissieu, qui estime que l'Europe doit devenir le catalyseur de la nouvelle gouvernance mondiale, sans quoi elle restera dans l'ombre américaine.

Comme effet boomerang du 11 septembre, Patrick Artus s'attend plus à un choc d'offre avec la hausse de coûts qu'à un choc de demande. A terme, *« il est probable que le retard de l'Europe et du Japon sur les Etats-Unis, en ce qui concerne l'investissement technologique, va encore s'aggraver »*, pronostique-t-il.

Les questions des inégalités entre le Nord et le Sud, du développement souhaitable des pays dit « émergents » et enfin de la prise en compte de la dimension multipolaire de l'économie de demain sont clairement exposées. Face, à la *« mondialisation bancale »* qui est en train de se développer, il est urgent, selon Anton Brender, de tisser de nouvelles solidarités entre les différentes régions de la planète. Enfin, rendez-vous en 2016, pour savoir lequel des trois scénarios d'économie-fiction présentés en conclusion sera le plus proche de la réalité (Editions Odile Jacob, janvier 2002, 230 p., 23 €) **A. B.-M.**

Internet Intelligence
avec les Mastères Spécialisés d'une grande école d'ingénieurs
Ingénierie des médias numériques avec INA
Innovation technologique et management de projet
Intelligence scientifique, technique et économique
Accrédités par la Conférence des Grandes Écoles
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Clôture des inscriptions : 17 mai 2002
Admissions : scientifiques/non scientifiques
Tél. : 01 45 92 66 25
Cité Descartes - 2 Bd Blaise Pascal - 93 160 Noisy-le-Grand Cedex - www.esiee.fr
ADONIS Création

Le Monde
EMPLOI

La fonction publique territoriale peine à recruter ses cadres

FORMIDABLE RÉSERVOIR À EMPLOIS, LES COLLECTIVITÉS LOCALES N'ATTIRENT PAS LES JEUNES DIPLÔMÉS. AUX ATTRAITS, QUI NE MANQUENT PAS : PROXIMITÉ DU LIEU DE TRAVAIL, DIVERSITÉ DES POSTES..., LES CABINETS DE RECRUTEMENT OPPOSENT LEUR RETARD EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

En théorie, c'est un avenir radieux qui attend les jeunes diplômés tentés par la fonction publique territoriale. Voilà un secteur en évolution rapide, foisonnant et multimétier où la gestion, la culture, l'immobilier, les ressources humaines, l'informatique, le développement durable et, bien sûr, le social sont autant de domaines où exercer ses talents.

Les opportunités vont encore s'y accroître, car la pyramide des âges créera un appel d'air important. 35 % des fonctionnaires territoriaux atteindront 60 ans d'ici à 2012 et le nombre des départs annuels en retraite passera de 16 500, pour la période 2001-2005, à 31 000 pour la période 2006-2012.

L'hémorragie concernera surtout les catégories supérieures que sont les administrateurs, les ingénieurs en chef, mais aussi les coordinatrices de crèche : les trois quarts d'entre eux seront partis en 2012.

A cette onde de choc s'ajouteront des bouleversements institutionnels et techniques. Le développement en cours de l'intercommunalité et de la régionalisation poussera les nouvelles collectivités à recruter de jeunes compétences. Ce sera en priorité dans les postes hiérarchiques, d'abord parce que le taux d'encadrement est encore faible (8,4 %) dans la fonction publique territoriale, et aussi parce que les communes, les départements et les régions se tournent de plus en plus vers la maîtrise d'ouvrage, qui requiert des experts pour contrôler l'exécution. Malheureusement, la perspective d'une carrière dans une collectivité locale n'enthousiasme pas les jeunes diplômés. Les rémunérations plus importantes du privé et le prestige de la fonction publique d'Etat les dissuadent de se présenter aux concours.

La fonction publique territoriale a pourtant des attraits. *« Quelle autre entreprise peut proposer de travailler près de chez soi dans des métiers d'une grande diversité, de jouir d'une autonomie réelle et d'évoluer en passant d'un monde professionnel à un autre ? »*, demande Didier Meyer, directeur adjoint de la ville de Besançon, chargé des ressources humaines.

Comment faire face au déficit démographique ? En augmentant le rythme des concours et le nombre des places offertes. Mais cela ne suffit plus. *« Il faut faire connaître nos métiers et les modalités de recrutement suffisamment en amont,* explique Claire Cornet, directrice générale par intérim du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). *C'est dès le début des études d'ingénieur que nous devons rencontrer les étudiants, car ils font des projets très tôt. Mais il faut aussi que nous adaptions nos concours, qui sont souvent dissuasifs quand le privé recrute sur titre et dès la sortie de l'école. »* Pourquoi pas des épreuves simplifiées qui ne jugeraient que de la motivation ?

Henri Jacot, adjoint au maire de Lyon (Gauche alternative, écologique et citoyenne) chargé de l'administration générale et des ressources humaines, croit à la possibilité de faire évoluer les choses : *« Il faut que nous puissions créer une vraie carrière,* déclare-t-il, *car, dans certaines filières, comme l'animation ou le sport, tout est figé à 40 ans. Nous pouvons espérer des souplesses, soit en reconnaissant et en validant l'expérience, soit en jouant de la promotion interne et de la formation, notamment dans le cadre de la réduction du temps de travail. »*

A l'extérieur de la fonction publique territoriale, on croit moins à ses capacités de réforme. *« Ils ont quinze ans de retard sur le privé et demeurent dans la gestion du personnel alors qu'ils devraient mener une réflexion stratégique sur leurs ressources humaines,* critique Bernard Lorreyte, directeur du pôle tertiaire de Bernard Brunhes Consultants. *Ou bien ils joueront la carte de la transversalité et de la souplesse et ils parviendront à attirer des jeunes en leur proposant des projets et un management efficace, ou bien on ne peut exclure une pénurie de compétences qui les obligera à externaliser leurs fonctions. »*

Philippe Dressayre, gérant de l'agence de conseil IDRH, trouve quelques raisons d'espérer dans les recrutements de chargés de mission de haut niveau, par exemple à la Communauté urbaine de Strasbourg, qui a créé un département de prospective et embauché des élèves des grandes écoles parisiennes de commerce et de gestion. Mais lui aussi estime que ces évolutions par défaut ne dispenseront pas les collectivités locales de *« mettre en place des organisations qui ne soient plus verticales »*. Il est catégorique sur le futur : *« Ils ne s'en sortiront pas s'ils ne réforment pas leur système de concours. »*

Alain Faujas

> « Il faut faire connaître nos métiers et les modalités de recrutement en amont »

60 % DES SALARIÉS SONT DES FEMMES

L'observatoire de la fonction publique territoriale du Centre national de la fonction publique (CNFPT), que dirige Mohamed Amine, a dessiné statistiquement le portrait des salariés des différentes collectivités locales françaises. Toutes catégories et tous statuts confondus, ils sont 1 690 000 salariés, c'est-à-dire un quart de l'emploi public.

Pour 60 %, ce sont des femmes. Les deux tiers travaillent dans les communes et un cinquième en Ile-de-France. Un tiers des emplois sont à temps partiel. L'âge moyen est de 42 ans et cinq mois. Sur cent agents, 66 sont titulaires. Les agents de la catégorie A représentent 8,4 % de l'ensemble et leurs effectifs ont doublé en dix ans. Dans la catégorie A, un attaché gagne 1 469 euros par mois en début de carrière et 3 367 € en fin ; un administrateur gagne respectivement 2 222 € et 5 245 €, et un ingénieur divisionnaire, 2 174 € et 6 434 €. Ces rémunérations sont nettes et toutes indemnités comprises.

Le Val-d'Oise part en campagne

LE CONSEIL GÉNÉRAL REFUSE LA SURENCHÈRE POUR SÉDUIRE LES CANDIDATS

Le Val-d'Oise ne se fera pas sans vous ! » Empruntant le ton accrocheur des grandes entreprises, le slogan de la campagne de recrutement que l'un des conseils généraux (CG) de l'Ile-de-France a lancée début février se retrouve partout sur les murs et dans la presse... C'est la première fois que de tels moyens sont déployés, y compris le recours à un cabinet de recrutement et à Internet, alors que, jusqu'à présent, le Val-d'Oise comptait surtout sur les candidatures spontanées. Les difficultés actuelles d'embauche imposent cet effort.

Chaque année, le Val-d'Oise, qui emploie 1 710 agents, en recrute 400 pour remplacer les collaborateurs qui partent. Or, pour 2002, l'effet des 35 heures, mises en place le 1er janvier, accentue les besoins, puisque 110 postes devront avoir été créés cette année, auxquels pourront s'ajouter, d'ici à 2003, entre 20 et 40 autres si nécessaire. La réduction du temps de travail (RTT) n'est pas l'unique cause des difficultés. *« Depuis deux ans, en raison de la reprise économique, beaucoup de collaborateurs nous ont quittés pour le secteur privé,* observe Pascale Flury-Delabre, chef du service emploi-formation. *Le turn-over a doublé en deux ans, passant à 20 %. »* De nombreux postes sont concernés par ces tensions, notamment ceux de travailleurs sociaux. A la direction environnement, les problèmes de recrutement sont accrus par le fait qu'il s'agit de métiers assez nouveaux. *« A la création de cette direction, en 1999, j'ai embauché quatre ingénieurs eau, qui sont tous partis un an après »*, souligne Jacques Cransac, directeur de l'environnement.

Pour recruter, le conseil général est tenu de s'adresser en priorité au vivier des fonctionnaires, statut oblige. Mais le Val-d'Oise se retrouve en concurrence avec les autres collectivités territoriales. En outre, dans certains domaines, les spécialistes sont rares. *« Si nous voulons mener une vraie politique de l'environnement, il nous faut des gens capables de comprendre les phénomènes liés au bruit, à l'eau, à l'air »*, précise Jacques Cransac. *Mais, dans la fonction publique territoriale, il n'y a pas de personnes formées ayant un minimum d'expérience »*. Ou alors elles sont déjà dans des conseils généraux *« où les conditions d'accueil sont plus attractives »*, dans le sud de la France, par exemple.

Chaque collectivité fait valoir ses propres avantages, parfois critiquables, estime Pascale Flury-Delabre : *« Certaines respectent les statuts de manière aléatoire, en proposant un temps de travail inférieur à 1 600 heures par an alors que la loi impose ce quota. Cela crée une concurrence déloyale. »* Dans le Val-d'Oise, les agents qui travaillent sur le terrain ont 20 jours de congé RTT, les autres 15. S'ajoutent cependant 32 jours ouvrés de congé annuel, et les *« trois jours du président »* du conseil général. *« Je considère que nous sommes tout de même bien lotis et, lors des entretiens d'embauche, nous mettons en avant ce temps libre, et la souplesse pour prendre ces congés. »*

> « Nos salaires ne sont pas compétitifs par rapport au privé »

Autre méthode pour séduire : dans certains métiers – infirmières ou travailleurs sociaux, par exemple–, le Val-d'Oise propose des bourses d'études de deux ou trois ans (un an autrefois), en échange d'un engagement de travailler dans la collectivité *« trois ans par année de bourse »*, explique Pascale Flury-Delabre. Mais d'autres conseils généraux, pour récupérer ces candidats, leur rachètent ces bourses. *« Pas question pour nous de rentrer dans cette surenchère*, prévient Alain Régnier, directeur général adjoint chargé de la solidarité. *Ce n'est pas tant pour des raisons financières que d'éthique. »*

C'est seulement si la recherche parmi les fonctionnaires échoue que le recrutement peut s'ouvrir à d'autres candidats. Il faut donc attendre au minimum trois ou quatre mois, période durant laquelle le poste reste vacant. *« La pression des chefs de service est de plus en plus grande pour recruter tout de suite dans le privé*, constate Pascale Flury-Delabre. *Mais nous devons garantir aux fonctionnaires leur statut et le faire comprendre aux cadres et aux élus. »* Ce n'est pas toujours facile. Pour les quatre postes d'ingénieur à pourvoir (eau, rivières), Jacques Cransac cherche des spécialistes depuis quatre à six mois. *« J'ai obtenu que l'on passe enfin une annonce dans un magazine spécialisé dans l'environnement. Pendant ce délai, nous n'avons pas pu mettre en œuvre de nouvelles politiques. »*

Mais recruter des contractuels n'est pas non plus évident car *« nos salaires ne sont pas compétitifs »*, regrette Jacques Cransac, lui-même contractuel, comme la moitié de ses trente salariés. Un ingénieur acoustique, par exemple, perçoit *« environ 2000 euros nets par mois. Dans le privé, il aurait le double. »* En outre, le rythme de travail, soutenu, ne laisse pas le temps de préparer les concours pour devenir fonctionnaire. Dans ces conditions, le passage par une collectivité en Ile-de-France est souvent perçu juste comme *« un tremplin »*, constate Pascale Flury-Delabre. Mais d'autres aspects sont attractifs, fait-elle valoir, tels que le mode de travail par projets ou tout simplement *« l'intérêt du job*, plaide de Jacques Cransac. *Si vous arrivez à vendre votre projet aux élus, on vous donne les moyens pour le mener à bien. »*

Francine Aizicovici

Les chasseurs de CV trompeurs ne font pas recette

DES SITES INTERNET PROPOSENT AUX RECRUTEURS DE VÉRIFIER LA VÉRACITÉ DES DIPLÔMES. UNE OFFRE QUI LES SÉDUIT PEU

Les candidats en recherche d'emploi auraient la fâcheuse tendance à « maquiller » leur curriculum vitae. C'est en tout cas ce que soutient une étude réalisée en juin 2000 par le cabinet de recrutement Florian Mantione Institut. Effectué sur la base d'entretiens avec des directeurs des ressources humaines, des patrons de PME et des candidats, le cabinet affirme ainsi que les trois quarts des CV seraient toilettés, truqués ou dénaturés.

Au palmarès des petits arrangements avec la vérité, des salaires revus à la hausse, des qualifications survendues, des stages transformés en contrats à durée déterminée, des expériences professionnelles allongées. 35 % des candidats déclareraient, toujours selon l'étude précitée, être en possession d'un diplôme qu'ils n'auraient pas. Des affirmations difficiles à vérifier mais sur lesquelles s'appuient des sociétés, récemment créées, spécialisées dans la chasse aux faussaires. Leur travail : vérifier diplômes et formations professionnelles.

Le site Internet Verifdiploma recense plus de 1 million de diplômés provenant de quelque 2 000 grandes écoles et 600 formations à partir de bac + 4, avec mise à jour des nouvelles promotions. En quelques secondes, un recruteur pourra vérifier la véracité des diplômes et des dates annoncées par un candidat. Un service qui lui coûtera entre 1 500 et 8 000 euros par an selon le nombre de vérifications. L'abonnement permet aussi d'accéder à des fiches de synthèse décrivant les principales caractéristiques des écoles, des diplômes, et des associations d'anciens élèves.

Pour les établissements scolaires, le service est gratuit à condition qu'ils fournissent à Verifdiploma la liste des nouveaux diplômés. Polytechnique, le groupe HEC, l'Ecole nationale des ponts et chaussées, l'Essec... de nombreux instituts d'administration des entreprises (IAE) et quelques universités sont déjà partenaires.

Pour Emmanuel Chomarat et Luc Moulin, les deux fondateurs, *« Verifdiploma est un moyen pour tous ces établissements de défendre la valeur de leurs titres. »* Et une aide pour les entreprises. *« Beaucoup ne prennent pas le temps de vérifier les CV car elles manquent d'outils pour le faire. Elles doivent donc appeler les écoles directement ou consulter les annuaires des anciens élèves quand ils existent »*, explique Emmanuel Chomarat. *« Les recruteurs peuvent aussi demander la copie des diplômes mais celle-ci peut-être falsifiée. »*

Sur le même créneau, la société Ceriv, qui proposait déjà la vérification de CV pour les recruteurs, va plus loin en offrant depuis quelques mois au candidat un service de certification de CV. Facturant de 39 à 75 euros en fonction de l'âge de la personne et de la longueur du document, la société attribue un tampon de certification et un numéro d'identification sur le CV. *« Par souci de sécurité maximale*, explique Patrick Chedeville, PDG de Ceriv, *le document est alors archivé sous forme électronique verrouillée sur le site et accessible par le biais d'un code d'accès et d'un mot de passe. »*

Réel avantage pour les recruteurs ou gadget ? Ces professionnels de la vérification affirment tous qu'une demande existe. Verifdiploma espère compter d'ici la fin 2002 une centaine de clients, même chose pour Ceriv. En revanche, ils sont plus réticents à donner le nom de leurs clients : *« quelques grandes entreprises »*. Quant aux cabinets de recrutement qu'ils ciblent aussi, ils sont pour l'instant aux abonnés absents. *« Pourquoi les entreprises iraient payer pour un service qu'elles peuvent trouver gratuitement sur notre site ? »*, s'étonne Daniel Ameline, délégué général du Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France (CNISF). *« Notre répertoire recense plus de 80 % des diplômés d'écoles d'ingénieurs »*.

Du côté des entreprises, rares sont celles qui connaissent l'offre de ses sociétés. Et beaucoup affirment qu'elles se débrouillent très bien toutes seules. Le groupe Accor, qui vient de prendre un abonnement à Verifdiploma, se dit surtout intéressé par la base de données sur les formations et écoles. *« Nous n'avons jamais eu l'idée qu'en face un candidat pouvait mentir de façon éhontée*, affirme Hervé Bertrand, directeur du développement des ressources humaines. *Eventuellement il peut entretenir une sorte de flou que nous arrivons à dissiper au cours de l'entretien. L'utilisation la plus utile est celle qui concerne les cadres embauchés depuis longtemps*, poursuit-il. *Il est toujours délicat de demander à un salarié entré dans la société depuis plusieurs années des précisions sur sa formation initiale. Or, bien souvent, nous n'avons pas gardé son CV, nous ne l'avons peut-être jamais eu s'il a été embauché depuis longtemps. Mais cette utilisation reste de toute façon très marginale, j'ai peut-être effectué deux recherches au maximum. »*

> « Une société de service qui adapte un CV pour mieux vendre son consultant, on appelle ça une stratégie commerciale, un candidat qui ferait de même ce serait de la triche ? »

Le jugement des cabinets de recrutement est encore plus sévère. *« Est-ce que l'on peut résumer une candidature à un papier ? »*, s'insurge Marie-Claire Lemaitre, senior partner chez Mercuri-Urval, conseil en recrutement. *« Heureusement non. Ce serait très limitatif en matière de qualité. La tromperie pure et dure est extrêmement rare. »* Tout est fait d'ailleurs pour la déceler. *« Très vite, au cours du processus de recrutement, les éventuelles anomalies se dissipent*, explique Marie-Claire Lemaitre. *Il y a un effet déclaratif très efficace quand on fait, par exemple, remplir et signer un dossier de candidature. La licence annoncée dans le CV devient niveau licence dans le dossier. Ce premier tri est encore affiné lors de l'entretien. »* Quant au CV certifié, *« je ne lui accorderais pas plus de crédit qu'à un CV ordinaire »*. Pour les spécialistes du recrutement, le travail de prise de référence et de vérification est d'ailleurs difficilement délégable.

« La dérive de ce genre de procédé est très dommageable », commente Agnès Chauvin, directrice du cabinet de recrutement Temps Dense. *« Quelqu'un qui se présenterait avec une légère touche de blush pourra être traité de menteur ? Tout est tellement subjectif. Prenez les postes, d'une société à l'autre, la même appellation peut recouvrir des réalités extrêmement différentes. Se valoriser sur un CV, c'est de bonne guerre. Et il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures. Une société de service qui adapte un CV pour mieux vendre son consultant, on appelle ça une stratégie commerciale, un candidat qui ferait de même ce serait de la triche ? »*

Catherine Rollot

Vingt minutes de sieste (au travail) et ça repart !

LES SALARIÉS D'UNE COMMUNE DANOISE EXPÉRIMENTENT LE REPOS RÉPARATEUR. UN MOYEN DE VALORISER L'IMAGE DE LA VILLE ET DE SES SERVICES PUBLICS

STOCKHOLM
de notre correspondant

Hillerod, prospère commune de 37 000 âmes de la grande banlieue nord de Copenhague, mène une expérience bien singulière pour le royaume du Danemark où, de mémoire de protestant, l'effort a toujours figuré au chapitre des vertus cardinales. En avril, quinze jours durant, les employés des services municipaux ont été invités à faire une sieste quotidienne de vingt minutes, et ce sur leur temps de travail !

Vingt cobayes étaient initialement inscrits au budget, mais ce sont 40 aspirants-roupilleurs – sur les 3 600 salariés de la ville – qui se sont présentés et ont été retenus, la moitié parmi le personnel des crèches, l'autre parmi les agents administratifs. Dans les deux cas, les femmes constituaient la grande majorité des volontaires.

A l'origine de cette étonnante initiative, une clinique nordique du sommeil dirigée par le professeur Soren Berg, qui professe et prescrit le « Power Napping », *« jusqu'à vingt minutes de sommeil réparateur par jour, en milieu de journée, pour accroître ses prestations physiques et intellectuelles »*. Au-delà de vingt minutes, explique-t-il, les dormeurs entrent dans une phase de sommeil plus avancé et risquent de se réveiller du pied gauche.

Le professeur Berg rappelle que si les modes de vie ont changé – éloignement du lieu de travail, salariat, urbanisation, accroissement du temps passé dans les transports –, nos besoins, eux, demeurent. Si l'expérience se révèle probante, c'est-à-dire si employés et employeur y trouvent leur compte, la sieste légale sera instituée de manière permanente, mais toujours sur la base du volontariat.

Un questionnaire préparatoire a d'abord été remis aux employés, qui leur permettait de s'exprimer sur le stress ou la fatigue ressentie sur leur lieu de travail, les heures dans la journée où ils se sentent les moins performants, la pénibilité des tâches effectuées... Les volontaires ont ensuite pris leurs dispositions, débarquant, qui à l'école, qui à la mairie, matelas et réveils sous le bras.

« Le problème s'est posé pour les employés qui partagent un bureau avec un collègue qui ne souhaitait pas dormir. On a mis à leur disposition la salle de réunion du conseil municipal, qui n'est pas occupée pendant la journée », explique Dorthe Jensen, responsable du projet, et du développement et de l'organisation à la mairie de Hillerod.

QUELQUES MOQUERIES

D'autres, moins bien lotis, ont poussé dossiers et lampes articulées pour s'allonger sur leur table de travail, d'autres encore se contentant d'une chaise : il faut dire que vingt minutes sont vite passées. C'est même, certains s'en sont plaints, le temps requis pour s'assoupir.

Certes, l'aventure n'a pas recueilli tous les suffrages et les services de Nick Haekkerup, le jeune maire social-démocrate de Hillerod, ont essuyé quelques moqueries. Mais, dans l'ensemble, les réactions ont été positives. L'expérience s'inscrit dans un projet plus large de refonte de l'image de Hillerod, et notamment de ses services publics. Nous disons : *« Nous n'avons pas les moyens de vous proposer des salaires mirobolants mais nous vous offrons une qualité de vie dans une ville moyenne agréable où toutes les folies sont possibles »*, argue Dorthe Jensen.

Elle assure que des expériences similaires, réalisées par le professeur Berg, ont montré qu'une meilleure prise en compte des rythmes physiologiques des employés *« favorise leur développement personnel et, surtout, leur redonne le tonus nécessaire pour finir la journée de travail plus efficacement. C'est une sorte de contrat, un accord donnant-donnant »*.

Pas question, en effet, de profiter de ces vingt minutes pour faire autre chose. *« Personne n'a encore estimé qu'il s'agissait d'une réduction du temps de travail, mais cela pourrait arriver si le projet prenait un caractère permanent. De toute facon, ce n'est pas une option »*, avertit Mme Jensen.

Un questionnaire final a été distribué à l'issue des deux semaines expérimentales, dont les réponses sont en cours de dépouillement et d'analyse.

Une autre expérience non moins insolite avait retenu l'attention des médias étrangers lorsque la commune de Farum avait envoyé, à grands frais, ses retraités se faire dorer la pilule au soleil d'Espagne. Epinglé depuis pour sa gestion dispendieuse, le maire a été démissionné et les retraités doivent désormais se contenter des charmes d'une petite île danoise battue par les vents. Nettement moins glamour.

Boris Lévy

Ouverture d'un concours Interne pour l'accès au cadre d'emplois

DE CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-ÉDUCATIF

Par arrêté en date du 5 avril 2002, le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de l'Ariège a arrêté l'ouverture :

D'un concours Interne de Conseiller Territorial Socio-éducatif

commun aux centres de Gestion de l'Ariège, du Gers et des Hautes-Pyrénées.

Nombre de postes ouverts au concours :
10 postes répartis ainsi :
- **7** postes pour l'Ariège,
- **2** postes pour le Gers,
- **1** poste pour les Hautes-Pyrénées

Date des épreuves :
Les épreuves se dérouleront le **11 septembre 2002.**

Retrait des dossiers d'inscription :
Les dossiers d'inscription au concours sont à retirer exclusivement auprès du Centre de Gestion de l'Ariège, 4 rue Raoul Lafagette, 09000 FOIX, du **3 juin au 5 juillet 2002**, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
Les demandes par voie postale devront être adressées au Centre de Gestion de l'Ariège, au plus tard 8 jours avant la date limite de retrait des dossiers d'inscription, soit le **28 juin 2002**, le cachet de la poste faisant foi.

Dépôt des dossiers d'inscription :
Les dossiers d'inscription sont à retourner exclusivement auprès du Centre de Gestion de l'Ariège avant le **5 juillet 2002**, le cachet de la poste faisant foi.

Le Président : R. ZONCH

LE SOCIAL DANS L'UNION

par **Francis Kessler**

Le dialogue sous toutes ses formes

LE THÈME DU DIALOGUE SOCIAL a été abordé par la plupart des candidats au premier tour de l'élection présidentielle française comme élément central de réforme du droit national du travail. Il convenait, selon des modèles étonnamment proches, d'associer plus avant les partenaires sociaux au processus d'élaboration des normes régissant le travail salarié. Le postulat central de ces approches est que ceux-là ont une légitimité bien supérieure à celle du Parlement ou du gouvernement à élaborer ces normes. Il doit certainement beaucoup à la thématique de la Refondation sociale lancée par le Medef contre le trop-d'Etat dans le domaine de la réglementation sociale.

La réorientation du pouvoir de créer ces normes et les interrogations associées sur les niveaux de cette (ou de ces) négociation(s) sur leur articulation et sur la représentativité des négociateurs tant du côté patronal que syndical sont loin d'être récentes. Elles sont même fondatrices du droit collectif du travail. Aussi les problématiques actuelles rappellent-elles les travaux de la doctrine juridique des années 1920.

Etrangement, le débat moderne ne comporte que peu de références à nos voisins européens. Il est vrai que cette matière est forgée par l'histoire de chaque pays. Il n'y a ainsi rien de commun entre la primauté de la négociation collective de branche en Allemagne, synonyme d'un dialogue policé et marqué par ses rituels, et le mécanisme d'accréditation du syndicat par l'employeur au niveau de l'entreprise au Royaume-Uni. La faiblesse de l'Etat italien explique que les grandes réformes ont été précédées d'accords tripartites. Ces accords nationaux entre employeurs, syndicats et gouvernements sont des symboles de la recherche de dialogue – en rupture avec les anciennes pratiques franquistes – du nouvel Etat démocratique espagnol.

L'association des partenaires sociaux dans l'élaboration des normes communautaires illustre peut-être au mieux les difficultés en la matière. Le volontarisme est là aussi de rigueur, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, n'a-t-il pas déclaré à Laeken (Belgique) en décembre 2001 : *« Aujourd'hui plus que jamais, l'heure est venue pour les partenaires sociaux d'occuper le devant de la scène. »* On sait que ce dialogue a d'abord été un appel de la Commission aux milieux économiques et sociaux pour qu'ils apportent leur concours à la relance de la construction communautaire, c'est là le thème des rencontres de Val-Duchesse démarrées en 1985.

Aujourd'hui, après avoir assisté à la multiplication des lieux de rencontres sectoriels et interprofessionnels, mais aussi constaté une participation à la politique de l'emploi, l'on peut distinguer trois types d'interventions sous l'appellation dialogue social :

– la concertation tripartite qui désigne les échanges entre autorités publiques et partenaires sociaux européens, et donne lieu à des avis communs et des déclarations conjointes dans les domaines de l'éducation et de la formation, de l'organisation du marché du travail et de l'orientation des politiques économiques,

– une consultation des partenaires sociaux pour désigner les activités des comités consultatifs,

> « Aujourd'hui plus que jamais, l'heure est venue pour les partenaires sociaux d'occuper le devant de la scène »

– les consultations officielles de la Commission et des travaux bipartites des partenaires sociaux découlant ou non de ces consultations.

Ces travaux qui correspondent à la fonction de « législateur communautaire » sont également protéiformes. Ainsi, la Commission doit, depuis le traité d'Amsterdam, consulter les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action communautaire. Ceux-ci peuvent alors soit adresser à celle-ci un avis ou une recommandation, soit décider de prendre en charge l'action et négocier. La Commission se retire pour ne plus intervenir qu'en cas d'échec de la négociation.

L'accord européen abouti peut être mis en œuvre au niveau national de deux façons : les partenaires sociaux peuvent décider de faire transposer leur texte par des négociations nationales ou alors transmettre leur accord au conseil des ministres, qui le transforme en norme européenne.

Ces procédures sophistiquées n'en posent pas moins des questions comme celle de la représentativité des négociateurs, reposant sur des critères historiques, – *« avoir été à Val-Duchesse »* – ou sur des critères dégagés par la Commission en 1993. La situation est si peu claire, qu'une étude a été commandée et réalisée en 1999. Autre problème : l'articulation entre pouvoir de la Commission et celui des partenaires sociaux, notamment dans la maîtrise des calendriers de négociation. L'on constate que les partenaires sociaux ont jusqu'à présent préféré la transposition des accords par des directives plutôt que par renvoi à des négociations nationales. Enfin et surtout ces accords n'ont guère modifié le droit français : en d'autres termes ces négociations s'orientent d'après les règles des pays les moins-disants. On peut ne pas s'en contenter.

Francis Kessler est maître de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Formation Continue - Université de Rennes 1

DESS évaluation et analyse financière pour les collectivités territoriales

Service Formation Continue
4, rue Kléber - 35000 Rennes
02 23 23 39 50 - http://sfc.univ-rennes1.fr

rentrée sept. 2002

Faculté des sciences économiques